

Votre partenaire de choix
en formation
partout dans le monde



Depuis 1947

70

Rapport financier

Exercice financier se terminant le 31 mars 2017

Partenaire de choix en formation Depuis 1947

CAE est un chef de file mondial en formation dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et de la santé. Appuyés par 70 ans d'innovations, nous participons à la définition des normes mondiales en formation. Nos solutions innovatrices, qui vont de la formation virtuelle à l'entraînement en vol, rendent le transport aérien plus sécuritaire, gardent nos forces de défense prêtes pour leurs missions et améliorent la sécurité des patients. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec plus de 8 500 employés, 160 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays. Nous assurons chaque année la formation de plus de 120 000 membres d'équipage du secteur civil et du secteur de la défense et de milliers de professionnels de la santé dans le monde.

cae.com

 Suivez-nous sur Twitter @CAE_Inc.

Consultez notre *Rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale d'entreprise* !

Notre *Rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale d'entreprise* est disponible en ligne. Il regroupe dans un même document des renseignements sur notre stratégie, notre rendement pour l'exercice financier 2017 et notre responsabilité sociale d'entreprise (RSE). Regrouper nos informations de cette manière permet de fournir à toutes les parties prenantes une seule source de renseignements dans certains domaines clés. Cela indique également que la responsabilité sociale est indissociable de notre stratégie et de nos activités principales.

cae.com/rapportdactivites

Message du président du conseil d'administration

Bâtir l'avenir sur nos 70 ans d'héritage

Le conseil d'administration (CA) est heureux de rapporter que la direction de CAE a offert un haut rendement financier et opérationnel pour l'exercice financier 2017. Les améliorations par rapport à l'année dernière comprennent une forte croissance du revenu annuel, un carnet de commandes record et une augmentation à deux chiffres des résultats par action. Ces résultats renforcent la confiance du CA envers la haute direction de CAE et sa stratégie qui consiste à être le « partenaire de choix en formation ». Ils indiquent également de formidables occasions futures permettant de perpétuer l'histoire de passion et d'innovation de CAE qui dure maintenant depuis 70 ans.



James Hankinson
Président du conseil
d'administration

La transition vers les services de formation s'avère fructueuse

La décision de faire passer CAE d'une entreprise de produits à une entreprise de services de formation de bout en bout continue de porter fruit. Ce choix obtient des résultats pour les clients, les employés et les investisseurs. En fait, il a joué un rôle clé dans l'augmentation des revenus récurrents et nous a notamment permis d'accroître le dividende de nos actionnaires pour la sixième année consécutive.

Cette transition a également nourri les innovations qui refaçonnent l'industrie de la formation. Un excellent exemple de cette innovation est le lancement imminent de notre système de formation à l'évaluation objective des pilotes. Ce système révolutionnaire axé sur les données changera de façon importante la formation des pilotes commerciaux dans le monde.

Alors que notre vision de « partenaire de choix en formation » gagne du terrain, l'objectif du CA est de s'assurer de maintenir nos pratiques exemplaires en surveillant et en guidant l'équipe de la haute direction. Pendant l'exercice financier 2017, nous avons passé beaucoup de temps à examiner et à considérer les enjeux en matière de conformité. Nous avons étendu la portée de la reconnaissance du Code d'éthique professionnelle et des pratiques de formation de CAE, et nous avons révisé notre politique de lutte contre la corruption. Nous voulons nous assurer que CAE maintienne les normes éthiques les plus élevées.

Renouveau et diversité du conseil d'administration

Le renouvellement du CA a été un enjeu clé et continue de l'être. Au cours des deux prochaines années, trois directeurs, moi y compris, quitteront leurs fonctions au sein du CA, ayant atteint l'âge de la retraite ou la durée maximale de leur mandat. Au cours de l'exercice financier 2017, nous avons formé un comité spécial du conseil d'administration pour chapeauter le plan de succession du président en raison de mon départ, prévu pour août 2018.

Nous sommes ravis de l'importance qu'accorde l'équipe de la direction à la gestion et au perfectionnement des talents. Nous collaborons avec le président et chef de la direction alors que CAE cherche à préparer sa prochaine génération de leaders à l'aide de son programme de développement du leadership, qui est désormais grandement axé sur les objectifs de diversité.

Rendre hommage

Présider un conseil de ce calibre est une grande source de satisfaction et de fierté. Je désire remercier mes collègues directeurs pour leurs compétences et leur engagement. Je voudrais particulièrement remercier Paul Gagné, qui termine un mandat de 12 ans, pour les judicieux conseils qu'il a prodigués avec constance. J'aimerais également accueillir le président et chef de la direction de Transcontinental, François Olivier, qui s'est joint à nous en février 2017. François apporte une connaissance financière approfondie et une grande expérience de planification stratégique au CA.

Finalement, je ne manquerai pas de remercier nos actionnaires pour leur confiance en notre capacité à renforcer la position de CAE et à générer les avantages économiques, sociaux et environnementaux que les parties prenantes attendent aujourd'hui, avec raison. Nous sommes déterminés à nous assurer que CAE continue de mériter cette confiance et de répondre à ces attentes.

Message aux actionnaires

Diriger et croître Depuis 1947

Je suis heureux de rapporter que nous avons atteint un solide rendement pour l'exercice financier 2017, soit l'une de nos meilleures années en sept décennies d'histoire. Nous continuons de réaliser de très bons progrès dans le cadre de notre stratégie de formation en élargissant nos relations avec les clients partout dans le monde. Nous avons généré 2,7 milliards \$ de revenus au cours de l'exercice et avons terminé l'année avec un carnet de commandes record de 7,5 milliards \$, ce qui nous donne une meilleure visibilité et accroît la nature récurrente des activités de CAE. Je tiens à féliciter et à sincèrement remercier tous nos employés pour leur excellent rendement qui nous a permis de faire du progrès dans nos priorités stratégiques au cours de l'exercice 2017.



Marc Parent
Président et
chef de la direction

Réalisations clés

Au sein du groupe Solutions de formation pour l'aviation civile, CAE a généré une forte demande de solutions de formation complètes et uniques, ce qui a mené à un taux d'utilisation des centres de formation et à des marges opérationnelles plus élevées pour l'ensemble du groupe. Nous continuons à mener le marché pour les ventes de simulateurs de vol avec une année presque record. Pour les services de formation, nous avons conclu des contrats à long terme notamment avec Jet Airways en Inde, avec Vietnam Airlines et avec Korea Airports Corporation.

Nous avons mené à bien deux initiatives d'envergure afin d'améliorer notre position concurrentielle. L'une consistait en un programme d'amélioration de processus en vue d'améliorer considérablement notre façon de concevoir, de construire, de déployer et de soutenir nos simulateurs. L'autre programme visait à accroître notre capacité à combler nos clients en nous aidant à recruter, à intégrer, à former et à retenir les meilleurs instructeurs. Nous avons également démontré notre leadership novateur pour la formation en réalisant avec succès les tests d'un nouveau système révolutionnaire de formation à l'évaluation des objectifs axé sur les données qui changera considérablement la façon dont l'industrie forme les pilotes commerciaux. Nous nous attendons à ce que ce système devienne un élément différenciateur en vue d'accroître notre part du vaste marché de la formation aéronautique civile.

Notre division Défense et sécurité a conclu d'importants contrats d'intégration de systèmes de formation à long terme et, par la même occasion, a fait augmenter les commandes de 40 % pour atteindre un record de 1,4 milliard \$. Nous avons notamment remporté le contrat pour créer le nouveau programme et centre de formation des appareils à voilure fixe de l'armée américaine, que nous avons rendu opérationnel avant l'échéance. Notre grand nombre de soumissions a permis des performances sans précédent au cours de l'exercice 2017, et nous prévoyons continuer à gagner notre juste part de ce marché.

Dans le domaine de la santé, nous avons également démontré notre leadership en matière d'innovation et avons positionné le secteur de façon à assurer sa croissance à long terme. Nous avons doublé le nombre d'activités que nous effectuons avec les fabricants d'équipement d'origine (OEM) et les appareils médicaux complexes. Nous avons collaboré avec Microsoft pour intégrer la puissance de la réalité mixte à la simulation échographique, offrant ainsi une application avec un grand potentiel pour améliorer l'éducation et la formation en soins de santé, et améliorer les compétences cliniques ainsi que la sécurité des patients. Cette innovation révolutionnaire est l'exemple parfait de ce que CAE peut offrir dans ce marché.

« Nous sommes un chef de file mondial en formation, ce qui s'explique en grande partie par notre engagement à investir dans l'innovation technologique et opérationnelle. CAE est une entreprise 4.0; elle est bien positionnée pour tirer profit de la révolution technologique actuelle. »

Perspectives d'avenir : protection, croissance, innovation

« Protection, croissance, innovation » - ces impératifs stratégiques qui se renforcent mutuellement guideront nos décisions et nos actions au cours de l'exercice 2018 et au-delà. Pour continuer à protéger notre entreprise, nous allons maintenir notre leadership sur le marché, favoriser l'excellence opérationnelle et l'optimisation des actifs, accroître notre agilité en matière de processus et démontrer un plus grand leadership d'opinion.

Au cours des dernières décennies, CAE s'est imposée comme leader d'opinion en matière de formation en aviation. Nous offrons désormais certaines des solutions les plus novatrices et complètes, qui, nous croyons, permettront d'accéder à une plus grande partie du marché mondial de 3,5 milliards \$ de la formation en aviation civile. Nous constatons qu'il existe d'énormes possibilités de croissance, puisque le trafic de passagers devrait doubler au cours des 20 prochaines années. Nous avons récemment publié notre premier rapport public *Perspectives sur la demande de pilotes de ligne*, dans lequel nous prévoyons un besoin de 255 000 nouveaux pilotes de ligne d'ici 2027. Ce sont de bonnes nouvelles pour le chef de file mondial en formation pour l'aviation civile.

Les réalités géopolitiques font augmenter les investissements au sein des forces de défense à l'échelle mondiale. Les gouvernements du monde accordent une haute priorité à la préparation aux missions et aux avantages intrinsèques de la formation axée sur la simulation. Ces facteurs entraînent un plus grand besoin en formation, et nous croyons que CAE est bien placée pour croître à titre d'intégrateur de systèmes de formation.

Nous avons une vision positive du potentiel à long terme de CAE Santé alors que l'utilisation de la simulation se développe pour le domaine de l'éducation et de la formation. Nous sommes persuadés que CAE Santé deviendra une partie plus importante des activités globales de CAE. Nous poursuivons l'élargissement de notre prestation en formation d'infirmiers, le plus grand marché au sein des soins de santé.

Depuis 1947, notre « recette secrète » est l'innovation. Nous sommes un chef de file mondial en formation, ce qui s'explique en grande partie par notre engagement à investir

dans l'innovation technologique et opérationnelle. CAE est une entreprise 4.0; elle est bien positionnée pour tirer profit de la révolution technologique actuelle. Nous adoptons rapidement de nouvelles technologies numériques telles que les mégadonnées, l'intelligence artificielle et l'apprentissage machine. Nos employés nous aident à exploiter la valeur du monde numérique par l'intermédiaire de nos Défis de l'innovation. Cette année, nous avons reçu davantage d'idées de nos employés que jamais auparavant.

La responsabilité sociale d'entreprise fait partie intégrante de notre stratégie

Une partie de notre évolution est axée sur la poursuite de l'intégration de la responsabilité sociale d'entreprise (RSE). Celle-ci est ancrée dans notre mission et nos valeurs; dans tout ce que nous entreprenons. Au cours de l'exercice 2017, nous avons considérablement amélioré nos données et notre rendement en matière de santé, de sécurité et d'environnement.

L'exercice 2017 se distingue également par l'évolution culturelle en cours à CAE. Nous prenons des mesures concrètes pour exploiter le véritable pouvoir de notre entreprise : nos employés. Ce sont eux qui permettront à notre entreprise d'atteindre de nouveaux sommets.

Tout au long de l'année civile 2017, nous profiterons des célébrations de notre 70^e anniversaire pour mettre l'accent sur nos valeurs et nos attributs de leadership, tout en étant davantage axés sur les employés, leur perfectionnement et leur bien-être, et en rendant le milieu de travail plus amusant. Ces priorités appuient notre stratégie concurrentielle pour attirer des talents clés au sein de notre organisation. Au cours de l'exercice 2017, nous avons ajouté 500 employés pour soutenir notre croissance.

Une vraie réussite

Au cours de la dernière année, notre rendement financier et opérationnel solide s'est reflété à la bourse et par l'approbation massive de notre stratégie de formation par les investisseurs. Notre proposition de valeur exceptionnelle attire un nombre croissant d'employés, de clients, de partenaires et d'actionnaires dans le monde entier. Pour l'année à venir, nous prévoyons une croissance solide et continue alors que nous poursuivons notre vision d'être le partenaire de choix en formation reconnu mondialement.

Pour réaliser notre vision et nos aspirations, nous devons investir dans les bons talents, former de grands leaders et recruter les ressources essentielles. Nous continuerons également à faire en sorte que travailler chez CAE soit plus gratifiant. Ce ne sont que quelques-unes des initiatives qui permettront de maintenir notre titre de chef de file et de progresser dans les décennies à venir. Nous poursuivons fièrement la mission du fondateur de CAE et de tous les employés qui nous ont précédés, et qui ont fait de cette entreprise un véritable exemple de réussite au cours des 70 dernières années.



Table des matières

| | |
|---|-----|
| Rapport de gestion | |
| 1. POINTS SAILLANTS | 1 |
| 2. INTRODUCTION | 3 |
| 3. À PROPOS DE CAE | 5 |
| 3.1 Qui nous sommes | 5 |
| 3.2 Notre vision | 5 |
| 3.3 Notre stratégie | 5 |
| 3.4 Nos activités | 6 |
| 3.5 Variations du change | 12 |
| 3.6 Mesures hors PCGR et autres mesures financières | 13 |
| 4. RÉSULTATS CONSOLIDÉS | 16 |
| 4.1 Résultat opérationnel – quatrième trimestre de l'exercice 2017 | 16 |
| 4.2 Résultat opérationnel – exercice 2017 | 18 |
| 4.3 Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition | 20 |
| 4.4 Prises de commandes consolidées et carnet de commandes total | 20 |
| 5. RÉSULTATS PAR SECTEUR | 21 |
| 5.1 Solutions de formation pour l'aviation civile | 22 |
| 5.2 Défense et sécurité | 25 |
| 5.3 Santé | 27 |
| 6. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS | 29 |
| 6.1 Mouvements de trésorerie consolidés | 29 |
| 6.2 Sources de financement | 30 |
| 6.3 Participation gouvernementale | 31 |
| 6.4 Obligations contractuelles | 31 |
| 7. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE | 32 |
| 7.1 Capital utilisé consolidé | 32 |
| 7.2 Arrangements non comptabilisés | 34 |
| 7.3 Instruments financiers | 34 |
| 8. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES | 37 |
| 9. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOS ACTIVITÉS | 38 |
| 9.1 Risques liés à l'industrie | 38 |
| 9.2 Risques propres à la Société | 39 |
| 9.3 Risques liés au marché | 43 |
| 10. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES | 44 |
| 11. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES | 45 |
| 11.1 Nouvelles normes et modifications adoptées | 45 |
| 11.2 Nouvelles normes et modifications non encore adoptées | 45 |
| 11.3 Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses | 46 |
| 12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES | 48 |
| 12.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information | 48 |
| 12.2 Contrôle interne à l'égard de l'information financière | 48 |
| 13. RÔLE DE SURVEILLANCE DU COMITÉ D'AUDIT ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION | 48 |
| 14. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES | 48 |
| 15. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES | 49 |
| États financiers consolidés | 51 |
| Conseil d'administration et direction | 111 |
| Renseignements aux actionnaires et aux investisseurs | 112 |
| Énoncés prospectifs | 113 |

Rapport de gestion

pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2017

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2017

Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2016

- Les produits des activités ordinaires poursuivies consolidés se sont établis à 734,7 millions \$ ce trimestre, en hausse de 52,0 millions \$, soit 8 %, par rapport au trimestre précédent et de 12,2 millions \$, soit 2 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2016.

Résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société stable par rapport au trimestre précédent et en hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2016

- Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 67,4 millions \$ (soit 0,25 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 67,6 millions \$ (soit 0,25 \$ par action) au trimestre précédent et à 61,2 millions \$ (soit 0,23 \$ par action) au quatrième trimestre de l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 6,2 millions \$, soit 10 %;
- Les éléments particuliers pris en compte dans le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société pour le trimestre sont des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 20,0 millions \$ (15,0 millions \$ après impôt, soit 0,06 \$ par action) ce trimestre, essentiellement attribuables à l'acquisition de Lockheed Martin Commercial Flight Training (LMCFT). Ce programme de restructuration, d'intégration et d'acquisition a pris fin au quatrième trimestre. Le résultat net avant les éléments particuliers¹ s'est établi à 82,4 millions \$ et le résultat par action avant les éléments particuliers¹ a totalisé 0,31 \$ pour le trimestre écoulé, comparativement à 69,6 millions \$ (soit 0,26 \$ par action) au trimestre précédent et à 72,8 millions \$ (soit 0,27 \$ par action) au quatrième trimestre de l'exercice 2016;
- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société tient compte d'un résultat des activités abandonnées correspondant à une perte de 0,7 million \$ (soit néant par action) ce trimestre, comparativement à un bénéfice de 0,2 million \$ (soit néant par action) au trimestre précédent et à une perte de 2,4 millions \$ (soit 0,01 \$ par action) au quatrième trimestre de l'exercice 2016.

Flux de trésorerie disponibles positifs¹ liés aux activités poursuivies de 160,4 millions \$ ce trimestre

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies se sont élevés à 197,5 millions \$ ce trimestre, comparativement à 156,1 millions \$ au trimestre précédent et à 51,0 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance¹ et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 26,8 millions \$ ce trimestre, à 16,6 millions \$ au trimestre précédent et à 18,8 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes en trésorerie ont totalisé 20,5 millions \$ ce trimestre, 20,8 millions \$ au trimestre précédent et 19,3 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

EXERCICE 2017

Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse par rapport à l'exercice 2016

- Les produits des activités ordinaires poursuivies consolidés se sont établis à 2 704,5 millions \$, en hausse de 191,9 millions \$, soit 8 %, par rapport à l'exercice précédent.

Résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société et résultat par action dilué des activités poursuivies en hausse

- Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 252,0 millions \$ (soit 0,93 \$ par action), comparativement à 239,3 millions \$ (soit 0,89 \$ par action) à l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 12,7 millions \$, soit 5 %;
- Les éléments particuliers pris en compte dans le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société pour l'exercice sont des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 35,5 millions \$ (26,4 millions \$ après impôt, soit 0,10 \$ par action). Le résultat net avant les éléments particuliers s'est établi à 278,4 millions \$ et le résultat par action avant les éléments particuliers a totalisé 1,03 \$ pour l'exercice écoulé, par rapport à 230,5 millions \$ (soit 0,86 \$ par action) pour l'exercice précédent;
- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société tient compte d'un résultat des activités abandonnées correspondant à une perte de 0,5 million \$ (soit néant par action), comparativement à une perte de 9,6 millions \$ (soit 0,04 \$ par action) pour l'exercice précédent.

¹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Flux de trésorerie disponibles positifs liés aux activités poursuivies de 327,9 millions \$

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies se sont élevés à 464,3 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 345,8 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 68,3 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 65,1 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dividendes en trésorerie ont totalisé 80,6 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 56,7 millions \$ pour l'exercice précédent.

Capital utilisé² de 2 831,7 millions \$ à la fin de l'exercice, en hausse de 104,1 millions \$, soit 4 %

- Le rendement du capital utilisé² (RCU) s'est établi à 11,2 % pour l'exercice écoulé, comparativement à 10,6 % pour l'exercice précédent;
- Le fonds de roulement hors trésorerie² a augmenté de 4,1 millions \$ à l'exercice 2017 pour s'établir à 193,0 millions \$ à la fin de l'exercice;
- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 109,5 millions \$;
- Les autres actifs non courants et les autres passifs non courants ont augmenté respectivement de 78,5 millions \$ et de 86,5 millions \$;
- La dette nette² a diminué de 36,6 millions \$ pour l'exercice écoulé pour s'établir à 750,7 millions \$ à la fin de l'exercice.

COMMANDES²

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes² pour le trimestre s'est établi à 1,03 (ratio de 1,15 pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 0,84 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,0 pour le secteur Santé). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,18 (ratio de 1,09 pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 1,33 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,0 pour le secteur Santé);
- Les prises de commandes totales se sont chiffrées à 3 193,4 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 411,4 millions \$ par rapport à l'exercice précédent;
- Le carnet de commandes total², qui comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises et les commandes non financées, s'établissait à 7 530,2 millions \$ au 31 mars 2017, en hausse de 1 157,6 millions \$ par rapport à l'exercice précédent.

Solutions de formation pour l'aviation civile

- Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a signé des contrats d'une valeur prévue de 1 698,8 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 50 simulateurs de vol (FFS).

Défense et sécurité

- Le secteur Défense et sécurité a obtenu des contrats d'une valeur de 1 383,9 millions \$.

Santé

- Le secteur Santé a reçu de nouvelles commandes évaluées à 110,7 millions \$.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

- Le 2 mai 2016, nous avons conclu l'acquisition de LMCFT, fournisseur de matériel et de services de formation dans le secteur de l'aviation.

AUTRES

- Notre programme d'amélioration des processus a pour effet de standardiser certains types de simulateurs d'avions commerciaux. La comptabilisation selon la méthode de l'avancement des travaux n'étant pas appropriée pour les simulateurs standardisés, nous avons donc commencé à comptabiliser les produits des activités ordinaires à l'achèvement de ces simulateurs à l'exercice 2017;
- Le 14 février 2017, nous avons annoncé le renouvellement de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant l'achat, aux fins d'annulation, d'au plus 5 366 756 de nos actions ordinaires émises et en circulation sur une période d'un an prenant fin le 22 février 2018.

² Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice et 2017* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2017;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2016;
- Les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 31 mai 2017 et présente l'analyse par notre direction de nos résultats (le rapport de gestion) pour l'exercice et le trimestre clos le 31 mars 2017, ainsi que les états financiers consolidés et les notes qui les complètent pour l'exercice clos le 31 mars 2017. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, notre performance et notre situation financière au cours de l'exercice 2017. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute l'information trimestrielle présentée dans le présent rapport de gestion est fondée sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice écoulé, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2017. Le rapport de gestion vise à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise, dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimé importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions, ou;
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, *stratégie*, *futur* et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment des risques liés à l'industrie, comme la concurrence, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes de défense et de sécurité financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les règles des organismes de réglementation et le respect de ces règles; des risques propres à CAE, comme l'évolution des produits, les activités de recherche et de développement (R-D), les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, les partenariats stratégiques et les contrats à long terme, l'approvisionnement et le rapport de force des fabricants d'équipement d'origine (OEM), les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des produits et la gestion des programmes, la protection des droits de notre propriété intellectuelle, l'accès à la propriété intellectuelle de tiers, la perte de personnel clé, les relations de travail, la responsabilité environnementale et les actions en responsabilité consécutives à des dommages, l'intégration des entreprises acquises, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les systèmes de technologie de l'information, y compris les menaces à la cybersécurité, la durée du cycle de vente, le rendement continu du capital investi pour les actionnaires et notre dépendance envers la technologie et les tiers fournisseurs; de même que des risques liés au marché, comme les écarts de change, l'instabilité politique, la disponibilité du capital, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger, y compris le risque de corruption, et les lois fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions vous sont fournies à la rubrique *Risques et incertitudes liés à notre activité* du rapport de gestion. Nous avisons le lecteur que la liste susmentionnée n'est pas nécessairement exhaustive. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial en formation dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et des soins de santé. Appuyés par 70 ans d'innovations, nous participons à la définition des normes mondiales en formation. Nos solutions innovatrices, qui vont de la formation virtuelle à l'entraînement en vol, rendent le transport aérien plus sécuritaire, gardent nos forces de défense prêtes pour leurs missions et améliorent la sécurité des patients. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec plus de 8 500 employés, 160 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays. Nous assurons chaque année la formation de plus de 120 000 membres d'équipage du secteur civil et du secteur de la défense et de milliers de professionnels de la santé dans le monde.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre vision

Notre vision est d'être reconnu mondialement comme le partenaire de choix en formation en vue de renforcer la sécurité, l'efficacité et d'améliorer la préparation. Par l'intermédiaire de la formation que nous fournissons, nous visons à améliorer la sécurité du transport aérien, la préparation aux missions des forces de défense et la capacité du personnel médical à sauver des vies.

3.3 Notre stratégie

Nous sommes à l'écoute des impératifs que représentent la sécurité, l'efficacité et la préparation pour nos clients dans trois principaux marchés : aviation civile, défense et sécurité, et soins de santé.

Nos décisions en matière de répartition du capital et des autres ressources sont guidées par trois impératifs stratégiques généraux : *croissance* passant par les solutions les plus complètes au monde, nous permettant d'être reconnus mondialement comme le partenaire de choix en formation; *protection* de notre position de chef de file grâce à la meilleure satisfaction de la clientèle qui soit et à l'excellence opérationnelle; et *innovation* au moyen de nouvelles technologies et de solutions qui améliorent la formation pour nos clients.

Nous sommes une société unique, entièrement centrée sur la simulation et la formation, et notre engagement envers les besoins de formation à long terme de nos clients est incontesté.

Six forces

Nous sommes d'avis que six forces fondamentales sous-tendent notre stratégie et nous placent en bonne position en vue d'une croissance à long terme durable :

- Haut niveau d'activités récurrentes;
- Fossé concurrentiel solide;
- Espace pour croître dans les grands marchés;
- Tendances favorables constantes;
- Possibilité de rendements plus importants;
- Culture d'innovation.

Haut niveau d'activités récurrentes

Près de 60 % de nos activités proviennent de la prestation de services et sont en grande partie tributaires de contrats à long terme et de la demande en formation de nos clients visés par des exigences réglementaires qui les obligent à effectuer de la formation récurrente.

Fossé concurrentiel solide

Nous sommes fiers des relations solides que nous entretenons avec nos clients et nos partenaires, lesquelles, dans bien des cas, durent depuis déjà des dizaines d'années, et nous sommes un chef de file de tous nos secteurs de marché. Nous offrons à nos clients des solutions uniques et complètes dont la portée et l'échelle de calibre mondial sont parmi les meilleures du marché.

Espace pour croître dans les grands marchés

Nous fournissons des solutions de formation innovatrices à des clients dans d'importants marchés exploitables liés à l'aviation civile, à la défense et à la sécurité ainsi qu'aux soins de santé disposant d'une marge de manœuvre considérable qui nous permettra d'accroître notre part de marché à long terme.

Tendances favorables constantes

Les spécialistes du secteur de l'aviation commerciale estiment que la croissance du trafic passagers s'établira à 4,2 % par année au cours de la prochaine décennie. Dans le secteur de la défense et de la sécurité, nous sommes d'avis que la reprise des investissements en défense sera un moteur favorable et provoquera une utilisation accrue de la formation fondée sur la simulation. Nous constatons également que les clients, tant dans l'aviation civile que la défense et la sécurité, sont de plus en plus susceptibles d'externaliser leurs entreprises de formation. Dans le marché émergent de la santé, nous voyons également une adoption accrue de la simulation pour l'éducation et la formation des étudiants et des praticiens.

Possibilité de rendements plus importants

La proportion croissante des produits des activités ordinaires que nous tirons des services de formation présente la possibilité d'un cycle moins amplifié, la formation découlant en grande partie des besoins en formation du parc d'appareils en service. En outre, notre croissance peut être plus rapide que celle de nos marchés sous-jacents grâce à l'augmentation de notre part de marché.

Culture d'innovation

Nous tirons un avantage concurrentiel considérable de notre position de chef de file de l'innovation en matière de produits de simulations et de solutions de formation. Nous faisons également preuve de polyvalence en assurant la participation des clients à un éventail de modèles de partenariat.

3.4 Nos activités

Nous fournissons des solutions de formation intégrées à trois marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique (FTO), les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO) et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les fabricants OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des fabricants OEM.

MARCHÉ DE L'AVIATION CIVILE

Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage.

Grâce à nos solutions de formation complètes dans le secteur de l'aviation, nous sommes en position unique pour répondre aux besoins des pilotes professionnels pendant toute leur carrière, d'élève-pilote à commandant de bord. Nous sommes le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation commerciale dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Notre vaste expertise du secteur, notre crédibilité sans faille, notre réseau d'appareils en service, nos relations solides et notre réputation de partenaire de confiance nous permettent d'accéder à une plus grande part du marché que toute autre société de notre industrie. Nous offrons des services de formation aéronautique dans 30 pays et, grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont les compagnies aériennes et autres exploitants d'avions commerciaux, d'avions d'affaires et d'hélicoptères.

Parmi nos milliers de clients, quelque 40 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des accords de services de formation et d'exploitation de centres de formation à long terme et des coentreprises. Notre gamme complète de solutions de formation comprend des produits et services destinés à la formation des pilotes, du personnel de cabine et des techniciens de maintenance, l'exploitation de centres de formation, l'élaboration de programmes de formation, les didacticiels, et les services de consultation. Nous exploitons actuellement 269 FFS, y compris ceux exploités en coentreprise. Nous offrons la meilleure technologie du secteur et façonnons l'avenir de la formation au moyen d'innovations comme le système de formation de prochaine génération, qui améliorera la qualité et l'efficacité de la formation en intégrant des connaissances axées sur les données de vol et de simulation jusqu'ici inexploitées. En tant que chef de file du secteur de la formation, nous poursuivons notre stratégie de recrutement, de perfectionnement et de maintien en poste des meilleurs instructeurs, qui représentent notre deuxième groupe d'employés en importance, après les ingénieurs. Dans le domaine de la formation de nouveaux pilotes, CAE exploite le plus important réseau de formation initiale au vol dans le monde avec sept écoles de pilotage et un parc de plus de 165 avions. Dans le domaine de la gestion des ressources, CAE est le chef de file mondial sur le marché du placement de membres d'équipage et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision (MRO).

Qualité, fidélité et fiabilité sont au cœur du matériel de simulation de vol de marque CAE, et nous sommes le chef de file mondial de l'élaboration de simulateurs de vol pour l'aviation civile. Nos processus sont en constante évolution, et nous dominons le marché en ce qui a trait à la conception, à la fabrication et à l'intégration de FFS civils pour de grandes compagnies aériennes et des transporteurs régionaux ainsi que pour des centres de formation exploités par des tiers et des fabricants OEM. Nous avons constitué une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 modèles d'appareils. Notre équipement de simulation de vol, incluant nos FFS, est conçu pour satisfaire aux exigences rigoureuses concernant leur longue durée de vie utile, laquelle se prolonge souvent pendant plusieurs décennies d'usage constant. Nous offrons également le meilleur soutien qui soit grâce à une gamme complète de services et à notre important réseau mondial de pièces de rechange et d'équipes de service.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions de formation sur le marché de l'aviation civile est déterminée par les facteurs suivants :

- Réglementation en matière de formation et d'attestation des pilotes;
- Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes et des exploitants d'avions d'affaires;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Croissance du parc d'avions commerciaux et d'avions d'affaires en service;
- Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés.

Réglementation en matière de formation et d'attestation des pilotes

La formation dans le secteur de l'aviation civile est un marché essentiellement récurrent en raison d'un environnement fortement réglementé en vertu de normes mondiales et nationales, notamment en ce qui a trait aux licences et aux attestations des pilotes. Ces exigences de formation obligatoires et récurrentes sont réglementées par les autorités réglementaires aéronautiques nationales et internationales telles que l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA) et la Federal Aviation Administration (FAA).

Au cours des dernières années, les modes d'attestation des pilotes et les exigences réglementaires sont devenus de plus en plus rigoureux. La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote joue un rôle plus important dans le monde avec la formation de licence de pilote en équipage multiple (MPL), la prévention et le rétablissement en cas de perte de contrôle (UPRT) et les exigences visant la licence de pilote de ligne (ATPL) aux États-Unis.

Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes et des exploitants d'avions d'affaires

La concurrence est vive dans le secteur de l'aviation commerciale, ce qui oblige les exploitants à constamment mettre en œuvre des initiatives d'excellence opérationnelle et d'efficacité pour générer des rendements adéquats tout en maintenant les normes de sécurité les plus strictes qui soient et en cultivant la confiance des voyageurs. Il est de plus en plus intéressant pour les transporteurs de miser sur l'expertise en formation de partenaires dignes de confiance comme CAE pour combler les lacunes d'efficacité grandissantes, les questions de pénurie de pilotes, l'évolution de la réglementation et des environnements de formation et les programmes d'appareils en cours. En s'associant à un fournisseur de formation comme CAE, les transporteurs ont immédiatement accès à une flotte internationale de simulateurs, à des cours, à des programmes et à des instructeurs, et sont ainsi plus à même de mettre en place les flottes d'appareils qui répondent le mieux à leurs besoins.

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

La croissance à long terme du trafic aérien donne lieu à une demande accrue pour l'équipage de conduite, le personnel de cabine, le personnel de maintenance et le personnel au sol, ce qui propulse la demande de solutions de formation.

Dans le secteur de l'aviation commerciale, le secteur de l'aéronautique prévoit généralement que la croissance moyenne à long terme du trafic aérien sera de 4,2 % par année au cours de la prochaine décennie. Pour l'année civile 2016, le trafic passagers mondial a augmenté de 6,3 % par rapport à l'année civile 2015. Pour le premier trimestre de l'année civile 2017, le trafic passagers a augmenté de 7,0 % par rapport au trimestre correspondant de l'année civile 2016. Certains marchés continuent d'afficher de meilleures performances, le trafic passager ayant progressé de 10,0 % en Asie et de 9,1 % au Moyen-Orient, alors qu'il s'est accru de 6,9 % en Europe, de 5,1 % en Amérique latine et de 2,3 % en Amérique du Nord.

Dans le secteur de l'aviation d'affaires, il existe un lien étroit entre la demande de formation et les vols d'avions d'affaires. Selon la FAA, le nombre total de vols d'avions d'affaires, qui comprend tous les vols intérieurs et internationaux, a affiché une modeste progression de 1,4 % au cours des 12 derniers mois. En outre, selon Eurocontrol, organisme européen voué à la sécurité de la navigation aérienne, le nombre total de vols d'affaires en Europe a quelque peu augmenté de 1,4 %.

Pour ce qui est des solutions de formation sur hélicoptères, la demande est principalement tributaire du niveau d'activité extracôtière dans le secteur du pétrole et du gaz, puisque les exploitants d'hélicoptères œuvrant dans ce secteur constituent la majorité de la clientèle de ce segment de formation relativement restreint. La baisse prolongée des prix du pétrole a donné lieu à une diminution de l'activité d'exploration extracôtière des exploitants d'hélicoptères.

Des perturbations importantes comme une instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une récession prolongée ou d'autres événements mondiaux d'envergure sont autant de facteurs qui pourraient nuire à la croissance du trafic aérien.

Croissance du parc d'avions commerciaux et d'avions d'affaires en service

En tant que fournisseurs de solutions de formation intégrées, notre croissance à long terme est étroitement liée au parc d'avions commerciaux et d'avions d'affaires en service.

Le parc mondial d'avions commerciaux a progressé à un taux annuel moyen de 3,2 % au cours des 20 dernières années et devrait afficher un taux moyen de croissance d'environ 3,6 % par année au cours des deux prochaines décennies en raison de l'augmentation de la demande provenant des marchés émergents et des transporteurs à bas prix de même que du remplacement d'appareils dans les marchés établis. De mars 2016 à mars 2017, la flotte mondiale d'avions commerciaux s'est accrue de 4,2 %, affichant une hausse de 7,0 % en Asie-Pacifique, de 5,0 % en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique (EMOA) ainsi qu'une croissance modeste de 1,6 % en Amérique.

Les principaux fabricants OEM de jets d'affaires vont de l'avant avec leur intention d'introduire divers nouveaux modèles d'appareils au cours des prochaines années, dont les Global 7000/8000 de Bombardier, Citation Longitude et Hemisphere de Cessna, Falcon 5X de Dassault, 500/600 de Gulfstream, SF50 de Cirrus et PC-24 de Pilatus.

Grâce à notre réseau de formation en aviation d'affaires, à notre gamme complète de programmes de formation, aux relations à long terme que nous entretenons avec les fabricants OEM clés et à nos investissements continus dans notre réseau, nous sommes en bonne position pour satisfaire à la demande de formation découlant de la mise en service de ces nouveaux programmes d'appareils.

Notre solide fossé concurrentiel, composé de notre vaste réseau mondial de formation, des meilleurs instructeurs qui soient, de programmes de formation complets et de solides partenariats avec les transporteurs aériens et les exploitants d'avions d'affaires en matière de formation, nous permet de combler les besoins en formation découlant d'une flotte croissante d'avions commerciaux en service.

Nous sommes en bonne position pour tirer parti de notre leadership technologique et de notre savoir-faire, notamment les FFS de série CAE 7000XR et les dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC}, pour fournir des solutions de formation qui répondent aux besoins de formation croissants des transporteurs aériens qui continuent d'exploiter leurs propres centres de formation.

Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés

Nous disposons d'une grande marge de manœuvre dans le marché des services de formation, grâce à la demande à long terme soutenue pour des professionnels de l'aviation qualifiés. La demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés est tributaire de la croissance du trafic aérien, du nombre de départs à la retraite de pilotes et des livraisons d'avions. L'expansion des économies mondiales et des flottes des transporteurs a donné lieu à une pénurie de personnel qualifié nécessaire pour répondre à cette capacité croissante. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages et le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil. Selon une étude de marché interne de CAE à venir, qui devrait être diffusée durant la première moitié de l'exercice 2017, environ 255 000 nouveaux pilotes de ligne seront nécessaires au cours des dix prochaines années pour soutenir la croissance de l'industrie du transport aérien commercial et soutenir les départs à la retraite. Pour soutenir cette croissance, le secteur de l'aéronautique devra se doter de solutions innovatrices qui satisferont aux besoins de formation d'une nouvelle génération, donnant lieu à une hausse de la demande de services et de produits de formation fondée sur la simulation.

MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ

Nous sommes un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense aériennes, terrestres et navales, ainsi que pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique.

Nous sommes un chef de file mondial de l'élaboration et de la livraison de solutions intégrées d'entraînement réel, virtuel et constructif (LVC) destinées aux forces de défense. La plupart des forces militaires combinent l'entraînement en vol, la formation virtuelle fondée sur la simulation et la formation constructive axée sur les simulations générées par ordinateur. Grâce à son savoir-faire et à son expérience en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, CAE est à même d'aider les forces de défense à atteindre un équilibre optimal dans leur entraînement LVC afin d'assurer la préparation aux missions. Notre savoir-faire en matière d'entraînement englobe un large éventail d'aéronefs, incluant des chasseurs, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des avions de patrouille maritime, des avions de ravitaillement et de transport de même que des appareils télépilotes, aussi appelés systèmes aériens sans pilote. Nous transposons de plus en plus nos capacités d'intégration de systèmes de formation au domaine naval afin de fournir des solutions d'entraînement naval, comme l'illustre le contrat portant sur la fourniture d'un centre d'entraînement naval complet pour la marine des Émirats arabes unis (ÉAU) et la livraison d'un système d'entraînement aux missions navales à la marine suédoise. Nous offrons également des solutions d'entraînement aux forces terrestres, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs, les tireurs et le personnel de maintenance de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, ainsi que des solutions de simulation constructive pour la formation du personnel de commandement et d'état-major. Nous fournissons des solutions de formation aux organismes gouvernementaux en matière de gestion des urgences et des catastrophes.

Les forces de défense s'efforcent de faire davantage appel à l'entraînement virtuel et d'équilibrer leurs programmes entre la formation réelle, virtuelle et constructive de manière à maximiser la préparation et l'efficacité. En conséquence, nous nous tournons de plus en plus vers des programmes qui intègrent l'entraînement LVC, programmes dont l'envergure est habituellement plus grande que ceux ne portant que sur une composante d'une telle solution. Intégrateurs de systèmes de formation de premier plan, nous sommes dans une position unique pour offrir à nos clients une gamme complète de solutions de LVC innovatrices allant de la formation en classe, virtuelle et interactive aux répétitions de missions immersives et menées en coopération dans un environnement synthétique. En règle générale, nos solutions combinent services, produits et logiciels d'entraînement de manière à maintenir et à améliorer la sécurité, l'efficacité, la préparation aux missions et les capacités à prendre des décisions. Nous avons une vaste expérience de la fourniture et de l'exploitation de solutions d'entraînement dans une variété de modèles d'affaires, dont des installations appartenant au gouvernement et exploitées par celui-ci; des installations appartenant au gouvernement et exploitées par l'entreprise; et des installations appartenant à l'entreprise et exploitées par celle-ci. Nous offrons notamment des services d'analyse des besoins en formation, des services de conception de systèmes d'entraînement, des systèmes de gestion de l'apprentissage, des installations spécialisées, des dispositifs d'entraînement synthétique de pointe, des services d'élaboration de programmes d'entraînement et de didacticiels, des services de formation en classe, sur simulateur et en vol, des services de maintenance et de soutien logistique, des services de gestion du cycle de vie et d'intégration technologique, ainsi que des solutions de financement.

Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à une cinquantaine de forces de défense dans plus de 35 pays. Nous fournissons une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et des services d'entraînement sur simulateur dans plus de 80 établissements dans le monde, y compris ceux que nous détenons en coentreprise. Nous continuons d'accroître notre soutien à l'entraînement en vol, notamment aux termes du programme d'entraînement en vol de l'OTAN au Canada et des programmes d'entraînement en vol sur appareils à voilure fixe de l'armée américaine, et nous aidons nos clients à atteindre un équilibre optimal dans leurs activités de formation.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions de formation sur les marchés de la défense et de la sécurité est déterminée par les facteurs suivants :

- Croissance des budgets de défense;
- Réseau existant de plateformes militaires durables et nouveaux clients;
- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces armées de recourir davantage à la formation synthétique;
- Volonté d'intégrer les systèmes d'entraînement pour générer des efficacités et rehausser la préparation;
- Intérêt de l'impartition des services d'entraînement et de maintenance;
- Besoins en matière de formation synthétique pour l'entraînement aux missions intégré et en réseau, y compris l'entraînement de forces interarmées et de coalition;
- Relations avec les fabricants OEM en matière de simulation et d'entraînement.

Croissance des budgets de défense

Le gouvernement des États-Unis a proposé des plans visant à accroître de plus de 54 milliards \$ US les dépenses annuelles en défense tout en appelant les membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à accroître leurs propres investissements dans la défense. La majorité des 28 pays membres de l'OTAN ont également exprimé leur intention d'investir davantage dans la défense au cours des prochaines années. L'OTAN et les pays alliés font toujours face aux défis immédiats associés à la lutte contre le terrorisme, et ils renouvellent et fortifient de plus en plus leurs mesures de défense stratégique à la lumière des menaces géopolitiques émergentes et résurgentes. La croissance des budgets de défense aux États-Unis et dans la plupart des pays de l'OTAN, ainsi que dans d'autres régions comme l'Asie et le Moyen-Orient, créera des occasions accrues dans l'ensemble du secteur de la défense. L'entraînement est au cœur de l'atteinte et du maintien de la préparation aux missions pour les forces de défense, et on s'attend à ce que la croissance des dépenses en défense donne lieu à des occasions correspondantes pour les systèmes et solutions d'entraînement.

Réseau existant de plateformes militaires durables et nouveaux clients

CAE génère une proportion élevée d'activités récurrentes grâce à sa position de premier plan sur des plateformes durables, notamment aux termes de contrats de services à long terme. La majorité des forces de défense dans les marchés parvenus à maturité comme les États-Unis ont ralenti la production de nouvelles plateformes et reporté à plus tard les nouvelles acquisitions, ce qui a poussé les forces militaires à maximiser l'utilisation de leurs plateformes existantes. Les mises à niveau, la modernisation et les programmes de prolongation de la durée d'utilité permettent aux forces de défense d'exploiter leurs actifs existants tout en créant un éventail d'occasions de mises à niveau de simulateurs et de services de soutien à la formation. Les plateformes durables comme l'avion de transport C-130 Hercules, qui est utilisé dans plus de 60 pays, constituent un solide réseau permettant de générer de nouvelles affaires. Grâce à son important réseau existant de simulateurs installés dans le monde, notre position de partenaire de choix pour des programmes comme l'Aircrew Training System axé sur le KC-135 de la U.S. Air Force (USAF) et la formation des équipages des MQ-1 Predator/MQ-9 Reaper de même qu'à son expérience des grandes plateformes durables, CAE est en excellente position pour assurer la mise à niveau et la modernisation récurrentes des produits, de même que pour offrir des services de maintenance et de soutien. De plus, il existe une forte demande pour des plateformes durables, dont le C-130, le P-8A, le C295, le MH-60R et les MQ-1/MQ-9, dans des marchés mondiaux de la défense, représentant ainsi des occasions de fournir des nouveaux systèmes et services de formation pour des plateformes que CAE connaît très bien.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces armées d'avoir davantage recours à la formation synthétique

Le recours accru à la formation synthétique par les forces de défense est l'un des moteurs de l'expertise et des capacités de CAE. Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter la formation synthétique pour une tranche plus élevée de leur programme total en raison de la plus grande efficacité, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs, des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à l'entraînement sur les plateformes de systèmes d'armes réelles et des coûts nettement plus faibles. La formation synthétique offre aux forces armées un moyen économique de s'entraîner à toutes sortes de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Le coût élevé de l'entraînement sur appareil et la volonté de réserver les appareils pour un usage opérationnel sont deux facteurs qui favorisent l'adoption plus généralisée de la formation synthétique. La nature de l'entraînement axé sur les missions exige au moins un certain degré de formation sur appareil; cependant, la transition vers un recours accru à la formation synthétique est en progression. La U.S. Navy indique que la place réservée à la formation fondée sur la simulation sur certaines de ses plateformes d'appareils existantes pourrait atteindre près de 50 % d'ici 2020, et le programme pour certains nouveaux appareils comme le P-8A est articulé autour de la formation synthétique à hauteur d'environ 70 %. Étant donné les coûts élevés associés à l'exécution d'exercices d'entraînement sur appareil, la plupart des forces de défense commencent à modifier l'équilibre entre la formation sur appareil et la formation LVC afin de consacrer une plus grande partie du programme de formation à la simulation virtuelle et constructive. CAE a par exemple obtenu des contrats aux termes du programme axé sur le KC-135 de la USAF pour appuyer les opérations de mission en mode distribué de la Force de mobilité aérienne de la USAF. CAE a modernisé une gamme de dispositifs d'entraînement des équipages du KC-135 afin qu'ils puissent être utilisés sur le réseau du centre d'entraînement distribué de la USAF, permettant ainsi à cette dernière de réaliser un entraînement distribué sur des ravitailleurs virtuels.

Volonté d'intégrer les systèmes d'entraînement pour générer des efficacités et rehausser la préparation

Le rythme accru des opérations, un personnel limité et des pressions budgétaires ont conduit les forces de défense du monde à trouver des partenaires fiables pour les aider à mettre au point, à gérer et à livrer les systèmes d'entraînement nécessaires aux plateformes et opérations complexes d'aujourd'hui. Les forces armées considèrent de plus en plus une approche plus intégrée et « globale » pour ce qui est de l'entraînement. Pour les aider à gérer la complexité et les défis qu'ils doivent relever, de nombreux programmes d'entraînement font désormais appel à des partenaires de l'industrie pour la conception et la gestion d'un système d'entraînement dans son ensemble. CAE utilise l'expression « intégration des systèmes de formation » pour désigner cette approche, et elle a positionné la Société mondialement en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, peu importe la plateforme. Le but ultime pour les forces de défense est de maximiser l'uniformité en vue d'accroître l'efficacité, de réduire les coûts et, plus important encore, d'améliorer la préparation aux missions. L'intégrateur de systèmes de formation tient compte des facteurs réels, virtuels et constructifs pour élaborer un entraînement complet qui répond tant aux besoins du débutant qu'à ceux des troupes appelées à mener des missions opérationnelles interarmées.

Intérêt de l'impartition des services d'entraînement et de maintenance

L'efficacité que tirent nos clients de la sous-traitance de leurs services de formation et de soutien est un autre facteur déterminant du savoir-faire et des capacités de CAE. Les forces de défense et les gouvernements continuent de trouver des moyens de réduire les coûts sans nuire à la préparation et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'étudier l'impartition de divers services d'entraînement, tendance qui devrait se maintenir et qui s'aligne parfaitement avec la stratégie de CAE visant la croissance de services récurrents à long terme. Nous estimons que les gouvernements se tourneront de plus en plus vers l'industrie pour la prestation de services d'entraînement parce que celle-ci peut souvent s'exécuter plus rapidement, pour un investissement en capital moins élevé, et qu'elle soutient l'entraînement nécessaire à l'atteinte du niveau de préparation souhaité. Par exemple, nous avons inauguré notre nouveau centre d'entraînement de Dothan, en Alabama, où nous offrons maintenant des services de formation sur appareils à voilure fixe. Ce nouveau centre appuie le programme d'entraînement en vol pour les avions à voilure fixe de l'armée américaine, et CAE offre des services complets de formation en classe, sur simulateur et en vol à l'armée américaine, à la USAF et à d'autres clients. Nous estimons que ce type de programme de prestation de services d'entraînement deviendra de plus en plus intéressant pour les forces de défense dans le monde.

Besoins en matière de formation synthétique pour l'entraînement aux missions intégré et en réseau, y compris l'entraînement de forces interarmées et de coalition

Les forces armées se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en matière d'entraînement aux missions, et pour assurer l'intégration et la mise en réseau de systèmes de formation disparates afin que les forces militaires puissent s'entraîner dans un monde virtuel. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions complètes dans un environnement synthétique, en complément à l'entraînement et aux exercices de préparation traditionnels. Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes sont de plus en plus importants étant donné que les forces de défense souhaitent de plus en plus effectuer des exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique. Par exemple, l'Aviation royale canadienne (ARC) a annoncé sa Stratégie de simulation 2025, en vertu de laquelle elle se dotera d'un système combinant l'instruction réelle, virtuelle et constructive au sein d'un environnement synthétique commun connecté à un réseau. L'ARC modernisera son programme d'entraînement actuel axé sur les aéronefs au profit d'un système axé sur les technologies de simulation de pointe, ce qui permettra l'entraînement des équipages dans un espace de combat virtuel. Les forces de défense des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Australie ont publié des stratégies similaires. Nous préconisons activement les architectures de simulation ouvertes et standardisées, comme la base de données commune, qui facilitent l'entraînement aux missions intégré et en réseau.

Relations avec les fabricants OEM en matière de simulation et d'entraînement

Nous sommes un important partenaire pour les fabricants OEM grâce à notre expérience, à notre présence mondiale et à nos technologies innovatrices. Nous nous allions à des fabricants du secteur de la défense et de la sécurité en vue de renforcer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les fabricants OEM ont mis sur le marché de nouvelles plateformes et ils continuent de mettre à niveau et de prolonger la durée de vie des plateformes existantes, ce qui alimente la demande mondiale en systèmes d'entraînement. Par exemple, Boeing a conçu l'avion de patrouille maritime P-8A et a confié à CAE la conception et le développement de dispositifs d'entraînement au vol opérationnel P-8A pour la U.S. Navy et la Royal Australian Air Force, et elle continue de commercialiser le P-8 à l'échelle internationale, ce qui crée de nouvelles occasions pour CAE. Parmi les autres exemples des relations qu'entretient CAE avec les fabricants OEM quant à des plateformes qui créent des occasions d'affaires, mentionnons les partenariats avec Airbus Defence & Space pour le C295, qui est offert au Canada en vertu du projet de remplacement d'aéronefs de recherche et sauvetage à voilure fixe, avec Leonardo pour la formation sur avion de chasse d'entraînement M-346, avec Lockheed Martin pour l'appareil de transport C-130J Super Hercules, que plusieurs divisions de la USAF et de forces militaires internationales sont en voie d'acquiescer, et avec General Atomics pour les aéronefs télépilotes Predator. Nous faisons également partie de l'Équipe Seahawk, de concert avec l'U.S. Navy et des sociétés comme Lockheed Martin/Sikorsky, laquelle offre l'hélicoptère MH-60R en vertu du programme de ventes militaires à l'étranger à des clients internationaux.

MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ

Nous concevons et fabriquons des simulateurs ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation, élaborons des didacticiels et offrons des services pour la formation des étudiants en soins médicaux, infirmiers et paramédicaux ainsi que des cliniciens œuvrant dans des établissements d'enseignement, des hôpitaux et des organisations de défense partout dans le monde.

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les professionnels de la santé à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Nous mettons à contribution notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît, et les centres de simulation sont utilisés de plus en plus fréquemment dans les écoles de soins infirmiers et les écoles de médecine.

Nous offrons la gamme la plus variée de produits et de services de simulation médicale sur le marché, dont des simulateurs de patients, d'échographie et d'intervention chirurgicale, des solutions audiovisuelles, des solutions de gestion de centres de simulation et des didacticiels destinés à l'éducation et à la formation fondées sur la simulation en soins de santé. Nous avons vendu des simulateurs à des clients dans quelque 90 pays qui sont actuellement desservis par notre réseau en Allemagne, en Australie, au Brésil, au Canada, aux États-Unis, en Hongrie, en Inde, au Royaume-Uni et à Singapour. Nous sommes un chef de file du marché des simulateurs de patients haute fidélité qui sont uniques, grâce à nos modèles de physiologie humaine complexes simulant les réactions humaines aux interventions cliniques. Par exemple, notre simulateur d'accouchement Lucina, qui permet de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi qu'à être prêts à faire face à des urgences maternelles rares, a été conçu pour conjuguer fiabilité et réalisme exceptionnels sur le marché des simulateurs de patients haute fidélité.

Par l'intermédiaire de notre Académie Santé, nous offrons de la formation entre pairs aux établissements des clients ainsi qu'à nos centres de formation aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et au Canada. Notre Académie compte un corps professoral de plus de 50 personnes, y compris des infirmiers, des médecins, des ambulanciers et des échographistes, lesquels, en collaboration avec des établissements de santé de premier plan, ont élaboré plus de 500 expériences cliniques simulées à l'intention de nos clients. Notre Académie s'est associée à l'International Nursing Association for Clinical Simulation and Learning (INACSL) pour mettre en place un programme de bourses de recherche fondé sur les meilleures pratiques internationales en matière de simulation dans le secteur des soins de santé, lequel compte des groupes d'étudiants aux États-Unis, au Royaume-Uni et aux Émirats arabes unis.

Nous offrons des solutions clés en main, des services de gestion de projets et des services professionnels dans le cadre de programmes de simulation dans le domaine des soins de santé, et nous collaborons avec des sociétés de dispositifs médicaux et des associations professionnelles pour mettre au point des solutions de formation innovatrices et personnalisées. Par exemple, nous avons conclu un partenariat avec l'American Society of Anesthesiologists visant l'élaboration d'un produit de simulation sur écran à l'intention des médecins. Cette nouvelle plateforme offrira la formation liée au maintien de la certification en anesthésie (MOCA) et nous permettra d'étendre l'accès à la formation clinique fondée sur la simulation. En outre, par l'intermédiaire d'un partenariat sectoriel avec une société de dispositifs médicaux, nous avons mis au point un simulateur d'intervention spécialisée permettant aux médecins de s'exercer à implanter des stimulateurs cardiaques de prochaine génération.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos produits et services de simulation sur le marché des soins de santé est déterminée par les facteurs suivants :

- Utilisation de plus en plus importante de la simulation dans la formation médicale;
- Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients;
- Accès limité à de vrais patients pendant la formation;
- Révolution dans le domaine des technologies médicales.

Utilisation de plus en plus importante de la simulation dans la formation médicale

Les ventes de produits et de services fondés sur la simulation dans le secteur de la santé visent principalement la formation médicale. La société d'études de marché Markets and Markets estime à quelque 1,1 milliard \$ US la valeur totale du marché de la simulation médicale. L'Amérique du Nord est le plus important marché de la simulation en soins de santé, suivie de l'Europe et de l'Asie. Avec l'aide de plus de 55 distributeurs dans le monde, nous atteignons des marchés nouveaux et émergents afin de répondre à la demande internationale potentielle pour la formation fondée sur la simulation. CAE sépare le marché de la simulation en soins de santé entre les catégories suivantes : simulateurs de patients haute fidélité, simulateurs d'intervention, dispositifs de formation aux tâches moyenne ou basse fidélité, simulateurs d'échographie, solutions audiovisuelles, solutions de gestion de centres de simulation, environnements cliniques simulés et services de formation. Aux États-Unis, la demande importante en services de soins de santé découle notamment de l'augmentation de l'espérance de vie et de la génération du baby-boom, ce qui a entraîné une hausse des dépenses en soins de santé. Les Centers for Medicare and Medicaid Services des États-Unis estiment à 5,8 % la croissance annuelle moyenne des dépenses nationales en soins de santé pour les 10 prochaines années. Les hôpitaux sont de plus en plus incités à être plus sécuritaires et à améliorer leur efficacité, ce qui stimulera la demande pour la formation. Des éléments de plus en plus nombreux démontrent que la simulation médicale améliore les résultats sur les patients et réduit les erreurs médicales, ce qui peut contribuer à atténuer le taux d'augmentation du coût des soins de santé.

Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients

CAE prévoit que l'on adoptera de plus en plus la formation et la certification fondées sur la simulation destinées aux professionnels de la santé afin d'améliorer la sécurité et les résultats pour les patients. Nous sommes d'avis que cette situation donnerait naissance à un marché potentiel beaucoup plus important que le marché actuel, qui est essentiellement fondé sur l'éducation. Selon une étude effectuée par des chercheurs en sécurité des patients et publiée dans le British Medical Journal en mai 2016, les erreurs médicales commises dans les hôpitaux et dans d'autres établissements de santé sont la troisième cause de décès aux États-Unis. Grâce à la formation fondée sur la simulation, les cliniciens peuvent accroître leur confiance, leurs connaissances et leur expertise en vue d'améliorer la sécurité des patients dans un environnement sans risque. La simulation est un élément nécessaire ou recommandé d'un mouvement croissant vers l'évaluation et la certification à enjeux élevés, notamment, aux États-Unis, en matière de maintien de la certification MOCA, d'éléments de chirurgie par laparoscopie et de soins avancés de réanimation traumatologique. En outre, l'Accreditation Council for Graduate Medical Education évolue vers une évaluation axée sur les résultats ayant des critères précis d'évaluation et de comparaison de la performance, ce qui favorise l'adoption de produits et de formation fondés sur la simulation.

Accès limité à de vrais patients pendant la formation

La formation médicale a toujours été une formation d'apprenti dans le cadre de laquelle l'étudiant administre des soins aux patients sous la supervision d'une personne plus expérimentée. Ainsi, les étudiants jouent un rôle plus limité et font moins souvent face à des interventions risquées, à des complications rares et à des décisions critiques. Le recours à la simulation dans les programmes de formation professionnelle complète l'apprentissage classique et permet aux étudiants de développer leurs compétences cliniques et leur sens critique ainsi que d'être exposés à des événements plus rares comportant un risque de complications plus élevé. En 2014, le U.S. National Council of State Boards of Nursing (NCSBN) a publié une étude révolutionnaire sur l'efficacité de la formation fondée sur la simulation dans les programmes de formation en soins infirmiers préalables à l'obtention du permis d'exercer. Entre autres, l'étude montrait que les étudiants en soins infirmiers qui passaient jusqu'à 50 % de leurs heures cliniques dans un environnement de simulation de qualité étaient aussi bien préparés à l'exercice de leur profession que les étudiants qui avaient acquis la totalité de leur expérience dans un environnement clinique traditionnel.

La simulation offre une expérience de formation uniforme et reproductible et permet de s'exercer sur une variété de patients et de scénarios qu'il ne serait pas possible d'égaliser en pratique clinique normale. Par exemple, notre simulateur d'échographie Vimedix est doté de plus de 200 pathologies en cardiologie, médecine d'urgence et obstétrique/gynécologie. Le modèle de formation et d'éducation est en évolution, comme l'ont montré les corps militaires dans le monde et, tout récemment, le Pentagone américain, qui ont dans la plupart des cas interdit d'effectuer des tests sur des tissus vivants dans le cadre de la formation médicale. Les simulateurs de CAE Santé représentent une solution alternative peu risquée en matière de procédures d'intervention pour sauver des vies, de formation d'équipes interprofessionnelles, d'intervention en cas de catastrophe majeure et d'administration d'anesthésie.

Révolution dans le domaine des technologies médicales

L'évolution des technologies médicales favorise l'utilisation de la simulation. Les nouveaux dispositifs médicaux et les procédures de pointe, comme l'échographie intracardiaque, les dispositifs d'assistance cardiaque et l'amélioration des techniques de ventilation mécanique, nécessitent des solutions de formation évoluées, comme la simulation, pour l'élaboration de produits à l'interne et la formation des clients. Les organismes de réglementation et de certification resserrent constamment leurs exigences voulant que les cliniciens soient formés avant l'adoption de bouleversements technologiques, tâche pour laquelle la simulation est parfaitement adaptée. En tant que partenaire de formation de choix des principaux fabricants OEM, nous continuons de collaborer à la prestation de formation innovatrice et adaptée visant les nouvelles technologies. CAE Santé a annoncé le lancement de CAE VimedixAR, un simulateur de formation à l'échographie qui intègre les HoloLens de Microsoft, le premier ordinateur holographique autonome au monde. Nous sommes la première entreprise à commercialiser une application de réalité mixte intégrant les HoloLens de Microsoft sur le marché de la simulation médicale.

3.5 Variations du change

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

| | 2017 | 2016 | Augmentation / (diminution) |
|--------------------------|------|------|--------------------------------|
| Dollar américain (\$ US) | 1,33 | 1,30 | 2 % |
| Euro (€) | 1,42 | 1,48 | (4) % |
| Livre sterling (£) | 1,67 | 1,87 | (11) % |

Les taux de change moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

| | 2017 | 2016 | (Diminution) |
|--------------------------|------|------|--------------|
| Dollar américain (\$ US) | 1,31 | 1,31 | - % |
| Euro (€) | 1,44 | 1,45 | (1) % |
| Livre sterling (£) | 1,71 | 1,98 | (14) % |

Pour l'exercice 2017, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une diminution de 35,9 millions \$ des produits des activités ordinaires et à une diminution de 5,3 millions \$ du résultat net par rapport à l'exercice 2016. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère de l'exercice aux taux de change mensuels moyens de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour l'exercice écoulé.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois de nos champs d'activité :

- Notre réseau d'établissements de formation et de services à l'étranger

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par nos établissements de formation et de services à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette et le montant net des investissements de ces établissements. Les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans le poste des différences de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), qui est présenté dans la section capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement l'état consolidé du résultat net de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres. Nous appliquons la comptabilité de couverture d'investissements nets de manière à couvrir nos investissements nets dans nos entités aux États-Unis. Nous avons désigné une tranche du montant en capital de nos placements privés libellés en dollars américains comme élément de couverture de ces investissements.

- Nos activités de production hors du Canada (Allemagne, Australie, États-Unis, Inde et Royaume-Uni)

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par ces établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et d'équipement qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens, comme nous l'expliquons plus haut.

– Nos activités de production au Canada

Même si les actifs nets des activités que nous exerçons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les soldes de trésorerie, créances et dettes fournisseurs libellées en monnaies étrangères), une part importante de nos produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), alors qu'une part importante de nos dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à atténuer notre exposition au risque de change.

À cet effet, nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon à ce que la partie non couverte corresponde à la composante coûts en monnaie étrangère du contrat. Or, puisque nos produits des activités ordinaires ne sont pas couverts dans leur intégralité, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur l'état consolidé du résultat net. Cette exposition résiduelle peut être plus élevée si les monnaies affichent une importante volatilité à court terme.

Afin d'atténuer au minimum l'incidence potentielle des fluctuations des taux de change, nous effectuons également des transactions de couverture des autres coûts libellés en monnaies étrangères de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

Analyse de sensibilité

Nous avons réalisé une analyse de sensibilité en vue de déterminer l'effet à court terme des variations du change. Aux fins de cette analyse de sensibilité, nous avons évalué les sources des produits des activités ordinaires et des charges libellés en devises et déterminé que le risque de change sur une base consolidée se manifestait principalement dans deux secteurs, à savoir :

- Les produits des activités ordinaires et les charges en devises liés à nos activités de fabrication au Canada – nous prenons des couvertures sur une partie des risques;
- La conversion des opérations en devises à l'étranger. Le risque couru à cet égard concerne principalement notre résultat opérationnel.

Dans un premier temps, nous avons calculé les produits des activités ordinaires et les charges de nos activités canadiennes par devise en vue d'établir le résultat opérationnel dans chaque devise. Nous en avons ensuite soustrait le montant des produits des activités ordinaires faisant l'objet d'une couverture pour arriver au risque net par devise. Puis, nous avons ajouté le risque net des établissements à l'étranger pour arriver au risque de change consolidé pour chacune des devises.

Enfin, nous avons réalisé une étude de sensibilité visant à déterminer l'effet qu'aurait une dépréciation de 1 cent du dollar canadien par rapport à chacune des trois autres devises. Le tableau ci-après présente l'effet attendu de cette variation (après impôt) sur nos produits des activités ordinaires et notre résultat opérationnel annuels, ainsi que notre risque net :

| <i>(montants en millions)</i> | Produits des activités ordinaires | Résultat opérationnel | Couverture | Risque net |
|-------------------------------|---|--------------------------|------------|------------|
| Dollar américain (\$ US) | 13,7 \$ | 3,6 \$ | (3,1) \$ | 0,5 \$ |
| Euro (€) | 3,6 | 0,1 | (0,1) | - |
| Livre sterling (£) | 1,5 | 0,1 | - | 0,1 |

Un raffermissement probable de 1 cent du dollar canadien aurait l'effet contraire.

3.6 Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile, mais peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures hors PCGR aux mesures portant le même nom que fournissent ou utilisent d'autres sociétés.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau de la Société dans son ensemble, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Carnet de commandes

La valeur des commandes engagées est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des commandes engagées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat, et prenons en compte la valeur des produits des activités ordinaires attendus. Les produits des activités ordinaires futurs provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des commandes engagées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les commandes engagées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires, et que le carnet de commandes est néant.

Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus.

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options négociées non exercées dont la probabilité d'exercice est, à notre avis, élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

Le carnet de commandes total comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises et les commandes non financées.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance) corporelles

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dettes nettes

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Le ratio dette nette/capital correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que les actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs détenus en vue de la vente).

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes et la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence et les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition. Nous sommes d'avis que cette mesure aide la direction et les investisseurs à évaluer notre performance opérationnelle en continu.

Nombre équivalent de simulateurs

Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Résultat net avant les éléments particuliers

Le résultat net avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure de rechange de nos résultats opérationnels. Il correspond à notre résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société majoré des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition après impôt et des éléments fiscaux non récurrents. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure additionnelle conforme aux PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel total

Le résultat opérationnel sectoriel total est une mesure hors PCGR qui correspond à la somme de la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel total correspond au résultat opérationnel, abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Résultat par action avant les éléments particuliers

Le résultat par action avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant l'incidence des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et des éléments fiscaux non récurrents du résultat par action dilué des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond aux coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition après impôt et aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure opérationnelle que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

4. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

4.1 Résultat opérationnel – quatrième trimestre de l'exercice 2017

| <i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i> | T4-2017 | T3-2017 | T2-2017 | T1-2017 | T4-2016 |
|--|---------|---------|---------|---------|-----------|
| Produits des activités ordinaires | 734,7 | 682,7 | 635,5 | 651,6 | 722,5 \$ |
| Coût des ventes | 499,7 | 483,4 | 448,6 | 461,6 | 511,9 \$ |
| Marge brute ³ | 235,0 | 199,3 | 186,9 | 190,0 | 210,6 \$ |
| <i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i> | 32,0 | 29,2 | 29,4 | 29,2 | 29,1 % |
| Frais de recherche et de développement ³ | 31,3 | 28,8 | 25,9 | 25,0 | 26,5 \$ |
| Frais de vente, généraux et d'administration | 109,5 | 90,0 | 84,3 | 80,6 | 88,9 \$ |
| Autres (profits) pertes – montant net | (12,3) | (6,8) | 3,7 | 2,7 | (10,8) \$ |
| Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence | (14,4) | (14,1) | (12,8) | (10,4) | (10,6) \$ |
| Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition | 20,0 | 2,8 | 9,6 | 3,1 | 16,8 \$ |
| Résultat opérationnel ³ | 100,9 | 98,6 | 76,2 | 89,0 | 99,8 \$ |
| <i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i> | 13,7 | 14,4 | 12,0 | 13,7 | 13,8 % |
| Produits financiers | (4,3) | (2,2) | (2,8) | (2,3) | (2,8) \$ |
| Charges financières | 20,6 | 20,7 | 20,7 | 22,0 | 21,2 \$ |
| Charges financières – montant net | 16,3 | 18,5 | 17,9 | 19,7 | 18,4 \$ |
| Résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées | 84,6 | 80,1 | 58,3 | 69,3 | 81,4 \$ |
| Charge (produit) d'impôt sur le résultat | 14,8 | 11,0 | 9,5 | (0,1) | 19,3 \$ |
| <i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées (taux d'imposition)</i> | 17 | 14 | 16 | - | 24 % |
| Résultat des activités poursuivies | 69,8 | 69,1 | 48,8 | 69,4 | 62,1 \$ |
| Résultat des activités abandonnées | (0,7) | 0,2 | 0,1 | (0,1) | (2,4) \$ |
| Résultat net | 69,1 | 69,3 | 48,9 | 69,3 | 59,7 \$ |
| Attribuable aux : | | | | | |
| Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | | | | | |
| Activités poursuivies | 67,4 | 67,6 | 48,3 | 68,7 | 61,2 \$ |
| Activités abandonnées | (0,7) | 0,2 | 0,1 | (0,1) | (2,4) \$ |
| | 66,7 | 67,8 | 48,4 | 68,6 | 58,8 \$ |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 2,4 | 1,5 | 0,5 | 0,7 | 0,9 \$ |
| | 69,1 | 69,3 | 48,9 | 69,3 | 59,7 \$ |
| Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | | | | | |
| De base et dilué – activités poursuivies | 0,25 | 0,25 | 0,18 | 0,25 | 0,23 \$ |
| De base et dilué – activités abandonnées | - | - | - | - | (0,01) \$ |
| | 0,25 | 0,25 | 0,18 | 0,25 | 0,22 \$ |

Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse de 8 % par rapport au trimestre précédent et de 2 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2016

Les produits des activités ordinaires poursuivies sont en hausse de 52,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 39,0 millions \$, soit 16 %, essentiellement du fait de la progression des produits des activités ordinaires tirés des programmes en Amérique du Nord et au Moyen-Orient, neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont augmenté de 8,0 millions \$, soit 31 %, d'abord et avant tout en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres de simulation et des simulateurs d'échographie, en grande partie attribuable à la hausse des ventes à des clients aux États-Unis;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont augmenté de 5,0 millions \$, soit 1 %, ce qui s'explique en grande partie par le taux d'utilisation accru de simulateurs en Amérique et en Europe, neutralisé en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés de LMCFT, acquise au premier trimestre de l'exercice 2017, et par l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

³ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Les produits des activités ordinaires poursuivies ont augmenté de 12,2 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont augmenté de 24,8 millions \$, soit 6 %, ce qui s'explique en grande partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés de notre usine de fabrication du fait du moment où les grandes étapes de production ont été atteintes, par l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de LMCFT et par le taux d'utilisation accru de simulateurs en Amérique et en Europe. L'augmentation a été neutralisée en partie par le report de la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats de construction de simulateurs standardisés, qui sont dorénavant constatés à l'achèvement par suite de notre programme d'amélioration des processus, et par l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont diminué de 11,0 millions \$, soit 4 %, essentiellement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et de l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, facteurs neutralisés en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes au Moyen-Orient;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont diminué de 1,6 million \$, soit 4 %, ce qui s'explique en grande partie par le fléchissement des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients, partiellement attribuable à la diminution du volume à l'égard de nos clients internationaux et militaires, contrebalancée en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres de simulation et des simulateurs d'échographie aux États-Unis.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Résultat opérationnel sectoriel total⁴ en hausse de 19,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 4,3 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2016

Pour le trimestre écoulé, le résultat opérationnel a représenté un bénéfice de 100,9 millions \$, soit 13,7 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 98,6 millions \$, soit 14,4 % des produits des activités ordinaires, au trimestre précédent et à 99,8 millions \$, soit 13,8 % des produits des activités ordinaires, au quatrième trimestre de l'exercice 2016. La Société a comptabilisé des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 20,0 millions \$ ce trimestre, comparativement à 2,8 millions \$ au trimestre précédent et à 16,8 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel total s'est établi à 120,9 millions \$ pour le trimestre écoulé, contre 101,4 millions \$ au trimestre précédent et 116,6 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2016.

Le résultat opérationnel sectoriel total a augmenté de 19,5 millions \$, soit 19 %, par rapport au trimestre précédent. Il a affiché une hausse de 12,4 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, de 4,1 millions \$ pour le secteur Santé et de 3,0 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité.

Le résultat opérationnel sectoriel total a augmenté de 4,3 millions \$, soit 4 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2016. L'augmentation du résultat opérationnel sectoriel de 8,8 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et de 0,6 million \$ pour le secteur Santé a été neutralisée en partie par la baisse de 5,1 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité.

Vous trouverez un complément d'information sous *Coûts de restructuration* et sous *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières en baisse de 2,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 2,1 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2016

Le montant net des charges financières a diminué ce trimestre par rapport au trimestre précédent, baisse qui s'explique d'abord et avant tout par la hausse des produits financiers.

La baisse du montant net des charges financières pour le trimestre par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2016 est attribuable en grande partie à l'augmentation des produits financiers, à la baisse de la charge d'intérêts sur la dette à long terme par suite du remboursement, en juin 2016, de billets de premier rang émis dans le cadre d'un placement privé et au recul des autres charges financières. La baisse a été atténuée en partie par la hausse des charges financières à l'égard des obligations relatives aux redevances et des obligations de R-D.

Taux d'imposition de 17 % pour le trimestre écoulé

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 14,8 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 17 %, comparativement à 14 % au trimestre précédent et à 24 % au quatrième trimestre de l'exercice 2016.

L'augmentation du taux d'imposition par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par un changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions, neutralisé en partie par le règlement d'un contrôle fiscal additionnel au Canada ce trimestre. Compte non tenu de l'incidence du règlement d'un contrôle fiscal au Canada, le taux d'imposition effectif se serait établi à 22 % pour le trimestre.

La diminution du taux d'imposition par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2016 résulte en grande partie par le règlement d'un contrôle fiscal au Canada et par un changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions.

⁴ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6)

4.2 Résultat opérationnel – exercice 2017

| <i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i> | Exercice 2017 | Exercice 2016 |
|--|---------------|---------------|
| Produits des activités ordinaires | 2 704,5 | 2 512,6 \$ |
| Coût des ventes | 1 893,3 | 1 816,7 \$ |
| Marge brute | 811,2 | 695,9 \$ |
| <i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i> | 30,0 | 27,7 % |
| Frais de recherche et de développement | 111,0 | 87,6 \$ |
| Frais de vente, généraux et d'administration | 364,4 | 311,5 \$ |
| Autres profits – montant net | (12,7) | (24,2) \$ |
| Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence | (51,7) | (43,4) \$ |
| Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition | 35,5 | 28,9 \$ |
| Résultat opérationnel | 364,7 | 335,5 \$ |
| <i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i> | 13,5 | 13,4 % |
| Produits financiers | (11,6) | (9,5) \$ |
| Charges financières | 84,0 | 84,7 \$ |
| Charges financières – montant net | 72,4 | 75,2 \$ |
| Résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées | 292,3 | 260,3 \$ |
| Charge d'impôt sur le résultat | 35,2 | 20,4 \$ |
| <i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées (taux d'imposition)</i> | 12 | 8 % |
| Résultat des activités poursuivies | 257,1 | 239,9 \$ |
| Résultat des activités abandonnées | (0,5) | (9,6) \$ |
| Résultat net | 256,6 | 230,3 \$ |
| Attribuable aux : | | |
| Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | | |
| Activités poursuivies | 252,0 | 239,3 \$ |
| Activités abandonnées | (0,5) | (9,6) \$ |
| | 251,5 | 229,7 \$ |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 5,1 | 0,6 \$ |
| | 256,6 | 230,3 \$ |
| Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | | |
| De base – activités poursuivies | 0,94 | 0,89 \$ |
| De base – activités abandonnées | - | (0,04) \$ |
| | 0,94 | 0,85 \$ |
| Dilué – activités poursuivies | 0,93 | 0,89 \$ |
| Dilué – activités abandonnées | - | (0,04) \$ |
| | 0,93 | 0,85 \$ |

Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse de 191,9 millions \$, soit 8 %, par rapport à l'exercice précédent

Les produits des activités ordinaires ont augmenté par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile ont augmenté de 127,8 millions \$, soit 9 %, ce qui s'explique en grande partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés de notre usine de fabrication, par l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de LMCFT et par le taux d'utilisation accru de simulateurs en Europe et en Amérique. L'augmentation a été neutralisée en partie par le report de la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats de construction de simulateurs standardisés, qui sont dorénavant constatés à l'achèvement par suite de notre programme d'amélioration des processus;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont augmenté de 66,8 millions \$, soit 7 %, essentiellement en raison de l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de FAMB, acquise au deuxième trimestre de l'exercice précédent, et de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes en Europe et au Moyen-Orient. L'augmentation a été annulée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et par l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont diminué de 2,7 millions \$, soit 2 %, d'abord et avant tout en raison de la baisse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients, attribuable en partie à la diminution du volume à l'égard des clients internationaux et militaires, neutralisée en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des partenariats clés avec des fabricants OEM.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Marge brute en hausse de 115,3 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La marge brute s'est établie à 811,2 millions \$ pour l'exercice, soit 30,0 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 695,9 millions \$, soit 27,7 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent. Exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires, la marge brute a augmenté par rapport à l'exercice précédent.

Résultat opérationnel sectoriel total en hausse de 35,8 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel de l'exercice a représenté un bénéfice de 364,7 millions \$, soit 13,5 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 335,5 millions \$, soit 13,4 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent. La Société a comptabilisé des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 35,5 millions \$ pour l'exercice, comparativement à 28,9 millions \$ à l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel total s'est établi à 400,2 millions \$ pour l'exercice, contre 364,4 millions \$ pour l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel sectoriel total a augmenté de 35,8 millions \$, soit 10 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation du résultat opérationnel sectoriel de 35,8 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et de 0,6 million \$ pour le secteur Défense et sécurité a été contrebalancée en partie par la diminution de 0,6 million \$ pour le secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières en baisse de 2,8 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

| <i>(montants en millions)</i> | Exercice 2016 à exercice 2017 |
|--|--|
| Charges financières de la période précédente, montant net | 75,2 \$ |
| Variation des charges financières depuis la période précédente : | |
| Diminution des charges financières liées à la dette à long terme (hormis les contrats de location-financement) | (2,1) \$ |
| Augmentation des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances | 2,6 |
| Augmentation des charges financières liées à l'amortissement des frais de financement différés | 0,1 |
| Diminution des charges financières liées à la désactualisation des provisions | (0,8) |
| Diminution des autres charges financières | (1,0) |
| Diminution des coûts d'emprunt inscrits à l'actif | 0,5 |
| Diminution des charges financières depuis la période précédente | (0,7) \$ |
| Variation des produits financiers depuis la période précédente : | |
| Augmentation du produit d'intérêt sur les prêts et les contrats de location-financement | (0,3) \$ |
| Augmentation des autres produits financiers | (1,8) |
| Augmentation des produits financiers depuis la période précédente | (2,1) \$ |
| Charges financières de la période courante, montant net | 72,4 \$ |

Le montant net des charges financières s'est établi à 72,4 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 2,8 millions \$, soit 4 %, par rapport à l'exercice précédent. Le fléchissement s'explique en grande partie par la diminution de la charge d'intérêts sur la dette à long terme en raison du remboursement, en juin 2016, de billets de premier rang émis par voie d'un placement privé, de la hausse des produits financiers et de la baisse de l'intérêt sur les autres dettes, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des charges financières à l'égard des obligations de R-D et des obligations relatives aux redevances.

Taux d'imposition de 12 % pour l'exercice

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 35,2 millions \$ pour l'exercice, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 12 %, comparativement à 8 % pour l'exercice précédent.

La hausse du taux d'imposition par rapport à l'exercice précédent s'explique d'abord et avant tout par l'incidence nette, sur les résultats de l'exercice précédent, du règlement favorable de différends fiscaux au Canada quant au traitement fiscal de la vente de certains simulateurs ainsi que par l'incidence défavorable qu'ont eue certains contrôles fiscaux et les incitatifs fiscaux accordés aux fabricants américains par le gouvernement des États-Unis, facteurs neutralisés en partie par la comptabilisation, pour l'exercice à l'étude, d'actifs d'impôt différé au Brésil, par l'incidence favorable du règlement de contrôles fiscaux au Canada et par un changement dans la composition des bénéfices provenant de différentes juridictions. Compte non tenu de l'incidence de la comptabilisation des actifs d'impôt différé au Brésil et des règlements favorables de contrôles fiscaux au Canada pour l'exercice écoulé, le taux d'imposition se serait établi à 18 % pour l'exercice.

4.3 Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition

Afin de renforcer notre position concurrentielle, nous avons, au premier trimestre de l'exercice 2016, mis en œuvre un plan d'amélioration des processus pour transformer nos processus de production et notre offre de produits, ce qui a donné lieu à une diminution de l'effectif. Le programme de restructuration a pris fin au deuxième trimestre de l'exercice 2017. Des coûts de restructuration après impôt de 4,3 millions \$ au titre de ce programme d'amélioration des processus, constitués principalement d'indemnités de départ et autres coûts connexes, ont été inclus dans le résultat net de l'exercice 2017.

Au premier trimestre de l'exercice 2017, nous avons acquis la totalité des actions de LMCFT, fournisseur de matériel et de services de formation dans le secteur de l'aviation. Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2017, des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition après impôt de 15,6 millions \$ et de 22,1 millions \$, respectivement, ont été pris en compte dans le résultat net au titre de cette acquisition. Les coûts de restructuration se composent principalement d'indemnités de départ, de frais de résiliation de contrats de location et autres coûts connexes. Les coûts d'intégration représentent les coûts supplémentaires directement liés à l'intégration de LMCFT dans nos activités poursuivies. Cette catégorie est principalement composée de dépenses engagées pour la standardisation des exigences réglementaires et des processus, l'intégration des systèmes et d'autres activités. Les coûts d'acquisition comprennent les charges, honoraires, commissions et autres coûts liés à l'obtention d'information, à la négociation de contrats, à l'évaluation des risques et aux services d'avocats, de conseillers et de spécialistes. Le programme de restructuration lié à l'acquisition de LMCFT a pris fin au quatrième trimestre de l'exercice 2017.

De plus amples renseignements sont fournis aux notes annexes 11 et 22 des états financiers consolidés.

4.4 Prises de commandes consolidées et carnet de commandes total

La valeur de notre carnet de commandes consolidé total était de 7 530,2 millions \$ à la fin de l'exercice 2017, en hausse de 18 % par rapport à l'exercice précédent. De nouvelles commandes de 3 193,4 millions \$ ont été ajoutées au cours de l'exercice écoulé, neutralisées en partie par les produits des activités ordinaires de 2 704,5 millions \$ tirés de nos commandes engagées. L'ajustement de 23,8 millions \$ est principalement attribuable à l'annulation de commandes et à la réévaluation de contrats d'exercices antérieurs, facteurs neutralisés en partie par la modification d'un contrat dans le cadre de l'acquisition de la division Formation à l'aviation militaire de Bombardier (FAMB), acquise au cours de l'exercice précédent, et par un ajustement de 117,8 millions \$ découlant de l'acquisition de LMCFT. Notre carnet de commandes des coentreprises⁵ s'est établi à 543,7 millions \$ et nos commandes non financées, à 1 456,5 millions \$.

Carnet de commandes total en hausse de 18 % par rapport à l'exercice précédent

| <i>(montants en millions)</i> | Exercice 2017 | Exercice 2016 |
|---|----------------------|---------------|
| Commandes engagées en début de période | 5 064,9 \$ | 4 354,1 \$ |
| + commandes | 3 193,4 | 2 782,0 |
| - produits des activités ordinaires | (2 704,5) | (2 512,6) |
| +/- ajustements | (23,8) | 441,4 |
| Commandes engagées en fin de période | 5 530,0 \$ | 5 064,9 \$ |
| Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées) | 543,7 | 551,3 |
| Commandes non financées | 1 456,5 | 756,4 |
| Carnet de commandes total | 7 530,2 \$ | 6 372,6 \$ |

Pour l'exercice 2016, les ajustements s'expliquaient essentiellement par l'acquisition de FAMB, par la réévaluation de certains contrats, par l'annulation de deux commandes d'exercices antérieurs dans le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et par les variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,03. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,18.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

⁵ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

5. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre trois secteurs :

- Solutions de formation pour l'aviation civile;
- Défense et sécurité;
- Santé.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat opérationnel sectoriel sont présentés en ordre de grandeur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat opérationnel sectoriel

| <i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i> | Exercice 2017 | Exercice 2016 | T4-2017 | T3-2017 | T2-2017 | T1-2017 | T4-2016 |
|--|----------------------|---------------|----------------|---------|---------|---------|-----------|
| Solutions de formation pour l'aviation civile | 273,2 | 237,4 | 83,8 | 71,4 | 54,2 | 63,8 | 75,0 \$ |
| | 17,5 | 16,6 | 20,1 | 17,3 | 15,3 | 17,2 | 19,1 % |
| Défense et sécurité | 120,4 | 119,8 | 33,0 | 30,0 | 29,0 | 28,4 | 38,1 \$ |
| | 11,6 | 12,3 | 11,7 | 12,3 | 11,5 | 11,0 | 13,0 % |
| Santé | 6,6 | 7,2 | 4,1 | - | 2,6 | (0,1) | 3,5 \$ |
| | 6,0 | 6,3 | 12,0 | - | 9,4 | - | 9,8 % |
| Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total | 400,2 | 364,4 | 120,9 | 101,4 | 85,8 | 92,1 | 116,6 \$ |
| Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition | (35,5) | (28,9) | (20,0) | (2,8) | (9,6) | (3,1) | (16,8) \$ |
| Résultat opérationnel | 364,7 | 335,5 | 100,9 | 98,6 | 76,2 | 89,0 | 99,8 \$ |

Capital utilisé⁶

| <i>(montants en millions)</i> | 31 mars 2017 | 31 décembre 2016 | 30 septembre 2016 | 30 juin 2016 | 31 mars 2016 |
|---|---------------------|------------------|-------------------|--------------|--------------|
| Solutions de formation pour l'aviation civile | 1 985,3 | 2 016,5 | 2 052,4 | 2 027,4 | 2 017,1 \$ |
| Défense et sécurité | 881,2 | 875,3 | 862,6 | 823,6 | 720,3 \$ |
| Santé | 224,3 | 222,8 | 214,1 | 210,4 | 206,0 \$ |
| | 3 090,8 | 3 114,6 | 3 129,1 | 3 061,4 | 2 943,4 \$ |

⁶ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

5.1 Solutions de formation pour l'aviation civile

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2017

Acquisition

- Nous avons conclu l'acquisition de LMCFT, un fournisseur de matériel et de services de formation dans le secteur de l'aviation, le 2 mai 2016.

Expansions

- Nous avons intégré six FFS à notre réseau de formation à la suite de la conclusion de notre acquisition de LMCFT. Les FFS sont situés en Corée du Sud, au Brésil et en Turquie;
- Notre coentreprise Embraer-CAE Training Services a annoncé qu'elle étendra ses programmes de formation des pilotes de Phenom 100 et Phenom 300 d'Embraer ainsi que des techniciens de maintenance à notre emplacement à Amsterdam. La formation devrait s'amorcer au premier trimestre de 2018;
- De concert avec Hibernia Management and Development Company Ltd. et Research & Development Corporation, nous avons inauguré un nouveau centre de R-D et de formation sur hélicoptères à Terre-Neuve-et-Labrador, ce centre comprenant le premier simulateur d'hélicoptères de niveau D muni de la fonction de vision nocturne au Canada;
- CAE Simulation Training Private Limited (CSTPL), coentreprise entre CAE et InterGlobe Enterprises, a annoncé la mise en service de son quatrième FFS A320;
- Nous avons amorcé la formation sur le FFS Gulfstream G650 au centre Emirates-CAE Flight Training à Dubaï (Émirats arabes unis);
- Nous avons annoncé l'élargissement de notre accord de formation pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptère avec Abu Dhabi Aviation (ADA), grâce auquel CAE et ADA offriront une formation aux exploitants régionaux dans la toute nouvelle installation de formation d'ADA à Abu Dhabi (ÉAU);
- CAE-Lider, la coentreprise entre CAE et Lider Aviação, a annoncé que Leonardo Helicopter avait désigné CAE-Lider comme centre de simulation de vol reconnu pour la prestation d'heures de formation sur le simulateur de vol AW139 en Amérique du Sud.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons annoncé que notre programme de prévention et de rétablissement en cas de perte de contrôle (UPRT) était prêt pour la formation et avait reçu l'aval de Dassault Aviation, confirmant notre position de chef de file en matière de prévention de la perte de contrôle en vol;
- Avec notre partenaire AirAsia, nous avons mis en œuvre le système de formation de prochaine génération et nous avons lancé la phase de validation, qui met l'accent sur la validation et le perfectionnement des nouvelles capacités de formation du système au niveau des compétences essentielles des pilotes;
- Notre coentreprise Flight Training Alliance a dévoilé son premier simulateur de vol pour l'avion C Series lors d'une cérémonie d'inauguration à Francfort (Allemagne), et a commencé la formation des pilotes au centre Lufthansa Flight Training, à Francfort;
- Notre nouveau portail en ligne CAE Terminal a pour but d'enrichir l'expérience de navigation de nos clients en fournissant aux pilotes de ligne et aux responsables de services aériens un accès instantané à des documents pertinents, à des dossiers de formation et à des renseignements sur les réservations.

COMMANDES

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 481,3 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 17 FFS.

Contrats portant sur la fourniture de FFS obtenus au cours du trimestre :

- Cinq FFS, soit deux Boeing 737MAX, un Boeing 787, un Airbus A350 et un Airbus A320neo, à Shanghai Eastern Flight Training Co., filiale de formation de China Eastern Airlines;
- Un FFS Boeing 737NG à Donghai Airlines;
- Un FFS C Series CS300 à Korean Air;
- Un FFS Airbus A320 à Avenger Flight Group;
- Un FFS Airbus A350 à Ethiopian Airlines;
- Un FFS Airbus A320 à Airbus;
- Un FFS Boeing 737NG à ChongQing Yu Xiang Aviation;
- Six FFS, soit deux Airbus A320, deux Airbus A330, un Airbus A350 et un Boeing 767, à des clients en Asie et en Amérique du Nord dont l'identité demeure confidentielle.

Pour l'exercice écoulé, le secteur Civil a enregistré des commandes portant sur la fourniture de 50 FFS.

Autres principaux contrats obtenus au cours du trimestre :

- Un nouveau programme à long terme de formation initiale des pilotes pour un client au Moyen-Orient dont l'identité demeure confidentielle;
- Un renouvellement de contrat exclusif avec Scandinavian Airlines pour la formation des pilotes et des services de recrutement et de formation du personnel de cabine;
- Un contrat exclusif pour la formation des pilotes avec un client en Europe dont l'identité demeure confidentielle.

Résultats financiers

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES, les FFS déployés et le taux d'utilisation)

| | Exercice 2017 | Exercice 2016 | T4-2017 | T3-2017 | T2-2017 | T1-2017 | T4-2016 | |
|--|---------------|---------------|---------|---------|---------|---------|---------|----|
| Produits des activités ordinaires | 1 556,9 | 1 429,1 | 417,8 | 412,8 | 354,7 | 371,6 | 393,0 | \$ |
| Résultat opérationnel sectoriel | 273,2 | 237,4 | 83,8 | 71,4 | 54,2 | 63,8 | 75,0 | \$ |
| Marges opérationnelles | 17,5 | 16,6 | 20,1 | 17,3 | 15,3 | 17,2 | 19,1 | % |
| Dotation aux amortissements | 140,2 | 133,8 | 33,3 | 37,3 | 34,0 | 35,6 | 34,8 | \$ |
| Dépenses en immobilisations corporelles | 124,8 | 92,9 | 52,5 | 16,6 | 25,1 | 30,6 | 29,6 | \$ |
| Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs | 20,5 | 33,7 | 5,4 | 4,7 | 5,3 | 5,1 | 8,3 | \$ |
| Capital utilisé | 1 985,3 | 2 017,1 | 1 985,3 | 2 016,5 | 2 052,4 | 2 027,4 | 2 017,1 | \$ |
| Carnet de commandes total | 3 288,9 | 3 078,6 | 3 288,9 | 3 253,5 | 3 337,6 | 3 221,6 | 3 078,6 | \$ |
| Unités NES ⁷ | 210 | 204 | 210 | 209 | 210 | 209 | 205 | |
| FFS déployés | 269 | 261 | 269 | 269 | 269 | 269 | 261 | |
| Taux d'utilisation ⁷ | 76 | 71 | 77 | 76 | 70 | 79 | 76 | % |

Produits des activités ordinaires en hausse de 1 % par rapport au trimestre précédent et de 6 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2016

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par le taux d'utilisation accru de simulateurs en Amérique et en Europe, neutralisé en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés de LMCFT, acquise au premier trimestre de l'exercice 2017, et par l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

La hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2016 est essentiellement attribuable à l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés de notre usine de fabrication du fait du moment où les grandes étapes de production ont été atteintes, à l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de LMCFT et au taux d'utilisation accru de simulateurs en Amérique et en Europe. La hausse a été neutralisée en partie par le report de la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats de construction de simulateurs standardisés, qui sont dorénavant constatés à l'achèvement par suite de notre programme d'amélioration des processus, et par l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Produits des activités ordinaires de 1 556,9 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 9 %, soit 127,8 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

La hausse par rapport à l'exercice précédent s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés de notre usine de fabrication, par l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de LMCFT et par le taux d'utilisation accru de simulateurs en Europe et en Amérique. La hausse a été atténuée en partie par le report de la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats de construction de simulateurs standardisés, qui sont dorénavant constatés à l'achèvement par suite de notre programme d'amélioration des processus.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 17 % par rapport au trimestre précédent et de 12 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2016

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 83,8 millions \$ (20,1 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 71,4 millions \$ (17,3 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 75,0 millions \$ (19,1 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2016.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 12,4 millions \$, soit 17 %, par rapport au trimestre précédent. L'augmentation s'explique d'abord et avant tout par le taux d'utilisation accru de simulateurs en Europe et en Amérique et par les profits réalisés à la vente de simulateurs de notre réseau, facteurs neutralisés en partie par la progression des frais de vente, généraux et d'administration et par la diminution des bénéfices de LMCFT.

⁷ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Le résultat opérationnel sectoriel s'est accru de 8,8 millions \$, soit 12 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2016. La hausse est essentiellement attribuable à une combinaison favorable de programmes à notre usine de fabrication, aux profits réalisés à la vente de simulateurs de notre réseau et au taux d'utilisation accru de simulateurs en Europe et en Amérique. La hausse a été atténuée en partie par l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration, par les frais de réorganisation non récurrents liés à nos FTO par suite de la consolidation de nos activités en Europe et par l'incidence sur le résultat opérationnel sectoriel du report de la comptabilisation des produits des activités ordinaires à l'égard de simulateurs standardisés.

Résultat opérationnel sectoriel de 273,2 millions \$, en hausse de 15 %, soit 35,8 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 273,2 millions \$ (17,5 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à 237,4 millions \$ (16,6 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

L'augmentation s'explique essentiellement par une combinaison favorable de programmes à notre usine de fabrication, par la hausse des produits des activités ordinaires générés en Europe, attribuable au taux d'utilisation accru de simulateurs, et par l'incidence favorable nette des variations du change liées à nos activités. La hausse a été neutralisée en partie par l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration, par les frais de réorganisation non récurrents liés à nos FTO par suite de la consolidation de nos activités en Europe et par l'incidence sur le résultat opérationnel sectoriel du report de la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs standardisés.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 52,5 millions \$ pour le trimestre et de 124,8 millions \$ pour l'exercice

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 17,9 millions \$ pour le trimestre et à 46,8 millions \$ pour l'exercice. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ont totalisé 34,6 millions \$ pour le trimestre et 78,0 millions \$ pour l'exercice.

Capital utilisé en baisse de 31,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 31,8 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La baisse du capital utilisé par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à la diminution de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, en grande partie du fait de la hausse des dettes fournisseurs et charges à payer de même que des produits des activités ordinaires différés, neutralisée en partie par la hausse des créances clients. La diminution s'explique également par l'augmentation des provisions à long terme, et elle a été annulée en partie par la hausse des immobilisations corporelles attribuable aux dépenses d'investissement en immobilisations.

La baisse du capital utilisé par rapport à l'exercice précédent s'explique d'abord et avant tout par l'augmentation des profits différés et des autres passifs non courants, par la progression des provisions à long terme et par la baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie. La diminution de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie est en grande partie attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires différés de même que des dettes fournisseurs et charges à payer, à la baisse des actifs au titre des contrats en cours et à l'augmentation des provisions, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des stocks et des créances clients. La baisse du capital utilisé a été neutralisée en partie par la hausse des immobilisations corporelles et de l'investissement dans les participations mises en équivalence du fait de la rentabilité accrue de nos coentreprises.

Carnet de commandes total de 3 288,9 millions \$ à la fin de l'exercice

| <i>(montants en millions)</i> | Exercice 2017 | Exercice 2016 |
|---|----------------------|----------------------|
| Commandes engagées en début de période | 2 623,3 \$ | 2 397,7 \$ |
| + commandes | 1 698,8 | 1 683,0 |
| - produits des activités ordinaires | (1 556,9) | (1 429,1) |
| +/- ajustements | 58,7 | (28,3) |
| Commandes engagées en fin de période | 2 823,9 \$ | 2 623,3 \$ |
| Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées) | 465,0 | 455,3 |
| Carnet de commandes total | 3 288,9 \$ | 3 078,6 \$ |

Pour l'exercice 2017, les ajustements comprennent un ajout de 117,8 millions \$ attribuable à l'acquisition de LMCFT, à la réévaluation de contrats d'exercice antérieurs et à la résiliation d'une commande d'un exercice antérieur.

Pour l'exercice 2016, les ajustements étaient principalement liés à la réévaluation de certains contrats au cours de l'exercice écoulé, à la résiliation de deux commandes d'exercices précédents et aux variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,15. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,09.

5.2 Défense et sécurité

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2017

Expansions

- Nous avons installé le système d'entraînement à la guerre maritime destiné à la marine suédoise et avons commencé à fournir des services de soutien à la formation au troisième trimestre;
- Nous avons continué d'approfondir nos compétences et notre expertise en entraînement naval et avons amorcé la conception et la construction du centre d'entraînement naval pour la marine des ÉAU;
- Nous avons construit et inauguré le centre de formation de Dothan (États-Unis), où nous assurons la formation dans le cadre du programme d'entraînement en vol pour les avions à voilure fixe de l'armée américaine depuis mars 2017;
- Nous avons reçu l'autorisation d'utiliser des dispositifs d'entraînement des équipages de KC-135 sur le réseau du centre d'entraînement distribué de la U.S. Air Force.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons signé un protocole d'entente avec Draken International pour saisir des occasions mondiales dans le secteur de la prestation de services avancés d'entraînement avec simulation d'ennemis pour les forces aériennes;
- Nous avons soutenu la participation de l'Aviation royale canadienne et de la Royal Australian Air Force à l'exercice *Coalition Virtual Flag 16*, l'un des plus importants exercices virtuels de combat aérien au monde;
- Nous avons lancé notre générateur d'images CAE Medallion-6000XR de prochaine génération, qui permet de créer des environnements synthétiques hautement réalistes et immersifs;
- L'Open Geospatial Consortium (OGC), consortium international de normalisation géospatiale et de solutions interexploitables, a approuvé officiellement la base de données commune (CDB) élaborée par CAE comme une norme OGC internationale.

COMMANDES

Le secteur Défense et sécurité a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 238,8 millions \$, notamment :

- Un contrat d'Airbus Defence and Space pour concevoir une solution complète de formation des membres d'équipage et des techniciens de maintenance de l'aéronef C295W dans le but de soutenir le programme canadien d'aéronefs de recherche et de sauvetage à voilure fixe de l'Aviation royale canadienne (ARC);
- Un contrat de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition visant à offrir la prestation de services complets de formation, y compris les instructeurs, pour le programme d'entraînement des équipages du système aéroporté d'alerte et de contrôle E-3A de l'OTAN;
- Un contrat de Lockheed Martin pour maintenir divers services de soutien à l'entraînement dans le cadre du programme de système de maintenance et d'entraînement des équipages de C-130J de la U.S. Air Force.

Résultats financiers

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)

| | Exercice 2017 | Exercice 2016 | T4-2017 | T3-2017 | T2-2017 | T1-2017 | T4-2016 |
|--|---------------|---------------|---------|---------|---------|---------|------------|
| Produits des activités ordinaires | 1 036,9 | 970,1 | 282,7 | 243,7 | 253,2 | 257,3 | 293,7 \$ |
| Résultat opérationnel sectoriel | 120,4 | 119,8 | 33,0 | 30,0 | 29,0 | 28,4 | 38,1 \$ |
| Marges opérationnelles | 11,6 | 12,3 | 11,7 | 12,3 | 11,5 | 11,0 | 13,0 % |
| Dotation aux amortissements | 57,8 | 69,8 | 14,3 | 14,5 | 11,1 | 17,9 | 20,7 \$ |
| Dépenses en immobilisations corporelles | 95,8 | 22,9 | 19,7 | 19,0 | 33,5 | 23,6 | 9,4 \$ |
| Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs | 26,9 | 17,6 | 12,6 | 6,7 | 2,9 | 4,7 | 8,1 \$ |
| Capital utilisé | 881,2 | 720,3 | 881,2 | 875,3 | 862,6 | 823,6 | 720,3 \$ |
| Carnet de commandes total | 4 241,3 | 3 294,0 | 4 241,3 | 4 139,6 | 3 197,4 | 3 306,0 | 3 294,0 \$ |

Produits des activités ordinaires en hausse de 16 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 4 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2016

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes en Amérique du Nord et au Moyen-Orient, neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens.

La diminution par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2016 s'explique essentiellement par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et par l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes au Moyen-Orient.

Produits des activités ordinaires de 1 036,9 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 7 %, soit 66,8 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation s'explique en grande partie par l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de FAMB, acquise au deuxième trimestre de l'exercice précédent, et par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes en Europe et au Moyen-Orient. La hausse a été contrebalancée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et par l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 10 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 13 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2016

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 33,0 millions \$ (11,7 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, comparativement à 30,0 millions \$ (12,3 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre précédent et à 38,1 millions \$ (13,0 % des produits des activités ordinaires) pour le quatrième trimestre de l'exercice 2016.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est d'abord et avant tout attribuable à l'accroissement du volume à l'égard des programmes nord-américains et de la marge à l'égard des programmes asiatiques, neutralisée en partie par la hausse des frais de vente, généraux et d'administration et la baisse du volume à l'égard des programmes européens.

La baisse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2016 s'explique en grande partie par un avantage comptabilisé à l'exercice précédent au titre de la renégociation d'obligations relatives aux redevances à long terme, neutralisé en partie par un contrôle fiscal défavorable pour une coentreprise et la perte réalisée à la cession d'actifs dans le cadre de notre plan d'amélioration des processus. La baisse a été annulée en partie par l'augmentation de la marge à l'égard des programmes nord-américains et asiatiques ainsi que de la rentabilité de nos coentreprises, contrebalancée en partie par l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration.

Résultat opérationnel sectoriel de 120,4 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 1 %, soit 0,6 million \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 120,4 millions \$ (11,6 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à 119,8 millions \$ (12,3 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

L'augmentation par rapport à l'exercice précédent est attribuable en grande partie à la hausse de la marge à l'égard des programmes nord-américains, à l'intégration dans nos résultats de FAMB, à l'augmentation de la marge à l'égard des programmes asiatiques, à la rentabilité accrue de nos coentreprises et à la hausse du volume à l'égard des programmes en Europe et au Moyen-Orient, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des frais de vente, généraux et d'administration ainsi que des frais nets de R-D. La hausse du résultat opérationnel sectoriel a été contrebalancée en partie par un avantage comptabilisé à l'exercice précédent au titre de la renégociation d'obligations relatives aux redevances à long terme et par une hausse des crédits d'impôt à l'investissement réclamés pour l'exercice précédent, facteurs neutralisés en partie par un contrôle fiscal défavorable pour une coentreprise et par une perte réalisée à la cession d'actifs dans le cadre de notre plan d'amélioration des processus.

Capital utilisé en hausse de 5,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 160,9 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est d'abord et avant tout attribuable à l'augmentation des immobilisations incorporelles, à la hausse des immobilisations corporelles et à la baisse des profits différés et des autres passifs non courants, facteurs neutralisés en partie par la diminution de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie du fait de la hausse des dettes fournisseurs et charges à payer, annulée en partie par l'augmentation des créances clients.

L'augmentation par rapport à l'exercice précédent s'explique en grande partie par la hausse des immobilisations corporelles du fait des dépenses d'investissement en immobilisations au titre du programme d'entraînement en vol pour les avions à voilure fixe de l'armée américaine, de la baisse des profits différés et des autres passifs non courants, de même que de l'augmentation des autres actifs, des immobilisations incorporelles et de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie. L'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie est essentiellement attribuable au recul des dettes fournisseurs et charges à payer et à la hausse des créances clients, facteurs neutralisés en partie par la diminution des paiements anticipés.

Carnet de commandes total en hausse de 29 % par rapport à l'exercice précédent

| <i>(montants en millions)</i> | Exercice 2017 | Exercice 2016 |
|---|---------------|---------------|
| Commandes engagées en début de période | 2 441,6 \$ | 1 956,4 \$ |
| + commandes | 1 383,9 | 985,6 |
| - produits des activités ordinaires | (1 036,9) | (970,1) |
| +/- ajustements | (82,5) | 469,7 |
| Commandes engagées en fin de période | 2 706,1 \$ | 2 441,6 \$ |
| Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées) | 78,7 | 96,0 |
| Commandes non financées | 1 456,5 | 756,4 |
| Carnet de commandes total | 4 241,3 \$ | 3 294,0 \$ |

Les ajustements pour l'exercice 2017 comprennent l'annulation de deux commandes et la réévaluation de contrats d'exercices antérieurs, facteurs neutralisés en partie par la modification d'un contrat liée à l'acquisition de FAMB au deuxième trimestre de l'exercice 2016.

Pour l'exercice 2016, les ajustements étaient essentiellement liés au carnet de commandes ajouté par suite de l'acquisition de FAMB et aux variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,84. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,33.

Pour l'exercice 2017, des commandes non financées d'un montant de 146,7 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées et des commandes de 939,2 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées.

5.3 Santé

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2017

Expansions

- Notre simulateur d'échographie Vimedix a, pour la première fois, été utilisé dans le cadre de l'examen d'obtention du diplôme européen d'échographie dans le cadre du congrès de la European Society for Intensive Care Medicine à Milan (Italie), illustrant son utilité non seulement pour la formation, mais également pour la certification;
- Aux termes d'un accord de commercialisation conjointe, nous avons entrepris notre collaboration avec un fabricant de dispositifs médicaux pour promouvoir la formation en échographie dans les hôpitaux et son utilisation accrue pour l'évaluation et le diagnostic;
- Nous avons lancé une nouvelle version du module d'apprentissage en soins respiratoires du programme RESP (RESP 1 et RESP 2) pour Apollo, iStan, METIman et les simulateurs de patients humains;
- Notre cours *Essentials of Simulation*, offert en association avec l'Université de Rotterdam, a été homologué par le bureau national de formation médicale continue des Pays-Bas;
- Au quatrième trimestre, nous avons tenu notre vingtième conférence mondiale Human Patient Simulation Network (HPSN), qui a regroupé des participants provenant de 21 pays, et offert nos premières conférences HPSN en Chine et en Inde, accroissant ainsi notre bassin de clients potentiels et de marchés de simulation.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé le simulateur d'échographie VimedixAR, qui intègre les HoloLens de Microsoft, premier simulateur d'échographie à offrir en temps réel des hologrammes de l'anatomie humaine interactifs;
- Nous avons lancé le modèle d'échographie Blue Phantom Gen II PICC avec accès veineux et artériel à l'occasion du congrès de la National League for Nursing à Orlando (États-Unis). Ce modèle permet de former les cliniciens aux procédures d'accès veineux et artériel périphérique guidées par échographie;
- Nous avons ajouté l'analyse spectrale Doppler et un nouvel ensemble de pathologies en soins intensifs à notre gamme de produits Vimedix.

COMMANDES

Les ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente de 13 simulateurs de patients et de 5 systèmes de gestion de centres concernant des contrats majeurs à des clients aux États-Unis et au Moyen-Orient;
- La vente de 5 simulateurs d'échographie VimedixAR, qui intègre les HoloLens de Microsoft à des clients aux États-Unis et une solution Vimedix à un fabricant OEM.

Résultats financiers

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)

| | Exercice 2017 | Exercice 2016 | T4-2017 | T3-2017 | T2-2017 | T1-2017 | T4-2016 |
|--|---------------|---------------|---------|---------|---------|---------|----------|
| Produits des activités ordinaires | 110,7 | 113,4 | 34,2 | 26,2 | 27,6 | 22,7 | 35,8 \$ |
| Résultat opérationnel sectoriel | 6,6 | 7,2 | 4,1 | - | 2,6 | (0,1) | 3,5 \$ |
| Marges opérationnelles | 6,0 | 6,3 | 12,0 | - | 9,4 | - | 9,8 % |
| Dotations aux amortissements | 13,9 | 14,2 | 3,8 | 3,5 | 3,3 | 3,3 | 3,6 \$ |
| Dépenses en immobilisations corporelles | 2,3 | 2,0 | 1,4 | 0,2 | 0,2 | 0,5 | 0,8 \$ |
| Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs | 3,7 | 2,6 | - | 1,6 | 1,0 | 1,1 | 0,4 \$ |
| Capital utilisé | 224,3 | 206,0 | 224,3 | 222,8 | 214,1 | 210,4 | 206,0 \$ |

Produits des activités ordinaires en hausse de 31 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 4 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2016

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres et des simulateurs d'échographie, essentiellement du fait des ventes accrues à des clients aux États-Unis.

La diminution par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2016 est d'abord et avant tout attribuable à la baisse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients, laquelle s'explique en partie par la diminution du volume à l'égard des clients internationaux et militaires, neutralisée en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres et des simulateurs d'échographie aux États-Unis.

Produits des activités ordinaires de 110,7 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 2 %, soit 2,7 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

La diminution s'explique en grande partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients, en partie du fait de la baisse du volume à l'égard des clients internationaux et militaires, neutralisée en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des partenariats clés avec des fabricants OEM.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2016

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 4,1 millions \$ ce trimestre (12,0 % des produits des activités ordinaires), alors qu'il avait été nul au trimestre précédent et avait totalisé 3,5 millions \$ (9,8 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2016.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à la hausse de la marge découlant d'une combinaison plus favorable de produits et à l'augmentation des produits des activités ordinaires, comme il est mentionné plus haut. L'augmentation a été neutralisée en partie par la hausse des frais de vente, généraux et d'administration ainsi que des frais de R-D.

La hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2016 s'explique en grande partie par l'augmentation de la marge découlant d'une combinaison plus favorable de produits, annulée en partie par la hausse des frais de R-D et la baisse des produits des activités ordinaires, comme il est mentionné plus haut.

Résultat opérationnel sectoriel de 6,6 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 0,6 million \$ par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 6,6 millions \$ (6,0 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à 7,2 millions \$ (6,3 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

La diminution par rapport à l'exercice précédent est essentiellement attribuable à la hausse des frais de R-D et des frais de vente, généraux et d'administration découlant en grande partie de l'investissement accru dans le marketing, ainsi qu'à la baisse des produits des activités ordinaires, comme il est expliqué plus haut. La baisse a été neutralisée en partie par l'augmentation de la marge attribuable à une combinaison plus favorable de produits.

Capital utilisé en hausse de 1,5 million \$ par rapport au trimestre précédent et de 18,3 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'accroissement du fonds de roulement hors trésorerie, en grande partie du fait de la hausse des créances clients et de la diminution des produits des activités ordinaires différés, facteurs neutralisés en partie par la hausse des dettes fournisseurs et charges à payer. L'augmentation a été contrebalancée en partie par la baisse des immobilisations incorporelles, en grande partie du fait de la dotation aux amortissements.

L'augmentation par rapport à l'exercice précédent s'explique en grande partie par l'accroissement du fonds de roulement hors trésorerie, essentiellement du fait de la diminution des produits des activités ordinaires différés de même que des dettes fournisseurs et charges à payer, ainsi que de l'augmentation des créances clients et des stocks.

6. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

6.1 Mouvements de trésorerie consolidés

| <i>(montants en millions)</i> | Exercice 2017 | Exercice 2016 | T4-2017 | T3-2017 | T4-2016 |
|--|-----------------|---------------|-----------------|----------|-----------|
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies* | 435,2 \$ | 348,9 \$ | 116,9 \$ | 124,4 \$ | 100,3 \$ |
| Variation du fonds de roulement hors trésorerie | 29,1 | (3,1) | 80,6 | 31,7 | (49,3) |
| Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies | 464,3 \$ | 345,8 \$ | 197,5 \$ | 156,1 \$ | 51,0 \$ |
| Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁸ | (62,8) | (45,4) | (24,5) | (13,9) | (12,7) |
| Autres actifs | (5,5) | (19,7) | (2,3) | (2,7) | (6,1) |
| Produit de la cession d'immobilisations corporelles | 6,6 | 1,8 | 4,1 | 0,2 | 0,3 |
| (Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence | (10,6) | 3,4 | (1,2) | (0,6) | (1,3) |
| Dividendes reçus des participations mises en équivalence | 16,5 | 18,5 | 7,3 | 6,4 | 0,9 |
| Dividendes versés | (80,6) | (56,7) | (20,5) | (20,8) | (19,3) |
| Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies ⁸ | 327,9 \$ | 247,7 \$ | 160,4 \$ | 124,7 \$ | 12,8 \$ |
| Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁸ | (160,1) | (72,4) | (49,1) | (21,9) | (27,1) |
| Frais de développement inscrits à l'actif | (37,8) | (35,6) | (14,0) | (8,9) | (12,4) |
| Actions ordinaires rachetées | (41,7) | (7,7) | (3,0) | (5,9) | (7,7) |
| Autres mouvements de trésorerie, montant net | 13,4 | 15,9 | 2,3 | 0,6 | 1,8 |
| Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis | (5,5) | 13,9 | - | 5,4 | 0,3 |
| Produit tiré de la cession d'activités abandonnées | - | 30,4 | - | - | 1,2 |
| Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie | (4,9) | 5,7 | (0,1) | (3,4) | (16,1) |
| Augmentation (diminution) nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme | 91,3 \$ | 197,9 \$ | 96,5 \$ | 90,6 \$ | (47,2) \$ |

* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies de 160,4 millions \$ pour le trimestre

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 35,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 147,6 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2016.

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique en grande partie par la baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, annulée en partie par l'augmentation des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance.

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2016, surtout du fait de la diminution de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie et de l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies.

⁸ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies de 327,9 millions \$ pour l'exercice

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 80,2 millions \$, soit 32 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, ce qui est d'abord et avant tout attribuable à la hausse des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies et à la baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement des dividendes versés et des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance.

Dépenses d'investissement en immobilisations de 73,6 millions \$ pour le trimestre et de 222,9 millions \$ pour l'exercice

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 49,1 millions \$ pour le trimestre et à 160,1 millions \$ pour l'exercice. Les décisions en matière de répartition des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont fondées sur le marché et visent à nous permettre de suivre l'évolution de la demande des clients existants et nouveaux. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 24,5 millions \$ pour le trimestre et 62,8 millions \$ pour l'exercice.

6.2 Sources de financement

Nous disposons d'une marge de crédit à taux variable consentie par un consortium de prêteurs. Cette facilité de crédit nous permet, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Le montant total disponible en vertu de cette marge de crédit bancaire consentie au 31 mars 2017 était de 550,0 millions \$ US (550,0 millions \$ US en 2016) avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. Au 31 mars 2017, aucun prélèvement n'avait été effectué sur cette facilité (néant en 2016), et un montant de 92,0 millions \$ US (111,9 millions \$ US en 2016) avait servi à l'émission de lettres de crédit. Le taux d'intérêt sur cette facilité de crédit à terme renouvelable est fondé sur le taux préférentiel bancaire, le taux des acceptations bancaires ou le taux LIBOR majoré d'une marge qui dépend de la notation de crédit accordée par les services de Standard & Poor's Rating. Après le 31 mars 2017, l'échéance de notre facilité de crédit renouvelable non garantie a été prorogée à octobre 2019.

Nous disposons d'une garantie pour cautionnement bancaire non garantie d'un montant de 125,0 millions \$ US d'Exportation et développement Canada (EDC). Il s'agit d'une facilité renouvelable non engagée au titre de cautionnements bancaires, de garanties de restitution d'acomptes ou d'instruments semblables. Au 31 mars 2017, l'encours de ces instruments s'élevait à 115,9 millions \$ (57,2 millions \$ en 2016).

Nous gérons un programme en vertu duquel nous vendons des intérêts indivis dans certaines de nos créances clients (programme d'actifs financiers courants) à un tiers pour une contrepartie en trésorerie d'au plus 150,0 millions \$ US avec un droit de recours limité contre CAE. Au 31 mars 2017, des créances clients spécifiques d'un équivalent en dollars canadiens de 141,6 millions \$ (105,9 millions \$ en 2016) avaient été vendues à une institution financière.

En mars 2017, nous avons résilié une facilité de 12,5 millions € consentie par une banque européenne aux fins d'émission de garanties bancaires et de lettres de crédit. Au 31 mars 2016, nous avons utilisé un montant de 9,9 millions \$, essentiellement afin de soutenir nos activités de défense et de sécurité en Europe.

Au 31 mars 2017, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et au rachat d'actions ordinaires, et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Le tableau suivant résume notre dette à long terme :

| <i>(montants en millions)</i> | 31 mars 2017 | 31 mars 2016 |
|--|-------------------------|-----------------|
| Total de la dette à long terme | 1 255,4 \$ | 1 272,9 \$ |
| Déduire : | | |
| Partie courante de la dette à long terme | 31,2 | 98,5 |
| Partie courante des contrats de location-financement | 20,7 | 20,8 |
| Partie non courante de la dette à long terme | 1 203,5 \$ | 1 153,6 \$ |

En décembre 2016, nous avons conclu un emprunt à terme pour le financement d'aéronefs exploités aux États-Unis, lequel présentait une obligation de 14,2 millions \$ au 31 mars 2017.

Dans le cadre de l'acquisition de LMCFT, nous avons acquis des contrats de location pour le financement de simulateurs en Asie, lesquels représentaient une obligation au titre des contrats de location-financement de 25,3 millions \$ au 31 mars 2017.

En juin 2016, nous avons remboursé un montant de 73,5 millions \$ sur nos billets de premier rang émis par voie d'un placement privé.

6.3 Participation gouvernementale

Nous avons des ententes avec divers gouvernements en vertu desquelles ces derniers contribuent une portion des coûts, en fonction des dépenses que nous engageons, de certains programmes de R-D concernant la technologie en matière de services de modélisation, de simulation et de formation.

Au cours de l'exercice 2014, nous avons annoncé le Projet Innover, un programme de R-D d'une durée de cinq ans et demi. L'objectif du Projet Innover est de développer et d'améliorer nos technologies existantes en matière de modélisation et de simulation, d'en développer de nouvelles et de continuer à différencier notre gamme de services. En parallèle, le gouvernement du Canada a accepté de participer au Projet Innover au moyen d'un prêt remboursable d'au plus 250 millions \$ qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD).

Au cours de l'exercice 2016, nous avons modifié et étendu notre Projet Nouveaux marchés principaux, un programme de R-D, pour une durée additionnelle de quatre ans. L'objectif est de tirer parti de notre savoir-faire en matière de modélisation, de simulation et de services de formation pour le transposer dans le marché des soins de santé. Le gouvernement du Québec, par l'intermédiaire d'Investissement Québec, a accepté de participer en fournissant des apports pouvant atteindre 70 millions \$ pour couvrir les frais engagés avant la fin de l'exercice 2020.

Au cours de l'exercice 2017, nous avons annoncé notre participation au Projet SimÉco 4.0, un projet de R-D dans le cadre du programme SA²GE. L'objectif du projet est de développer de nouveaux produits ou processus qui favoriseront la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le gouvernement du Québec, par l'intermédiaire du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et SA²GE, se sont engagés à participer en fournissant des apports pouvant atteindre 50 % des coûts admissibles engagés par CAE d'ici l'exercice 2020.

Vous trouverez plus de détails aux notes annexes 1 et 13 des états financiers consolidés.

6.4 Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos activités, nous contractons certaines obligations et certains engagements commerciaux. Le tableau ci-dessous représente nos obligations contractuelles et nos engagements pour les cinq prochaines années et par la suite.

Obligations contractuelles

| <i>(montants en millions)</i> | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Par la suite | Total |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|
| Dette à long terme (exclusion faite des intérêts) | 31,9 \$ | 18,4 \$ | 190,7 \$ | 26,9 \$ | 178,8 \$ | 638,2 \$ | 1 084,9 \$ |
| Contrats de location-financement (exclusion faite des intérêts) | 20,7 | 18,4 | 31,9 | 29,3 | 12,4 | 60,6 | 173,3 |
| Contrats de location simple non résiliables | 55,3 | 38,9 | 33,4 | 29,2 | 24,1 | 82,0 | 262,9 |
| Engagements d'achat | 118,4 | 54,9 | 56,6 | 7,2 | 0,3 | 1,7 | 239,1 |
| | 226,3 \$ | 130,6 \$ | 312,6 \$ | 92,6 \$ | 215,6 \$ | 782,5 \$ | 1 760,2 \$ |

Au 31 mars 2017, nous disposions également d'un montant de 458,0 millions \$ US au titre de notre facilité de crédit consentie, comparativement à 438,1 millions \$ US au 31 mars 2016.

Nous avons des engagements d'achat aux termes d'ententes exécutoires qui nous lient juridiquement. La plupart de ces ententes sont conclues avec des sous-traitants relativement à la fourniture des services prévus aux contrats à long terme que nous avons avec des clients. Les modalités des ententes sont importantes, car elles prescrivent des obligations d'acheter des biens ou services en quantités fixes ou minimales, à des prix fixes minimaux ou variables et à diverses dates.

Au 31 mars 2017, nous avons d'autres passifs non courants qui ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus. Ils représentent certaines obligations au titre des prestations de retraite constituées, des produits différés, des profits différés sur des actifs et divers passifs non courants. Les obligations de paiement en trésorerie de CAE au titre des prestations de retraite constituées dépendent de divers facteurs, dont les rendements boursiers, les écarts actuariels et les taux d'intérêt. Nous n'avons pas inclus les passifs d'impôt différé, car ces paiements sont fonction du résultat imposable et des reports prospectifs de pertes fiscales dont nous pourrions disposer.

7. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

7.1 Capital utilisé consolidé

| <i>(montants en millions)</i> | 31 mars 2017 | 31 mars 2016 |
|--|-------------------------|-------------------|
| Utilisation du capital : | | |
| Actifs courants | 1 919,7 \$ | 1 749,6 \$ |
| Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie | (504,7) | (485,6) |
| Déduire : actifs nets détenus en vue de la vente | - | (1,5) |
| Passifs courants | (1 273,9) | (1 192,9) |
| Déduire : partie courante de la dette à long terme | 51,9 | 119,3 |
| Fonds de roulement hors trésorerie ⁹ | 193,0 \$ | 188,9 \$ |
| Actifs nets détenus en vue de la vente | - | 1,5 |
| Immobilisations corporelles | 1 582,6 | 1 473,1 |
| Autres actifs non courants | 1 852,5 | 1 774,0 |
| Autres passifs non courants | (796,4) | (709,9) |
| Total du capital utilisé | 2 831,7 \$ | 2 727,6 \$ |
| Provenance du capital : | | |
| Partie courante de la dette à long terme | 51,9 \$ | 119,3 \$ |
| Dette à long terme | 1 203,5 | 1 153,6 |
| Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie | (504,7) | (485,6) |
| Dette nette ⁹ | 750,7 \$ | 787,3 \$ |
| Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | 2 020,8 | 1 888,7 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 60,2 | 51,6 |
| Provenance du capital | 2 831,7 \$ | 2 727,6 \$ |

Capital utilisé en hausse de 104,1 millions \$, soit 4 %, par rapport à l'exercice précédent

La hausse par rapport à l'exercice précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des immobilisations corporelles et des autres actifs non courants, neutralisée en partie par la hausse des autres passifs non courants.

Notre rendement du capital utilisé⁹ (RCU) a été de 11,2 % pour l'exercice, comparativement à 10,6 % pour l'exercice précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 4,1 millions \$

La hausse découle en grande partie de l'augmentation des stocks et des créances clients, contrebalancée en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires différés, des dettes fournisseurs et charges à payer de même que des passifs au titre des contrats en cours, ainsi que par la diminution des paiements anticipés.

Immobilisations corporelles nettes en hausse de 109,5 millions \$

L'augmentation est essentiellement attribuable à des dépenses d'investissement en immobilisations de 222,9 millions \$, neutralisées en partie par une dotation aux amortissements des immobilisations corporelles de 122,8 millions \$.

Autres actifs non courants en hausse de 78,5 millions \$

La hausse s'explique d'abord et avant tout par l'augmentation des autres actifs et de l'investissement dans les participations mises en équivalence du fait de la rentabilité accrue de nos coentreprises, contrebalancée en partie par les dividendes versés et la hausse des immobilisations incorporelles.

Autres passifs non courants en hausse de 86,5 millions \$

L'augmentation découle en grande partie de la hausse des profits différés et des autres passifs non courants, de l'augmentation des provisions, essentiellement du fait de l'acquisition de LMCFT, et de la hausse des passifs d'impôt différé, facteurs neutralisés en partie par le fléchissement des obligations au titre des avantages du personnel.

Dette nette inférieure à celle de l'exercice précédent

La baisse est essentiellement attribuable à l'incidence des mouvements de trésorerie durant l'exercice, contrebalancée en partie par l'ajout de contrats de location visant des simulateurs en Asie dans le cadre de l'acquisition de LMCFT.

⁹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Variation de la dette nette

| <i>(montants en millions)</i> | Exercice 2017 | Exercice 2016 |
|--|----------------------|---------------|
| Dette nette en début de période | 787,3 \$ | 949,6 \$ |
| Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés) | (91,3) \$ | (197,9) \$ |
| Incidence des variations du change sur la dette à long terme | 14,0 | 20,2 |
| Incidence des regroupements d'entreprises | 25,8 | - |
| Autres | 14,9 | 15,4 |
| Diminution de la dette nette pour la période | (36,6) \$ | (162,3) \$ |
| Dette nette en fin de période | 750,7 \$ | 787,3 \$ |
| Ratio de la dette nette sur les capitaux propres ¹⁰ | 26,5 % | 28,9 % |

Total des capitaux propres en hausse de 140,7 millions \$ pour l'exercice

La hausse des capitaux propres s'explique en grande partie par le résultat net correspondant à un bénéfice de 256,6 millions \$, neutralisé en partie par les dividendes en trésorerie de 80,6 millions \$, le rachat et l'annulation de 41,7 millions \$ d'actions ordinaires et l'incidence défavorable des variations de change de 31,8 millions \$.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 mars 2017, nous avons au total 268 397 224 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 615,4 millions \$. Nous avons également 5 541 625 options en cours aux termes du régime d'options sur actions (ROA).

Au 30 avril 2017, nous avons un total de 268 405 774 actions ordinaires émises et en circulation, et 5 533 075 options étaient en cours aux termes du ROA.

Rachat et annulation d'actions

Le 19 février 2016, nous avons annoncé que nous avons reçu l'approbation de la Bourse de Toronto (TSX) pour racheter, aux termes d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au plus 5 398 643 de nos actions ordinaires, soit 2 % de nos 269 932 164 actions ordinaires émises et en circulation au 12 février 2016. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 23 février 2016 et a pris fin le 22 février 2017.

Le 14 février 2017, nous avons annoncé que nous avons reçu l'approbation de la Bourse de Toronto (TSX) pour le renouvellement de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 5 366 756 de nos actions ordinaires, soit 2 % de nos 268 337 816 actions ordinaires émises et en circulation au 9 février 2017. L'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 23 février 2017 et prendra fin le 22 février 2018 ou lorsque la Société aura achevé ses achats ou choisira de mettre fin à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, selon la première éventualité. Les actions seront achetées sur le marché ouvert par l'entremise des facilités de la TSX ou d'autres systèmes, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction plus les frais de courtage, conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires achetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées.

Au cours de l'exercice 2017, nous avons racheté et annulé 2 490 900 actions ordinaires (515 200 actions ordinaires en 2016) au prix moyen pondéré de 16,73 \$ l'action ordinaire (15,01 \$ en 2016), pour une contrepartie totale de 41,7 millions \$ (7,7 millions \$ en 2016). L'excédent de la valeur de rachat des actions par rapport à leur valeur comptable, soit 36,1 millions \$ (6,6 millions \$ en 2016), a été porté aux résultats non distribués sous forme de primes de rachat.

Dividendes

Pour l'exercice 2017, nous avons versé un dividende de 0,075 \$ par action au premier trimestre et un dividende de 0,08 \$ par action aux deuxième, troisième et quatrième trimestres. Ces dividendes étaient admissibles au titre de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de ses équivalents provinciaux.

Le montant de tout dividende et la date à laquelle son versement a lieu sont déterminés au gré du conseil d'administration. Ce dernier revoit annuellement la politique en matière de dividendes en fonction des besoins de trésorerie aux fins des activités opérationnelles, des besoins de liquidités et de la situation financière prévue. Compte tenu de la politique actuelle en matière de dividendes et du nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 mars 2017, nous prévoyons déclarer des dividendes annuels d'environ 85,9 millions \$ pour l'exercice 2018.

Garanties

Au 31 mars 2017, nous avons émis des lettres de crédit et des cautions de bonne exécution de 238,2 millions \$ qui n'étaient pas inscrites à l'état consolidé de la situation financière, comparativement à 212,3 millions \$ il y a un an.

¹⁰ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Obligations au titre des régimes de retraite

Nous avons des régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies. Par suite de changements récents touchant la loi, la capitalisation des régimes de retraite à prestations définies est considérée comme suffisante. Au cours de l'exercice 2018, nous prévoyons verser des cotisations de 23,3 millions \$.

7.2 Arrangements non comptabilisés

Bien que la majorité de nos opérations de cession-bail conclues dans le cadre de nos activités soient classées comme des contrats de location-financement et que les obligations connexes soient inscrites à l'état consolidé de la situation financière, d'autres opérations de cession-bail précises sont classées comme des contrats de location simple et représentent des obligations non comptabilisées.

La plupart de nos obligations non comptabilisées proviennent des contrats de location simple concernant ce qui suit :

- Certains bâtiments qui sont loués dans l'ensemble de notre réseau de formation et d'installations de production dans le cours normal de nos activités;
- Certains FFS qui sont loués dans l'ensemble de notre réseau de formation dans le cours normal de nos activités;
- L'exploitation d'un centre de formation dans le cadre du projet Medium Support Helicopter (MSH) avec le ministère de la Défense du Royaume-Uni portant sur la fourniture de services de formation fondée sur la simulation;
- Certains appareils utilisés dans le cadre de nos activités d'entraînement en vol pour le ministère de la Défense nationale du Canada.

Ces contrats sont sans possibilité de recours contre nous.

De plus amples renseignements concernant les contrats de location simple sont fournis à la note annexe 27 des états financiers consolidés.

Dans le cours normal des activités, nous gérons un programme en vertu duquel nous vendons des intérêts indivis dans certaines de nos créances clients (programme d'actifs financiers courants) à un tiers pour une contrepartie en trésorerie d'au plus 150,0 millions \$ US avec un droit de recours limité contre CAE. Nous continuons d'agir en tant qu'agent de recouvrement. Ces transactions sont comptabilisées lorsque nous sommes réputés avoir cédé le contrôle des créances clients transférées. Au 31 mars 2017, des créances clients spécifiques d'un équivalent en dollars canadiens de 141,6 millions \$ (105,9 millions \$ en 2016) ont été vendues à une institution financière.

7.3 Instruments financiers

Nous sommes exposés à divers risques financiers dans le cours normal de nos activités. Nous concluons des contrats à terme et des swaps pour atténuer le risque auquel nous exposent les fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt et du cours de nos actions qui se répercutent sur la charge liée aux paiements fondés sur des actions. Nous évaluons formellement les instruments dérivés utilisés dans les opérations de couverture, au commencement de la relation de couverture et en continu, pour nous assurer qu'ils compensent très efficacement les variations des flux de trésorerie des éléments couverts au regard du risque couvert. Nous n'utilisons pas d'instrument financier à des fins de négociation ou de spéculation, mais uniquement pour réduire la volatilité de nos résultats pouvant découler de ces risques, et nous ne concluons des contrats qu'avec des contreparties très solvables.

Classement des instruments financiers

Nous avons établi les classements suivants pour nos instruments financiers :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les liquidités soumises à restrictions et tous les instruments dérivés, à l'exception des dérivés désignés comme instruments de couverture efficaces, sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Les créances clients, les contrats en cours, les créances non courantes et les acomptes sont classés dans les prêts et créances, sauf ceux que nous avons l'intention de vendre immédiatement ou à court terme, qui sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Les placements de portefeuille sont classés dans les instruments disponibles à la vente;
- Les dettes fournisseurs et charges à payer et la dette à long terme, y compris les intérêts à payer, les obligations au titre des contrats de location-financement et les obligations relatives aux redevances, sont classés dans les autres passifs financiers et sont tous comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, nous avons recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, nous nous appuyons principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent nos meilleures estimations des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et notre propre risque de crédit sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- La juste valeur des créances clients, des contrats en cours et des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que nous encaisserions ou paierions pour régler les contrats à chaque date de clôture;

- La juste valeur du placement disponible à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- La juste valeur des créances clients non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à courir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- La juste valeur des provisions, des dettes à long terme et des passifs non courants, y compris les obligations au titre de contrats de location-financement et de redevances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à courir jusqu'à l'échéance sont similaires.

Une description de la hiérarchie des justes valeurs est présentée à la note annexe 29 des états financiers consolidés.

Gestion des risques financiers

En raison de la nature de nos activités et des instruments financiers que nous détenons, nous sommes principalement exposés au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, notamment au risque de change et au risque de taux d'intérêt. Nous gérons notre exposition aux risques de crédit, de liquidité et de marché selon les paramètres de gestion des risques documentés dans les politiques d'entreprise. Ces paramètres de gestion des risques n'ont pas changé depuis la période précédente, sauf indication contraire.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque que nous subissions une perte financière si un créancier manque à ses obligations découlant des ententes qu'il a conclues avec CAE. Nous sommes exposés au risque de crédit relativement à nos créances clients et à certains autres actifs dans le cours normal de nos activités. Nous sommes également exposés au risque de crédit dans le cadre de nos activités courantes de trésorerie en raison de notre trésorerie, de nos équivalents de trésorerie et de nos actifs financiers dérivés. Le risque de crédit découlant de nos activités normales est géré en ce qui concerne le crédit accordé aux clients.

Nos clients sont principalement des entreprises bien établies, dont certaines ont des notations publiquement affichées, ou des organismes gouvernementaux, ce qui facilite l'évaluation et la surveillance du risque de crédit. En outre, nous recevons habituellement d'importants acomptes non remboursables au titre des contrats de construction. Nous surveillons de près notre risque lié aux principales compagnies aériennes afin de le réduire autant que possible. Nos créances clients ne sont pas détenues auprès de clients en particulier, mais auprès d'un vaste éventail de sociétés et d'organismes gouvernementaux. De plus, nous réduisons davantage le risque de crédit en vendant contre trésorerie certaines créances clients à l'actif à des institutions financières tierces, avec un droit de recours limité (programme portant sur des actifs financiers courants). Nous ne détenons aucun bien en garantie. Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est réduit du fait qu'ils sont essentiellement détenus auprès d'un groupe diversifié composé d'importantes institutions financières nord-américaines et européennes.

Nous sommes exposés au risque de crédit en cas d'inexécution des engagements pris par les contreparties à nos instruments financiers dérivés, et nous prenons plusieurs mesures pour réduire ce risque. Premièrement, nous concluons des contrats avec des contreparties très solvables. Nous avons signé des accords de compensation globale de l'International Swaps & Derivatives Association, Inc. (ISDA) avec la majorité des contreparties avec qui nous réalisons des transactions sur instruments financiers dérivés. Ces accords rendent possible la compensation lorsque l'une des parties au contrat manque à ses obligations, pour chacune des transactions visées par l'accord et en vigueur à la date du manquement. De plus, nos contreparties ou CAE (ou les deux, au besoin) peuvent demander des garanties pour les instruments financiers dérivés présentant un risque de crédit lorsque le solde net des profits et des pertes sur chaque transaction excède le seuil défini dans la convention-cadre de l'ISDA. Enfin, nous surveillons régulièrement la solvabilité des contreparties dans le but de réduire au minimum l'exposition au risque de crédit.

La valeur comptable présentée aux notes annexes 4 et 29 des états financiers consolidés représente l'exposition maximale au risque de crédit découlant de chaque actif financier aux dates pertinentes.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que nous ne puissions honorer nos engagements de trésorerie lorsqu'ils deviennent exigibles.

Nous gérons ce risque en établissant des prévisions de trésorerie ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi régulier des rentrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, nous formulons une prévision de notre position de trésorerie consolidée afin de nous assurer de l'utilisation efficiente de nos ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, de la croissance, des dépenses d'investissement en immobilisations et des dates d'échéance des dettes, incluant les obligations non comptabilisées. Nous réduisons le risque de liquidité en conservant suffisamment de ressources financières liquides pour financer nos activités et honorer nos engagements et nos obligations. Pour gérer notre risque de liquidité, nous avons accès à une facilité de crédit renouvelable non garantie de 550,0 millions \$ US, avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. De plus, nous avons conclu des ententes visant la vente de certaines créances clients à l'actif d'une valeur pouvant atteindre 150,0 millions \$ US (programme portant sur des actifs financiers courants). Nous sommes constamment à l'affût de nouvelles possibilités de financement en vue de maximiser la structure de notre capital et de conserver une certaine flexibilité sur le plan financier.

Risque de marché

Le risque de marché représente notre exposition à une baisse ou à une augmentation de valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des prix du marché, que cette variation soit causée par des facteurs propres aux instruments financiers ou à leurs émetteurs ou encore par des facteurs touchant tous les instruments financiers de cette catégorie qui sont négociés sur le marché. Nous sommes principalement exposés au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

Nous utilisons des instruments dérivés pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change, des taux d'intérêt et des paiements fondés sur des actions afin d'en réduire au minimum les conséquences sur nos résultats et notre situation financière. Nous avons pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation.

Risque de change

Le risque de change représente notre exposition à une baisse ou à une augmentation de la valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des taux de change. Nous sommes principalement exposés au risque de change en raison d'engagements de vente, d'acquisitions prévues et de dettes libellées en monnaies étrangères ainsi que de notre investissement net dans des établissements à l'étranger qui utilisent une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien, principalement le dollar américain, l'euro et la livre sterling. En outre, ces établissements sont exposés au risque de change principalement du fait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et d'autres comptes de fonds de roulement qui ne sont pas libellés dans leur monnaie fonctionnelle.

Nous gérons le risque de change en nous assurant que les établissements à l'étranger concluent des contrats d'approvisionnement, des contrats de vente et des activités de financement dans leur monnaie fonctionnelle.

Nous avons recours à des contrats de change à terme et à des swaps de devises pour gérer notre exposition aux transactions en monnaies étrangères. Parmi ces transactions, on retrouve les transactions prévues et les engagements fermes libellés en monnaies étrangères. Nos programmes de couverture de change ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance, conformément à l'objectif de fixation des taux de change des éléments couverts.

Analyse de sensibilité au risque de change

Le risque de change découle des instruments financiers qui sont libellés en monnaies étrangères. En supposant une appréciation raisonnablement probable de 5 % du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling par rapport au dollar canadien au 31 mars 2017, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs, l'incidence avant impôt sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global aurait été un ajustement net négatif de 3,6 millions \$ (ajustement net négatif de 0,7 million \$ en 2016) et un ajustement net négatif de 13,1 millions \$ (ajustement net négatif de 13,1 millions \$ en 2016), respectivement. Une dépréciation raisonnablement probable de 5 % des monnaies pertinentes par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet contraire sur le résultat avant impôt et sur les autres éléments du résultat global.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente notre exposition à une augmentation ou à une baisse de la valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. Nous sommes exposés au risque de taux d'intérêt en raison de notre dette à long terme à taux variable et au risque de juste valeur en raison de notre dette à long terme à taux fixe. Nous gérons essentiellement le risque de taux d'intérêt en fixant le taux de la dette à taux variable liée à certains projets en particulier afin de réduire la variation des flux de trésorerie. Nous avons une dette à taux variable sous forme d'une facilité de crédit renouvelable non garantie et d'autres dettes à taux variable visant des actifs en particulier. Nous cherchons à maintenir une combinaison appropriée de dettes à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés utilisés pour gérer l'exposition aux taux d'intérêt sont principalement des swaps de taux d'intérêt.

Nous avons aussi recours à des instruments financiers pour gérer le risque que posent les fluctuations des taux d'intérêt, ainsi que pour maintenir dans certaines proportions les éléments à taux fixe et à taux variable de notre dette à long terme. À la clôture de l'exercice, la répartition était de 90 % à taux fixe et de 10 % à taux variable (90 % à taux fixe et 10 % à taux variable en 2016).

Nos programmes de couverture de taux d'intérêt ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance afin d'assurer l'appariement des actifs et des passifs, conformément à l'objectif de réduction des risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt

À l'exercice 2017, une augmentation de 1 % des taux d'intérêt aurait donné lieu à une baisse de 1,3 million \$ (1,3 million \$ en 2016) de notre résultat net et à une baisse de 0,5 million \$ (0,5 million \$ en 2016) de nos autres éléments du résultat global, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs. Une diminution de 1 % des taux d'intérêt aurait eu une incidence inverse sur le résultat net et les autres éléments du résultat global.

Couverture de la charge liée aux paiements fondés sur des actions

Nous avons conclu des swaps sur actions avec deux importantes institutions financières canadiennes (trois en 2016) afin de réduire l'effet sur nos résultats des fluctuations du cours de nos actions visées par le régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA), par le régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDDVA-LT) et par le régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte assortis d'un calendrier pour intéressement à long terme (RDNRC-LT). Aux termes de ce swap, nous bénéficions de l'avantage économique que nous procurent les dividendes et la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés aux institutions financières pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net des swaps sur actions annule en partie les fluctuations du cours de nos actions, fluctuations qui influent sur le coût du RDDVA, du RDDVA-LT et du RDNRC-LT, et il est redéfini tous les trimestres. Au 31 mars 2017, les swaps sur actions visaient 1 850 000 de nos actions ordinaires (1 950 000 en 2016).

Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger

Au 31 mars 2017, nous avons désigné une partie des effets de premier rang que nous détenons, dont la valeur totalisait 372,8 millions \$ US (417,8 millions \$ US en 2016), ainsi qu'une partie de nos obligations au titre des contrats de location-financement totalisant 9,9 millions \$ US (12,1 millions \$ US en 2016) comme couverture d'investissements nets dans des entités aux États-Unis. Les profits et les pertes liés à la conversion de la tranche désignée des effets de premier rang sont constatés dans les autres éléments du résultat global afin de compenser tout profit ou perte de change lié à la conversion des états financiers des entités aux États-Unis.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune concentration des risques découlant des instruments financiers et que l'information présentée ci-dessus est représentative de notre exposition au risque pour la période.

Se reporter à l'état consolidé du résultat global pour obtenir le montant total de la variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat net de la période et le montant total des profits et des pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, et à la note annexe 29 des états financiers consolidés pour le classement des instruments financiers.

8. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le 2 mai 2016, la Société a acquis 100 % des actions de Lockheed Martin Commercial Flight Training (LMCFT), fournisseur de matériel et de services de formation dans le secteur de l'aviation, pour une contrepartie de 25,6 millions \$. La transaction comprend la trésorerie de l'entité acquise à la clôture de la transaction. Avec cette acquisition, la Société a élargi son réseau de simulateurs commerciaux en service chez des clients et a obtenu des actifs, dont des simulateurs de vol, des pièces de simulateurs, des installations, de la technologie et une main-d'œuvre qualifiée. Les coûts d'acquisition de LMCFT engagés pour l'exercice 2017 ont totalisé 1,4 million \$ et ont été pris en compte dans les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition à l'état consolidé du résultat net.

L'évaluation de la juste valeur nette des actifs identifiables acquis et des passifs repris est présentée dans le tableau ci-après. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises est de 24,2 millions \$ (y compris les relations clients et les autres logiciels) et celle du goodwill est de 3,3 millions \$. Le goodwill découlant de l'acquisition de LMCFT est attribuable aux avantages obtenus, notamment les suivants :

- Expansion du réseau de simulateurs commerciaux en service chez les clients de CAE;
- Main-d'œuvre expérimentée possédant l'expertise en la matière.

La juste valeur et le montant contractuel brut des créances clients acquises s'établissent à 8,7 millions \$.

Les produits des activités ordinaires et le résultat opérationnel sectoriel inscrits à l'état consolidé du résultat net au titre de LMCFT depuis la date d'acquisition se sont respectivement chiffrés à 62,7 millions \$ et à 6,4 millions \$. Si LMCFT avait été consolidée en date du 1^{er} avril 2016, l'état consolidé du résultat net aurait affiché des produits des activités ordinaires et un résultat opérationnel sectoriel total de 64,5 millions \$ et de 6,6 millions \$, respectivement. Ces montants pro forma ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant le regroupement d'entreprises par la Société. Les montants sont fournis à titre d'information complémentaire et ne sont pas représentatifs de la performance future de la Société.

Autres

Au cours de l'exercice 2017, la Société a finalisé les ajustements à la détermination des actifs nets identifiables acquis et des passifs repris à l'égard de l'acquisition de FAMB, effectuée au cours de l'exercice 2016, donnant lieu à une augmentation du goodwill de 1,6 million \$.

Le tableau suivant présente le montant net des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre des acquisitions :

| | Total 2017 |
|---|-----------------------|
| Actifs courants ¹⁾ | 89,2 \$ |
| Passifs courants | (106,2) |
| Immobilisations corporelles | 38,5 |
| Actifs non courants | 4,5 |
| Immobilisations incorporelles ²⁾ | 27,5 |
| Impôt différé | 6,7 |
| Passifs non courants | (49,3) |
| Juste valeur des actifs nets acquis, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | 10,9 \$ |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis | 12,5 |
| Total du prix d'achat | 23,4 \$ |
| Coûts de transaction additionnels payés pour le compte du vendeur | 2,2 |
| Contrepartie additionnelle liée à l'acquisition réalisée au cours de l'exercice antérieur | (5,4) |
| Total de la contrepartie | 20,2 \$ |

¹⁾ Abstraction faite des fonds en caisse.

²⁾ Le goodwill, inclus dans les immobilisations incorporelles, n'est pas déductible aux fins fiscales pour l'exercice 2017.

Les actifs nets de LMCFT, y compris le goodwill, sont inclus dans le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile.

De plus amples renseignements sont fournis à la note annexe 3 des états financiers consolidés.

9. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOS ACTIVITÉS

Nous exerçons nos activités dans différents secteurs industriels comportant chacun divers éléments de risque et d'incertitude. La direction et le conseil d'administration (le « conseil ») se penchent sur les principaux risques liés à nos activités chaque trimestre, en plus d'effectuer une évaluation annuelle dans le cadre du processus de planification stratégique et d'établissement du budget. Les risques et incertitudes décrits ci-après pourraient avoir une incidence importante sur nos activités, notre situation financière et notre résultat opérationnel. Ces risques sont classés comme suit : risques liés à l'industrie, risques propres à CAE et risques liés au marché. Ces risques ne sont pas nécessairement les seuls auxquels nous sommes exposés; d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous jugeons négligeables à l'heure actuelle pourraient avoir une incidence sur nos activités.

Afin d'atténuer les risques qui pourraient se répercuter sur notre performance future, la direction a élaboré un processus de gestion des risques d'entreprise visant à relever, à évaluer et à hiérarchiser ces risques. La direction élabore et met en œuvre des stratégies d'atténuation des risques qui s'inscrivent dans le cadre de nos objectifs stratégiques et de nos processus d'affaires. La direction suit l'évolution des principaux risques liés à notre activité tous les trimestres, et le conseil surveille le processus de gestion des risques et le valide par l'entremise de procédures mises en œuvre par nos auditeurs internes lorsqu'elle juge une telle démarche nécessaire. Il convient d'étudier attentivement les facteurs de risque suivants, en plus des autres renseignements figurant dans le présent rapport, avant de décider d'acheter des actions ordinaires de CAE.

9.1 Risques liés à l'industrie

Concurrence

Les marchés où nous vendons notre matériel de simulation et proposons nos services de formation sont hautement compétitifs. De nouvelles entreprises ont fait leur apparition au cours des dernières années, et l'environnement compétitif s'est intensifié avec le positionnement des sociétés des secteurs de l'aéronautique et de la défense dans le but d'accroître leur part de marché en consolidant les sociétés de simulation du secteur de l'aviation commerciale et en développant leurs propres capacités internes. La majorité de nos concurrents des marchés de la simulation et de la formation évoluent également dans d'autres importants segments du secteur de l'aéronautique et de la défense. En conséquence, certaines d'entre elles ont une plus grande envergure que nous et peuvent disposer de ressources financières et techniques, et de ressources de marketing, de fabrication et de distribution beaucoup plus importantes. De plus, nos principaux concurrents sont des constructeurs d'aéronefs ou ont des relations bien établies avec des constructeurs d'aéronefs, des compagnies aériennes et des gouvernements, ce qui pourrait leur donner un avantage au moment de l'attribution de contrats par ces organisations. Nous faisons particulièrement concurrence à Boeing, qui jouit d'un avantage concurrentiel sur nous en ce qui concerne les prix et d'autres facteurs.

Les fabricants OEM comme Airbus et Boeing ont certains avantages concurrentiels par rapport aux fournisseurs de services de formation indépendants. Ils contrôlent le prix des données, pièces et équipements qui sont souvent nécessaires pour fabriquer un simulateur visant un de leurs appareils. Or, ces éléments représentent un coût d'investissement critique pour tous les fournisseurs de services de formation fondée sur la simulation. Les fabricants OEM pourraient être en position d'exiger des redevances sur licences pour autoriser la fabrication de simulateurs fondés sur leurs appareils ou pour autoriser la formation sur ces simulateurs. CAE a aussi certains avantages, notamment le fait d'être un fabricant de simulateurs, le fait d'arriver à reproduire certains appareils sans obtenir de données, pièces ou équipements auprès d'un fabricant OEM et le fait de posséder un réseau de formation diversifié comprenant des coentreprises avec d'importantes compagnies aériennes qui achètent leurs appareils auprès de fabricants OEM. Nous travaillons également avec certains fabricants OEM au développement d'occasions d'affaires liées aux produits de simulation et aux services de formation.

Nous obtenons la plupart de nos contrats dans le cadre de processus d'appel d'offres qui nous amènent à consacrer beaucoup de temps et d'énergie à des soumissions pour des contrats qui, à terme, pourraient ne pas nous être attribués. Une part importante de nos produits des activités ordinaires est tributaire de l'obtention de nouvelles commandes et du renouvellement continu de notre carnet de commandes. Rien ne garantit que nous continuerons de remporter des contrats octroyés par voie d'appel d'offres aussi régulièrement que nous l'avons fait par le passé. La présence de nouveaux participants dans le marché, comme il est noté ci-dessus, et leurs efforts visant à gagner une part de marché intensifient la concurrence, ce qui pourrait réduire les prix et les marges.

La croissance économique sous-tend la demande de tous nos produits et services. Les périodes de récession économique, les contraintes de crédit, les mesures d'austérité mises en place par les gouvernements et/ou les sanctions commerciales internationales se traduisent généralement par une concurrence accrue pour chaque commande possible, ce qui donne habituellement lieu à une baisse des profits réalisés sur les ventes conclues au cours d'une telle période. Si de telles conditions se produisent, nos prix et nos marges pourraient s'en ressentir.

Budgets de la défense et calendrier des dépenses à cet égard

Nous générons une grande partie de nos produits des activités ordinaires des ventes aux clients du secteur de la défense et de la sécurité dans le monde. Nous fournissons des produits et des services pour de nombreux programmes gouvernementaux offerts aux États-Unis, au Canada, en Europe, en Australie et ailleurs dans le monde, tant à titre de fournisseur principal que de sous-traitant. Les dépenses en matière de défense provenant des fonds publics et étant toujours en concurrence avec d'autres intérêts publics, il existe un risque lié au niveau de dépenses qu'un pays donné peut consacrer à la défense ainsi qu'au moment d'attribution des contrats en la matière. D'importantes coupures aux dépenses de défense dans les marchés parvenus à maturité comme les États-Unis, le Canada, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Australie, ou un retard important des activités d'approvisionnement en défense pourraient nuire considérablement à nos produits des activités ordinaires futurs, à notre résultat net et à nos activités. Afin d'atténuer le niveau et le moment des attributions de contrats dans le secteur de la défense, nous avons établi une entreprise diversifiée sur le plan mondial et occupons une solide position dans des plateformes durables.

Programmes de défense et de sécurité financés par l'État

Comme la plupart des fournisseurs de marchés publics, nous pouvons faire l'objet d'audits et de contrôles périodiques. Les ajustements rendus nécessaires par les audits et contrôles gouvernementaux pourraient nuire à nos résultats opérationnels. De plus, certains frais pourraient ne pas être remboursés ou admis dans la négociation de contrats à prix fixe. Par conséquent, nous courons un risque plus grand d'actions en justice et de poursuites en responsabilité intentées à notre encontre que des entreprises qui ne traitent qu'avec le secteur privé, ce qui pourrait nuire considérablement à nos activités.

Secteur de l'aviation civile

Nous tirons une part importante de nos produits des activités ordinaires de la vente de matériel et de services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires.

Une baisse du prix du carburant a généralement une incidence favorable sur la rentabilité des transporteurs aériens, mais les répercussions à long terme attribuables aux clients dans les pays dont l'économie repose sur le pétrole sont plus complexes. Par exemple, la demande de formation sur hélicoptère, qui représente moins de 2 % des produits des activités ordinaires que nous tirons de notre secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, est essentiellement tributaire du niveau d'activité des exploitants extracôtiers dont les clients sont actifs dans le secteur du pétrole et du gaz. La baisse des prix du pétrole enregistrée au cours des dernières années s'est répercutée sur le niveau d'activité extracôtier, ce qui a nui à nos résultats opérationnels. Par ailleurs, nos clients parmi les transporteurs aériens et les exploitants de jets d'affaires des États du Golfe pourraient disposer de sources de financement moins importantes en raison du recul de l'activité économique fondée sur le pétrole. Nous continuons d'évaluer les répercussions potentielles des fluctuations des prix du pétrole sur le secteur de l'aviation civile. Inversement, si le prix du carburant devait atteindre des niveaux élevés pendant une longue période, cela pourrait inciter davantage les compagnies aériennes à remplacer leurs vieux appareils plus énergivores. Cependant, une hausse de cette nature pourrait aussi restreindre les ressources financières que les compagnies aériennes ont à leur disposition et éventuellement entraîner des retards ou des annulations dans les livraisons de nouveaux appareils. Si le prix du carburant connaissait une hausse soutenue, les compagnies aériennes pourraient être amenées à réduire leur capacité de vol ou à ralentir leur croissance, car une telle capacité ne serait alors pas économiquement viable. Cette réaction provoquerait, par ricochet, une baisse de la demande pour nos dispositifs et nos services de formation.

Les contraintes sur le marché du crédit pourraient entraver la capacité des compagnies aériennes et d'autres sociétés à acheter de nouveaux avions, ce qui nuirait à la demande pour nos dispositifs et nos services de formation et à la capacité d'acheter nos produits.

De plus, nos créances clients nous exposent au risque de crédit. Afin d'atténuer ce risque, nous avons adopté des politiques visant à ne pas nous exposer outre mesure à un client particulier. Ces politiques prévoient l'analyse de la situation financière de certains clients et l'examen à intervalles réguliers de leur solvabilité. Nous souscrivons également, de temps à autre, de l'assurance crédit et, dans certains cas, exigeons une lettre de crédit bancaire garantissant les paiements que nos clients nous doivent.

Réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation

Nous sommes tenus de nous conformer à la réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation, réglementation qui peut changer sans préavis et pourrait perturber nos ventes et activités. Tout changement imposé par un organisme de réglementation, tel que des changements aux normes de sécurité imposés par les autorités du secteur de l'aviation comme la FAA des États-Unis, pourrait nous obliger à apporter des modifications imprévues à nos produits et services et entraîner des retards ou des annulations dans les ventes. Nous ne pouvons prévoir l'incidence que pourraient avoir sur nos activités des modifications aux lois et règlements en vigueur. Tout changement pourrait ouvrir de nouvelles avenues ou, au contraire, avoir d'importantes conséquences négatives sur notre résultat opérationnel ou notre situation financière.

Vente ou octroi sous licence de produits de CAE nécessitant l'approbation d'autorités de réglementation et la conformité aux exigences

La vente ou l'octroi sous licence de plusieurs de nos produits est assujéti à des contrôles réglementaires. Ces contrôles peuvent notamment nous interdire de vendre à certains pays ou à certaines entités ou particuliers établis dans un pays ou en provenant, ou encore de vendre une certaine technologie, comme les simulateurs liés au domaine de la défense et de la sécurité ou encore tout matériel d'entraînement, y compris les données et les pièces, sans avoir préalablement obtenu une licence d'exportation ou d'autres approbations auprès d'une ou de plusieurs autorités gouvernementales. Ces règlements changent assez fréquemment et rien ne garantit que nous serons autorisés ultérieurement à vendre ou à octroyer sous licence certains produits à des clients, ce qui pourrait entraîner pour nous des pertes ou un manque à gagner.

L'incapacité de nous conformer aux lois et règlements en matière de contrôle des exportations et aux impératifs de sécurité nationale pourrait donner lieu à des amendes ou nous exclure temporairement ou définitivement des marchés publics à titre de maître d'œuvre ou de sous-traitant, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre résultat opérationnel ou notre rentabilité, sans compter que cela porterait atteinte à notre réputation et à notre capacité d'obtenir d'autres contrats sur des marchés publics par la suite.

9.2 Risques propres à la Société

Évolution des produits

Le marché de la défense et de la sécurité de même que celui de l'aviation civile dans lesquels nous évoluons sont caractérisés par des changements au niveau des exigences des clients, par l'arrivée de nouveaux modèles d'aéronefs ainsi que par l'évolution des normes de l'industrie. Notre incapacité à prévoir précisément les besoins futurs des clients actuels et éventuels et à mettre au point des produits améliorés qui répondent à l'évolution des normes et des technologies pourrait nous faire perdre des clients ou nuire à notre capacité d'en attirer de nouveaux et, du coup, se répercuter sur nos produits des activités ordinaires. L'évolution de la technologie pourrait également nuire à la valeur de notre parc de simulateurs de vol.

Activités de recherche et de développement

Certaines de nos initiatives en matière de R-D sont menées grâce à l'apport financier des gouvernements, dont le gouvernement du Québec, par l'entremise d'Investissement Québec (IQ) et du programme SA²GE, et le gouvernement du Canada, par l'entremise de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD). Le niveau d'apport financier du gouvernement reflète les politiques gouvernementales, les politiques budgétaires et d'autres facteurs d'ordre politique et économique. Si nous ne pouvons pas remplacer ces programmes à l'avenir par une autre participation gouvernementale ou d'autres programmes gouvernementaux de partage des risques aussi avantageux pour nous, cela pourrait avoir des conséquences négatives sur notre rendement financier ainsi que sur nos activités de recherche et développement.

Nous recevons des crédits d'impôt à l'investissement de la part du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux au Canada de même que du gouvernement fédéral des États-Unis à l'égard des activités de R-D admissibles que nous menons. Les crédits que nous recevons sont fonction des lois en vigueur. Les crédits d'impôt à l'investissement auxquels nous avons accès peuvent être réduits par des modifications législatives des gouvernements concernés, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre situation financière et nos activités de recherche et développement.

Contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme

Nous fournissons des produits et services principalement aux termes de contrats à prix fixe qui nécessitent l'absorption du dépassement des coûts, malgré la difficulté à estimer tous les coûts à engager pour la réalisation de ces contrats et la difficulté à prévoir le chiffre final des ventes que nous pourrions atteindre. De plus, bon nombre de nos contrats de fourniture de simulateurs et de services à des compagnies aériennes et à des organisations du secteur de la défense sont des contrats de longue durée, pouvant aller jusqu'à 20 ans. Certains de ces contrats établissent le prix des simulateurs à livrer ou des services de formation à fournir sous réserve d'ajustements tenant compte de l'inflation et de l'augmentation des coûts. Si ces ajustements se révélaient insuffisants pour absorber l'inflation ou l'augmentation des coûts, notre résultat opérationnel pourrait en souffrir.

Partenariats stratégiques et contrats à long terme

Nous avons conclu des partenariats stratégiques et des contrats à long terme avec d'importants transporteurs aériens, exploitants d'aéronefs et forces de défense partout dans le monde. Nous ne pouvons garantir que ces partenariats et ces contrats seront renouvelés à des modalités comparables, voire du tout, à leur échéance.

Approvisionnement et rapport de force des fabricants OEM

Nous obtenons des données, des pièces, de l'équipement et bien d'autres intrants auprès d'un grand nombre de fabricants OEM, de sous-traitants et d'autres sources. Nous ne sommes pas toujours en mesure de trouver au moins deux fournisseurs pour les intrants dont nous avons besoin et, dans le cas des simulateurs pour des appareils particuliers et d'autres dispositifs de formation, des intrants importants ne proviennent que d'un seul fournisseur. Nous sommes donc vulnérables aux retards dans le calendrier de livraison, à la situation financière des fournisseurs uniques et à leur volonté de faire affaire avec nous. Les groupes commerciaux de certains fournisseurs uniques comprennent des entreprises qui font concurrence à une partie de nos activités. Cette situation pourrait donner lieu à des modalités de concession de licences coûteuses, à des redevances élevées, voire au refus de nous accorder une licence visant les données, les pièces et l'équipement qui sont souvent nécessaires à la construction et à l'exploitation d'un simulateur fondé sur l'appareil d'un fabricant OEM.

Lorsque CAE utilise un modèle de simulation d'appareil produit à l'interne ou élabore des didacticiels sans avoir recours à des données, à des pièces et à de l'équipement obtenus du fabricant OEM et autorisés par celui-ci, le constructeur peut mettre en œuvre des mesures de rétorsion ou d'obstruction contre CAE afin de tenter de bloquer la prestation de services de formation ou la fabrication, la vente et/ou l'installation d'un simulateur visant cet appareil, alléguant la violation de ses droits de propriété intellectuelle ou une autre base juridique. De telles mesures peuvent faire en sorte que CAE doive engager des honoraires juridiques considérables ou peuvent retarder ou empêcher la mise à bien du projet de développement d'un simulateur ou la prestation de services de formation, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats financiers.

Dans un même ordre d'idées, lorsque CAE utilise des logiciels libres, des gratuits ou des logiciels commerciaux de tiers, ces tiers ou d'autres personnes peuvent mettre en œuvre des mesures de rétorsion ou d'obstruction contre CAE afin de tenter de bloquer l'utilisation de ces logiciels ou gratuits, alléguant la violation de leurs droits de licence ou une autre base juridique. De telles mesures peuvent faire en sorte que CAE doive engager des honoraires juridiques considérables ou peuvent retarder ou empêcher la mise à bien du projet de développement d'un simulateur ou la prestation de services de formation, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats financiers.

Garanties et autres réclamations sur des produits

Nous fabriquons des simulateurs qui sont de nature complexe et perfectionnée. Nous pourrions également acheter des simulateurs ou en obtenir dans le cadre de l'acquisition d'une entreprise. Ces simulateurs peuvent contenir des défauts difficiles à déceler et à corriger, et les irrégularités de fonctionnement ou pannes de ces produits pourraient nous valoir des réclamations au titre de la garantie ou encore nous faire perdre des clients. La correction de ces défauts pourrait nécessiter d'importantes dépenses en immobilisations. Si ces produits défectueux étaient intégrés au matériel des clients, nous pourrions en outre faire l'objet d'une action en responsabilité du fait des dommages causés par nos produits à ce matériel. Tout défaut ou toute action ou erreur pourrait nuire à notre résultat opérationnel et à nos activités. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance.

Risque lié à l'intégration des produits et à la gestion des programmes

Notre activité pourrait également souffrir d'une éventuelle incompatibilité de nos produits avec d'autres logiciels, systèmes informatiques et systèmes de communications perfectionnés et en constante évolution. Si nous éprouvons des difficultés avec un projet ou n'en atteignons pas les étapes prescrites dans les délais impartis, nous pourrions devoir consacrer à un projet particulier plus de ressources qu'il n'en avait été prévu pour lui à l'origine, notamment sur le plan de l'ingénierie. Bien que le montant des provisions couvrant les risques de pertes sur contrats à prix fixe nous semble adéquat, nous pourrions subir des pertes plus élevées que les provisions établies à la suite des obligations qui nous sont faites aux termes des contrats d'approvisionnement à long terme et à prix fixe.

Protection de nos droits de propriété intellectuelle

Nous comptons en partie sur nos secrets industriels, sur nos droits d'auteur et sur des restrictions contractuelles, comme des ententes de confidentialité, des brevets et des licences, pour établir et protéger nos droits de propriété intellectuelle. Or, ces moyens pourraient se révéler inefficaces dans la prévention du détournement de nos technologies ou dans la dissuasion d'autres parties d'élaborer des technologies semblables. Il pourrait se révéler impossible ou difficile de faire respecter nos droits de propriété intellectuelle ou d'en acquérir et de les faire respecter dans certains pays. Tout litige relatif à la protection de nos droits de propriété intellectuelle pourrait se révéler long et onéreux, et porter préjudice à nos activités ou résultats financiers, que nous ayons gain de cause ou non.

Propriété intellectuelle de tiers

Nos produits tournent à l'aide de logiciels et de systèmes informatiques complexes qui nous sont fournis par des tiers et qui pourraient parfois nous être inaccessibles. La construction de nos simulateurs dépend souvent de la réception de données, notamment de données confidentielles ou exclusives relatives aux fonctionnalités, à la conception et aux performances d'un produit ou d'un système, que nos simulateurs sont censés reproduire. Rien ne garantit que nous pourrions obtenir ces données à des conditions acceptables, ni même que nous pourrions les obtenir.

Des actions de contrefaçon pourraient être intentées à notre encontre ou à l'encontre de nos clients. Le cas échéant, nous pourrions perdre la cause ou ne pas être en mesure de mettre au point un procédé qui ne viole pas les droits de tiers ou d'obtenir des licences à des conditions acceptables sur le plan commercial, ni même de simplement les obtenir.

Les marchés où nous exerçons nos activités sont sujets à un important brevetage par des tiers. Notre capacité de modifier nos produits existants ou d'élaborer de nouveaux produits pourrait être entravée par les brevets de tiers, ce qui pourrait donner lieu à des coûts supplémentaires liés à l'obtention d'une licence nous permettant d'utiliser le brevet ou d'intégrer les déclarations qui y figurent dans nos activités d'élaboration.

Personnel clé

Notre pérennité et notre prospérité dépendent en partie de notre capacité d'attirer et de garder à notre service du personnel clé possédant les compétences, l'expertise et l'expérience pertinentes. Notre politique de rémunération vise à atténuer ce risque. Nous avons également mis en place des plans de gestion de la relève qui nous permettent de repérer et de développer un bassin interne de talents dans les secteurs technique, de formation au pilotage et de direction générale.

Relations de travail

Quelque 1 600 de nos employés sont membres de syndicats et sont couverts par 42 conventions collectives. Ces différentes conventions collectives ont des dates d'échéance variées. Bien que nous maintenions de bonnes relations avec chacun des syndicats les renégociations des conventions collectives pourraient entraîner des perturbations de travail, y compris des arrêts et des ralentissements. Un arrêt de travail pourrait interrompre nos activités de fabrication et de service dans les emplacements touchés, ce qui risquerait de nuire aux services que nous offrons à nos clients et à notre performance financière.

Responsabilité environnementale

Nos activités actuelles et passées ainsi que celles d'anciens exploitants de certains de nos établissements actuels et anciens entraînent ou ont entraîné l'utilisation, la production, l'entreposage, le transport et la destruction de matières dangereuses.

L'adoption de nouvelles lois et de leurs règlements d'application, le resserrement des lois et règlements existants, la découverte d'une contamination inconnue, l'imposition de nouvelles exigences de nettoyage ou des réclamations fondées sur des engagements d'indemnisation des dommages à l'environnement que nous pourrions avoir pris pourraient nous contraindre à des dépenses substantielles, ce qui pourrait porter un grand préjudice à notre résultat opérationnel et à notre situation financière.

Actions en responsabilité pour risques divers

En raison de la nature même de nos activités, nous sommes exposés à des actions en responsabilité, notamment des actions pour préjudices physiques importants ou décès, qui pourraient faire suite à :

- Des accidents ou sinistres mettant en cause du matériel de formation que nous avons vendu ou des aéronefs pour lesquels nous avons fourni du matériel ou des services de formation;
- Nos services de dotation en pilotes;
- Nos activités de formation au vol.

Nous pourrions être également visés par des actions en responsabilité à l'égard de nos produits consécutives à des dommages découlant de la vente de matériel ou de la prestation de services par des entités ayant repris à leur compte des activités que nous avons abandonnées. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance, bien que, jusqu'à présent, elle ait toujours suffi à cette fin.

Intégration des entreprises acquises

La réussite de nos acquisitions dépend de notre capacité à cristalliser les synergies, tant en termes de commercialisation de notre gamme élargie de produits offerts que d'intégration à notre mode de fonctionnement des activités des nouvelles unités.

Capacité à pénétrer de nouveaux marchés

Nous tirons parti de nos connaissances, de notre expérience et de nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation et d'optimisation afin de pénétrer les marchés de la formation fondée sur la simulation dans le secteur des soins de santé.

Comme nous exerçons des activités dans ce marché, nous pourrions faire face à des difficultés et à des dépenses imprévues qui pourraient porter préjudice à nos activités, à notre rentabilité et à notre réputation. La pénétration d'un nouveau marché est, par définition, plus difficile que la gestion de nos marchés déjà établis.

Durée du cycle de vente

Le cycle de vente de nos produits et services peut être long et imprévisible, allant de 6 à 18 mois pour les applications dans le domaine de l'aviation civile, et de 6 à 24 mois ou plus pour les applications de défense et sécurité. Pendant que les clients évaluent nos produits et services, nous pouvons être tenus d'engager des dépenses et de déployer des efforts de gestion. Le fait d'engager de telles dépenses sans produits des activités ordinaires correspondants pour une période donnée nuira à notre résultat opérationnel et pourrait accentuer la volatilité du cours de notre action. Nous pouvons fabriquer d'avance certains produits en prévision des commandes à venir et pour faciliter une livraison plus rapide en vue d'obtenir un avantage concurrentiel. Par contre, si les commandes pour ces produits ne se concrétisent pas au moment prévu, nous devons conserver le produit préfabriqué en stock jusqu'à ce qu'une vente soit conclue.

Les politiques d'achat des gouvernements permettent souvent aux soumissionnaires non retenus de contester l'attribution d'un contrat. La contestation d'un contrat accordé à CAE pourrait donner lieu à la résiliation du contrat, à la prolongation du délai de comptabilisation des produits des activités ordinaires ou à des honoraires juridiques considérables.

Rendement du capital investi pour les actionnaires

Les paiements de dividendes, les rachats d'actions ordinaires aux termes de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités et les autres remboursements en trésorerie ou en capital à nos actionnaires sont tributaires de divers facteurs, y compris les flux de trésorerie opérationnels, les sources de capital, le respect des critères de solvabilité et d'autres exigences financières, nos activités et nos résultats financiers, ainsi que les politiques en matière de dividendes et autres de CAE, lesquelles pourraient être revues de temps à autre.

Systèmes de technologie de l'information

La défaillance ou la non-disponibilité des systèmes de technologie de l'information, une cyberattaque ou une violation de la sécurité des systèmes pourrait perturber nos activités, entraîner la perte ou la corruption d'informations commerciales et de données ou l'accès non autorisé à ces informations, compromettre les informations confidentielles ou privilégiées appartenant à CAE, à ses employés ou à ses partenaires d'affaires, y compris les fabricants OEM et les clients du secteur de la défense et de la sécurité, nous exposer à des enquêtes réglementaires, à des poursuites ou à des pénalités aux termes des contrats, ou porter atteinte à notre réputation. Nous dépendons de l'infrastructure et des réseaux de technologies de l'information, hébergés en interne ou impartis, pour traiter, transmettre et stocker les données et l'information financière sous forme électronique, pour gérer les activités commerciales et respecter les exigences liées à la réglementation, aux lois, à la sécurité nationale, aux contrats et à l'impôt. Ces réseaux et systèmes de technologie de l'information sont un élément essentiel de notre capacité d'exercer nos activités au quotidien et d'exploiter efficacement notre entreprise. Si les systèmes ne sont pas exploités de la façon prévue, au moment prévu, cette situation pourrait porter préjudice à nos activités, à nos capacités de communication de l'information, à notre rentabilité et à notre réputation. Une série de processus de gouvernance est en place pour atténuer ce risque.

À l'occasion, nous pourrions remplacer ou mettre à jour nos réseaux et systèmes de technologie de l'information. La mise en œuvre de nouveaux réseaux et systèmes et la transition vers ceux-ci peuvent perturber temporairement nos activités et nuire à la productivité.

Dépendance envers des tiers fournisseurs pour la gestion des systèmes et de l'infrastructure de technologie de l'information

Nous avons externalisé certains services d'entretien et de soutien des systèmes de technologie de l'information ainsi que certaines fonctions de gestion de l'infrastructure à des fournisseurs de services externes. Si ces fournisseurs de services sont perturbés ou ne fonctionnent pas efficacement, la situation pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos activités ou faire en sorte que les économies de coûts prévues ne se concrétisent pas, et nous pourrions devoir engager des coûts additionnels pour corriger les erreurs commises par ces fournisseurs de services. Selon la fonction en cause, ces erreurs pourraient également entraîner des perturbations des activités, l'inefficacité du processus de traitement et/ou des failles de sécurité.

Cybersécurité

Notre infrastructure et nos systèmes de technologie de l'information peuvent être la cible de menaces à la cybersécurité et de tentatives d'accès non autorisé à nos informations exclusives ou sensibles, comme peuvent l'être nos clients, fournisseurs, sous-traitants et coentreprises. Notre dépendance envers l'infrastructure et les systèmes de technologie de l'information ainsi que les relations d'affaires que nous entretenons avec les fabricants OEM et les clients du secteur de la défense et de la sécurité pourraient accroître le risque de telles menaces. Nous pourrions faire face à des menaces à la sécurité semblables aux sites que nous exploitons ou gérons pour le compte de clients. Nous devons nous fier à nos propres dispositifs de sécurité de même qu'à ceux mis en place par nos partenaires pour atténuer les menaces. Nos partenaires possèdent divers niveaux d'expertise en cybersécurité et de dispositifs de sécurité connexes, et leurs relations avec des sous-traitants du gouvernement, comme CAE, pourraient accroître le risque qu'ils soient ciblés par les mêmes cyberattaques que nous.

Nos activités nécessitent l'utilisation, d'une manière appropriée et sûre, d'informations confidentielles et sensibles appartenant à des tiers tels des fabricants OEM et des forces de défense nationale. Nos clients ou les autorités gouvernementales peuvent mettre en doute la suffisance de nos processus et procédures d'atténuation et de détection des menaces, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les affaires existantes ou les occasions futures. De plus, en raison de l'évolution perpétuelle et de la fréquence accrue des menaces ou perturbations liées à la cybersécurité ou autre, l'incidence d'un incident futur n'est pas facile à prévoir ou à atténuer, et les coûts liés à ces menaces ou perturbations pourraient ne pas être intégralement assurés ou indemnisés par d'autres moyens. Nous avons mis en place des contrôles de sécurité, des mécanismes visant à assurer le respect des politiques, des mesures de surveillance par la direction et des systèmes de surveillance afin de prévenir, de déceler et de résoudre les menaces potentielles. Le comité d'audit du conseil d'administration assure la supervision de notre stratégie d'atténuation des risques liés à la cybersécurité. Les cyberattaques antérieures à notre égard n'ont pas eu d'incidence importante sur nos résultats financiers, et nous sommes d'avis que nos processus et procédures de détection et d'atténuation des menaces sont adéquats.

9.3 Risques liés au marché

Risque de change

Nous exerçons nos activités à l'échelle mondiale, et quelque 90 % de nos produits des activités ordinaires provenant d'exportations et d'activités internationales sont généralement réalisés en monnaies étrangères, principalement en dollars américains, en euros et en livres sterling. Nos produits des activités ordinaires sont générés à raison d'environ un tiers aux États-Unis, un tiers en Europe et un tiers dans le reste du monde.

Une part importante des produits des activités ordinaires générés au Canada sont libellés en monnaies étrangères, tandis qu'une grande proportion de nos charges opérationnelles sont libellées en dollars canadiens. L'appréciation du dollar canadien a un effet défavorable sur nos produits des activités ordinaires libellés en monnaies étrangères et, de ce fait, sur nos résultats financiers. Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. Il n'est pas possible de neutraliser complètement l'incidence des variations du change, qui se font donc partiellement sentir sur nos résultats financiers. Cette exposition résiduelle pourrait être plus élevée si les monnaies affichent une importante volatilité à court terme. La dépréciation du dollar canadien a quant à elle un effet défavorable sur nos coûts libellés en monnaies étrangères. Afin d'atténuer au minimum l'incidence potentielle des variations du change, nous couvrons également des coûts libellés en monnaies étrangères à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

Les activités de nos établissements à l'étranger sont essentiellement libellées dans les monnaies locales. Une couverture naturelle existe du fait que les produits des activités ordinaires et les charges opérationnelles sont libellés dans les mêmes devises. Les fluctuations de la valeur des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien nous exposent toutefois à un risque de change non couvert étant donné que nous consolidons nos résultats en dollars canadiens aux fins de la présentation de l'information financière. L'appréciation des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien aurait un impact de conversion positif, et vice versa.

Disponibilité du capital

Nous avons diverses facilités d'emprunt dont les échéances s'échelonnent entre mai 2017 et octobre 2036, et nous ne pouvons garantir que ces facilités seront refinancées au même coût, pour les mêmes durées et à des modalités semblables à ce qui était disponible précédemment.

Régimes de retraite

Les fluctuations de l'économie et des marchés des capitaux peuvent se répercuter négativement sur la performance des placements, la capitalisation et les charges au titre de nos régimes de retraite à prestations définies. La capitalisation de ces régimes est fondée sur des estimations actuarielles et est sujette aux limites prévues par les lois applicables. Les estimations actuarielles préparées au cours de l'exercice sont notamment fondées sur des hypothèses concernant la performance des marchés financiers, les taux d'actualisation et d'inflation, les hausses de salaire futures, l'âge de la retraite estimatif et les taux de mortalité. Les rapports d'évaluation de la capitalisation préparés par les actuaires déterminent le montant des cotisations en trésorerie que nous devons effectuer aux régimes de retraite enregistrés. Rien ne garantit que la charge au titre des régimes de retraite et la capitalisation de ces régimes n'augmenteront pas, nuisant à nos résultats et à nos flux de trésorerie. Nous cherchons à atténuer ce risque au moyen de politiques et de procédures conçues pour contrôler le risque lié aux placements, de même que d'une surveillance permanente de notre situation de capitalisation.

Les cotisations en trésorerie additionnelles qui pourraient être nécessaires aux fins de capitalisation de nos régimes de retraite à prestations et à cotisations définies pourraient avoir une incidence défavorable sur nos activités, nos résultats financiers et notre réputation.

Faire des affaires à l'étranger

Nous exerçons des activités dans plus de 35 pays, y compris les activités que nous exerçons en coentreprise, et vendons nos produits et services auprès de clients d'un peu partout dans le monde. Pour l'exercice 2017, les ventes à des clients de l'extérieur du Canada ont compté pour environ 90 % de nos produits des activités ordinaires, et nous nous attendons à ce qu'elles continuent d'en représenter une grande portion dans un avenir prévisible. Du coup, nous sommes exposés au risque de faire des affaires à l'étranger, y compris l'instabilité géopolitique.

Les principaux risques auxquels nous faisons face sont les suivants :

- L'évolution des lois et des règlements;
- Les tarifs douaniers, embargos, contrôles, sanctions et autres restrictions;
- L'évolution générale de la conjoncture et des conditions géopolitiques;
- Les risques de corruption liés au recours à des représentants et à des consultants à l'étranger et la complexité s'y rattachant.

Les ventes à des clients à l'étranger sont assujetties aux lois et règlements canadiens et étrangers, y compris, notamment la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* du Canada, la *Foreign Corrupt Practices Act* des États-Unis et d'autres lois anticorruption. Bien que nous ayons mis en place des politiques rigoureuses afin d'assurer notre conformité à ces lois, le défaut de CAE, de ses employés, de ses représentants et consultants à l'étranger ou d'autres personnes œuvrant pour notre compte de s'y conformer pourrait donner lieu à des responsabilités administratives, civiles ou criminelles, dont l'interdiction temporaire ou permanente de prendre part au processus de soumissions ou d'obtenir des contrats du gouvernement, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nous. Nous travaillons fréquemment avec des sous-traitants et fournisseurs internationaux qui sont également exposés à des risques analogues.

L'évolution du contexte politique et réglementaire dans les pays où nous exerçons des activités pourrait donner lieu à une hausse des tarifs et à un resserrement des politiques commerciales, ce qui risquerait de se répercuter sur nos ventes, nos résultats financiers et notre modèle d'affaires.

Instabilité politique

L'instabilité politique dans certaines régions pourrait être prolongée et imprévisible. Une instabilité politique prolongée pourrait donner lieu au report ou à l'annulation de commandes, de livraisons ou de projets, ou à l'expropriation d'actifs dans lesquels nous avons investi des ressources considérables, surtout si les clients sont des entités détenues ou contrôlées par l'État. Les risques géopolitiques évolueront avec le temps, et CAE doit respecter les sanctions applicables et les contrôles dans les pays où elle exerce des activités. Il est possible que, dans les marchés que nous servons, une instabilité politique imprévue puisse se répercuter sur nos résultats opérationnels et notre situation financière.

Lois fiscales

Comme nous réalisons une part importante de nos activités à l'étranger, nous sommes soumis aux lois et politiques fiscales de nombreux pays. L'évolution des lois, conventions ou réglementations fiscales ou de leur interprétation, y compris un nouveau plan d'action visant à contrer l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéfices qui a été publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pourrait entraîner une hausse du taux d'imposition effectif sur notre résultat, ce qui pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats financiers.

10. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

La liste des participations qui, collectivement, ont une incidence significative sur nos résultats ou nos actifs est présentée à la note annexe 32 des états financiers consolidés.

Le tableau suivant présente nos soldes en cours auprès de nos coentreprises :

| <i>(montants en millions)</i> | 2017 | 2016 |
|--|----------------|---------|
| Créances clients | 54,0 \$ | 42,6 \$ |
| Contrats en cours : actifs | 14,2 | 34,5 |
| Autres actifs | 27,4 | 21,9 |
| Dettes fournisseurs et charges à payer | 15,3 | 20,1 |
| Contrats en cours : passifs | 25,9 | 4,3 |

Les autres actifs comprennent une créance sur un contrat de location-financement de 12,4 millions \$ (14,8 millions \$ en 2016) échéant en octobre 2022 et portant intérêt au taux annuel de 5,14 %, des prêts de 8,4 millions \$ (0,6 million \$ en 2016) échéant en août 2018 et en juin 2026 et portant respectivement intérêt aux taux annuels de 11 % et 5 %, et à un taux fixe correspondant au taux de swap de l'euro à 10 ans plus une marge de 2,50 %, ainsi qu'une créance non courante sans intérêt de 6,6 millions \$ (6,5 millions \$ en 2016), sans modalité de remboursement. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées aux 31 mars 2017 et 2016.

Le tableau suivant présente nos transactions avec nos coentreprises :

| <i>(montants en millions)</i> | 2017 | 2016 |
|-----------------------------------|----------------|---------|
| Produits des activités ordinaires | 71,5 \$ | 95,3 \$ |
| Achats | 4,0 | 2,9 |
| Autres produits | 1,8 | 2,3 |

De plus, au cours de l'exercice 2017, des transactions s'élevant à 1,4 million \$ (2,2 millions \$ en 2016) ont été faites aux prix normaux du marché avec des entreprises dont des membres de notre conseil d'administration sont des dirigeants.

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé se compose des personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

| (montants en millions) | 2017 | 2016 |
|---|---------|---------|
| Salaires et autres avantages du personnel à court terme | 7,1 \$ | 4,8 \$ |
| Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à prestations définies ¹⁾ | 1,3 | 1,0 |
| Paiements fondés sur des actions | 16,8 | 8,6 |
| | 25,2 \$ | 14,4 \$ |

¹⁾ Comprennent les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel.

11. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

11.1 Nouvelles normes et modifications adoptées

Les modifications aux IFRS qui s'appliquent pour l'exercice 2017 n'ont aucune incidence importante sur nos états financiers consolidés.

11.2 Nouvelles normes et modifications non encore adoptées

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, en remplacement d'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*.

En lieu et place des multiples règles d'IAS 39, IFRS 9 introduit une nouvelle approche de classement des actifs financiers en fonction de la gestion que fait une entité des actifs financiers et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. Les exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 sont pour l'essentiel reprises dans IFRS 9. L'analyse préliminaire de la Société n'a relevé aucune différence importante ayant trait au classement et à l'évaluation des instruments financiers.

IFRS 9 introduit également un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui s'aligne mieux avec les activités de gestion des risques et un nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers fondé sur les pertes de crédit attendues, lequel remplace le modèle fondé sur les pertes subies d'IAS 39.

Pour CAE, IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2018. Nous poursuivons l'évaluation de l'incidence de cette nouvelle norme sur nos états financiers consolidés.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Cette nouvelle norme pose comme principe fondamental que l'entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer que les obligations de prestation ont été remplies, et à quel montant de contrepartie nous nous attendons à avoir droit en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme renforce également les informations à fournir sur les produits des activités ordinaires. IFRS 15 remplace IAS 11, *Contrats de construction*, et IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations connexes.

Pour CAE, IFRS 15 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2018. Nous avons choisi d'appliquer IFRS 15 sur une base rétrospective, et nous retraiterons donc les résultats comparatifs au moyen d'un ajustement d'ouverture des capitaux propres au 1^{er} avril 2017.

Nous avons réalisé une évaluation préliminaire de l'incidence qu'aura l'application d'IFRS 15 sur nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels. Aux termes de cette analyse, nous avons conclu que les produits des activités ordinaires tirés de la vente de certains dispositifs de formation du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile qui sont actuellement considérés comme des contrats de construction et comptabilisés selon la méthode à l'avancement des travaux ne satisferont plus aux exigences de comptabilisation graduelle des produits des activités ordinaires. En conséquence, la comptabilisation des produits des activités ordinaires sera différée jusqu'à la date à laquelle le contrôle est transféré au client au lieu d'une comptabilisation sur la période de construction. Nous évaluons actuellement l'incidence de ce changement attendu sur nos états financiers consolidés.

À mesure que nous poursuivons notre évaluation, nous continuons d'évaluer l'incidence de la nouvelle norme sur nos états financiers consolidés.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*. La nouvelle norme élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement et introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur, aux termes duquel un passif locatif et un droit d'utilisation sont comptabilisés pour tous les contrats de location dont la durée est de plus de 12 mois. En outre, IFRS 16 reprend l'essentiel des exigences comptables s'appliquant au bailleur, qui continue de classer ses contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. IFRS 16 remplace IAS 17, *Contrats de location*, ainsi que les interprétations connexes.

Pour CAE, IFRS 16 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2019; son adoption anticipée étant toutefois autorisée si nous appliquons également IFRS 15. Nous évaluons présentement l'incidence de cette nouvelle norme sur nos états financiers consolidés. Dans le cas où nous sommes preneurs, CAE prévoit que l'adoption d'IFRS 16 donnera lieu à la comptabilisation, à l'état consolidé de la situation financière, des actifs et passifs liés à certains accords de location visant des dispositifs de formation et des bâtiments que CAE classe, aux termes des IFRS en vigueur, comme des obligations contractuelles sous forme de contrats de location simple (note 27) aux termes des IFRS en vigueur. Nous prévoyons également que le changement touchant la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des charges locatives donnera lieu à une diminution de la charge locative et à une augmentation des charges financières et de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles.

IFRIC 22, Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée

En décembre 2016, l'IASB a publié IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*. Cette interprétation fournit des indications sur l'établissement de la date de la transaction aux fins de la détermination du cours de change devant être appliqué lors de la comptabilisation initiale de l'actif, de la charge ou du produit connexe à la décomptabilisation d'un actif ou d'un passif non monétaire découlant du paiement ou de la réception anticipé d'une contrepartie en monnaie étrangère. Pour CAE, IFRIC 22 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2018; son adoption anticipée est toutefois autorisée. Nous avons terminé notre évaluation et avons conclu que l'interprétation n'a aucune incidence sur nos états financiers consolidés.

11.3 Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables, sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir à la date des états financiers consolidés et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Cela exige aussi que la direction exerce son jugement aux fins de l'application des méthodes comptables. Les éléments qui demandent beaucoup de jugement ou qui sont très complexes, ainsi que les cas dans lesquels les hypothèses et les estimations sont importantes eu égard aux états financiers consolidés, sont présentés par la suite. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée et les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à la juste valeur. En fonction de la complexité de ces évaluations, nous consultons des experts indépendants ou calculons la juste valeur en interne, à l'aide de techniques d'évaluation appropriées qui se fondent généralement sur une prévision du total des flux de trésorerie actuels nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et du taux d'actualisation. La contrepartie éventuelle est comptabilisée à la juste valeur au moyen d'un modèle de flux de trésorerie actualisés.

Frais de développement

Les frais de développement sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles et amortis sur leur durée d'utilité lorsqu'ils remplissent les critères d'inscription à l'actif. Les prévisions relatives aux produits des activités ordinaires et à la rentabilité des projets pertinents servent à évaluer la conformité aux critères d'inscription à l'actif et la valeur recouvrable des actifs.

Dépréciation d'actifs non financiers

Nous soumettons le goodwill à un test de dépréciation qui est fondé sur des estimations internes de la juste valeur diminuée des coûts de sortie et qui fait appel à des modèles d'évaluation tels que le modèle de flux de trésorerie actualisés (niveau 3). Les hypothèses clés qui sous-tendent le calcul par la direction de la juste valeur diminuée des coûts de sortie comprennent les estimations des taux de croissance, des taux d'actualisation après impôt et des taux d'imposition. Ces estimations, ainsi que la méthode employée, peuvent avoir une incidence significative sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation du goodwill.

De même, lorsque les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles sont soumises à des tests de dépréciation, le calcul de leur valeur recouvrable amène la direction à faire des estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation.

Voir la note annexe 20 des états financiers consolidés pour plus de détails sur les hypothèses utilisées.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

La méthode de l'avancement des travaux nous oblige à estimer les travaux exécutés à ce jour par rapport à l'ensemble des travaux à exécuter. La direction évalue chaque mois les coûts estimatifs nécessaires à l'achèvement, les estimations de l'avancement des travaux ainsi que les produits des activités ordinaires et les marges constatés, et ce, pour chaque contrat. Les changements apportés aux estimations des coûts et des produits des activités ordinaires sur la durée du contrat sont pris en compte dans la période au cours de laquelle il devient manifeste que de tels changements sont requis.

Régimes de retraite à prestations définies

Le coût des régimes de retraite à prestations définies ainsi que la valeur actuelle des obligations au titre des avantages du personnel sont déterminés à l'aide d'évaluations actuarielles. Ces évaluations comprennent notamment des hypothèses concernant les taux d'actualisation, les hausses futures des salaires et les taux de mortalité. Toutes les hypothèses sont révisées à chaque date de clôture. Toute modification de ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des avantages du personnel et sur le coût des régimes de retraite à prestations définies. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la direction tient compte des taux d'intérêt des obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellées dans la même monnaie que les prestations qui seront versées et dont les durées jusqu'à l'échéance se rapprochent de celles du passif au titre du régime de retraite connexe. Le taux de mortalité est établi en fonction des données publiques sur la mortalité dans le pays concerné. Les hausses futures des salaires et des prestations de retraite sont déterminées en fonction des taux d'inflation futurs prévus pour le pays concerné. Chaque taux d'actualisation est établi en fonction de la courbe de rendement et est utilisé afin de déterminer le coût des services rendus au cours de la période et le coût financier des régimes de retraite à prestations définies canadiens à l'ouverture de l'exercice. La valeur actualisée des obligations au titre des avantages du personnel à l'égard de ces régimes canadiens est déterminée en fonction des taux d'actualisation tirés de la courbe de rendement à la clôture de l'exercice.

Les autres hypothèses clés concernant les obligations au titre des prestations définies s'appuient, en partie, sur la conjoncture du marché. Voir la note annexe 14 des états financiers consolidés pour plus de détails concernant les hypothèses posées.

Remboursements des redevances gouvernementales

Aux fins de la détermination du montant des redevances gouvernementales à rembourser, nous formulons des hypothèses et faisons des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les produits des activités ordinaires prévus et leur échéancier prévu. Les projections de produits des activités ordinaires tiennent compte de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation de la direction quant à l'avenir. Au-delà d'une période de cinq ans, les produits des activités ordinaires sont extrapolés d'après des taux de croissance estimés allant de 5 % à 15 % en fonction de la période des remboursements. Les remboursements estimés sont actualisés en utilisant les taux moyens allant de 7 % à 9,5 % en fonction des modalités des instruments financiers semblables. Ces estimations, ainsi que la méthode employée pour établir les estimations, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute obligation remboursable au titre de la participation gouvernementale. Une augmentation de 1 % des taux de croissance entraînerait une hausse d'environ 5,0 millions \$ (4,5 millions \$ en 2016) de l'obligation au titre des redevances au 31 mars 2017.

Paiements fondés sur des actions

Nous évaluons le coût des transactions avec des salariés qui sont réglées en capitaux propres et en trésorerie en fonction de la juste valeur des instruments connexes à la date à laquelle ils sont attribués. L'estimation de la juste valeur aux fins des paiements fondés sur des actions exige que nous choisissons le modèle d'évaluation qui convient le mieux à une attribution donnée, d'après les modalités de cette attribution. À cette fin, nous devons aussi formuler des hypothèses et sélectionner les données les plus appropriées à intégrer dans le modèle d'évaluation, notamment la durée prévue de l'option, la volatilité et le rendement de l'action.

Impôt sur le résultat

Nous sommes assujettis aux lois fiscales de divers territoires. Nous devons avoir recours au jugement pour déterminer la charge d'impôt mondiale. La détermination des actifs et des passifs d'impôt comporte des incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes. Nous constituons une provision pour les éventuels impôts à payer d'après la moyenne pondérée en fonction de la probabilité des résultats possibles. Les différences entre les résultats réels et ces estimations pourraient avoir une incidence sur les passifs d'impôt et les passifs d'impôt différé dans la période au cours de laquelle elles sont établies.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que nous dégagions un bénéfice imposable auquel les pertes pourront être imputées. La direction doit faire preuve de jugement pour déterminer le montant des actifs d'impôt différé pouvant être comptabilisés, d'après l'échéancier probable et le niveau du résultat imposable futur ainsi que les stratégies fiscales futures. Le montant total des actifs d'impôt différé peut être modifié si les estimations du résultat imposable futur prévu et des avantages attendus des stratégies fiscales sont revues à la baisse, ou en cas d'adoption de modifications des lois fiscales qui limitent, en temps ou en étendue, notre capacité à utiliser des avantages fiscaux futurs.

Contrats de location

Le classement dans les contrats de location-simple ou de location-financement est fondé sur le jugement de la direction quant à l'application des critères d'IAS 17, *Contrats de location*, et sur la substance de l'accord. Pour l'essentiel, les accords que nous comptabilisons comme des contrats de location simple sont liés à des immeubles et des simulateurs de vol. La direction a conclu que des paiements locatifs non actualisés d'un montant de 192,3 millions \$ (265,1 millions \$ en 2016) liés à certains appareils utilisés dans le cadre de nos activités de formation en vol doivent être considérés comme une obligation non comptabilisée, puisqu'ils sont compensés par une obligation réciproque avec un tiers et qu'ils sont sans droit de recours envers CAE.

12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

L'auditeur interne fait régulièrement rapport à la direction des faiblesses qu'il trouve dans nos processus de contrôle interne, rapports qui sont soumis à l'examen du comité d'audit.

En conformité avec le Règlement 52-109 publié par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM), des certificats signés par le président et chef de la direction et par le chef de la direction financière ont été déposés. Ces documents attestent le caractère approprié de nos contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que la conception et l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

12.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont élaborés de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information est accumulée et communiquée à notre président et chef de la direction, à notre chef de la direction financière et aux autres membres de la direction de manière à permettre la prise de décisions opportunes à l'égard de l'information à fournir et de nature à assurer que l'information est enregistrée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois canadiennes et américaines régissant les valeurs mobilières.

Sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière, la direction a évalué, en date du 31 mars 2017, l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information. À partir de leur évaluation, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière en sont arrivés à la conclusion que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces en date du 31 mars 2017.

12.2 Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de l'établissement et du maintien de mécanismes adéquats de contrôle interne à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers consolidés aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS. La direction a évalué la conception et le fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en date du 31 mars 2017 à partir du cadre et des critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013 Framework)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission, et elle a conclu à leur efficacité. La direction n'a signalé aucune faiblesse importante à cet égard.

Il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière survenue pendant l'exercice 2017 qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

13. RÔLE DE SURVEILLANCE DU COMITÉ D'AUDIT ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le comité d'audit examine notre rapport de gestion annuel et les états financiers consolidés connexes avec la direction et les auditeurs externes, et il recommande leur approbation au conseil d'administration. De plus, la direction et nos auditeurs internes font périodiquement rapport au comité d'audit sur leur évaluation de nos contrôles et procédures internes de communication de l'information financière. L'auditeur externe présente périodiquement à la direction un rapport sur les faiblesses relevées dans nos contrôles internes, rapport qui est soumis à l'examen du comité d'audit.

14. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Des renseignements complémentaires sur CAE, dont sa plus récente notice annuelle, peuvent être consultés en ligne sur son site Web à www.cae.com, sur SEDAR à www.sedar.com ou sur EDGAR à www.sec.gov.

15. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles des exercices 2015 à 2017.

(montants en millions, sauf les montants par action et les taux de change)

| | T1 | T2 | T3 | T4 | Total |
|---|--------|--------|-------|--------|------------|
| Exercice 2017 | | | | | |
| Produits des activités ordinaires | 651,6 | 635,5 | 682,7 | 734,7 | 2 704,5 \$ |
| Résultat net | 69,3 | 48,9 | 69,3 | 69,1 | 256,6 \$ |
| Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | | | | | |
| Activités poursuivies | 68,7 | 48,3 | 67,6 | 67,4 | 252,0 \$ |
| Activités abandonnées | (0,1) | 0,1 | 0,2 | (0,7) | (0,5) \$ |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 0,7 | 0,5 | 1,5 | 2,4 | 5,1 \$ |
| Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | 0,25 | 0,18 | 0,25 | 0,25 | 0,94 \$ |
| Activités poursuivies | 0,25 | 0,18 | 0,25 | 0,25 | 0,94 \$ |
| Activités abandonnées | - | - | - | - | - \$ |
| Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | 0,25 | 0,18 | 0,25 | 0,25 | 0,93 \$ |
| Activités poursuivies | 0,25 | 0,18 | 0,25 | 0,25 | 0,93 \$ |
| Activités abandonnées | - | - | - | - | - \$ |
| Résultat par action avant les éléments particuliers | 0,26 | 0,21 | 0,26 | 0,31 | 1,03 \$ |
| Nombre moyen d'actions en circulation (de base) | 269,3 | 268,7 | 268,5 | 268,3 | 268,7 |
| Nombre moyen d'actions en circulation (dilué) | 269,6 | 269,6 | 269,7 | 269,6 | 269,6 |
| Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien | 1,29 | 1,30 | 1,33 | 1,32 | 1,31 |
| Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien | 1,46 | 1,46 | 1,44 | 1,41 | 1,44 |
| Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien | 1,85 | 1,71 | 1,66 | 1,64 | 1,71 |
| Exercice 2016 | | | | | |
| Produits des activités ordinaires | 557,0 | 616,8 | 616,3 | 722,5 | 2 512,6 \$ |
| Résultat net | 44,5 | 69,2 | 56,9 | 59,7 | 230,3 \$ |
| Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | | | | | |
| Activités poursuivies | 44,9 | 75,3 | 57,9 | 61,2 | 239,3 \$ |
| Activités abandonnées | (0,5) | (6,5) | (0,2) | (2,4) | (9,6) \$ |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 0,1 | 0,4 | (0,8) | 0,9 | 0,6 \$ |
| Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | 0,17 | 0,26 | 0,21 | 0,22 | 0,85 \$ |
| Activités poursuivies | 0,17 | 0,28 | 0,21 | 0,23 | 0,89 \$ |
| Activités abandonnées | - | (0,02) | - | (0,01) | (0,04) \$ |
| Résultat par action avant les éléments particuliers | 0,19 | 0,18 | 0,22 | 0,27 | 0,86 \$ |
| Nombre moyen d'actions en circulation (de base) | 267,4 | 268,6 | 269,3 | 269,9 | 268,8 |
| Nombre moyen d'actions en circulation (dilué) | 267,8 | 268,9 | 269,7 | 270,2 | 269,2 |
| Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien | 1,23 | 1,31 | 1,33 | 1,38 | 1,31 |
| Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien | 1,36 | 1,46 | 1,46 | 1,52 | 1,45 |
| Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien | 1,88 | 2,03 | 2,02 | 1,97 | 1,98 |
| Exercice 2015 | | | | | |
| Produits des activités ordinaires | 526,2 | 529,4 | 559,1 | 631,6 | 2 246,3 \$ |
| Résultat net | 41,6 | 42,5 | 52,9 | 67,7 | 204,7 \$ |
| Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | | | | | |
| Activités poursuivies | 43,8 | 42,0 | 52,1 | 63,3 | 201,2 \$ |
| Activités abandonnées | (2,0) | 0,9 | 0,9 | 0,8 | 0,6 \$ |
| Participations ne donnant pas le contrôle | (0,2) | (0,4) | (0,1) | 3,6 | 2,9 \$ |
| Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | 0,16 | 0,16 | 0,20 | 0,24 | 0,76 \$ |
| Activités poursuivies | 0,17 | 0,16 | 0,20 | 0,24 | 0,76 \$ |
| Activités abandonnées | (0,01) | - | - | - | - \$ |
| Nombre moyen d'actions en circulation (de base) | 263,9 | 264,7 | 265,5 | 266,4 | 265,1 |
| Nombre moyen d'actions en circulation (dilué) | 265,0 | 265,6 | 266,4 | 267,4 | 266,0 |
| Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien | 1,09 | 1,09 | 1,14 | 1,24 | 1,14 |
| Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien | 1,50 | 1,44 | 1,42 | 1,40 | 1,44 |
| Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien | 1,84 | 1,82 | 1,80 | 1,88 | 1,83 |

Principales informations sectorielles

| (montants en millions, sauf les marges opérationnelles) | T4-2017 | T4-2016 | Exercice 2017 | Exercice 2016 | Exercice 2015 |
|---|-----------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Solutions de formation pour l'aviation civile | | | | | |
| Produits des activités ordinaires | 417,8 \$ | 393,0 \$ | 1 556,9 \$ | 1 429,1 \$ | 1 294,6 \$ |
| Résultat opérationnel sectoriel | 83,8 | 75,0 | 273,2 | 237,4 | 210,5 |
| Marges opérationnelles (%) | 20,1 | 19,1 | 17,5 | 16,6 | 16,3 |
| Défense et sécurité | | | | | |
| Produits des activités ordinaires | 282,7 \$ | 293,7 \$ | 1 036,9 \$ | 970,1 \$ | 857,4 \$ |
| Résultat opérationnel sectoriel | 33,0 | 38,1 | 120,4 | 119,8 | 115,6 |
| Marges opérationnelles (%) | 11,7 | 13,0 | 11,6 | 12,3 | 13,5 |
| Santé | | | | | |
| Produits des activités ordinaires | 34,2 \$ | 35,8 \$ | 110,7 \$ | 113,4 \$ | 94,3 \$ |
| Résultat opérationnel sectoriel | 4,1 | 3,5 | 6,6 | 7,2 | 6,7 |
| Marges opérationnelles (%) | 12,0 | 9,8 | 6,0 | 6,3 | 7,1 |
| Total | | | | | |
| Produits des activités ordinaires | 734,7 \$ | 722,5 \$ | 2 704,5 \$ | 2 512,6 \$ | 2 246,3 \$ |
| Résultat opérationnel sectoriel | 120,9 | 116,6 | 400,2 | 364,4 | 332,8 |
| Marges opérationnelles (%) | 16,5 | 16,1 | 14,8 | 14,5 | 14,8 |
| Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition | (20,0) \$ | (16,8) \$ | (35,5) \$ | (28,9) \$ | - \$ |
| Résultat opérationnel | 100,9 \$ | 99,8 \$ | 364,7 \$ | 335,5 \$ | 332,8 \$ |

Rétrospective financière sur cinq ans

| (montants en millions, sauf les montants par action) | 2017 | 2016 | 2015 | 2014 | 2013 ¹⁾ |
|--|------------|------------|------------|------------|--------------------|
| Produits des activités ordinaires | 2 704,5 \$ | 2 512,6 \$ | 2 246,3 \$ | 2 077,9 \$ | 1 993,7 \$ |
| Résultat net | 256,6 | 230,3 | 204,7 | 191,1 | 140,7 |
| Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | | | | | |
| Activités poursuivies | 252,0 | 239,3 | 201,2 | 188,3 | 134,3 |
| Activités abandonnées | (0,5) | (9,6) | 0,6 | 1,7 | 3,4 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 5,1 | 0,6 | 2,9 | 1,1 | 3,0 |
| Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien | 1,31 | 1,31 | 1,14 | 1,05 | 1,00 |
| Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien | 1,44 | 1,45 | 1,44 | 1,41 | 1,29 |
| Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien | 1,71 | 1,98 | 1,83 | 1,68 | 1,58 |
| Situation financière : | | | | | |
| Total de l'actif | 5 354,8 \$ | 4 996,7 \$ | 4 656,9 \$ | 4 236,7 \$ | 3 691,3 \$ |
| Total des passifs financiers non courants ²⁾ | 1 370,8 | 1 318,6 | 1 427,3 | 1 340,2 | 1 209,3 |
| Total de la dette nette | 750,7 | 787,3 | 949,6 | 856,2 | 813,4 |
| Par action : | | | | | |
| Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | | | | | |
| Activités poursuivies | 0,94 \$ | 0,89 \$ | 0,76 \$ | 0,72 \$ | 0,52 \$ |
| Activités abandonnées | - | (0,04) | - | 0,01 | 0,01 |
| Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | | | | | |
| Activités poursuivies | 0,93 | 0,89 | 0,76 | 0,72 | 0,52 |
| Activités abandonnées | - | (0,04) | - | 0,01 | 0,01 |
| Dividendes déclarés | 0,315 | 0,295 | 0,27 | 0,22 | 0,19 |

¹⁾ Les chiffres n'ont pas été retraités pour refléter l'adoption d'IFRS 11 et d'IAS 19 à l'exercice 2014 ni la classification de notre entreprise du secteur minier dans les activités abandonnées à l'exercice 2015.

²⁾ Comprend la dette à long terme, les passifs dérivés non courants et les autres passifs non courants qui répondent à la définition d'un passif financier.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

| | |
|--|-----|
| Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière | 52 |
| Rapport du cabinet d'expertise comptable inscrit indépendant | 53 |
| États financiers consolidés | |
| État consolidé de la situation financière | 54 |
| État consolidé du résultat net | 55 |
| État consolidé du résultat global | 56 |
| État consolidé des variations des capitaux propres | 57 |
| Tableau consolidé des flux de trésorerie | 58 |
| Notes annexes | |
| Note 1 – Nature des activités et principales méthodes comptables | 59 |
| Note 2 – Modifications de méthodes comptables | 71 |
| Note 3 – Regroupements d'entreprises | 72 |
| Note 4 – Créances clients | 73 |
| Note 5 – Stocks | 74 |
| Note 6 – Immobilisations corporelles | 74 |
| Note 7 – Immobilisations incorporelles | 76 |
| Note 8 – Autres actifs | 76 |
| Note 9 – Dettes fournisseurs et charges à payer | 77 |
| Note 10 – Contrats en cours | 77 |
| Note 11 – Provisions | 78 |
| Note 12 – Facilités d'emprunt | 78 |
| Note 13 – Participation gouvernementale | 80 |
| Note 14 – Obligations au titre des avantages du personnel | 81 |
| Note 15 – Profits différés et autres passifs non courants | 85 |
| Note 16 – Impôt sur le résultat | 85 |
| Note 17 – Capital-actions, résultat par action et dividendes | 87 |
| Note 18 – Cumul des autres éléments du résultat global | 88 |
| Note 19 – Rémunération du personnel | 88 |
| Note 20 – Dépréciation d'actifs non financiers | 88 |
| Note 21 – Autres profits – montant net | 89 |
| Note 22 – Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition | 89 |
| Note 23 – Charges financières – montant net | 89 |
| Note 24 – Paiements fondés sur des actions | 90 |
| Note 25 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie | 94 |
| Note 26 – Éventualités | 95 |
| Note 27 – Engagements | 95 |
| Note 28 – Gestion du risque lié au capital | 95 |
| Note 29 – Juste valeur des instruments financiers | 96 |
| Note 30 – Gestion des risques financiers | 99 |
| Note 31 – Secteurs opérationnels et secteurs géographiques | 105 |
| Note 32 – Relations avec les parties liées | 107 |
| Note 33 – Transactions avec des parties liées | 109 |

Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction de CAE est responsable de la mise en place et du maintien d'un processus de contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière (aux termes des dispositions 13a-15(f) et 15d-15(f) de la *Securities Exchange Act of 1934*). Ce processus a été conçu sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière de CAE pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers consolidés ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux normes IFRS, telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Au 31 mars 2017, la direction a fait une évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière selon le cadre et les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013 Framework)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission. À la lumière de cette évaluation, la direction a conclu que, au 31 mars 2017, le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était efficace.



M. Parent
Président et chef de la direction



S. Branco
Vice-présidente, Finances et chef de la direction financière

Montréal (Canada)
Le 31 mai 2017

Rapport du cabinet d'expertise comptable inscrit indépendant

Aux actionnaires de CAE Inc.

Nous avons effectué l'audit de l'état consolidé de la situation financière ci-joint de CAE Inc. et de ses filiales aux 31 mars 2017 et 2016, ainsi que des états consolidés du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres et du tableau consolidé des flux de trésorerie connexes pour les exercices clos à ces dates. Nous avons également effectué l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière de CAE Inc. et de ses filiales au 31 mars 2017, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission. La direction est responsable de ces états financiers consolidés, du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière figurant dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés et le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société, sur la base de nos audits intégrés.

Nous avons effectué nos audits selon les normes établies par le Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives et que le contrôle interne à l'égard de l'information financière est efficace dans tous ses aspects significatifs. Nos audits des états financiers consolidés ont comporté le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des informations fournis dans les états financiers consolidés. Ils ont également comporté l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière comportait l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'appréciation du risque de faiblesse significative, des tests et une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en fonction de notre appréciation du risque, ainsi que la mise en œuvre d'autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances. Nous estimons que nos audits constituent une base raisonnable à l'expression de nos opinions.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers consolidés ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière comprend les politiques et procédures qui i) concernent la tenue de dossiers raisonnablement détaillés qui donnent une image fidèle des transactions et des cessions d'actifs de la société; ii) fournissent une assurance raisonnable que les transactions sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de la société ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration de la société; iii) fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention et la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de la société qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers. En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

À notre avis, les états financiers consolidés susmentionnés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de CAE Inc. et de ses filiales aux 31 mars 2017 et 2016, ainsi que de leurs résultats d'exploitation et de leurs flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière de l'International Accounting Standards Board. Nous sommes également d'avis que CAE Inc. et ses filiales ont maintenu, dans tous les aspects significatifs, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 mars 2017, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* (2013) publié par le COSO.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*¹

Montréal (Québec)

Le 31 mai 2017

¹ CPA Auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A123498

État consolidé de la situation financière

Aux 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens)

| | Notes | 2017 | 2016 |
|--|-------|-------------------|-------------------|
| Actif | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | | 504,7 \$ | 485,6 \$ |
| Créances clients | 4 | 548,4 | 500,0 |
| Contrats en cours : actifs | 10 | 337,5 | 339,1 |
| Stocks | 5 | 416,3 | 278,3 |
| Acomptes | | 63,8 | 86,3 |
| Impôt sur le résultat à recouvrer | | 25,6 | 34,5 |
| Actifs financiers dérivés | 29 | 23,4 | 24,2 |
| Actifs détenus en vue de la vente | | - | 1,6 |
| Total de l'actif courant | | 1 919,7 \$ | 1 749,6 \$ |
| Immobilisations corporelles | 6 | 1 582,6 | 1 473,1 |
| Immobilisations incorporelles | 7 | 944,0 | 929,2 |
| Participations mises en équivalence | 32 | 378,4 | 345,1 |
| Actifs d'impôt différé | 16 | 42,8 | 46,8 |
| Actifs financiers dérivés | 29 | 16,0 | 19,8 |
| Autres actifs | 8 | 471,3 | 433,1 |
| Total de l'actif | | 5 354,8 \$ | 4 996,7 \$ |
| Passif et capitaux propres | | | |
| Dettes fournisseurs et charges à payer | 9 | 695,2 \$ | 660,8 \$ |
| Provisions | 11 | 43,2 | 30,0 |
| Impôt sur le résultat à payer | | 9,6 | 11,3 |
| Produits différés | | 266,6 | 172,0 |
| Contrats en cours : passifs | 10 | 191,9 | 174,7 |
| Partie courante de la dette à long terme | 12 | 51,9 | 119,3 |
| Passifs financiers dérivés | 29 | 15,5 | 24,7 |
| Passifs détenus en vue de la vente | | - | 0,1 |
| Total du passif courant | | 1 273,9 \$ | 1 192,9 \$ |
| Provisions | 11 | 39,1 | 10,2 |
| Dette à long terme | 12 | 1 203,5 | 1 153,6 |
| Obligations relatives aux redevances | | 138,5 | 135,3 |
| Obligations au titre des avantages du personnel | 14 | 157,7 | 168,0 |
| Profits différés et autres passifs non courants | 15 | 217,8 | 172,7 |
| Passifs d'impôt différé | 16 | 238,6 | 213,1 |
| Passifs financiers dérivés | 29 | 4,7 | 10,6 |
| Total du passif | | 3 273,8 \$ | 3 056,4 \$ |
| Capitaux propres | | | |
| Capital-actions | 17 | 615,4 \$ | 601,7 \$ |
| Surplus d'apport | | 19,4 | 18,3 |
| Cumul des autres éléments du résultat global | 18 | 193,7 | 220,7 |
| Résultats non distribués | | 1 192,3 | 1 048,0 |
| Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | | 2 020,8 \$ | 1 888,7 \$ |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | 60,2 | 51,6 |
| Total des capitaux propres | | 2 081,0 \$ | 1 940,3 \$ |
| Total du passif et des capitaux propres | | 5 354,8 \$ | 4 996,7 \$ |

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat net

Exercices clos les 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

| | Notes | 2017 | 2016 |
|--|-------|-----------------|------------|
| Activités poursuivies | | | |
| Produits des activités ordinaires | 31 | 2 704,5 \$ | 2 512,6 \$ |
| Coût des ventes | | 1 893,3 | 1 816,7 |
| Marge brute | | 811,2 \$ | 695,9 \$ |
| Frais de recherche et de développement | | 111,0 | 87,6 |
| Frais de vente, généraux et d'administration | | 364,4 | 311,5 |
| Autres profits – montant net | 21 | (12,7) | (24,2) |
| Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence | 31 | (51,7) | (43,4) |
| Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition | 22 | 35,5 | 28,9 |
| Résultat opérationnel | | 364,7 \$ | 335,5 \$ |
| Produits financiers | 23 | (11,6) | (9,5) |
| Charges financières | 23 | 84,0 | 84,7 |
| Charges financières – montant net | | 72,4 \$ | 75,2 \$ |
| Résultat avant impôt sur le résultat | | 292,3 \$ | 260,3 \$ |
| Charge d'impôt sur le résultat | 16 | 35,2 | 20,4 |
| Résultat des activités poursuivies | | 257,1 \$ | 239,9 \$ |
| Activités abandonnées | | | |
| Résultat des activités abandonnées | | (0,5) | (9,6) |
| Résultat net | | 256,6 \$ | 230,3 \$ |
| Attribuable aux : | | | |
| Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | | 251,5 \$ | 229,7 \$ |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | 5,1 | 0,6 |
| | | 256,6 \$ | 230,3 \$ |
| Résultat par action des activités poursuivies et abandonnées attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | | | |
| De base – activités poursuivies | 17 | 0,94 \$ | 0,89 \$ |
| De base – activités abandonnées | 17 | - | (0,04) |
| | | 0,94 \$ | 0,85 \$ |
| Dilué | | | |
| Dilué – activités poursuivies | 17 | 0,93 \$ | 0,89 \$ |
| Dilué – activités abandonnées | 17 | - | (0,04) |
| | | 0,93 \$ | 0,85 \$ |

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat global

Exercices clos les 31 mars

(montants en millions de dollars canadiens)

| | Notes | 2017 | 2016 |
|---|-------|------------------|-----------|
| Résultat net | | 256,6 \$ | 230,3 \$ |
| Éléments pouvant être reclassés en résultat net | | | |
| Différences de conversion | | | |
| Différences de conversion nettes liées aux états financiers des établissements à l'étranger | | (16,9) \$ | 62,3 \$ |
| Montant net des pertes sur certaines dettes à long terme libellées en monnaies étrangères et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger | | (12,1) | (12,5) |
| Reclassements au résultat net | | (4,3) | (18,1) |
| Impôt sur le résultat | 16 | 1,5 | (2,4) |
| | | (31,8) \$ | 29,3 \$ |
| Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie | | | |
| Partie efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie | | 1,8 \$ | (22,5) \$ |
| Reclassements au résultat ^{1), 2)} | | 13,6 | 38,9 |
| Impôt sur le résultat | 16 | (4,1) | (4,4) |
| | | 11,3 \$ | 12,0 \$ |
| Variation nette des instruments financiers disponibles à la vente | | | |
| Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente | 29 | (0,2) \$ | 0,1 \$ |
| | | (0,2) \$ | 0,1 \$ |
| Quote-part des autres éléments du résultat global liés aux participations mises en équivalence | | | |
| Quote-part des autres éléments du résultat global liés aux participations mises en équivalence | | (6,7) \$ | 3,5 \$ |
| | | (6,7) \$ | 3,5 \$ |
| Éléments ne pouvant jamais être reclassés en résultat net | | | |
| Réévaluations des régimes à prestations définies | | | |
| Réévaluations des régimes à prestations définies | 14 | 18,6 \$ | 34,5 \$ |
| Impôt sur le résultat | 16 | (5,1) | (9,3) |
| | | 13,5 \$ | 25,2 \$ |
| Autres éléments du résultat global | | | |
| | | (13,9) \$ | 70,1 \$ |
| Total du résultat global | | 242,7 \$ | 300,4 \$ |
| Attribuable aux : | | | |
| Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société | | 238,0 \$ | 298,3 \$ |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | 4,7 | 2,1 |
| | | 242,7 \$ | 300,4 \$ |
| Total du résultat global attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société : | | | |
| Activités poursuivies | | 238,5 \$ | 312,6 \$ |
| Activités abandonnées | | (0,5) | (14,3) |
| | | 238,0 \$ | 298,3 \$ |

¹⁾ L'exercice 2017 comprend des pertes nettes de 17,9 millions \$ reclassées dans les produits des activités ordinaires (pertes nettes de 36,4 millions \$ en 2016) et des gains nets de 4,3 millions \$ reclassés dans les charges financières – montant net (pertes nettes de 2,5 millions \$ en 2016).

²⁾ Un montant net estimatif de 3,6 millions \$ représentant des gains devra être retiré des autres éléments du résultat global et reclassé au cours des 12 prochains mois. Les fluctuations futures du taux du marché (taux de change ou taux d'intérêt) auront une incidence sur le montant à reclasser.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des variations des capitaux propres

Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

| | Actions ordinaires | | Cumul des autres éléments du résultat global (note 18) | | Résultats non distribués | Total | Participations ne donnant pas le contrôle | Total des capitaux propres |
|--|--------------------|--------------------|--|------------------|--------------------------|-------------------|---|----------------------------|
| | Notes | Nombre d'actions | Valeur attribuée | Surplus d'apport | | | | |
| <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)</i> | | | | | | | | |
| Soldes au 1 ^{er} avril 2015 | | 266 903 070 | 559,0 \$ | 19,1 \$ | 177,3 \$ | 879,8 \$ | 1 635,2 \$ | 1 686,4 \$ |
| Résultat net | | - | - \$ | - \$ | - \$ | 229,7 \$ | 229,7 \$ | 230,3 \$ |
| Autres éléments du résultat global : | | | | | | | | |
| Différences de conversion | | - | - | - | 27,8 | - | 27,8 | 29,3 |
| Variation nette des couvertures de flux de trésorerie | | - | - | - | 12,0 | - | 12,0 | 12,0 |
| Variation nette des instruments financiers détenus en vue de la vente | | - | - | - | 0,1 | - | 0,1 | 0,1 |
| Quote-part des autres éléments du résultat global liés aux participations mises en équivalence | | - | - | - | 3,5 | - | 3,5 | 3,5 |
| Réévaluations des régimes à prestations définies | | - | - | - | 25,2 | - | 25,2 | 25,2 |
| Total du résultat global | | - | - \$ | 43,4 \$ | 254,9 \$ | 298,3 \$ | 2,1 \$ | 300,4 \$ |
| Options sur actions exercées | 24 | 1 654 005 | 15,9 | - | - | - | 15,9 | 15,9 |
| Achat facultatif au comptant | | 3 861 | - | - | - | - | - | - |
| Actions ordinaires rachetées et annulées | 17 | (515 200) | (1,1) | - | (6,6) | (7,7) | (7,7) | (7,7) |
| Transfert sur exercice d'options sur actions | | - | 4,5 | (4,5) | - | - | - | - |
| Paiements fondés sur des actions | 24 | - | - | 3,7 | - | 3,7 | - | 3,7 |
| Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle | | - | - | - | - | - | (1,7) | (1,7) |
| Dividendes en actions | 17 | 1 589 080 | 23,4 | - | (23,4) | - | - | - |
| Dividendes en trésorerie | 17 | - | - | - | (56,7) | (56,7) | - | (56,7) |
| Soldes au 31 mars 2016 | | 269 634 816 | 601,7 \$ | 18,3 \$ | 220,7 \$ | 1 048,0 \$ | 1 888,7 \$ | 1 940,3 \$ |
| Résultat net | | - | - \$ | - \$ | - \$ | 251,5 \$ | 251,5 \$ | 256,6 \$ |
| Autres éléments du résultat global : | | | | | | | | |
| Différences de conversion | | - | - | (31,4) | - | - | (31,4) | (31,8) |
| Variation nette des couvertures de flux de trésorerie | | - | - | 11,3 | - | - | 11,3 | 11,3 |
| Variation nette des instruments financiers détenus en vue de la vente | | - | - | (0,2) | - | - | (0,2) | (0,2) |
| Quote-part des autres éléments du résultat global liés aux participations mises en équivalence | | - | - | (6,7) | - | - | (6,7) | (6,7) |
| Réévaluations des régimes à prestations définies | | - | - | - | 13,5 | - | 13,5 | 13,5 |
| Total du résultat global | | - | - \$ | (27,0) \$ | 265,0 \$ | 238,0 \$ | 4,7 \$ | 242,7 \$ |
| Options sur actions exercées | 24 | 1 029 725 | 12,6 | - | - | - | 12,6 | 12,6 |
| Achat facultatif au comptant | | 2 563 | 0,1 | - | - | - | 0,1 | 0,1 |
| Actions ordinaires rachetées et annulées | 17 | (2 490 900) | (5,6) | - | (36,1) | (41,7) | (41,7) | (41,7) |
| Transfert sur exercice d'options sur actions | | - | 2,6 | (2,6) | - | - | - | - |
| Paiements fondés sur des actions | 24 | - | - | 3,7 | - | 3,7 | - | 3,7 |
| Augmentation des participations ne donnant pas le contrôle | | - | - | - | (4,0) | - | 3,9 | 3,9 |
| Dividendes en actions | 17 | 221 020 | 4,0 | - | (4,0) | - | - | - |
| Dividendes en trésorerie | 17 | - | - | - | (80,6) | (80,6) | - | (80,6) |
| Soldes au 31 mars 2017 | | 268 397 224 | 615,4 \$ | 19,4 \$ | 193,7 \$ | 1 192,3 \$ | 2 020,8 \$ | 2 081,0 \$ |

Le solde des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global s'élevait à 1 386,0 millions \$ au 31 mars 2017 (1 268,7 millions \$ en 2016). Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

| <i>Exercices clos les 31 mars</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i> | | Notes | 2017 | 2016 |
|---|----|--|-------------------|-------------------|
| Activités opérationnelles | | | | |
| Résultat des activités poursuivies | | | 257,1 \$ | 239,9 \$ |
| Ajustements pour : | | | | |
| | 6 | Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles | 122,8 | 121,5 |
| | | Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs | 89,1 | 96,3 |
| | | Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence | (51,7) | (43,4) |
| | 16 | Impôt sur le résultat différé | 26,4 | 25,0 |
| | | Crédits d'impôt à l'investissement | (18,2) | (40,5) |
| | 24 | Rémunération fondée sur des actions | 29,2 | 8,3 |
| | 14 | Régimes de retraite à prestations définies | 9,4 | 9,7 |
| | | Dotation aux amortissements des autres passifs non courants | (67,8) | (42,9) |
| | | Actifs et passifs financiers dérivés – montant net | 14,5 | (10,5) |
| | | Autres | 24,4 | (14,5) |
| Variation du fonds de roulement hors trésorerie | | | 29,1 | (3,1) |
| Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles | | | 464,3 \$ | 345,8 \$ |
| Activités d'investissement | | | | |
| Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis | | | (5,5) \$ | 13,9 \$ |
| Produit de la cession d'activités abandonnées | | | - | 30,4 |
| Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles | | | (222,9) | (117,8) |
| Produit de la cession d'immobilisations corporelles | | | 6,6 | 1,8 |
| Frais de développement inscrits à l'actif | | | (37,8) | (35,6) |
| Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels | | | (13,1) | (15,6) |
| (Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence | | | (10,6) | 3,4 |
| Dividendes reçus des participations mises en équivalence | | | 16,5 | 18,5 |
| Autres | | | 7,6 | (4,1) |
| Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement | | | (259,2) \$ | (105,1) \$ |
| Activités de financement | | | | |
| Produit tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables | | | 667,5 \$ | 516,3 \$ |
| Remboursement sur l'encours des facilités de crédit non garanties renouvelables | | | (667,5) | (539,3) |
| Produit tiré de la dette à long terme | | | 50,9 | 27,7 |
| Remboursement sur la dette à long terme | | | (98,8) | (25,8) |
| Remboursement sur des contrats de location-financement | | | (24,3) | (21,4) |
| Dividendes versés | | | (80,6) | (56,7) |
| Émission d'actions ordinaires | | | 12,7 | 15,9 |
| Rachat d'actions ordinaires | | | (41,7) | (7,7) |
| Autres | | | 0,7 | - |
| Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement | | | (181,1) \$ | (91,0) \$ |
| Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie | | | (4,9) \$ | 5,7 \$ |
| Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | | | 19,1 \$ | 155,4 \$ |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période | | | 485,6 | 330,2 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période | | | 504,7 \$ | 485,6 \$ |
| Information supplémentaire : | | | | |
| Dividendes reçus | | | 16,5 \$ | 18,5 \$ |
| Intérêts payés | | | 58,5 | 65,1 |
| Intérêts reçus | | | 11,9 | 9,8 |
| Impôt sur le résultat payé | | | 24,8 | 18,5 |

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes annexes

(sauf indication contraire, tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés a été autorisée par le conseil d'administration le 31 mai 2017.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des dispositifs de simulation, fournissent de la formation et mettent au point des solutions de formation intégrées pour les marchés de la défense et de la sécurité, l'aviation commerciale, les exploitants d'avions d'affaires, les exploitants d'hélicoptères, les aviateurs et les fournisseurs de formation et de services en soins de santé. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi qu'un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une base de données qui permettent de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les environnements spécifiques à une mission, les mouvements et les sons. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en trois secteurs :

- i) Solutions de formation pour l'aviation civile – Fournit une gamme complète de solutions de formation à l'équipage de conduite, au personnel de cabine, de maintenance et au sol pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptères, une gamme de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- ii) Défense et sécurité – Est un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense dans les domaines aériens, terrestres et navals, et pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique;
- iii) Santé – Conçoit et fabrique des simulateurs ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation, élabore des didacticiels et offre des services pour la formation des étudiants en soins médicaux, infirmiers et paramédicaux ainsi qu'aux cliniciens œuvrant dans des établissements d'enseignement, des hôpitaux et des organisations de défense.

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

Base d'établissement

Les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés sont décrites ci-dessous. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à tous les exercices présentés, sauf indication contraire.

Les états financiers consolidés ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité*, Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les états financiers consolidés ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception des éléments suivants, qui sont évalués à la juste valeur : contrepartie éventuelle, instruments financiers dérivés, instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, actifs financiers disponibles à la vente et passifs au titre des accords de paiement fondés sur des actions réglés en trésorerie.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

Périmètre de consolidation

Filiales

Les filiales représentent toutes les entités que la Société contrôle. Il y a contrôle lorsque la Société est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle et déconsolidées à la date à laquelle le contrôle prend fin. Tous les comptes et toutes les opérations intragroupe ont été éliminés.

Partenariats

Les partenariats représentent les entreprises sur lesquelles la Société exerce un contrôle conjoint aux termes de contrats qui requièrent le consentement unanime des parties pour les décisions portant sur les activités qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entreprise. Lorsque la Société a des droits sur l'actif net de l'entreprise, celle-ci est classée dans les coentreprises et comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Lorsque la Société a des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs relatifs à l'entreprise, celle-ci est classée dans les entreprises communes, et la Société ne comptabilise que ses actifs, ses passifs et ses transactions, y compris sa quote-part des éléments détenus ou engagés conjointement, relativement à ses intérêts dans l'entreprise commune.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les participations dans des coentreprises sont initialement comptabilisées au coût et ajustées par la suite pour présenter la quote-part revenant à la Société du résultat net et des variations des autres éléments du résultat global de l'entité. Lorsque la quote-part des pertes d'une coentreprise revenant à la Société est égale ou supérieure à ses participations dans les coentreprises, la Société ne comptabilise aucune perte ultérieure, sauf si elle engage des obligations ou verse des paiements au nom des coentreprises.

Les profits latents découlant d'opérations avec les coentreprises sont éliminés en proportion de la participation de la Société dans la coentreprise. Pour ce qui est des produits ou des services que la Société vend à ses coentreprises, l'élimination des profits latents est prise en compte dans la valeur comptable de l'investissement dans les participations mises en équivalence à l'état consolidé de la situation financière et dans la quote-part du résultat net des participations mises en équivalence à l'état consolidé du résultat net.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée aux fins de l'acquisition d'une filiale correspond à la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris et des parts de capitaux propres émises par la Société, s'il en est, à la date d'obtention du contrôle. La contrepartie transférée comprend la juste valeur de tout passif résultant d'un accord de contrepartie éventuelle. Les frais connexes à l'acquisition, à l'exception des frais d'émission d'actions et de titres d'emprunt engagés aux fins de l'émission des instruments financiers inclus dans la contrepartie transférée, sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les actifs identifiables acquis et passifs identifiables repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Si un regroupement d'entreprises est réalisé en étapes, la Société réévalue sa part détenue au préalable dans la société acquise selon la juste valeur à la date d'acquisition et reconnaît le profit ou la perte résultant, s'il y a lieu, dans le résultat net.

Les contreparties éventuelles classées à titre de provisions sont évaluées à la juste valeur, les variations subséquentes de celle-ci étant comptabilisées en résultat net. Si une contrepartie éventuelle est classée dans les capitaux propres, elle n'est pas réévaluée avant son règlement définitif dans les capitaux propres.

Les renseignements nouveaux obtenus au cours de la période d'évaluation, jusqu'à 12 mois suivant la date d'acquisition, à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition, auront une incidence sur la comptabilité d'acquisition.

Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent les parts de capitaux propres dans des filiales appartenant à des tiers. La quote-part de l'actif net des filiales attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est présentée à titre de composante des capitaux propres. Les variations de la participation de la Société dans des filiales qui n'aboutissent pas à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions sur les capitaux propres.

La Société traite les transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle comme des transactions avec les détenteurs de ses instruments de capitaux propres. Dans le cas des parts achetées auprès de participations ne donnant pas le contrôle, l'écart entre toute contrepartie payée et la quote-part acquise de la valeur comptable de l'actif net de la filiale est inscrit dans les capitaux propres. Les profits et les pertes à la cession de participations ne donnant pas le contrôle sont aussi comptabilisés dans les capitaux propres.

Instruments financiers et relations de couverture

Instruments financiers

Actifs et passifs financiers

Un instrument financier représente tout contrat qui crée un actif financier pour une entité et un passif financier ou un instrument de capitaux propres pour une autre entité. Les actifs et les passifs financiers, y compris les dérivés, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles qui créent et définissent l'instrument financier. À la constatation initiale, tous les instruments financiers sont évalués à la juste valeur. Lorsqu'il existe un écart entre la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue à la constatation initiale et le montant calculé à l'aide d'une technique d'évaluation, cet écart est comptabilisé immédiatement en résultat net, sauf s'il peut être comptabilisé dans un autre type d'actif ou de passif.

Par la suite, l'évaluation des instruments financiers dépend de leur classement, comme il est expliqué ci-dessous. Le classement est fonction des caractéristiques de l'instrument financier et de l'objectif pour lequel il a été acquis. Sauf dans de très rares circonstances, ce classement ne change pas après la comptabilisation initiale.

Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net

Les instruments financiers qui sont classés comme étant comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à leur juste valeur évaluée à chaque date de clôture, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net. Ce classement s'applique aux instruments financiers ayant les caractéristiques suivantes :

- Ce sont des dérivés, y compris les dérivés incorporés comptabilisés séparément du contrat hôte, qui ne sont pas désignés comme instruments de couverture efficaces;
- Ils ont été acquis ou repris principalement en vue de leur revente ou de leur rachat à court terme;
- Ils font partie d'un portefeuille d'instruments financiers qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prises de bénéfices à court terme;
- Ils ont été irrévocablement désignés comme tels par la Société (option de la juste valeur).

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les liquidités soumises à restrictions et tous les instruments dérivés, à l'exception de ceux désignés comme instruments de couverture efficaces, sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les dérivés incorporés sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net séparément du contrat hôte lorsque les caractéristiques économiques et les risques qui y sont associés ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le produit ou la charge d'intérêts est pris en compte dans le résultat de la période au cours de laquelle il est engagé. Les créances clients, les contrats en cours, les créances non courantes et les acomptes sont classés dans les prêts et créances, à l'exception de ceux que la Société compte vendre immédiatement ou rapidement, lesquels sont classés comme étant comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.

À chaque date de clôture, la valeur comptable des actifs financiers autres que ceux qui sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net est examinée pour déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Les pertes de valeur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti font l'objet de reprises dans les périodes subséquentes si le montant des réductions de pertes et la diminution peuvent être associés objectivement à un événement survenu après la constatation de la dépréciation.

Disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente représentent les actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente ou qui ne sont pas classés dans l'une des catégories précédentes. Les placements de portefeuille sont classés comme étant disponibles à la vente.

Les actifs financiers classés comme disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture. Les profits et les pertes latents, y compris les variations des taux de change liés aux actifs financiers non monétaires, sont constatés dans les autres éléments du résultat global de la période au cours de laquelle ils surviennent et sont virés au résultat lorsque les actifs sont décomptabilisés ou qu'une moins-value est enregistrée. Les indications objectives de dépréciation d'un placement dans un instrument de capitaux propres comprennent une baisse importante ou prolongée de la juste valeur du placement en deçà de son coût. Si la juste valeur d'un instrument de capitaux propres non coté ne peut faire l'objet d'une estimation fiable, l'instrument est évalué au coût diminué des pertes de valeur. Les dividendes sont comptabilisés en résultat net lorsque le droit de paiement est établi.

Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dettes fournisseurs et charges à payer et la dette à long terme, y compris les intérêts à payer, ainsi que les obligations au titre des contrats de location-financement et les obligations au titre des redevances, sont classées dans les autres passifs financiers.

Coûts de transaction

Les coûts de transaction directement liés à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers (autres que ceux classés comme étant comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net) sont inclus dans la juste valeur initialement comptabilisée pour ces instruments financiers. Ces coûts sont amortis en résultat net selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Compensation d'actifs et de passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers doivent faire l'objet d'une compensation, et le solde net doit être présenté à l'état consolidé de la situation financière lorsque la Société a un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation entre les montants comptabilisés et a l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs sont survenus. L'évaluation est fondée sur la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est important pour la juste valeur prise dans son ensemble à la clôture de chaque période.

Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Les instruments financiers dérivés qui représentent une couverture économique sans être admissibles à la comptabilité de couverture sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Documentation

Lors de la mise en place d'une relation de couverture, si la Société choisit d'appliquer la comptabilité de couverture, elle doit constituer une documentation officielle concernant la désignation de la couverture, les objectifs et la stratégie de gestion des risques, la relation de couverture entre l'élément couvert et l'élément de couverture, ainsi que la méthode d'appréciation de l'efficacité de la couverture, laquelle doit être raisonnablement assurée pour la durée de la relation de couverture et pouvoir être évaluée de manière fiable. La Société évalue formellement, lors de la mise en place d'une relation de couverture et en continu, si les dérivés utilisés dans les transactions de couverture offrent une compensation efficace des variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts par rapport au risque couvert.

Couverture de flux de trésorerie

La portion efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés qui sont désignés et qui se qualifient comme couvertures de flux de trésorerie est comptabilisée aux autres éléments du résultat global, tandis que la portion inefficace est immédiatement comptabilisée en résultat net. Les montants cumulés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat net dans la période au cours de laquelle l'élément couvert a un impact sur le résultat net. Cependant, lorsque les transactions prévues qui constituent des éléments couverts entraînent la constatation d'actifs non financiers (par exemple, des stocks ou des immobilisations corporelles), les profits et les pertes antérieurement comptabilisés aux autres éléments du résultat global sont inclus dans la valeur comptable initiale des actifs non financiers acquis ou des passifs non financiers repris. En fin de compte, les montants différés sont comptabilisés en résultat net à mesure que les actifs non financiers connexes sont décomptabilisés ou amortis.

La comptabilité de couverture est abandonnée prospectivement lorsque la relation de couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, lorsque la désignation est révoquée ou que l'instrument de couverture vient à échéance ou est vendu. Tout profit ou perte cumulé comptabilisé directement aux autres éléments du résultat global à ce moment y demeure jusqu'à ce que l'élément couvert soit éventuellement comptabilisé en résultat net. Lorsqu'il est probable qu'une transaction couverte ne surviendra pas, le cumul du profit ou de la perte qui était inscrit aux autres éléments du résultat global est immédiatement transféré en résultat net.

Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger

La Société a désigné certaines dettes à long terme comme éléments de couverture de la participation totale nette de CAE dans des établissements à l'étranger dont les activités sont libellées dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de la Société. La partie du profit ou de la perte sur l'élément de couverture qui est considérée comme constituant une couverture efficace est comptabilisée aux autres éléments du résultat global et se limite aux différences de conversion sur la participation nette.

Décomptabilisation

Actifs financiers

Un actif financier (ou, le cas échéant, une composante d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers similaires) est décomptabilisé dans les circonstances suivantes :

- Les droits de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif ont expiré;
- La Société a transféré ses droits de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif et a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages de l'actif ou n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et des avantages de l'actif, mais a transféré le contrôle sur l'actif;
- La Société participe à un programme en vertu duquel elle vend des participations indivises dans certains de ses créances clients et de ses actifs au titre de contrats en cours. La Société continue d'agir à titre d'agent de recouvrement. Ces transactions sont comptabilisées lorsqu'il est estimé que la Société a abandonné le contrôle des créances clients ou des actifs au titre de contrats en cours.

Passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation au titre du passif est acquittée, annulée ou a expiré.

Lorsqu'un passif financier existant est remplacé par un autre instrument qui provient du même prêteur et qui est assorti de modalités substantiellement différentes, ou que les modalités d'un passif existant sont substantiellement modifiées, l'échange ou la modification est traité comme la décomptabilisation du passif initial et la comptabilisation d'un nouveau passif, et la différence entre les valeurs comptables respectives est portée en résultat net.

Différences de conversion

Établissements à l'étranger

Les actifs et passifs des filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux taux de change moyens. Les différences de conversion qui en découlent sont incluses dans les autres éléments du résultat global.

Lorsque la Société a une créance ou une dette intragroupe à long terme dont le règlement n'est pas envisagé dans un avenir prévisible à l'égard d'une filiale à l'étranger, cet élément est, en soi, considéré comme faisant partie de l'investissement net de la Société dans cet établissement à l'étranger. Les profits et pertes découlant de la conversion de ces soldes intragroupe libellés en monnaie étrangère sont également inclus dans les autres éléments du résultat global.

Transactions et soldes

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les actifs et passifs non monétaires ainsi que les éléments des produits des activités ordinaires et des charges libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le taux de change en vigueur aux dates des transactions respectives. Les profits et les pertes de change découlant du règlement de ces transactions sont comptabilisés en résultat net, sauf s'ils sont différés aux autres éléments du résultat global en tant que couvertures admissibles de flux de trésorerie et de couvertures admissibles d'un investissement net.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et de placements très liquides dont l'échéance à la date d'achat est de 90 jours ou moins.

Créances clients

Les créances clients sont initialement inscrites à la juste valeur et sont par la suite comptabilisées au coût amorti diminué d'une provision pour créances douteuses, d'après la recouvrabilité prévue. Le montant de la provision correspond à l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimatifs, actualisés au taux d'intérêt effectif initial. La perte est comptabilisée en résultat net. Les recouvrements subséquents de montants ayant fait l'objet de provision ou ayant été radiés sont comptabilisés en résultat net.

Stocks

Les matières premières sont évaluées au coût moyen ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants. Les pièces de rechange à utiliser dans le cours normal des activités sont évaluées au coût établi selon une méthode d'identification spécifique ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants.

Les produits en cours de fabrication sont comptabilisés au coût établi selon une méthode d'identification spécifique ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants. Le coût des produits en cours comprend le matériel, la main-d'œuvre et la répartition des coûts indirects de production en fonction de la capacité d'exploitation normale.

La valeur de réalisation nette correspond au prix de vente estimatif dans le cours normal des activités, moins les coûts estimatifs liés à l'achèvement et les coûts estimatifs nécessaires pour générer les produits des activités ordinaires. Dans le cas des matières premières et des pièces de rechange, le coût de remplacement constitue la meilleure mesure de la valeur de réalisation nette.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont constatées au coût diminué des amortissements cumulés et du cumul des pertes de valeur nettes. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition ou à la fabrication de l'élément. À la constatation initiale, le coût d'une immobilisation corporelle comprend, s'il y a lieu, l'estimation de la valeur actuelle initiale des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située à la fin de sa durée d'utilité. Les logiciels acquis qui sont essentiels au fonctionnement du matériel connexe sont inscrits à l'actif au titre du matériel visé. Les coûts ultérieurs, comme ceux liés aux mises à niveau de dispositifs de formation, sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, selon le cas, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à la Société et que le coût de l'immobilisation peut être évalué de manière fiable; sinon, ils sont comptabilisés en charges.

La Société inscrit une perte à la cession en résultat net lorsque la valeur comptable d'un élément remplacé est décomptabilisée, sauf si l'élément est viré aux stocks. S'il est impossible de calculer la valeur comptable, le coût de remplacement et le cumul des amortissements calculés en fonction de ce coût seront utilisés aux fins de la décomptabilisation de la pièce remplacée. Les coûts d'entretien courant des immobilisations corporelles sont comptabilisés en résultat net lorsqu'ils sont engagés. Les profits et les pertes à la cession d'immobilisations corporelles sont calculés en comparant le produit de la cession avec la valeur comptable de l'immobilisation corporelle connexe, et le montant net est comptabilisé dans les autres profits et pertes.

Les diverses parties des immobilisations corporelles sont comptabilisées séparément lorsque leurs durées d'utilité présentent des différences importantes, et ces parties sont amorties séparément en résultat net. Les actifs loués sont amortis sur la plus courte de la durée du contrat de location ou de leur durée d'utilité. Si l'acquisition de l'actif par la Société à la fin du contrat de location est raisonnablement assurée, l'actif loué est amorti sur sa durée d'utilité. Les terrains ne sont pas amortis. Les durées d'utilité estimatives, les valeurs résiduelles et les modes d'amortissement sont les suivants :

| | Mode | Taux d'amortissement / durée |
|----------------------------|---|---------------------------------|
| Immeubles et améliorations | Amortissement linéaire | De 2,5 % à 10 % / De 3 à 40 ans |
| Simulateurs | Amortissement linéaire (valeur résiduelle de 10 %) | N'excédant pas 25 ans |
| Matériel et outillage | Amortissement dégressif / Amortissement linéaire | De 20 % à 35 % / De 2 à 10 ans |
| Avions | Amortissement linéaire (valeur résiduelle n'excédant pas 15 %) | N'excédant pas 25 ans |
| Moteurs d'avion | Basé sur l'utilisation | N'excédant pas 3 500 heures |

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont passées en revue et ajustées au besoin à titre prospectif à chaque date de clôture.

Contrats de location

La Société loue certaines immobilisations corporelles à des tiers et auprès de tiers. Les contrats de location selon lesquels la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété est transférée sont classés comme des contrats de location-financement. Tous les autres contrats sont classés comme des contrats de location simple.

La Société en tant que bailleur

En ce qui concerne les contrats de location-financement, l'actif est décomptabilisé au début de la période de location. La valeur actuelle nette des paiements minimaux au titre de la location et toute valeur résiduelle non garantie actuelle sont inscrites dans les créances clients non courantes. Les produits financiers sont comptabilisés sur la durée du contrat de location selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les produits tirés des contrats de location simple sont comptabilisés selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location correspondant.

La Société en tant que preneur

Les contrats de location-financement sont inscrits à l'actif au début de la période de location au plus faible de la juste valeur de l'actif loué et de la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location. Les coûts directs initiaux engagés par le preneur sont ajoutés au montant comptabilisé à titre d'actif. Les obligations correspondantes sont prises en compte dans la dette à long terme. Les charges financières sont comptabilisées sur la durée du contrat de location selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les paiements effectués aux termes des contrats de location simple sont comptabilisés en charges selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Opérations de cession-bail

Dans le cadre de sa stratégie de financement visant à soutenir les investissements dans les secteurs Solutions de formation pour l'aviation civile et Défense et sécurité, la Société prend part à des opérations de cession-bail. Lorsqu'une transaction de cession-bail donne lieu à un contrat de location-financement, tout excédent du produit de la vente sur la valeur comptable est différé et amorti sur la durée du contrat de location. Lorsqu'une transaction de cession-bail donne lieu à un contrat de location simple et qu'il est clair que la transaction est réalisée à la juste valeur, tout profit ou perte est comptabilisé en résultat net. Si le prix de vente est inférieur à la juste valeur, le manque à gagner est inscrit immédiatement en résultat net, sauf si la perte est compensée par des paiements futurs au titre de la location inférieurs au prix du marché; le manque à gagner est alors différé et amorti au prorata des paiements au titre de la location, sur la durée d'utilisation prévue de l'actif. Si le prix de vente est supérieur à la juste valeur, l'excédent est différé et amorti sur la durée d'utilisation prévue de l'actif.

Immobilisations incorporelles**Goodwill**

Le goodwill est évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Le goodwill découle de l'acquisition de filiales. Il correspond à l'excédent du coût d'acquisition total, y compris la meilleure estimation selon la Société de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle et de la juste valeur revenant à la Société de la quote-part détenue au préalable dans l'entité acquise selon la juste valeur à la date d'acquisition, par rapport à la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entité acquise à la date d'acquisition.

Les profits et les pertes à la cession d'une entité comprennent la valeur comptable du goodwill relatif à l'entité vendue.

Recherche et développement (R-D)

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les frais de développement sont aussi comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés, sauf s'ils remplissent tous les critères d'inscription à l'actif conformément à IAS 38, *Immobilisations incorporelles*. Les frais de développement inscrits à l'actif sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant. L'amortissement des frais de développement inscrits à l'actif commence lorsque l'actif est prêt à être mis en service et il est pris en compte dans la charge de recherche et de développement.

Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur à la date d'acquisition. Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Le coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne comprend tous les coûts directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation afin qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction.

Les profits et les pertes à la cession d'immobilisations incorporelles sont calculés en comparant le produit de la cession avec la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle connexe et comptabilisés dans les autres profits et pertes.

Amortissement

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire pour toutes les immobilisations incorporelles sur leur durée d'utilité estimative, comme suit :

| | Période d'amortissement (en années) |
|---|--|
| Frais de développement inscrits à l'actif | De 5 à 10 |
| Relations clients | De 3 à 15 |
| ERP et autres logiciels | De 3 à 10 |
| Technologies | De 3 à 10 |
| Autres immobilisations incorporelles | De 2 à 40 |

Les méthodes d'amortissement et les durées d'utilité sont passées en revue et ajustées au besoin à titre prospectif à chaque date de clôture.

Dépréciation d'actifs non financiers

La valeur comptable des actifs non financiers amortissables de la Société est soumise à un test de dépréciation lorsque des événements ou un changement de situation indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Le goodwill et les actifs qui ne sont pas encore prêts à être mis en service sont soumis à un test de dépréciation chaque année ou à tout autre moment s'il existe un indice de dépréciation.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de sortie. La valeur recouvrable est calculée individuellement pour chaque actif, à l'exception des actifs qui ne génèrent pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Dans ce cas, l'UGT dont fait partie l'actif est utilisée pour calculer la valeur recouvrable.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est affecté aux UGT ou aux groupes d'UGT, lesquels correspondent généralement aux secteurs opérationnels ou aux secteurs du niveau précédent, qui devraient bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises, que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise soient affectés à ces unités ou non.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT à laquelle un goodwill a été affecté est inférieure à la valeur comptable de l'UGT, le goodwill connexe est déprécié. Tout excédent du montant de la dépréciation par rapport au goodwill déprécié est comptabilisé au prorata de la valeur comptable de chaque actif compris dans l'UGT visée. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat net.

La Société évalue les pertes de valeur, autres que celles qui concernent le goodwill, pour déterminer les reprises possibles à chaque date de clôture. Une perte de valeur est reprise s'il existe un indice que la perte a diminué ou n'existe plus par suite de modifications des estimations ayant servi à calculer la valeur recouvrable. Une perte de valeur est reprise seulement dans la mesure où la valeur comptable de l'actif ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. De telles reprises sont constatées en résultat net.

Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à la construction d'un actif qualifié sont incorporés au coût de l'actif. Un actif qualifié est un actif qui exige une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisé. Les coûts d'emprunt cessent d'être inscrits à l'actif lorsque l'actif est prêt à être utilisé. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en résultat net au titre des charges financières lorsque les emprunts sont contractés.

Autres actifs

Liquidités soumises à restrictions

En vertu de contrats de financement bancaire externes de certaines filiales, de certains contrats de vente gouvernementaux et de certains regroupements d'entreprises, la Société est tenue de retenir un montant d'argent défini à titre de garantie.

Frais de financement différés

Les frais de financement différés liés aux facilités de crédit renouvelables non garanties, lorsque des prélèvements sur certaines ou toutes les facilités sont probables, et les frais de financement différés liés aux contrats de cession-bail sont inclus dans les autres actifs au coût et amortis selon le mode linéaire sur la durée des contrats de financement connexes.

Dettes fournisseurs et charges à payer

Les dettes fournisseurs et charges à payer sont initialement comptabilisées à la juste valeur et par la suite évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Aucune provision n'est comptabilisée au titre de pertes opérationnelles futures. Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des dépenses attendues que la Société estime nécessaires pour éteindre l'obligation, à l'aide d'un taux avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'obligation. L'augmentation de la provision attribuable à l'écoulement du temps est comptabilisée à titre de charge financière. Lorsqu'il existe plusieurs obligations semblables, la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour les éteindre est déterminée pour l'ensemble de la catégorie d'obligations.

Dettes à long terme

La dette à long terme est comptabilisée initialement à la juste valeur diminuée des coûts de transaction engagés. Elle est par la suite comptabilisée au coût amorti. Tout écart entre le produit diminué des coûts de transaction et la valeur de remboursement est inscrit en résultat net sur la durée des emprunts selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les frais payés à l'établissement des facilités d'emprunt sont comptabilisés en tant que coûts de transaction liés à l'emprunt dans la mesure où il est probable que la facilité sera utilisée en partie ou en totalité. Dans ce cas, les frais sont différés jusqu'au prélèvement des fonds. Dans la mesure où rien n'indique qu'il est probable que la facilité sera utilisée en partie ou en totalité, les frais sont inscrits à l'actif à titre de paiement d'avance pour des services de liquidités et amortis sur la durée de la facilité à laquelle ils se rapportent.

Capital-actions

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts différentiels directement attribuables à l'émission de nouvelles actions ou options sont présentés dans les capitaux propres en réduction, après impôts, du produit.

Lorsque le capital-actions comptabilisé dans les capitaux propres est racheté, le montant de la contrepartie payée, qui comprend les coûts directement attribuables, après impôt, est comptabilisé en diminution des capitaux propres.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le montant peut être évalué de manière fiable, qu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à la Société et que des critères précis ont été déterminés pour chaque catégorie, comme il est expliqué ci-après.

Accords de prestations multiples

La Société conclut parfois des accords de prestations multiples générateurs de produits des activités ordinaires, qui peuvent inclure une combinaison de services de conception, d'ingénierie et de fabrication de simulateurs de vol et d'autres produits, des services de formation ainsi que des services de fourniture de pièces de rechange et de maintenance. Lorsqu'une transaction de vente unique nécessite la livraison de plus d'un produit ou la prestation de plus d'un service (prestations multiples), les critères de comptabilisation des produits des activités ordinaires sont appliqués aux éléments identifiables séparément. Un élément est considéré comme identifiable séparément si l'élément livré a une valeur en soi pour le client et que la juste valeur du produit ou du service peut être évaluée de manière fiable.

La répartition des produits des activités ordinaires tirés d'un accord de prestations multiples se fait en fonction de la juste valeur de chaque élément par rapport à la juste valeur de l'accord dans son ensemble.

Les produits des activités ordinaires de la Société se divisent en deux grandes catégories aux fins comptables : les contrats de construction et les ventes de biens et services.

Contrats de construction

Un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'un actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés en termes de conception, de technologie, de fonction, de finalité ou d'utilisation. En fonction de ses caractéristiques, un contrat de construction peut être comptabilisé séparément, divisé en plusieurs éléments, lesquels sont comptabilisés séparément ou combiné avec un autre contrat de construction afin de former un contrat de construction unique aux fins comptables, au titre duquel les produits des activités ordinaires et les charges seront comptabilisés.

Les produits des activités ordinaires tirés des contrats de construction visant la conception, l'ingénierie et la fabrication de dispositifs de formation conçus sur mesure sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux lorsqu'il est probable que les avantages économiques découlant du contrat iront à la Société, le montant des produits des activités ordinaires, les coûts liés à l'exécution du contrat et le degré d'avancement à la clôture de la période de présentation de l'information financière peuvent être évalués de façon fiable et lorsque les coûts liés au contrat peuvent être identifiés clairement et évalués de manière fiable afin de permettre la comparaison des coûts réels avec les estimations précédentes. Le degré d'avancement est évalué en fonction des coûts liés à l'exécution du contrat engagés à la clôture de la période de communication de l'information, exprimés en pourcentage du total des coûts estimatifs liés à l'exécution du contrat. Lorsque les critères d'utilisation de la méthode de l'avancement des travaux ne sont pas réunis, les produits des activités ordinaires tirés des contrats de construction sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que les coûts liés à l'exécution du contrat engagés seront recouvrables.

Les provisions pour les pertes contractuelles estimatives sont constatées au cours de la période durant laquelle la perte est déterminée. Les pertes contractuelles correspondent à l'excédent des coûts estimatifs totaux sur le total des produits des activités ordinaires estimatifs du contrat. Les provisions pour garanties sont inscrites au moment où les produits des activités ordinaires sont constatés, d'après l'expérience acquise.

Le montant cumulatif des coûts engagés et des profits comptabilisés, diminués des pertes et de la facturation intermédiaire, est déterminé pour chaque contrat. Si ce montant est positif, il est classé aux contrats en cours : actifs ; s'il est négatif, il est classé aux contrats en cours : passifs.

L'assistance après la livraison est facturée séparément, et les produits des activités ordinaires correspondants sont constatés au cours de la période sur laquelle l'assistance est fournie.

Ventes de biens et services

Dispositifs de formation standardisés

Les produits des activités ordinaires tirés de la construction de dispositifs de formation standardisés sont comptabilisés principalement à la date d'achèvement des dispositifs de formation, lorsque les principaux risques et avantages inhérents à la propriété des dispositifs de formation ont été transférés au client et que la Société ne continue à être impliquée ni dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des dispositifs de formation vendus.

Accords concernant des logiciels

Les produits des activités ordinaires tirés des ventes de logiciels prêts à l'emploi sont comptabilisés lorsque la livraison a eu lieu. Les produits des activités ordinaires tirés des accords concernant des logiciels à prix fixe et des contrats de personnalisation de logiciels qui nécessitent d'importantes activités de production, de modification ou de personnalisation des logiciels sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux.

Pièces de rechange

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente de pièces de rechange sont essentiellement comptabilisés lors de la livraison au client. À la livraison, les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens sont transférés et la Société ne continue pas à être impliquée ni dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des biens cédés.

Maintenance des produits

Les produits des activités ordinaires tirés des contrats de maintenance sont généralement constatés en fonction du degré d'avancement de la transaction.

Services de formation et de consultation

Les produits des activités ordinaires tirés des services de formation et de consultation sont constatés lorsque les services sont rendus.

Pour les écoles de pilotage, les programmes de formation des élèves-pilotes sont offerts principalement par voie de cours de formation au sol et de vols sur des appareils. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés en résultat net selon la méthode de l'amortissement linéaire à l'étape des cours de formation au sol, tandis qu'ils sont constatés en fonction des heures de vol réelles à l'étape des vols sur des appareils.

Autres**Incitatifs à la vente aux clients**

La Société peut fournir des incitatifs à la vente sous forme de rabais et de ristournes. Ces incitatifs sont portés en réduction des produits des activités ordinaires.

Transactions non monétaires

La Société peut aussi conclure des conventions de vente aux termes desquelles la contrepartie monétaire est nulle ou quasi nulle. Les transactions non monétaires sont évaluées selon l'évaluation la plus fiable entre la juste valeur de l'actif donné et la juste valeur de l'actif reçu.

Produits différés

Les paiements en trésorerie reçus et les acomptes au titre des ententes contractuelles, à l'exception des contrats de construction, sont comptabilisés dans les produits différés jusqu'à ce que tous les critères de comptabilisation des produits susmentionnés soient réunis.

Avantages du personnel**Régimes de retraite à prestations définies**

La Société a des régimes de retraite à prestations définies offrant des prestations fondées sur la durée de service et les salaires moyens de fin de carrière.

L'actif ou le passif comptabilisé au titre de prestations définies correspond à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, diminuée de la juste valeur des actifs du régime destinés à être utilisés pour éteindre les obligations. Les obligations au titre des prestations définies de chaque régime sont établies par calcul actuariel à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs estimatifs au taux d'intérêt des obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellées dans la monnaie des prestations et dont la durée à l'échéance se rapproche de la durée de l'obligation connexe. Dans les pays où il n'existe pas un marché très actif pour ces obligations, les taux du marché pour des obligations gouvernementales sont utilisés.

La valeur de tout actif comptabilisé au titre des avantages du personnel ne peut excéder la valeur actuelle de tous les avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursements par le régime, soit sous forme de diminutions des cotisations futures au régime (plafonnement du coût entier de l'actif). Les exigences au titre de la capitalisation minimale peuvent donner lieu à un passif supplémentaire, dans la mesure où elles exigent le versement de cotisations pour compenser un manque à gagner existant. Les actifs des régimes ne peuvent être utilisés que pour capitaliser les avantages du personnel, sont hors de portée des créanciers de la Société et ne peuvent être payés directement à la Société. La juste valeur des actifs des régimes est fondée sur les cours du marché.

La Société détermine les coûts nets de retraite de ses régimes canadiens à prestations définies au moyen de taux d'actualisation distincts tirés de la courbe de rendement. Pour les autres régimes à prestations définies, la Société utilise un seul taux d'actualisation moyen pondéré tiré de la courbe de rendement.

Les écarts actuariels découlant d'ajustements liés à l'expérience, les effets des changements d'hypothèses actuarielles et l'incidence de tout plafonnement du coût entier ou passif minimal sont comptabilisés aux autres éléments du résultat global dans la période au cours de laquelle ils se produisent. Le coût des services passés est comptabilisé en charges à mesure qu'il est engagé, à la plus rapprochée des dates suivantes : lors de la modification ou de la compression du régime, ou lorsque l'entité comptabilise les indemnités de cessation d'emploi connexes.

Régimes de retraite à cotisations définies

La Société offre aussi des régimes de retraite à cotisations définies au titre desquels la Société verse des cotisations fixes à des régimes d'assurance retraite privés ou publics sur une base obligatoire, contractuelle ou volontaire. La Société ne contracte aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des montants supplémentaires si l'actif de la caisse ne suffit pas au paiement des prestations à tous les participants. Les obligations au titre des cotisations aux régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées en résultat net dans les charges représentatives d'avantages du personnel à mesure que les services sont rendus.

Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi sont comptabilisées en charges lorsque la Société s'est manifestement engagée, sans possibilité réelle de se rétracter, envers un plan officiel et détaillé visant soit à mettre fin à l'emploi d'un ou de plusieurs membres du personnel avant la date normale de mise à la retraite, soit à octroyer des indemnités de cessation d'emploi à la suite d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Les prestations de cessation d'emploi liées à des départs volontaires sont comptabilisées en charges, si la Société a fait une offre pour encourager les départs volontaires, en fonction du nombre de salariés qui ont accepté l'offre. Les prestations, échues plus de 12 mois après la date de clôture, sont actualisées à leur valeur actuelle.

Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

Les régimes de la Société dont le paiement est fondé sur des actions se divisent en deux catégories : d'une part, un régime dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en instruments de capitaux propres, à savoir le régime d'options sur actions (ROA); et d'autre part, des régimes dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en trésorerie, à savoir le régime d'actionariat (RA), le régime de droits différés à la valeur des actions pour la direction (RDDVAD), le régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA), les régimes d'intéressement à long terme assortis d'un calendrier et les régimes d'intéressement à long terme fondés sur la performance. Le régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDDVA-LT) et le régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte assortis d'un calendrier pour intéressement à long terme (RDNR-LT) sont des régimes assortis d'un calendrier, tandis que le régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme (RDNR-LT) et le régime de droits à la valeur d'actions fondés sur la performance pour intéressement à long terme (RDVAP-LT) sont des régimes fondés sur la performance.

Pour les deux catégories, la juste valeur des services des salariés reçus en échange est comptabilisée en résultat net à titre de charge. La détermination de la juste valeur ne prend pas en compte les conditions de service et de performance non liées au marché dont sont assorties les transactions.

Dans le cas du régime réglé en instruments de capitaux propres, la juste valeur du coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres est évaluée selon le modèle d'évaluation des options de Black-Scholes. La charge de rémunération est évaluée à la date d'attribution et comptabilisée sur la période de service, une augmentation correspondante étant constatée dans le surplus d'apport. Le cumul des charges inscrites au titre des transactions réglées en instruments de capitaux propres à chaque date de clôture représente la partie écoulee de la période d'acquisition des droits et la meilleure estimation selon la direction du nombre d'instruments de capitaux propres qui seront acquis en définitive. Pour ce qui est des options dont l'acquisition des droits est graduelle, chaque tranche est considérée comme une attribution distincte dont la date d'acquisition et la juste valeur sont différentes, et les tranches sont comptabilisées séparément. Lorsque les options sont exercées, la Société émet de nouvelles actions et le produit reçu, après déduction des coûts de transaction directement attribuables, le cas échéant, est porté au crédit du capital-actions.

Dans le cas des régimes réglés en trésorerie, un passif correspondant est comptabilisé. La juste valeur des services des salariés reçus correspond à la multiplication du nombre de droits dont l'acquisition est prévue par la juste valeur d'un droit à la date d'attribution, d'après le cours du marché des actions ordinaires de la Société. La juste valeur du RA est tributaire des cotisations de la Société. Jusqu'au règlement du passif, la Société réévalue la juste valeur du passif à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et à la date de règlement, toute variation de la juste valeur étant comptabilisée dans le résultat de la période. La Société a conclu des swaps sur actions avec deux importantes institutions financières canadiennes pour réduire le risque auquel est exposé son résultat en raison de l'incidence des variations du cours de son action sur ses RDDVAD, ses RDDVA, ses RDDVA-LT et son RDNR-LT.

Impôts sur le résultat exigibles et différés

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. Elle est comptabilisée en résultat net, sauf dans la mesure où elle se rapporte à des éléments constatés dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, auquel cas elle est respectivement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres.

L'impôt exigible est le montant prévu devant être payé aux administrations fiscales ou récupéré auprès de celles-ci au titre du résultat fiscal de l'exercice, en fonction des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture dans les pays où la Société et ses filiales exercent des activités et génèrent un résultat imposable et de tout ajustement de la charge ou de l'avantage d'impôt concernant des exercices antérieurs.

La direction évalue périodiquement les positions prises dans les déclarations fiscales à l'égard de situations dans lesquelles la réglementation fiscale applicable laisse place à l'interprétation. Des provisions sont constituées, au besoin, en fonction des montants prévus qui devront être payés aux administrations fiscales.

L'impôt différé est comptabilisé en fonction de la méthode du report variable, selon laquelle sont créées des différences temporaires entre la base fiscale des actifs ou des passifs et leur valeur comptable figurant dans les états financiers consolidés.

L'impôt différé est comptabilisé pour les différences temporaires liées à des participations dans des filiales et aux entités sous contrôle conjoint, sauf lorsque la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire s'inversera et qu'il est probable que la différence temporaire ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

L'impôt différé est évalué sur une base non actualisée, aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer aux différences temporaires lorsqu'elles s'inverseront, en fonction des lois adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés à l'égard des différences temporaires déductibles et du report en avant des pertes fiscales non utilisées. La comptabilisation des actifs d'impôt différé est limitée au montant dont la réalisation est probable.

Les actifs d'impôt différé sont examinés à chaque date de clôture, et leur montant est réduit dans la mesure où il n'est plus probable qu'un actif d'impôt différé soit réalisé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont réévalués à chaque date de clôture et comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un actif d'impôt différé non comptabilisé soit réalisé.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible et que les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable, ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Les impôts sur le résultat des périodes intermédiaires sont comptabilisés par juridiction à l'aide du taux d'imposition effectif qui s'appliquerait au résultat annuel total prévu de la juridiction.

Crédits d'impôt à l'investissement

Les crédits d'impôt à l'investissement (CII) découlant des activités de R-D sont déduits des frais connexes et, par conséquent, sont inclus dans la détermination du résultat net lorsqu'il y a une assurance raisonnable que les crédits seront réalisés. Les CII découlant de l'acquisition ou du développement d'immobilisations corporelles et de frais de développement inscrits à l'actif sont déduits du coût de ces actifs et l'amortissement est calculé sur le montant net. Les crédits d'impôt à l'investissement qui devraient être recouverts après 12 mois sont classés dans les autres actifs.

Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant la période. Le nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation tient compte de l'effet dilutif qu'aurait l'exercice d'instruments ou d'autres contrats visant l'émission d'actions ordinaires ou leur conversion en actions ordinaires à l'ouverture de la période ou à la date d'émission si elle est ultérieure, à moins que cela ait un effet antidilutif. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour déterminer l'effet dilutif des options sur actions. Cette méthode consiste à prendre en compte l'utilisation du produit qui pourrait être obtenu à l'exercice des options dans le calcul du résultat dilué par action. Elle suppose que le produit servirait à acheter des actions ordinaires au cours moyen du marché pour la période. Seules les options sur actions de la Société sont potentiellement dilutives pour les actions ordinaires.

Participation gouvernementale

Les contributions gouvernementales sont comptabilisées lorsqu'il existe une assurance raisonnable que les contributions seront reçues et que la Société respectera toutes les conditions qui s'y rattachent. La participation gouvernementale liée à l'acquisition d'immobilisations incorporelles est portée en diminution du coût de l'actif connexe, tandis que celle liée aux charges courantes est portée en diminution des charges connexes.

La Société bénéficie de crédits d'impôt à l'investissement qui sont réputés équivalents à des contributions gouvernementales. La Société reçoit des contributions d'Investissement Québec (IQ) relativement au Projet Nouveaux marchés principaux pour les frais engagés à l'égard des programmes de R-D. Elle a aussi reçu au cours d'exercices antérieurs des contributions pour le Projet Phoenix aux termes du programme Partenariat technologique Canada (PTC) et des programmes d'IQ.

La Société doit verser des redevances au titre du Projet Nouveaux marchés principaux et du Projet Phoenix. L'obligation de payer des redevances (désignée obligation au titre des redevances) est comptabilisée dès que la participation gouvernementale est à recevoir et est déterminée selon les projections futures. L'obligation est actualisée au moyen des taux d'intérêt du marché en vigueur à cette date pour un instrument semblable (en ce qui concerne la monnaie, l'échéance, le type de taux d'intérêt, les garanties ou d'autres facteurs) ayant une notation similaire. La partie courante est incluse dans les charges à payer. L'écart entre les contributions gouvernementales et la valeur actuelle de l'obligation au titre des redevances est comptabilisé en tant que participation gouvernementale et porté en diminution des charges connexes ou du coût de l'actif connexe.

La Société constate la participation du gouvernement du Canada au Projet Falcon et au Projet Innover à titre de dette à long terme portant intérêt. L'évaluation initiale du passif comptable est actualisée au moyen des taux d'intérêt alors en vigueur sur le marché pour un instrument semblable (en ce qui concerne la monnaie, l'échéance, le type de taux d'intérêt, les garanties ou d'autres facteurs) ayant une notation similaire. L'écart entre la valeur nominale de l'obligation à long terme et sa valeur actuelle est inclus dans les contributions gouvernementales, qui sont inscrites à titre de réduction des coûts ou de réduction des dépenses inscrites à l'actif.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés exige que la direction de la Société pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables, sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir à la date des états financiers consolidés et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Cela exige aussi que la direction exerce son jugement aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments qui demandent beaucoup de jugement ou qui sont très complexes, ainsi que les cas dans lesquels les hypothèses et les estimations sont importantes eu égard aux états financiers consolidés sont présentés par la suite. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée et les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à la juste valeur. En fonction de la complexité de ces évaluations, la Société consulte des experts indépendants ou calcule la juste valeur en interne, à l'aide de techniques d'évaluation appropriées qui se fondent généralement sur une prévision du total des flux de trésorerie actualisés nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et du taux d'actualisation. La contrepartie éventuelle est comptabilisée à la juste valeur au moyen d'un modèle de flux de trésorerie actualisés.

Frais de développement

Les frais de développement sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles et amortis sur leur durée d'utilité lorsqu'ils remplissent les critères d'inscription à l'actif. Les prévisions relatives aux produits des activités ordinaires et à la rentabilité des projets pertinents servent à évaluer la conformité aux critères d'inscription à l'actif et la valeur recouvrable des actifs.

Dépréciation d'actifs non financiers

La Société soumet le goodwill à un test de dépréciation qui est fondé sur des estimations internes de la juste valeur diminuée des coûts de sortie et qui fait appel à des modèles d'évaluation tels que le modèle de flux de trésorerie actualisés (niveau 3). Les hypothèses clés qui sous-tendent le calcul par la direction de la juste valeur diminuée des coûts de sortie comprennent les estimations des taux de croissance, des taux d'actualisation après impôt et des taux d'impôt. Ces estimations, ainsi que la méthode employée, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation du goodwill.

De même, lorsque les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles sont soumises à des tests de dépréciation, le calcul de leur valeur recouvrable amène la direction à faire des estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation.

Voir la note 20 pour plus de détails sur les hypothèses utilisées.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

La méthode de l'avancement des travaux oblige la Société à estimer les travaux exécutés à ce jour par rapport à l'ensemble des travaux à exécuter. La direction évalue chaque mois les coûts estimatifs nécessaires à l'achèvement, les estimations de l'avancement des travaux ainsi que les produits des activités ordinaires et les marges constatées, et ce, pour chaque contrat. Les changements apportés aux estimations des coûts et des produits des activités ordinaires sur la durée du contrat sont pris en compte dans la période au cours de laquelle il devient manifeste que de tels changements sont requis.

Régimes de retraite à prestations définies

Le coût des régimes de retraite à prestations définies ainsi que la valeur actuelle des obligations au titre des avantages du personnel sont déterminés à l'aide d'évaluations actuarielles. Ces évaluations comprennent notamment des hypothèses concernant les taux d'actualisation, les hausses futures des salaires et les taux de mortalité. Toutes les hypothèses sont révisées à chaque date de clôture. Toute modification de ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des avantages du personnel et sur le coût des régimes de retraite à prestations définies. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la direction tient compte des taux d'intérêt des obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellées dans la même monnaie que les prestations qui seront versées et dont les durées jusqu'à l'échéance se rapprochent de celles du passif au titre du régime de retraite connexe. Le taux de mortalité est établi en fonction des données publiques sur la mortalité dans le pays concerné. Les hausses futures des salaires et des prestations de retraite sont déterminées en fonction des taux d'inflation futurs prévus pour le pays concerné. Chaque taux d'actualisation est établi en fonction de la courbe de rendement et est utilisé afin de déterminer le coût des services rendus au cours de la période et le coût financier des régimes de retraite à prestations définies canadiens à l'ouverture de l'exercice. La valeur actualisée des obligations au titre des avantages du personnel à l'égard de ces régimes canadiens est déterminée en fonction des taux d'actualisation tirés de la courbe de rendement à la clôture de l'exercice.

Les autres hypothèses clés concernant les obligations au titre des prestations définies s'appuient, en partie, sur la conjoncture du marché. Voir la note 14 pour plus de détails concernant les hypothèses posées.

Remboursements des redevances gouvernementales

Aux fins de la détermination du montant des redevances gouvernementales à rembourser, la Société formule des hypothèses et fait des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les produits des activités ordinaires prévus et leur échéancier prévu. Les projections de produits des activités ordinaires tiennent compte de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation de la direction quant à l'avenir. Au-delà d'une période de cinq ans, les produits des activités ordinaires sont extrapolés d'après des taux de croissance estimés allant de 5 % à 15 % en fonction de la période des remboursements. Les remboursements estimés sont actualisés en utilisant les taux moyens allant de 7 % à 9,5 % en fonction des modalités des instruments financiers semblables. Ces estimations, ainsi que la méthode employée pour établir les estimations, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute obligation remboursable au titre de la participation gouvernementale. Une augmentation de 1 % des taux de croissance entraînerait une hausse d'environ 5,0 millions \$ (4,5 millions \$ en 2016) de l'obligation au titre des redevances au 31 mars 2017.

Paiements fondés sur des actions

La Société évalue le coût des transactions avec des salariés qui sont réglées en capitaux propres et en trésorerie en fonction de la juste valeur des instruments connexes à la date à laquelle ils sont attribués. L'estimation de la juste valeur aux fins des paiements fondés sur des actions exige que la Société choisisse le modèle d'évaluation qui convient le mieux à une attribution donnée, d'après les modalités de cette attribution. À cette fin, la Société doit aussi formuler des hypothèses et sélectionner les données les plus appropriées à intégrer dans le modèle d'évaluation, notamment la durée prévue de l'option, la volatilité et le rendement de l'action.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie aux lois fiscales de divers territoires. Elle doit avoir recours au jugement pour déterminer la charge d'impôt mondiale. La détermination des actifs et des passifs d'impôt comporte des incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes. La Société constitue une provision pour les éventuels impôts à payer d'après la moyenne pondérée en fonction de la probabilité des résultats possibles. Les différences entre les résultats réels et ces estimations pourraient avoir une incidence sur les passifs d'impôt et les passifs d'impôt différé dans la période au cours de laquelle elles sont établies.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que la Société dégage un bénéfice imposable auquel les pertes pourront être imputées. La direction doit faire preuve de jugement pour déterminer le montant des actifs d'impôt différé pouvant être comptabilisés, d'après l'échéancier probable et le niveau du résultat imposable futur ainsi que les stratégies fiscales futures. Le montant total des actifs d'impôt différé peut être modifié si les estimations du résultat imposable futur prévu et des avantages attendus des stratégies fiscales sont revues à la baisse, ou en cas d'adoption de modifications des lois fiscales qui limitent, en temps ou en étendue, la capacité de la Société à utiliser des avantages fiscaux futurs.

Contrats de location

Le classement dans les contrats de location simple ou de location-financement est fondé sur le jugement de la direction quant à l'application des critères d'IAS 17, *Contrats de location*, et sur la substance de l'accord. Pour l'essentiel, les accords que la Société comptabilise comme des contrats de location simple sont liés à des immeubles et à des simulateurs de vol. La direction a conclu que des paiements locatifs non actualisés d'un montant de 192,3 millions \$ (265,1 millions \$ en 2016) liés à certains appareils utilisés dans le cadre des activités de formation en vol de la Société doivent être considérés comme une obligation non comptabilisée, puisqu'ils sont compensés par une obligation réciproque avec un tiers et qu'ils sont sans droit de recours envers CAE.

NOTE 2 – MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société

Les modifications aux IFRS qui s'appliquent à l'exercice 2017 n'ont aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Nouvelles normes et modifications non encore adoptées par la Société

IFRS 9, *Instruments financiers*

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, en remplacement d'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*.

En lieu et place des multiples règles d'IAS 39, IFRS 9 introduit une nouvelle approche de classement des actifs financiers en fonction de la gestion que fait une entité des actifs financiers et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. Les exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 sont pour l'essentiel reprises dans IFRS 9. L'analyse préliminaire de la Société n'a relevé aucune différence importante ayant trait au classement et à l'évaluation des instruments financiers.

IFRS 9 introduit également un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui s'aligne mieux avec les activités de gestion des risques ainsi qu'un nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers fondé sur les pertes de crédit attendues, lequel remplace le modèle fondé sur les pertes subies d'IAS 39.

Pour la Société, IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2018. Nous poursuivons l'évaluation de l'incidence de cette nouvelle norme sur nos états financiers consolidés.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Cette nouvelle norme pose comme principe fondamental que l'entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer que les obligations de prestation sont remplies, et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme renforce également les informations à fournir sur les produits des activités ordinaires. IFRS 15 remplace IAS 11, *Contrats de construction*, et IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations connexes.

Pour la Société, IFRS 15 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2018. Comme elle a choisi d'appliquer IFRS 15 sur une base rétrospective, la Société retraitera donc les résultats comparatifs au moyen d'un ajustement d'ouverture des capitaux propres au 1^{er} avril 2017.

La Société a réalisé une évaluation préliminaire de l'incidence qu'aura l'application d'IFRS 15 sur ses états financiers consolidés intermédiaires et annuels. Aux termes de cette analyse, elle a conclu que les produits des activités ordinaires tirés de la vente de certains dispositifs de formation du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile qui sont actuellement considérés comme des contrats de construction et comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux ne satisferont plus aux exigences de comptabilisation graduelle des produits des activités ordinaires. En conséquence, la comptabilisation des produits des activités ordinaires sera différée jusqu'à la date à laquelle le contrôle est transféré au client au lieu d'une comptabilisation sur la période de construction. La Société évalue actuellement l'incidence de ce changement attendu sur ses états financiers consolidés.

À mesure que la Société poursuit son évaluation, elle continue d'évaluer l'incidence de la nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*. La nouvelle norme élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement et introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur, aux termes duquel un passif locatif et un droit d'utilisation sont comptabilisés pour tous les contrats de location dont la durée est de plus de 12 mois. En outre, IFRS 16 reprend l'essentiel des exigences comptables s'appliquant au bailleur, qui continue de classer ses contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. IFRS 16 remplace IAS 17, *Contrats de location*, ainsi que les interprétations connexes.

Pour la Société, IFRS 16 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2019; son adoption anticipée étant toutefois autorisée si elle applique également IFRS 15. La Société évalue présentement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés. Dans les cas où elle est le preneur, la Société prévoit que l'adoption d'IFRS 16 donnera lieu à la comptabilisation, à l'état consolidé de la situation financière, des actifs et passifs liés à certains accords de location visant des dispositifs de formation et des bâtiments que, aux termes des IFRS en vigueur, la Société classe comme des obligations contractuelles sous forme de contrats de location simple (note 27). La Société prévoit également que le changement touchant la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des charges locatives donnera lieu à une diminution de la charge locative et à une augmentation des charges financières et de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles.

IFRIC 22, Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée

En décembre 2016, l'IASB a publié IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*. Cette interprétation fournit des indications sur l'établissement de la date de la transaction aux fins de la détermination du cours de change devant être appliqué lors de la comptabilisation initiale de l'actif, de la charge ou du produit connexe à la décomptabilisation d'un actif ou d'un passif non monétaire découlant du paiement ou de la réception anticipé d'une contrepartie en monnaie étrangère. Pour la Société, IFRIC 22 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2018; son adoption anticipée est toutefois autorisée. La Société a terminé son évaluation et a conclu que l'interprétation n'aura aucune incidence sur ses états financiers consolidés.

NOTE 3 – REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le 2 mai 2016, la Société a acquis 100 % des actions de Lockheed Martin Commercial Flight Training (LMCFT), un fournisseur de matériel et de services de formation dans le secteur de l'aviation, pour une contrepartie de 25,6 millions \$. La transaction comprend la trésorerie de l'entité acquise à la clôture de la transaction. Avec cette acquisition, la Société a élargi son réseau de simulateurs commerciaux en service chez des clients et a obtenu des actifs, dont des simulateurs de vol, des pièces de simulateurs, des installations, de la technologie et une main-d'œuvre qualifiée. Les coûts d'acquisition de LMCFT engagés pour l'exercice 2017 ont totalisé 1,4 million \$ et ont été pris en compte dans les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition à l'état consolidé du résultat net.

L'évaluation de la juste valeur nette des actifs identifiables acquis et des passifs repris est présentée dans le tableau ci-après. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises est de 24,2 millions \$ (y compris les relations clients et les autres logiciels) et celle du goodwill est de 3,3 millions \$. Le goodwill découlant de l'acquisition de LMCFT est attribuable aux avantages obtenus, notamment les suivants :

- Expansion du réseau de simulateurs commerciaux en service chez les clients de CAE;
- Main-d'œuvre expérimentée possédant l'expertise en la matière.

La juste valeur et le montant contractuel brut des créances clients acquises s'établissent à 8,7 millions \$.

Les produits des activités ordinaires et le résultat opérationnel sectoriel inscrits à l'état consolidé du résultat net au titre de LMCFT depuis la date d'acquisition se sont respectivement chiffrés à 62,7 millions \$ et à 6,4 millions \$. Si LMCFT avait été consolidée en date du 1^{er} avril 2016, l'état consolidé du résultat net aurait affiché des produits des activités ordinaires et un résultat opérationnel sectoriel total de 64,5 millions \$ et de 6,6 millions \$, respectivement. Ces montants pro forma ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant le regroupement d'entreprises par la Société. Les montants sont fournis à titre d'information complémentaire et ne sont pas représentatifs de la performance future de la Société.

Autres

Au cours de l'exercice 2017, la Société a finalisé les ajustements à la détermination des actifs nets identifiables acquis et des passifs repris à l'égard de l'acquisition de Formation à l'aviation militaire de Bombardier (FAMB), effectuée durant l'exercice 2016, donnant lieu à une augmentation du goodwill de 1,6 million \$.

Le tableau suivant présente le montant net des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre des acquisitions :

| | Total 2017 |
|---|-----------------------|
| Actifs courants ¹⁾ | 89,2 \$ |
| Passifs courants | (106,2) |
| Immobilisations corporelles | 38,5 |
| Actifs non courants | 4,5 |
| Immobilisations incorporelles ²⁾ | 27,5 |
| Impôt différé | 6,7 |
| Passifs non courants | (49,3) |
| Juste valeur des actifs nets acquis, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | 10,9 \$ |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis | 12,5 |
| Total du prix d'achat | 23,4 \$ |
| Coûts de transaction additionnels payés pour le compte du vendeur | 2,2 |
| Contrepartie additionnelle liée à l'acquisition réalisée au cours de l'exercice antérieur | (5,4) |
| Total de la contrepartie | 20,2 \$ |

¹⁾ Abstraction faite des fonds en caisse.

²⁾ Le goodwill, inclus dans les immobilisations incorporelles, n'est pas déductible aux fins fiscales pour l'exercice 2017.

Les actifs nets de LMCFT, y compris le goodwill, sont inclus dans le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile.

NOTE 4 – CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients sont portées à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les créances clients, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les créances clients se présentent comme suit :

| | 2017 | 2016 |
|--|-----------------|----------|
| Créances clients courantes | 207,5 \$ | 187,8 \$ |
| Créances clients en souffrance | | |
| 1-30 jours | 56,8 | 35,7 |
| 31-60 jours | 14,5 | 20,2 |
| 61-90 jours | 13,0 | 17,5 |
| Plus de 90 jours | 56,4 | 48,9 |
| Provision pour créances douteuses | (14,5) | (15,7) |
| Total des créances clients | 333,7 \$ | 294,4 \$ |
| Créances clients non facturées | 105,8 | 110,2 |
| Montants à recevoir de parties liées (note 33) | 54,0 | 42,6 |
| Autres créances clients | 54,9 | 52,8 |
| Total des créances clients | 548,4 \$ | 500,0 \$ |

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses :

| | 2017 | 2016 |
|---|-----------|-----------|
| Provision pour créances douteuses à l'ouverture de l'exercice | (15,7) \$ | (15,6) \$ |
| Ajouts (note 31) | (6,1) | (3,5) |
| Sorties | 5,4 | 1,9 |
| Montants inutilisés ayant fait l'objet de reprises (note 31) | 1,4 | 2,1 |
| Différences de conversion | 0,5 | (0,6) |
| Provision pour créances douteuses à la clôture de l'exercice | (14,5) \$ | (15,7) \$ |

NOTE 5 – STOCKS

| | 2017 | 2016 |
|---|----------|----------|
| Travaux en cours | 270,0 \$ | 154,6 \$ |
| Matières premières, fournitures et produits fabriqués | 146,3 | 123,7 |
| | 416,3 \$ | 278,3 \$ |

Le montant des stocks comptabilisé à titre de coût des ventes était le suivant :

| | 2017 | 2016 |
|---|----------|----------|
| Travaux en cours | 141,6 \$ | 64,2 \$ |
| Matières premières, fournitures et produits fabriqués | 131,7 | 91,7 |
| | 273,3 \$ | 155,9 \$ |

NOTE 6 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

| | Terrains | Immeubles et améliorations | Simulateurs | Matériel et outillage | Avions et moteurs d'avion | Actifs visés par des contrats de location-financement | Actifs en construction | Total |
|--|----------|----------------------------|-------------|-----------------------|---------------------------|---|------------------------|------------|
| Valeur comptable nette au 31 mars 2015 | 24,0 \$ | 201,8 \$ | 881,1 \$ | 52,3 \$ | 19,1 \$ | 174,3 \$ | 108,6 \$ | 1 461,2 \$ |
| Ajouts | - | 8,1 | 12,1 | 12,9 | 5,5 | - | 79,2 | 117,8 |
| Acquisition de filiales (note 3) | - | - | - | 0,4 | - | - | - | 0,4 |
| Cessions | - | - | (4,5) | (0,1) | (0,1) | (3,2) | - | (7,9) |
| Dotation aux amortissements | - | (16,4) | (67,4) | (17,5) | (2,4) | (17,8) | - | (121,5) |
| Pertes de valeur (note 20) | - | - | (1,7) | - | - | - | - | (1,7) |
| Transferts et autres | - | 3,4 | 82,4 | 1,2 | - | (5,7) | (91,0) | (9,7) |
| Différences de conversion | 0,1 | 2,7 | 23,9 | 1,5 | - | 5,9 | 0,4 | 34,5 |
| Valeur comptable nette au 31 mars 2016 | 24,1 \$ | 199,6 \$ | 925,9 \$ | 50,7 \$ | 22,1 \$ | 153,5 \$ | 97,2 \$ | 1 473,1 \$ |
| Ajouts | - | 14,9 | 34,6 | 15,2 | 41,3 | - | 116,9 | 222,9 |
| Acquisition de filiales (note 3) | - | 1,9 | 22,5 | 0,4 | - | 13,7 | - | 38,5 |
| Cessions | - | (1,3) | (3,1) | (0,1) | (4,7) | (0,2) | - | (9,4) |
| Dotation aux amortissements | - | (15,9) | (68,9) | (17,1) | (3,6) | (17,3) | - | (122,8) |
| Transferts et autres | - | (1,4) | 113,8 | (0,2) | - | (1,6) | (118,9) | (8,3) |
| Différences de conversion | (0,5) | (1,7) | (12,1) | (0,3) | 0,1 | 2,0 | 1,1 | (11,4) |
| Valeur comptable nette au 31 mars 2017 | 23,6 \$ | 196,1 \$ | 1 012,7 \$ | 48,6 \$ | 55,2 \$ | 150,1 \$ | 96,3 \$ | 1 582,6 \$ |

| | Terrains | Immeubles et amélio- rations | Simulateurs | Matériel et outillage | Avions et moteurs d'avion | Actifs visés par des contrats de location- financement | Actifs en cons- truction | Total |
|---|----------------|------------------------------------|-------------------|--------------------------|---------------------------------|--|--------------------------------|-------------------|
| Coût | 24,1 \$ | 372,3 \$ | 1 316,4 \$ | 236,8 \$ | 29,8 \$ | 287,3 \$ | 97,2 \$ | 2 363,9 \$ |
| Cumul des amortissements | - | (172,7) | (390,5) | (186,1) | (7,7) | (133,8) | - | (890,8) |
| Valeur comptable nette au 31 mars 2016 | 24,1 \$ | 199,6 \$ | 925,9 \$ | 50,7 \$ | 22,1 \$ | 153,5 \$ | 97,2 \$ | 1 473,1 \$ |
| Coût | 23,6 \$ | 375,4 \$ | 1 427,2 \$ | 218,9 \$ | 62,2 \$ | 291,5 \$ | 96,3 \$ | 2 495,1 \$ |
| Cumul des amortissements | - | (179,3) | (414,5) | (170,3) | (7,0) | (141,4) | - | (912,5) |
| Valeur comptable nette au 31 mars 2017 | 23,6 \$ | 196,1 \$ | 1 012,7 \$ | 48,6 \$ | 55,2 \$ | 150,1 \$ | 96,3 \$ | 1 582,6 \$ |

Au 31 mars 2017, la période d'amortissement résiduelle moyenne des simulateurs de vol était de 10,8 ans (11,4 ans en 2016).

Au 31 mars 2017, les emprunts bancaires étaient garantis par des immobilisations corporelles d'une valeur de 82,2 millions \$ (59,7 millions \$ en 2016).

La Société loue des immobilisations corporelles à des tiers. Les montants minimaux futurs à recevoir au titre de ces contrats de location simple non résiliables s'établissent comme suit :

| | 2017 | 2016 |
|-------------------------------------|----------------|----------------|
| Un an ou moins | 19,3 \$ | 16,3 \$ |
| Plus de un an mais au plus cinq ans | 47,1 | 45,2 |
| Plus de cinq ans | 22,9 | 29,3 |
| | 89,3 \$ | 90,8 \$ |

Au 31 mars 2017, la valeur comptable nette des simulateurs loués à des tiers s'établissait à 56,5 millions \$ (38,0 millions \$ en 2016).

Les actifs visés par des contrats de location-financement, dont l'échéance varie entre mai 2017 et octobre 2036, sont présentés ci-après, par catégorie :

| | 2017 | 2016 |
|--------------------------------------|-----------------|----------|
| Simulateurs | | |
| Coût | 222,4 \$ | 221,3 \$ |
| Cumul des amortissements | (117,8) | (113,3) |
| Valeur comptable nette | 104,6 \$ | 108,0 \$ |
| Immeubles | | |
| Coût | 69,0 \$ | 66,0 \$ |
| Cumul des amortissements | (23,5) | (20,5) |
| Valeur comptable nette | 45,5 \$ | 45,5 \$ |
| Valeur comptable nette totale | 150,1 \$ | 153,5 \$ |

NOTE 7 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

| | Goodwill (note 20) | Frais de développement inscrits à l'actif | Relations clients | ERP et autres logiciels | Techno- logies | Autres immobi- lisations incorpo- relles | Total |
|---|-----------------------|---|----------------------|-------------------------------|-------------------|--|-----------------|
| Valeur comptable nette au 31 mars 2015 | 487,4 \$ | 143,8 \$ | 96,5 \$ | 69,8 \$ | 19,0 \$ | 28,2 \$ | 844,7 \$ |
| Ajouts – développement en interne | - | 35,6 | - | 15,6 | - | - | 51,2 |
| Ajouts – acquisition distincte | - | - | 1,9 | - | - | 0,8 | 2,7 |
| Acquisition de filiales (note 3) | 49,2 | - | 15,4 | - | 4,2 | - | 68,8 |
| Dotation aux amortissements | - | (18,7) | (16,1) | (15,1) | (6,4) | (2,8) | (59,1) |
| Perte sur évaluation à la juste valeur | - | (4,3) | - | - | - | - | (4,3) |
| Transferts et autres | - | 0,4 | (0,2) | (0,2) | (0,2) | - | (0,2) |
| Différences de conversion | 20,0 | 0,4 | 3,2 | 0,1 | 0,7 | 1,0 | 25,4 |
| Valeur comptable nette au 31 mars 2016 | 556,6 \$ | 157,2 \$ | 100,7 \$ | 70,2 \$ | 17,3 \$ | 27,2 \$ | 929,2 \$ |
| Ajouts – développement en interne | - | 37,8 | - | 13,1 | - | - | 50,9 |
| Ajouts – acquisition distincte | - | - | 0,2 | - | - | 0,8 | 1,0 |
| Acquisition de filiales (note 3) | 4,9 | - | 23,6 | 0,6 | - | - | 29,1 |
| Dotation aux amortissements | - | (24,3) | (19,6) | (17,3) | (4,8) | (3,1) | (69,1) |
| Transferts et autres | - | (2,6) | (0,4) | (0,8) | (0,8) | 7,4 | 2,8 |
| Différences de conversion | (1,5) | 0,1 | 1,8 | - | 0,3 | (0,6) | 0,1 |
| Valeur comptable nette au 31 mars 2017 | 560,0 \$ | 168,2 \$ | 106,3 \$ | 65,8 \$ | 12,0 \$ | 31,7 \$ | 944,0 \$ |

| | Goodwill | Frais de développement inscrits à l'actif | Relations clients | ERP et autres logiciels | Techno- logies | Autres immobi- lisations incorpo- relles | Total |
|---|-----------------|---|----------------------|-------------------------------|-------------------|--|-----------------|
| Coût | 556,6 \$ | 241,9 \$ | 179,4 \$ | 159,4 \$ | 50,6 \$ | 57,8 \$ | 1 245,7 \$ |
| Cumul des amortissements | - | (84,7) | (78,7) | (89,2) | (33,3) | (30,6) | (316,5) |
| Valeur comptable nette au 31 mars 2016 | 556,6 \$ | 157,2 \$ | 100,7 \$ | 70,2 \$ | 17,3 \$ | 27,2 \$ | 929,2 \$ |
| Coût | 560,0 \$ | 276,0 \$ | 202,9 \$ | 171,4 \$ | 50,7 \$ | 55,6 \$ | 1 316,6 \$ |
| Cumul des amortissements | - | (107,8) | (96,6) | (105,6) | (38,7) | (23,9) | (372,6) |
| Valeur comptable nette au 31 mars 2017 | 560,0 \$ | 168,2 \$ | 106,3 \$ | 65,8 \$ | 12,0 \$ | 31,7 \$ | 944,0 \$ |

Pour l'exercice clos le 31 mars 2017, une dotation aux amortissements a été comptabilisée dans le coût des ventes à hauteur de 44,5 millions \$ (38,5 millions \$ en 2016), dans les frais de recherche et développement à hauteur de 23,2 millions \$ (19,0 millions \$ en 2016) et dans les frais de vente, généraux et d'administration à hauteur de 1,4 million \$ (1,6 million \$ en 2016).

Au 31 mars 2017, la période d'amortissement résiduelle moyenne des frais de développement inscrits à l'actif était de 5,5 ans (6,4 ans en 2016).

Les frais de développement inscrits à l'actif et ERP et autres logiciels comprennent essentiellement des immobilisations incorporelles générées en interne.

La Société n'a pas d'autres immobilisations incorporelles à durée indéterminée que le goodwill.

NOTE 8 – AUTRES ACTIFS

| | 2017 | 2016 |
|--|-----------------|-----------------|
| Liquidités soumises à restrictions | 26,0 \$ | 27,0 \$ |
| Loyers payés d'avance à un placement de portefeuille | 28,5 | 22,7 |
| Acomptes consentis à un placement de portefeuille | 39,7 | 46,9 |
| Créances non courantes | 134,8 | 122,6 |
| Crédits d'impôt à l'investissement | 223,1 | 199,1 |
| Autres | 19,2 | 14,8 |
| | 471,3 \$ | 433,1 \$ |

La valeur actuelle des montants minimaux futurs à recevoir au titre de la location, qui sont pris en compte dans les créances courantes et non courantes, s'établit comme suit :

| | 2017 | 2016 |
|---|----------|----------|
| Investissement brut dans des contrats de location-financement | 185,0 \$ | 174,9 \$ |
| Déduire : produits financiers non gagnés | 76,3 | 72,7 |
| Déduire : valeurs résiduelles non garanties actualisées des actifs loués | 5,8 | 5,2 |
| Valeur actualisée des montants minimaux futurs à recevoir au titre de la location | 102,9 \$ | 97,0 \$ |

Les montants minimaux futurs à recevoir au titre des investissements dans des contrats de location-financement s'établissent comme suit :

| | 2017 | | 2016 | |
|-------------------------------------|---------------------|---|---------------------|---|
| | Investissement brut | Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au titre de la location | Investissement brut | Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au titre de la location |
| Un an ou moins | 10,0 \$ | 7,9 \$ | 11,0 \$ | 5,2 \$ |
| Plus de un an mais au plus cinq ans | 47,1 | 22,5 | 39,5 | 16,4 |
| Plus de cinq ans | 127,9 | 72,5 | 124,4 | 75,4 |
| | 185,0 \$ | 102,9 \$ | 174,9 \$ | 97,0 \$ |

NOTE 9 – DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

| | 2017 | 2016 |
|--|----------|----------|
| Dettes fournisseurs | 317,1 \$ | 304,5 \$ |
| Charges à payer | 353,3 | 327,5 |
| Montants à payer à des parties liées (note 33) | 15,3 | 20,1 |
| Partie courante des obligations relatives aux redevances | 9,5 | 8,7 |
| | 695,2 \$ | 660,8 \$ |

NOTE 10 – CONTRATS EN COURS

| | 2017 | 2016 |
|-------------------------------|----------|----------|
| Contrats en cours : actifs | 337,5 \$ | 339,1 \$ |
| Contrats en cours : passifs | (191,9) | (174,7) |
| Contrats en cours : actif net | 145,6 \$ | 164,4 \$ |

Les contrats en cours se détaillent comme suit :

| | 2017 | 2016 |
|---|------------|------------|
| Montant total des coûts engagés majoré des profits (diminué des pertes) comptabilisés à ce jour | 2 800,1 \$ | 3 581,1 \$ |
| Déduire : facturations | 2 654,5 | 3 416,7 |
| Contrats en cours : actif net | 145,6 \$ | 164,4 \$ |

Les dépôts de clients au titre de contrats de construction dont les travaux ne sont pas encore en cours totalisaient 20,2 millions \$ au 31 mars 2017 (18,4 millions \$ en 2016). Les produits des activités ordinaires tirés de contrats de construction comptabilisés pour l'exercice 2017 ont totalisé 983,6 millions \$ (980,9 millions \$ en 2016).

NOTE 11 – PROVISIONS**Remise en état des lieux et enlèvement de simulateurs**

Dans certains cas, des simulateurs sont installés dans des emplacements qui n'appartiennent pas à la Société, et celle-ci a parfois une obligation de démantèlement et d'enlèvement des simulateurs ainsi que de remise en état des lieux. Une provision est constituée à l'égard de la valeur actuelle des coûts estimatifs qui seront nécessaires au démantèlement et à l'enlèvement des simulateurs de même qu'à la remise en état des lieux. La provision comprend également des montants liés aux terrains et aux immeubles loués lorsque l'engagement de coûts de remise en état à la fin de la période de location est prévu par contrat. Si ces coûts sont consécutifs à des dépenses d'investissement en immobilisations, ces coûts de remise en état des lieux sont également inscrits à l'actif.

Restructuration

Les coûts de restructuration se composent principalement des indemnités de départ et autres frais connexes.

Réclamations en justice

Ce montant représente une provision constituée à l'égard de certaines réclamations en justice déposées contre la Société. La dotation à la provision est comptabilisée en résultat net au poste Frais de vente, généraux et d'administration ou au poste Autres profits – montant net. La direction, au mieux de sa connaissance, est d'avis que l'issue de ces réclamations en justice ne se traduira pas par une perte significative en sus du montant de la provision au 31 mars 2017.

Garanties

Une provision est constituée à l'égard des réclamations prévues au titre des garanties couvrant les produits vendus, en fonction de l'expérience passée en matière de réparations et de retours. La Société s'attend à ce que ces coûts soient engagés en majorité durant une période de 1 an à 10 ans. Les hypothèses ayant servi au calcul de la provision pour garanties sont fondées sur le niveau actuel des ventes et sur les informations disponibles quant aux retours en fonction de la période de garantie des produits vendus.

Contreparties éventuelles

Les contreparties éventuelles découlant de regroupements d'entreprises sont classées à titre de provisions si le produit comprend un accord de contrepartie éventuelle.

Les modifications apportées aux provisions sont présentées ci-après :

| | Remise en état et enlèvement | Restructu- ration | Récla- mations en justice | Garanties | Contrepartie éventuelle | Autres provisions | Total |
|--|------------------------------------|----------------------|------------------------------------|----------------|----------------------------|----------------------|----------------|
| Total des provisions à l'ouverture de l'exercice | 5,6 \$ | 22,4 \$ | 2,4 \$ | 6,9 \$ | 0,6 \$ | 2,3 \$ | 40,2 \$ |
| Ajouts | 2,1 | 29,6 | 0,7 | 12,3 | - | 4,9 | 49,6 |
| Acquisitions de filiales | - | - | - | 31,8 | - | 12,8 | 44,6 |
| Montants utilisés | - | (28,3) | (0,1) | (8,7) | (0,5) | (8,6) | (46,2) |
| Montants inutilisés ayant fait l'objet de reprises | (0,4) | (2,5) | - | (0,5) | - | (1,4) | (4,8) |
| Différences de conversion | (0,2) | - | (0,1) | (0,6) | - | (0,2) | (1,1) |
| Total des provisions à la clôture de l'exercice | 7,1 \$ | 21,2 \$ | 2,9 \$ | 41,2 \$ | 0,1 \$ | 9,8 \$ | 82,3 \$ |
| Déduire : partie courante | - | 12,5 | 2,7 | 18,6 | 0,1 | 9,3 | 43,2 |
| Partie non courante | 7,1 \$ | 8,7 \$ | 0,2 \$ | 22,6 \$ | - \$ | 0,5 \$ | 39,1 \$ |

NOTE 12 – FACILITÉS D'EMPRUNT

Le tableau qui suit présente la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction :

| | 2017 | 2016 |
|--|-------------------|-------------------|
| Total de la dette avec recours | 1 192,8 \$ | 1 214,5 \$ |
| Total de la dette sans recours ¹⁾ | 62,6 | 58,4 |
| Total de la dette à long terme | 1 255,4 \$ | 1 272,9 \$ |
| Déduire : partie courante de la dette à long terme | 31,2 | 98,5 |
| Déduire : partie courante des contrats de location-financement | 20,7 | 20,8 |
| | 1 203,5 \$ | 1 153,6 \$ |

¹⁾ La dette sans recours est une dette d'une filiale, pour laquelle le recours est limité à l'actif, aux capitaux propres, à la participation et à l'engagement de cette filiale et non à ceux de CAE inc.

La dette avec recours se détaille comme suit :

| | 2017 | 2016 |
|---|-------------------|-------------------|
| Billets non garantis de premier rang (125,0 \$ et 225,0 \$ US échéant entre décembre 2019 et décembre 2027), taux d'intérêt variable fondé sur le taux des acceptations bancaires majoré d'une marge pour une tranche de 50,0 millions \$; taux d'intérêt allant de 3,59 % à 4,15 % pour les montants restants de 75,0 \$ et de 225,0 \$ US | 424,0 \$ | 416,8 \$ |
| Billets non garantis de premier rang de 60,0 \$ US échéant en juin 2019 (15,0 \$ et 105,0 \$ US en 2016), versements semestriels d'intérêt en juin et en décembre au taux de 7,66 % | 77,9 | 149,2 |
| Billets non garantis de premier rang (100,0 \$ US échéant en août 2021 et 50,0 \$ US échéant en août 2026), versements semestriels d'intérêt en août et en février au taux fusionné moyen de 4,47 % | 199,3 | 194,6 |
| Obligations découlant de contrats de location-financement, échéant à diverses dates entre mai 2017 et octobre 2036, taux d'intérêt variant de 2,75 % à 10,68 % | 173,3 | 166,4 |
| Emprunt à terme échéant en juin 2018 de 14,6 \$ US et 2,8 £ (26,3 \$ US et 5,1 £ en 2016), taux combiné du coupon pour la dette après swap de 7,97 % (7,98 % en 2016) | 23,6 | 42,6 |
| Obligation R-D de la part d'un organisme gouvernemental échéant en juillet 2029 i) | 160,5 | 153,1 |
| Obligation R-D de la part d'un organisme gouvernemental échéant en juillet 2035 ii) | 92,0 | 58,2 |
| Emprunt à terme échéant en janvier 2020 de 2,0 € (2,6 € en 2016), taux d'intérêt variable fondé sur le taux EURIBOR majoré d'une marge | 2,7 | 3,7 |
| Facilité de crédit échéant en janvier 2020 de néant (114,2 roupies en 2016), résiliée en octobre 2016, portant intérêt sur la base des taux d'intérêt variables en Inde en vigueur au moment de chaque prélèvement | - | 2,2 |
| Emprunts à terme échéant entre octobre 2020 et décembre 2021 de 18,7 \$ US (10,0 \$ US en 2016), taux d'intérêt fusionné moyen de 3,64 % | 24,9 | 13,0 |
| Autres dettes de 11,0 \$ US, échéant en mars 2024, taux d'intérêt variable de 0,67 % | 14,6 | 14,7 |
| Total de la dette avec recours, montant net | 1 192,8 \$ | 1 214,5 \$ |

- i) Représente une obligation à long terme portant intérêt de la part du gouvernement du Canada au titre du Projet Falcon, un programme de R-D qui a pris fin à l'exercice 2014, pour un montant maximal de 250,0 millions \$. La valeur actualisée de la dette comptabilisée était de 160,5 millions \$ au 31 mars 2017 (153,1 millions \$ en 2016);
- ii) Représente une obligation à long terme portant intérêt de la part du gouvernement du Canada relative au Projet Innover, un programme de R-D qui s'échelonne sur cinq ans et demi, pour un montant maximal de 250,0 millions \$. Le montant comptabilisé à l'exercice 2017 a totalisé 169,9 millions \$ (110,9 millions \$ en 2016). La valeur actualisée de la dette comptabilisée s'établissait à 92,0 millions \$ au 31 mars 2017 (58,2 millions \$ en 2016).

Facilité de crédit renouvelable

La Société a accès à une facilité de crédit à terme non garantie renouvelable échéant en octobre 2018. Le montant disponible de la facilité de crédit est de 550,0 millions \$ US, avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. La facilité est assortie de clauses restrictives qui exigent un ratio de couverture des charges fixes minimal et un ratio de couverture de la dette maximal. Le taux d'intérêt applicable de cette facilité de crédit à terme renouvelable est au gré de la Société, selon le taux préférentiel, le taux des acceptations bancaires ou le taux LIBOR majoré d'une marge qui dépend de la notation de crédit attribuée par le classement Standard & Poor's. Aux 31 mars 2017 et 2016, aucun montant n'avait été emprunté sur la facilité de crédit renouvelable.

La dette sans recours se détaille comme suit :

| | 2017 | 2016 |
|---|----------------|----------------|
| Emprunt à terme échéant en octobre 2017 de 0,2 £ (0,5 £ en 2016), taux d'intérêt de 13,50 % | 0,4 \$ | 1,0 \$ |
| Emprunt à terme échéant en mars 2028 de 47,1 \$ US (44,6 \$ US en 2016), taux d'intérêt au taux LIBOR majoré de 2,50 % i) | 62,2 | 57,4 |
| Total de la dette sans recours, montant net | 62,6 \$ | 58,4 \$ |

- i) Représente le financement garanti sans recours visant un emprunt à terme pour le financement d'un centre de formation au Brunei. La filiale a également accès à un montant additionnel de 12,0 millions \$ US sous forme de lettres de crédit.

Les versements exigibles en vertu des modalités de remboursement de la dette à long terme s'établissent comme suit :

| | 2017 | 2016 |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Un an ou moins | 31,9 \$ | 99,3 \$ |
| Plus de un an mais au plus cinq ans | 414,8 | 253,7 |
| Plus de cinq ans | 638,2 | 757,0 |
| Total des versements requis | 1 084,9 \$ | 1 110,0 \$ |
| Déduire : coûts de transaction | 2,8 | 3,5 |
| | 1 082,1 \$ | 1 106,5 \$ |

La valeur actuelle des obligations au titre de contrats de location-financement s'établit comme suit :

| | 2017 | 2016 |
|---|-----------------|----------|
| Valeur nominale des paiements minimaux futurs au titre de la location | 240,4 \$ | 236,8 \$ |
| Déduire : charges financières futures au titre des contrats de location-financement | 58,3 | 62,6 |
| Déduire : valeurs résiduelles garanties actualisées des actifs loués | 8,8 | 7,8 |
| Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au titre de la location | 173,3 \$ | 166,4 \$ |

Les montants minimaux futurs à payer au titre des contrats de location-financement s'établissent comme suit :

| | 2017 | | 2016 | |
|-------------------------------------|--|--|---|---|
| | Valeur nominale des paiements minimaux futurs au titre de la location | Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au titre de la location | Valeur nominale des paiements minimaux futurs au titre de la location | Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au titre de la location |
| Un an ou moins | 30,1 \$ | 20,7 \$ | 30,0 \$ | 20,8 \$ |
| Plus de un an mais au plus cinq ans | 123,3 | 92,0 | 120,3 | 88,1 |
| Plus de cinq ans | 87,0 | 60,6 | 86,5 | 57,5 |
| | 240,4 \$ | 173,3 \$ | 236,8 \$ | 166,4 \$ |

Au 31 mars 2017, la Société respectait toutes ses clauses restrictives de nature financière.

NOTE 13 – PARTICIPATION GOUVERNEMENTALE

La Société a des ententes avec divers gouvernements en vertu desquelles ces derniers contribuent une portion des coûts, en fonction des dépenses engagées par la Société, de certains programmes de R-D concernant la technologie en matière de services de modélisation, de simulation et de formation.

Au cours de l'exercice 2014, la Société a annoncé le Projet Innovier, un programme de R-D d'une durée de cinq ans et demi. L'objectif du Projet Innovier est de développer et d'améliorer les technologies existantes de la Société en matière de modélisation et de simulation, d'en développer de nouvelles et de continuer à différencier sa gamme de services. En parallèle, le gouvernement du Canada a accepté de participer au Projet Innovier au moyen d'un prêt remboursable d'au plus 250 millions \$ qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD).

Au cours de l'exercice 2016, la Société a modifié et étendu son Projet Nouveaux marchés principaux, un programme de R-D, pour une durée additionnelle de quatre ans. L'objectif est de tirer parti du savoir-faire de la Société en matière de modélisation, de simulation et de services de formation pour le transposer dans le marché des soins de santé. Le gouvernement du Québec, par l'intermédiaire d'Investissement Québec, a accepté de participer en fournissant des apports pouvant atteindre 70 millions \$ pour couvrir les frais engagés avant la fin de l'exercice 2020.

Au cours de l'exercice 2017, la Société a annoncé sa participation au Projet SimÉco 4.0, un projet de R-D dans le cadre du programme SA²GE. L'objectif du projet est de développer de nouveaux produits ou processus qui favoriseront la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le gouvernement du Québec, par l'intermédiaire du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et SA²GE, se sont engagés à participer en fournissant des apports pouvant atteindre 50 % des coûts admissibles engagés par la Société d'ici l'exercice 2020.

Se reporter aux notes 1 et 12 pour plus de détails sur les obligations relatives aux redevances et à la dette.

La valeur des contributions nettes comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Nouveaux marchés principaux, Innovier et SimÉco 4.0 sont présentés dans le tableau suivant :

| | 2017 | 2016 |
|--|---------------|--------|
| Montant net à recevoir à l'ouverture de l'exercice | 7,7 \$ | 8,8 \$ |
| Contributions | 33,3 | 28,3 |
| Paiements reçus | (34,7) | (29,4) |
| Montant net à recevoir à la clôture de l'exercice | 6,3 \$ | 7,7 \$ |

Le tableau suivant présente le montant global des contributions à l'égard de tous les programmes :

| | 2017 | 2016 |
|--|--------|--------|
| Contributions créditées aux dépenses inscrites à l'actif : | | |
| Projet Nouveaux marchés principaux | 2,3 \$ | 0,9 \$ |
| Projet Innover | 4,1 | 7,0 |
| Projet SimÉco 4.0 | 1,1 | - |
| Contributions créditées au résultat : | | |
| Projet Nouveaux marchés principaux | 2,4 | 2,9 |
| Projet Innover | 23,2 | 17,5 |
| Projet SimÉco 4.0 | 0,2 | - |
| Total des contributions : | | |
| Projet Nouveaux marchés principaux | 4,7 \$ | 3,8 \$ |
| Projet Innover | 27,3 | 24,5 |
| Projet SimÉco 4.0 | 1,3 | - |

Ces contributions gouvernementales ne sont assorties d'aucune condition non remplie ni éventualité.

NOTE 14 – OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

Régimes à prestations définies

La Société offre trois régimes de retraite par capitalisation à prestations définies agréés au Canada (deux aux salariés et l'autre aux dirigeants désignés) dans le cadre desquels les prestations versées sont établies en fonction du nombre d'années de service du participant et de son salaire moyen de fin de carrière. La Société offre également des régimes de retraite par capitalisation pour les salariés des Pays-Bas et du Royaume-Uni qui offrent des prestations en fonction de dispositions similaires.

Les cotisations annuelles de la Société, qui visent à capitaliser les prestations constituées au cours de l'exercice, les déficits liés aux exercices antérieurs et la situation financière des régimes, sont déterminées en fonction des évaluations actuarielles. Les lois sur les retraites applicables prévoient des exigences de capitalisation minimale.

En outre, la Société a des régimes non capitalisés au Canada, en Allemagne et en Norvège offrant des prestations définies fondées sur la durée de service et les salaires moyens de fin de carrière. Ces régimes sans capitalisation sont l'unique obligation de la Société, et celle-ci n'est pas tenue d'en assurer la capitalisation. Toutefois, la Société a l'obligation de verser les prestations lorsque celles-ci deviennent exigibles. Au 31 mars 2017, les obligations au titre des régimes sans capitalisation à prestations définies s'élevaient à 79,1 millions \$ (76,6 millions \$ en 2016), et la Société avait émis des lettres de crédit totalisant 59,1 millions \$ (58,4 millions \$ en 2016) pour garantir ses obligations au titre du régime au Canada.

Les régimes par capitalisation sont des caisses administrées par des fiduciaires. Les actifs des régimes détenus en fiducie sont régis par les lois locales et les pratiques de chaque pays, comme l'est la nature de la relation entre la Société et les fiduciaires, de même que leur composition. La responsabilité de la gouvernance des régimes, y compris les décisions de placement et les calendriers de cotisations, incombe conjointement à la Société et au conseil des fiduciaires.

À l'exercice 2016, la Société a mis fin à ses régimes à prestations définies en Norvège et a inscrit les participants à des régimes à cotisations définies, ce qui a donné lieu à un profit sur compression et règlement de 1,1 million \$. En outre, à l'acquisition de FAMB, la Société a repris un régime à prestations définies par capitalisation et un régime d'avantages postérieurs à l'emploi, donnant lieu à une obligation supplémentaire au titre des prestations de retraite de 4,4 millions \$ et de 1,0 million \$, respectivement. La Société a également repris un régime à cotisations définies.

Les obligations au titre des avantages du personnel s'établissent comme suit :

| | 2017 | 2016 |
|--|----------|----------|
| Obligations au titre des prestations définies des régimes par capitalisation | 541,3 \$ | 521,2 \$ |
| Juste valeur des actifs des régimes | 462,7 | 429,8 |
| Obligations au titre des prestations définies des régimes par capitalisation – montant net | 78,6 | 91,4 |
| Obligations au titre des prestations définies des régimes sans capitalisation | 79,1 | 76,6 |
| Obligations au titre des avantages du personnel | 157,7 \$ | 168,0 \$ |

Les variations des obligations au titre des prestations définies des régimes par capitalisation et de la juste valeur des actifs des régimes sont les suivantes :

| | 2017 | | | 2016 | | |
|---|-----------------|----------------|-----------------|-----------------|----------------|-----------------|
| | Au Canada | À l'étranger | Total | Au Canada | À l'étranger | Total |
| Obligations au titre des prestations de retraite à l'ouverture de l'exercice | 468,9 \$ | 52,3 \$ | 521,2 \$ | 450,8 \$ | 70,1 \$ | 520,9 \$ |
| Coût des services rendus durant l'exercice | 22,0 | 1,2 | 23,2 | 25,8 | 2,7 | 28,5 |
| Coût financier | 16,5 | 1,3 | 17,8 | 15,5 | 1,3 | 16,8 |
| Coût des services passés, règlements et compressions | - | - | - | (0,3) | (7,1) | (7,4) |
| Écart actuariel découlant de ce qui suit : | | | | | | |
| Ajustements liés à l'expérience | 1,4 | 0,3 | 1,7 | (7,8) | (3,4) | (11,2) |
| Hypothèses économiques | 13,5 | 1,8 | 15,3 | (32,2) | (14,0) | (46,2) |
| Hypothèses démographiques | (19,1) | 0,5 | (18,6) | - | (0,7) | (0,7) |
| Cotisations salariales | 5,7 | 0,2 | 5,9 | 5,5 | 0,3 | 5,8 |
| Prestations de retraite versées | (21,5) | (1,1) | (22,6) | (18,0) | (1,2) | (19,2) |
| Acquisition de filiales | - | - | - | 29,6 | - | 29,6 |
| Différences de conversion | - | (2,6) | (2,6) | - | 4,3 | 4,3 |
| Obligations au titre des prestations de retraite à la clôture de l'exercice | 487,4 \$ | 53,9 \$ | 541,3 \$ | 468,9 \$ | 52,3 \$ | 521,2 \$ |
| Juste valeur des actifs des régimes à l'ouverture de l'exercice | 382,9 \$ | 46,9 \$ | 429,8 \$ | 356,2 \$ | 54,8 \$ | 411,0 \$ |
| Produits d'intérêt | 13,6 | 1,1 | 14,7 | 12,5 | 1,0 | 13,5 |
| Rendement des actifs des régimes, compte non tenu des montants inclus dans les produits d'intérêt | 19,1 | 0,3 | 19,4 | (19,2) | (6,9) | (26,1) |
| Cotisations patronales | 17,2 | 1,7 | 18,9 | 21,6 | 1,3 | 22,9 |
| Cotisations salariales | 5,7 | 0,2 | 5,9 | 5,5 | 0,3 | 5,8 |
| Prestations de retraite versées | (21,5) | (1,1) | (22,6) | (18,0) | (1,2) | (19,2) |
| Règlements | - | - | - | - | (6,0) | (6,0) |
| Acquisition de filiales | - | - | - | 25,2 | - | 25,2 |
| Frais d'administration | (1,1) | (0,1) | (1,2) | (0,9) | (0,1) | (1,0) |
| Différences de conversion | - | (2,2) | (2,2) | - | 3,7 | 3,7 |
| Juste valeur des actifs des régimes à la clôture de l'exercice | 415,9 \$ | 46,8 \$ | 462,7 \$ | 382,9 \$ | 46,9 \$ | 429,8 \$ |

Les variations des obligations au titre des prestations de retraite des régimes à prestations définies sans capitalisation s'établissent comme suit :

| | 2017 | | | 2016 | | |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | Au Canada | À l'étranger | Total | Au Canada | À l'étranger | Total |
| Obligations au titre des prestations de retraite à l'ouverture de l'exercice | 62,9 \$ | 13,7 \$ | 76,6 \$ | 62,2 \$ | 13,6 \$ | 75,8 \$ |
| Coût des services rendus durant l'exercice | 2,2 | - | 2,2 | 2,9 | - | 2,9 |
| Coût financier | 1,9 | 0,2 | 2,1 | 2,0 | 0,2 | 2,2 |
| Coût des services passés, règlements et compressions | - | 0,1 | 0,1 | - | - | - |
| Écart actuariel découlant de ce qui suit : | | | | | | |
| Ajustements liés à l'expérience | 1,1 | - | 1,1 | (0,9) | 0,2 | (0,7) |
| Hypothèses économiques | 1,0 | 0,3 | 1,3 | (1,1) | (0,7) | (1,8) |
| Hypothèses démographiques | - | - | - | - | - | - |
| Prestations de retraite versées | (2,9) | (0,7) | (3,6) | (3,2) | (0,7) | (3,9) |
| Acquisition de filiales | - | - | - | 1,0 | - | 1,0 |
| Différences de conversion | - | (0,7) | (0,7) | - | 1,1 | 1,1 |
| Obligations au titre des prestations de retraite à la clôture de l'exercice | 66,2 \$ | 12,9 \$ | 79,1 \$ | 62,9 \$ | 13,7 \$ | 76,6 \$ |

Les coûts totaux nets de retraite sont présentés ci-après :

| | 2017 | | | 2016 | | |
|--|----------------|---------------|----------------|----------------|---------------|----------------|
| | Au Canada | À l'étranger | Total | Au Canada | À l'étranger | Total |
| Régimes par capitalisation | | | | | | |
| Coût des services rendus durant l'exercice | 22,0 \$ | 1,2 \$ | 23,2 \$ | 25,8 \$ | 2,7 \$ | 28,5 \$ |
| Coût financier | 16,5 | 1,3 | 17,8 | 15,5 | 1,3 | 16,8 |
| Produits d'intérêt | (13,6) | (1,1) | (14,7) | (12,5) | (1,0) | (13,5) |
| Coût des services passés, règlements et compressions | - | - | - | (0,3) | (1,1) | (1,4) |
| Frais d'administration | 1,1 | 0,1 | 1,2 | 0,9 | 0,1 | 1,0 |
| Coûts nets de retraite | 26,0 \$ | 1,5 \$ | 27,5 \$ | 29,4 \$ | 2,0 \$ | 31,4 \$ |
| Régimes sans capitalisation | | | | | | |
| Coût des services rendus durant l'exercice | 2,2 \$ | - \$ | 2,2 \$ | 2,9 \$ | - \$ | 2,9 \$ |
| Coût financier | 1,9 | 0,2 | 2,1 | 2,0 | 0,2 | 2,2 |
| Coût des services passés, règlements et compressions | - | 0,1 | 0,1 | - | - | - |
| Coûts nets de retraite | 4,1 \$ | 0,3 \$ | 4,4 \$ | 4,9 \$ | 0,2 \$ | 5,1 \$ |
| Coûts totaux nets de retraite | 30,1 \$ | 1,8 \$ | 31,9 \$ | 34,3 \$ | 2,2 \$ | 36,5 \$ |

Pour l'exercice clos le 31 mars 2017, une charge de retraite a été comptabilisée dans le coût des ventes à hauteur de 12,5 millions \$ (13,5 millions \$ en 2016), dans les frais de recherche et développement à hauteur de 4,9 millions \$ (4,5 millions \$ en 2016), dans les frais de vente, généraux et d'administration à hauteur de 8,2 millions \$ (11,9 millions \$ en 2016) et dans les charges financières à hauteur de 5,2 millions \$ (5,5 millions \$ en 2016); un montant de 1,1 million \$ (1,4 million \$ en 2016) a été inscrit à l'actif. Pour l'exercice 2017, aucun profit à la compression et au règlement n'a été pris en compte dans les coûts de restructuration (0,3 million \$ en 2016).

Au 31 mars 2017, le cumul des pertes actuarielles nettes avant impôt sur le résultat porté aux autres éléments du résultat global s'établissait à 150,8 millions \$ (169,4 millions \$ en 2016).

Les principales catégories d'actif qui constituent la juste valeur des actifs des régimes sont présentées ci-après :

| | 2017 | | | 2016 | | |
|---|---------------|-----------------|-----------------|---------------|-----------------|-----------------|
| | Cotés | Non cotés | Total | Cotés | Non cotés | Total |
| Régimes au Canada | | | | | | |
| Fonds d'actions | | | | | | |
| Canada | - \$ | 110,0 \$ | 110,0 \$ | - \$ | 96,3 \$ | 96,3 \$ |
| Étranger | - | 122,3 | 122,3 | - | 104,1 | 104,1 |
| Fonds d'obligations | | | | | | |
| Gouvernement | - | 116,4 | 116,4 | - | 114,7 | 114,7 |
| Sociétés | - | 34,6 | 34,6 | - | 33,3 | 33,3 |
| Autres | - | - | - | - | - | - |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | - | - | - | - | - | - |
| Autres | - | 32,6 | 32,6 | - | 34,5 | 34,5 |
| Total des régimes au Canada | - \$ | 415,9 \$ | 415,9 \$ | - \$ | 382,9 \$ | 382,9 \$ |
| Régimes à l'étranger | | | | | | |
| Titres de capitaux propres | 2,4 \$ | - \$ | 2,4 \$ | 2,5 \$ | - \$ | 2,5 \$ |
| Titres d'emprunt | | | | | | |
| Gouvernement | - | - | - | 0,9 | - | 0,9 |
| Sociétés | 1,5 | - | 1,5 | 1,1 | - | 1,1 |
| Autres | 1,2 | - | 1,2 | 0,6 | - | 0,6 |
| Biens immobiliers | - | 0,1 | 0,1 | - | 0,1 | 0,1 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | - | 0,3 | 0,3 | - | 0,1 | 0,1 |
| Autres ¹⁾ | - | 41,3 | 41,3 | - | 41,6 | 41,6 |
| Total des régimes à l'étranger | 5,1 \$ | 41,7 \$ | 46,8 \$ | 5,1 \$ | 41,8 \$ | 46,9 \$ |
| Total des régimes | 5,1 \$ | 457,6 \$ | 462,7 \$ | 5,1 \$ | 424,7 \$ | 429,8 \$ |

¹⁾ Comprend une couverture d'assurance à l'égard d'une partie de l'obligation au titre des prestations définies.

Aux 31 mars 2017 et 2016, les actifs des régimes de retraite ne comprenaient aucune action ordinaire de la Société.

Principales hypothèses (moyenne pondérée) :

| | Au Canada | | À l'étranger | |
|--|---------------|--------|---------------|--------|
| | 2017 | 2016 | 2017 | 2016 |
| Obligations au titre des prestations aux 31 mars : | | | | |
| Taux d'actualisation | 3,78 % | 3,97 % | 2,05 % | 2,26 % |
| Taux de croissance des salaires | 3,50 % | 3,50 % | 2,82 % | 2,86 % |
| Coûts nets de retraite pour les exercices clos les 31 mars : | | | | |
| Taux d'actualisation | 3,96 % | 3,63 % | 2,26 % | 1,82 % |
| Taux de croissance des salaires | 3,50 % | 3,49 % | 2,86 % | 2,92 % |

Les hypothèses en matière de mortalité future sont fondées sur des avis actuariels conformément aux statistiques publiées ainsi qu'aux tables de mortalité et à l'expérience dans chaque territoire. Les tables de mortalité utilisées et l'espérance de vie moyenne, en années, pour un participant âgé de 45 ans et un participant âgé de 65 ans sont présentées ci-après :

| Au 31 mars 2017 (en années) | | Espérance de vie des participants au-delà de 65 ans | | | |
|--------------------------------|---|---|-------------|-------------|-------------|
| Pays | Table de mortalité | Homme âgé | | Femme âgée | |
| | | de 45 ans | de 65 ans | de 45 ans | de 65 ans |
| Canada | Tables de mortalité des retraités canadiens pour le secteur privé (salariés) | 22,4 | 21,3 | 24,7 | 23,7 |
| Canada | Tables de mortalité des retraités canadiens pour le secteur privé (cadres désignés) | 23,9 | 22,9 | 25,4 | 24,4 |
| Canada | Tables de mortalité des retraités canadiens pour le secteur privé (CMAT) | 22,7 | 21,6 | 25,0 | 24,0 |
| Pays-Bas | AG2016 | 23,8 | 21,5 | 26,2 | 23,8 |
| Allemagne | Heubeck RT2005G | 21,8 | 19,3 | 25,7 | 23,2 |
| Norvège | K2013 | 22,8 | 22,1 | 26,5 | 25,4 |
| Royaume-Uni | S1PA | 24,3 | 22,6 | 26,8 | 24,9 |

| Au 31 mars 2016 (en années) | | Espérance de vie des participants au-delà de 65 ans | | | |
|--------------------------------|---|---|-----------|------------|-----------|
| Pays | Table de mortalité | Homme âgé | | Femme âgée | |
| | | de 45 ans | de 65 ans | de 45 ans | de 65 ans |
| Canada | Tables de mortalité des retraités canadiens pour le secteur privé (salariés) | 22,4 | 21,3 | 24,6 | 23,6 |
| Canada | Tables de mortalité des retraités canadiens pour le secteur privé (cadres désignés) | 23,9 | 22,8 | 25,3 | 24,4 |
| Canada | Tables de mortalité des retraités canadiens pour le secteur privé (CMAT) | 22,7 | 21,5 | 25,0 | 24,0 |
| Pays-Bas | AG2014 | 23,7 | 21,3 | 25,7 | 23,5 |
| Allemagne | Heubeck RT2005G | 21,6 | 19,0 | 25,6 | 23,1 |
| Norvège | K2013 | 22,7 | 22,0 | 26,3 | 25,3 |
| Royaume-Uni | S1PA | 23,1 | 21,3 | 25,6 | 23,6 |

La durée moyenne pondérée de l'obligation au titre des prestations définies est de 18,01 années.

Le tableau suivant résume l'incidence d'une variation de 0,25 % des principales hypothèses au 31 mars 2017 sur l'obligation au titre des prestations définies :

| | Régimes par capitalisation | | Régimes sans capitalisation | | Total |
|------------------------|----------------------------|-----------------|-----------------------------|-----------------|------------------|
| | Au Canada | À l'étranger | Au Canada | À l'étranger | |
| Taux d'actualisation : | | | | | |
| Hausse | (20,8) \$ | (2,6) \$ | (2,0) \$ | (0,4) \$ | (25,8) \$ |
| Baisse | 22,4 | 2,8 | 2,3 | 0,4 | 27,9 |
| Taux de rémunération : | | | | | |
| Hausse | 5,6 | 0,1 | 0,4 | - | 6,1 |
| Baisse | (5,4) | (0,1) | (0,4) | - | (5,9) |

Du fait de ses régimes à prestations définies, la Société est exposée à divers risques, les plus importants étant l'exposition à la volatilité des actifs, aux variations des rendements obligataires et à l'évolution de l'espérance de vie. Les passifs des régimes sont évalués au moyen d'un taux d'actualisation fondé sur les rendements des obligations de sociétés; si le rendement des actifs des régimes est inférieur à ces rendements de référence, il y a déficit. La baisse des rendements des obligations de sociétés donne lieu à une hausse des passifs des régimes, celle-ci étant néanmoins annulée en partie par la hausse de la valeur du portefeuille obligataire des régimes. Les obligations des régimes sont de fournir des prestations pendant toute la durée de vie des participants; en conséquence, la hausse de l'espérance de vie se traduira par une augmentation des passifs des régimes.

Les cotisations reflètent les hypothèses actuarielles à l'égard des rendements futurs des placements, des projections salariales et des avantages liés aux services futurs. Les cotisations patronales prévues pour le prochain exercice sont présentées ci-après :

| | Régimes par capitalisation | | Régimes sans capitalisation | | Total |
|-------------------------------------|----------------------------|--------------|-----------------------------|--------------|---------|
| | Au Canada | À l'étranger | Au Canada | À l'étranger | |
| Cotisations prévues – exercice 2018 | 18,2 \$ | 1,9 \$ | 2,6 \$ | 0,6 \$ | 23,3 \$ |

NOTE 15 – PROFITS DIFFÉRÉS ET AUTRES PASSIFS NON COURANTS

| | 2017 | 2016 |
|--|----------|----------|
| Profits différés découlant des cessions-bail ¹⁾ | 23,1 \$ | 26,4 \$ |
| Produits différés | 116,9 | 86,0 |
| Obligations au titre de la rémunération fondée sur des actions (note 24) | 62,5 | 40,0 |
| Options d'achat | 1,6 | 1,5 |
| Autres | 13,7 | 18,8 |
| | 217,8 \$ | 172,7 \$ |

¹⁾ La dotation aux amortissements connexe s'est chiffrée à 3,7 millions \$ pour l'exercice (3,6 millions \$ en 2016).

NOTE 16 – IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Charge d'impôt sur le résultat

Le rapprochement de l'impôt sur le résultat aux taux canadiens prévus par la loi et de l'impôt sur le résultat présenté s'établit comme suit :

| | 2017 | 2016 |
|--|----------|----------|
| Résultat avant impôt sur le résultat | 292,3 \$ | 260,3 \$ |
| Taux d'imposition canadiens prévus par la loi | 26,95 % | 26,95 % |
| Impôt sur le résultat aux taux canadiens prévus par la loi | 78,8 \$ | 70,2 \$ |
| Écart entre les taux canadiens prévus par la loi et ceux applicables aux filiales à l'étranger | (10,6) | (8,9) |
| Avantages d'impôt non comptabilisés | 10,3 | 5,6 |
| Avantage d'impôt découlant de pertes opérationnelles non constatées antérieurement | (7,7) | (2,6) |
| (Gain) perte en capital non imposable | (1,3) | 0,5 |
| Incidence fiscale sur les participations mises en équivalence | (12,3) | (10,6) |
| Éléments non déductibles | 0,7 | 0,6 |
| Ajustements et cotisations d'impôt d'exercices antérieurs | (13,0) | (29,0) |
| Incidence du changement de taux d'imposition sur le résultat différé | 0,4 | 0,4 |
| Crédits d'impôt à l'investissement pour la recherche et le développement non imposables | (0,6) | (2,3) |
| Autres avantages d'impôt non constatés antérieurement | (9,5) | (3,5) |
| Charge d'impôt sur le résultat | 35,2 \$ | 20,4 \$ |

Le taux d'imposition prévu par les lois applicables s'est établi à 26,95 % à l'exercice 2017 (26,95 % en 2016). Le taux d'impôt applicable de la Société correspond aux taux canadiens combinés en vigueur dans les territoires où la Société exerce ses activités.

Les principaux éléments de la charge d'impôt sur le résultat s'établissent comme suit :

| | 2017 | 2016 |
|--|---------|---------|
| Charge (produit) d'impôt sur le résultat exigible : | | |
| Période à l'étude | 21,0 \$ | 23,5 \$ |
| Ajustement au titre des exercices antérieurs | (12,2) | (28,1) |
| (Produit) charge d'impôt sur le résultat différé : | | |
| Avantage d'impôt non constaté antérieurement utilisé afin de réduire la charge d'impôt différé | (17,2) | (6,1) |
| Incidence du changement de taux d'imposition sur le résultat différé | 0,4 | 0,4 |
| Création et résorption de différences temporaires | 43,2 | 30,7 |
| Charge d'impôt sur le résultat | 35,2 \$ | 20,4 \$ |

Impôt sur le résultat comptabilisé dans les autres éléments du résultat global

Pour l'exercice 2017, une charge d'impôt différé de 7,7 millions \$ a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global (16,1 millions \$ en 2016). Aucune charge (aucun produit) d'impôt exigible n'a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global pour les exercices 2017 et 2016.

Actifs et passifs d'impôt différé

La variation des différences temporaires de l'exercice 2017 s'établit comme suit :

| | Solde à l'ouverture de l'exercice | Comptabilisé en résultat net | Comptabilisé dans les AERG | Comptabilisé dans les activités abandonnées et sortis des actifs disponibles à la vente | Acquisition de filiales | Différences de conversion | Solde à la clôture de l'exercice |
|--|-----------------------------------|------------------------------|----------------------------|---|-------------------------|---------------------------|----------------------------------|
| Reports prospectifs des pertes autres qu'en capital | 49,4 \$ | 0,6 \$ | - \$ | 0,4 \$ | - \$ | 0,1 \$ | 50,5 \$ |
| Immobilisations incorporelles | (74,1) | (3,0) | - | - | (7,1) | 0,1 | (84,1) |
| Montants non déductibles pour l'exercice | 34,3 | 14,0 | - | - | - | 0,2 | 48,5 |
| Produits différés | 25,4 | (10,2) | - | - | 10,5 | 0,1 | 25,8 |
| Report de l'avantage d'impôt | 5,7 | 0,2 | - | - | - | 0,1 | 6,0 |
| Frais de recherche et développement non réclamés | 24,1 | (3,9) | - | - | - | - | 20,2 |
| Crédits d'impôt à l'investissement | (56,7) | (3,3) | - | - | - | - | (60,0) |
| Immobilisations corporelles | (131,6) | (17,5) | - | - | 3,3 | (3,1) | (148,9) |
| Différences de conversion latentes | (16,1) | (1,3) | 1,5 | - | - | (0,1) | (16,0) |
| Instruments financiers | (1,0) | 2,1 | (4,1) | - | - | - | (3,0) |
| Participation gouvernementale | (24,9) | (2,5) | - | - | - | - | (27,4) |
| Régimes d'avantages du personnel | 41,7 | 3,1 | (5,1) | - | - | (0,1) | 39,6 |
| Pourcentage d'avancement vs contrat terminé | (40,6) | (5,0) | - | - | - | 0,2 | (45,4) |
| Autres | (1,9) | 0,3 | - | - | - | - | (1,6) |
| (Passifs) actifs d'impôt sur le résultat différé, montant net | (166,3) \$ | (26,4) \$ | (7,7) \$ | 0,4 \$ | 6,7 \$ | (2,5) \$ | (195,8) \$ |

La variation des différences temporaires de l'exercice 2016 s'établit comme suit :

| | Solde à l'ouverture de l'exercice | Comptabilisé en résultat net | Comptabilisé dans les AERG | Comptabilisé dans les activités abandonnées | Acquisition de filiales | Différences de conversion | Solde à la clôture de l'exercice |
|--|-----------------------------------|------------------------------|----------------------------|---|-------------------------|---------------------------|----------------------------------|
| Reports prospectifs des pertes autres qu'en capital | 50,8 \$ | (3,1) \$ | - \$ | - \$ | - \$ | 1,7 \$ | 49,4 \$ |
| Immobilisations incorporelles | (74,0) | 4,8 | - | - | (4,1) | (0,8) | (74,1) |
| Montants non déductibles pour l'exercice | 26,3 | 7,5 | - | - | 0,3 | 0,2 | 34,3 |
| Produits différés | 7,2 | (2,3) | - | - | 20,5 | - | 25,4 |
| Report de l'avantage d'impôt | 0,4 | 5,4 | - | - | - | (0,1) | 5,7 |
| Frais de recherche et développement non réclamés | 11,6 | 12,5 | - | - | - | - | 24,1 |
| Crédits d'impôt à l'investissement | (44,5) | (12,2) | - | - | - | - | (56,7) |
| Immobilisations corporelles | (109,3) | (20,2) | - | - | - | (2,1) | (131,6) |
| Différences de conversion latentes | (13,1) | (0,6) | (2,4) | - | - | - | (16,1) |
| Instruments financiers | 7,5 | (4,1) | (4,4) | - | - | - | (1,0) |
| Participation gouvernementale | (16,5) | (8,4) | - | - | - | - | (24,9) |
| Régimes d'avantages du personnel | 46,2 | 3,2 | (9,3) | - | 1,2 | 0,4 | 41,7 |
| Pourcentage d'avancement vs contrat terminé | (33,7) | (6,7) | - | - | - | (0,2) | (40,6) |
| Autres | (1,8) | (0,8) | - | 0,7 | - | - | (1,9) |
| (Passifs) actifs d'impôt sur le résultat différé, montant net | (142,9) \$ | (25,0) \$ | (16,1) \$ | 0,7 \$ | 17,9 \$ | (0,9) \$ | (166,3) \$ |

Au 31 mars 2017, des différences temporaires de 834,2 millions \$ (730,8 millions \$ en 2016) découlant de placements dans des établissements à l'étranger, y compris des filiales et des coentreprises, n'avaient pas été comptabilisées. En effet, la Société a le pouvoir de décision d'engager ou non le passif, et ne croit pas qu'il le sera dans un avenir prévisible.

Les pertes autres qu'en capital à des fins fiscales enregistrées dans divers territoires expirent comme suit :

| Année d'expiration | Non constatées | Constatées |
|--------------------|----------------|------------|
| 2018 | 1,3 \$ | - \$ |
| 2019 | 1,5 | - |
| 2020 | 2,7 | 2,0 |
| 2021 | 2,1 | 5,7 |
| 2022 | 2,4 | 3,7 |
| 2023 | 6,3 | - |
| 2024 à 2037 | 65,7 | 44,3 |
| Sans expiration | 101,8 | 133,8 |
| | 183,8 \$ | 189,5 \$ |

Au 31 mars 2017, la Société avait cumulé des différences temporaires déductibles de 292,6 millions \$ (268,6 millions \$ en 2016) pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé. Ces montants seront repris pendant une période pouvant atteindre 30 ans. La Société disposait également de pertes en capital cumulées pouvant être reportées en avant de 0,9 million \$ (0,9 million \$ en 2016) pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé. Ces pertes en capital peuvent être reportées en avant indéfiniment.

NOTE 17 – CAPITAL-ACTIONS, RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES

Capital-actions

Actions autorisées

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et un nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale pouvant être émises en séries.

Les actions privilégiées peuvent être émises avec des droits et des conditions qui seront déterminés par le conseil d'administration, avant leur émission. À ce jour, la Société n'a émis aucune action privilégiée.

Rachat et annulation d'actions ordinaires

Le 19 février 2016, la Société a annoncé qu'elle avait reçu l'approbation de la Bourse de Toronto (TSX) pour racheter, aux termes d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au plus 5 398 643 actions ordinaires, soit 2 % de ses 269 932 164 actions ordinaires émises et en circulation au 12 février 2016. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 23 février 2016 et a pris fin le 22 février 2017.

Le 14 février 2017, la Société a annoncé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 5 366 756 actions ordinaires, soit 2 % de ses 268 337 816 actions ordinaires émises et en circulation au 9 février 2017. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 23 février 2017 et prendra fin le 22 février 2018 ou lorsque la Société aura achevé ses achats ou choisira de mettre fin à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, selon la première éventualité. Les actions seront achetées sur le marché ouvert par l'entremise des facilités de la TSX ou d'autres systèmes, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction plus les frais de courtage, conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires achetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées.

Au 31 mars 2017, la Société avait racheté et annulé 2 490 900 actions ordinaires (515 200 actions en 2016) au prix moyen pondéré de 16,73 \$ l'action ordinaire (15,01 \$ en 2016), pour une contrepartie totale de 41,7 millions \$ (7,7 millions \$ en 2016). L'excédent de la valeur de rachat des actions par rapport à leur valeur comptable, soit 36,1 millions \$ (6,6 millions \$ en 2016), a été porté aux résultats non distribués sous forme de primes de rachat.

Actions émises

Le rapprochement des données sur les actions ordinaires émises et en circulation de la Société est présenté à l'état consolidé des variations en capitaux propres. Au 31 mars 2017, 268 397 224 actions étaient émises et entièrement libérées (269 634 816 en 2016).

Calcul du résultat par action

Le tableau qui suit présente les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

| | 2017 | 2016 |
|--|-------------|-------------|
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation | 268 693 589 | 268 804 733 |
| Effet dilutif des options sur actions | 903 690 | 391 613 |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat net dilué par action | 269 597 279 | 269 196 346 |

Au 31 mars 2017, des options sur 46 700 actions ordinaires (1 645 600 en 2016) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Dividendes

Les dividendes déclarés pour l'exercice 2017 se sont élevés à 84,6 millions \$, soit 0,315 \$ par action (80,1 millions \$ en 2016, soit 0,295 \$ par action).

NOTE 18 – CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

| | Différences de conversion | | Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie | | Variations nettes des instruments financiers détenus en vue de la vente | | Quote-part des autres éléments du résultat global des participations mises en équivalence | | Total | |
|------------------------------------|---------------------------|----------|---|-----------|---|--------|---|---------|----------|----------|
| | 2017 | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 | 2016 |
| Soldes à l'ouverture de l'exercice | 180,0 \$ | 152,2 \$ | (15,6) \$ | (27,6) \$ | 0,7 \$ | 0,6 \$ | 55,6 \$ | 52,1 \$ | 220,7 \$ | 177,3 \$ |
| Autres éléments du résultat global | (31,4) | 27,8 | 11,3 | 12,0 | (0,2) | 0,1 | (6,7) | 3,5 | (27,0) | 43,4 |
| Soldes à la clôture de l'exercice | 148,6 \$ | 180,0 \$ | (4,3) \$ | (15,6) \$ | 0,5 \$ | 0,7 \$ | 48,9 \$ | 55,6 \$ | 193,7 \$ | 220,7 \$ |

NOTE 19 – RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

Le tableau qui suit présente le montant total de la charge de rémunération du personnel comptabilisé en résultat net :

| | 2017 | 2016 |
|---|----------|----------|
| Salaires et autres avantages du personnel à court terme | 838,4 \$ | 786,9 \$ |
| Paiements fondés sur des actions, déduction faite du swap sur actions (note 24) | 40,4 | 22,5 |
| Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à prestations définies (note 14) | 30,8 | 35,1 |
| Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à cotisations définies | 12,4 | 9,5 |
| Indemnités de cessation d'emploi | 11,2 | 23,0 |
| Total de la charge de rémunération du personnel ¹⁾ | 933,2 \$ | 877,0 \$ |

¹⁾ Il se peut que certains membres du personnel de direction clé aient conclus des contrats d'emploi qui prévoient le versement de paiements en cas de congédiement non motivé et de paiements en cas de cessation d'emploi des fonctions à la suite d'un changement de contrôle. Ces contrats d'emploi ont une durée indéterminée. Se reporter à la circulaire de sollicitation de procurations 2017 pour plus d'information.

NOTE 20 – DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

Le goodwill fait l'objet d'une surveillance par la direction au niveau des secteurs opérationnels.

La valeur comptable du goodwill attribuée aux UGT de la Société, par secteur opérationnel, est présentée ci-après :

| | Solutions de formation pour l'aviation civile | Défense et sécurité | Santé | Total |
|---|---|---------------------|-----------------|-----------------|
| Valeur comptable nette au 31 mars 2015 | 183,3 \$ | 165,1 \$ | 139,0 \$ | 487,4 \$ |
| Acquisition de filiales (note 3) | - | 49,2 | - | 49,2 |
| Différences de conversion | 14,3 | 2,6 | 3,1 | 20,0 |
| Valeur comptable nette au 31 mars 2016 | 197,6 \$ | 216,9 \$ | 142,1 \$ | 556,6 \$ |
| Acquisition de filiales (note 3) | 3,3 | 1,6 | - | 4,9 |
| Différences de conversion | (6,9) | 2,0 | 3,4 | (1,5) |
| Valeur comptable nette au 31 mars 2017 | 194,0 \$ | 220,5 \$ | 145,5 \$ | 560,0 \$ |

Le goodwill est affecté aux UGT ou aux groupes d'UGT, lesquels correspondent généralement aux secteurs opérationnels ou à un niveau inférieur.

La Société soumet le goodwill à un test de dépréciation qui est fondé sur des calculs de la juste valeur diminuée des coûts de sortie (niveau 3) et qui fait appel à des modèles d'évaluation tels que le modèle de flux de trésorerie actualisés. Les flux de trésorerie proviennent des projections approuvées par la direction pour les cinq prochains exercices. Les projections de flux de trésorerie sont établies en fonction de l'expérience passée, représentent la meilleure estimation de la direction en ce qui concerne l'évolution des circonstances et font partie intégrante du plan stratégique qu'approuve le conseil d'administration de la Société chaque année. Au-delà de la période de cinq ans, les flux de trésorerie sont extrapolés d'après un taux de croissance constante de 2 % pour les secteurs Solutions de formation pour l'aviation civile et Défense et sécurité et de 3 % pour le secteur Santé. Pour l'exercice 2017, les taux d'actualisation après impôt ont été établis en fonction du coût moyen pondéré du capital représentatif des UGT respectives et varient de 6,5 % à 9 %.

À l'exercice 2016, une perte de valeur de 1,7 million \$ a été comptabilisée au coût des ventes du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile par suite de la décision de vendre un actif. La valeur de récupération de 1,8 million \$ a été estimée en fonction de la juste valeur, au moyen d'un cours de niveau 3, moins les coûts de sortie.

NOTE 21 – AUTRES PROFITS – MONTANT NET

| | 2017 | 2016 |
|--|----------------|----------------|
| Cession d'immobilisations corporelles | 7,7 \$ | - \$ |
| Montant net des différences de conversion | 0,1 | 4,6 |
| Perte nette liée à un litige | (1,1) | (1,9) |
| Résiliation de contrats | - | (2,4) |
| Reprise d'obligations relatives aux redevances | - | 20,0 |
| Autres | 6,0 | 3,9 |
| Autres profits – montant net | 12,7 \$ | 24,2 \$ |

NOTE 22 – COÛTS DE RESTRUCTURATION, D'INTÉGRATION ET D'ACQUISITION

| | 2017 | 2016 |
|---|----------------|----------------|
| Coûts de restructuration (note 11) | 27,1 \$ | 28,9 \$ |
| Coûts d'intégration | 7,0 | - |
| Coûts d'acquisition (note 3) | 1,4 | - |
| Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition | 35,5 \$ | 28,9 \$ |

Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration sont liés au plan d'amélioration des processus mis en place au cours de l'exercice 2016 et à l'acquisition de LMCFT le 2 mai 2016. Ces coûts se composent principalement d'indemnités de cessation d'emploi, de coûts liés à la résiliation de contrats et d'autres coûts connexes, y compris l'obligation connexe au titre des avantages du personnel. Les coûts de restructuration relatifs au programme d'amélioration des processus de la Société et à l'acquisition de LMCFT avaient tous été complétés à la fin de l'exercice 2017.

Coûts d'intégration

Les coûts d'intégration représentent les coûts supplémentaires directement liés à l'intégration de LMCFT dans les activités courantes de la Société. Il s'agit principalement des dépenses liées à la normalisation des processus et de la réglementation, à l'intégration des systèmes et à d'autres activités.

Coûts d'acquisition

Les coûts d'acquisition représentent les coûts directement liés à l'acquisition de LMCFT et comprennent les charges, les frais, les commissions et les autres coûts associés à la collecte d'information, à la négociation de contrats et à l'évaluation des risques, ainsi qu'aux services des avocats, des conseillers et des spécialistes.

NOTE 23 – CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET

| | 2017 | 2016 |
|--|------------------|-----------------|
| Charges financières : | | |
| Dette à long terme (sauf les contrats de location-financement) | 53,7 \$ | 55,8 \$ |
| Contrats de location-financement | 10,5 | 10,5 |
| Obligations relatives aux redevances | 10,6 | 8,0 |
| Obligations au titre des avantages du personnel (note 14) | 5,2 | 5,5 |
| Dotation aux amortissements des frais de financement | 1,5 | 1,4 |
| Provisions et autres passifs non courants | 0,1 | 1,2 |
| Autres | 5,6 | 6,0 |
| Coûts d'emprunt inscrits à l'actif ¹⁾ | (3,2) | (3,7) |
| Charges financières | 84,0 \$ | 84,7 \$ |
| Produits financiers : | | |
| Produit d'intérêts sur les prêts et contrats de location-financement | (8,2) \$ | (7,9) \$ |
| Autres | (3,4) | (1,6) |
| Produits financiers | (11,6) \$ | (9,5) \$ |
| Charges financières – montant net | 72,4 \$ | 75,2 \$ |

¹⁾ Le taux moyen d'inscription à l'actif utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt admissibles à l'inscription à l'actif était de 4,37 % en 2017 (4,00 % en 2016).

NOTE 24 – PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les régimes de la Société dont le paiement est fondé sur des actions se divisent en deux catégories : d'une part, un régime dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en instruments de capitaux propres, à savoir le régime d'options sur actions (ROA); et d'autre part, des régimes dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en trésorerie, à savoir le régime d'actionnariat (RA), le régime de droits différés à la valeur des actions pour la direction (RDDVAD), le régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA), les régimes d'intéressement à long terme assortis d'un calendrier et les régimes d'intéressement à long terme fondés sur la performance. Le régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDDVA-LT) et le régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte assortis d'un calendrier pour intéressement à long terme (RDNR-LT) sont des régimes assortis d'un calendrier, tandis que le régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme (RDNR-LT) et le régime de droits à la valeur d'actions fondés sur la performance pour intéressement à long terme (RDVAP-LT) sont des régimes fondés sur la performance.

L'incidence des arrangements de paiements fondés sur des actions sur l'état consolidé du résultat net et l'état consolidé de la situation financière aux 31 mars et pour les exercices clos à ces dates est présentée ci-après :

| | Coûts de la rémunération | | Montant comptabilisé dans l'état consolidé de la situation financière | |
|---|-----------------------------|---------|--|-----------|
| | 2017 | 2016 | 2017 | 2016 |
| Rémunération fondée sur des actions et réglée en trésorerie : | | | | |
| RA | 6,8 \$ | 6,3 \$ | - \$ | - \$ |
| RDDVA | 5,5 | 1,9 | (14,1) | (10,5) |
| RDDVA-LT | 7,2 | 1,7 | (23,9) | (19,4) |
| RDNR-LT | 4,5 | 2,5 | (8,1) | (3,6) |
| RDNR-LT | - | 2,8 | - | (7,0) |
| RDVAP-LT | 23,5 | 5,0 | (31,1) | (7,7) |
| Total de la rémunération fondée sur des actions et réglée en trésorerie | 47,5 \$ | 20,2 \$ | (77,2) \$ | (48,2) \$ |
| Rémunération fondée sur des actions et réglée en instruments de capitaux propres : | | | | |
| ROA | 3,7 \$ | 3,7 \$ | (19,4) \$ | (18,3) \$ |
| Total de la rémunération fondée sur des actions et réglée en instruments de capitaux propres | 3,7 \$ | 3,7 \$ | (19,4) \$ | (18,3) \$ |
| Coûts totaux de la rémunération fondée sur des actions | 51,2 \$ | 23,9 \$ | (96,6) \$ | (66,5) \$ |

Pour l'exercice clos le 31 mars 2017, une tranche de 0,3 million \$ (0,4 million \$ en 2016) du coût de la rémunération fondée sur des actions a été inscrite à l'actif.

La Société a conclu des swaps sur actions avec deux importantes institutions financières canadiennes pour réduire le risque auquel est exposé son résultat en raison de l'incidence des variations du cours de son action sur ses DDVA et les régimes d'intéressement à long terme assortis d'un calendrier (voir les notes 29 et 30). Le recouvrement comptabilisé à l'exercice 2017 s'est établi à 10,5 millions \$ (1,0 million \$ en 2016).

Les régimes dont le paiement est fondé sur des actions sont décrits ci-après. Il n'y a eu aucune annulation de régimes au cours des exercices 2017 et 2016.

Régime d'options d'achat d'actions

Conformément au programme d'intéressement à long terme institué par la Société, cette dernière peut attribuer à des salariés clés des options visant l'achat d'actions ordinaires de la Société à un prix d'exercice équivalant à 100 % du cours du marché à la date de leur attribution. Le cours du marché correspond au cours de clôture moyen pondéré des actions ordinaires à la Bourse de Toronto (TSX) pour les cinq derniers jours de négociation précédant la date de l'attribution.

Au 31 mars 2017, le nombre total autorisé d'actions ordinaires pouvant encore être émises aux termes du régime d'options sur actions (ROA) était de 15 924 289 (6 954 014 en 2016). Les options peuvent être exercées au cours d'une période d'au plus sept ans (six ans pour les options émises avant le 31 mars 2011), mais ne peuvent l'être dans les 12 mois suivant la date de leur attribution. Le droit d'exercer toutes les options devient acquis après une période de quatre ans de service continu à compter de la date d'attribution. Le processus d'acquisition des droits liés aux options se poursuit après la date du départ à la retraite, sous réserve du délai d'acquisition de quatre ans. Toutefois, s'il survient un changement de contrôle de la Société, les options en cours peuvent être exercées immédiatement par leurs porteurs. Elles font l'objet d'un ajustement au prorata à la suite du versement de dividendes en actions ou de tout fractionnement d'actions ordinaires de la Société.

Les options en cours se présentent comme suit :

| | 2017 | | 2016 | |
|--|------------------|---------------------------------------|------------------|---------------------------------------|
| | Nombre d'options | Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA) | Nombre d'options | Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA) |
| Options en cours à l'ouverture de l'exercice | 4 834 725 | 13,30 \$ | 5 027 316 | 11,46 \$ |
| Attribuées | 2 073 600 | 16,19 | 1 747 400 | 15,13 |
| Exercées | (1 029 725) | 12,25 | (1 654 005) | 9,61 |
| Éteintes | (336 975) | 14,50 | (281 336) | 13,41 |
| Échues | - | - | (4 650) | 14,66 |
| Options en cours à la clôture de l'exercice | 5 541 625 | 14,51 \$ | 4 834 725 | 13,30 \$ |
| Options pouvant être exercées à la clôture de l'exercice | 1 483 450 | 12,57 \$ | 1 098 075 | 11,90 \$ |

Le tableau suivant présente des informations sur le ROA de la Société au 31 mars 2017 :

| Fourchette de prix d'exercice (\$ CA) | Options en cours | | | Options pouvant être exercées | |
|---------------------------------------|---------------------------|---|---------------------------------------|--|---------------------------------------|
| | Nombre d'options en cours | Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années) | Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA) | Nombre d'options pouvant être exercées | Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA) |
| De 9,60 \$ à 11,02 \$ | 1 147 025 | 2,92 | 10,79 \$ | 782 150 | 10,68 \$ |
| De 12,65 \$ à 15,00 \$ | 1 092 600 | 4,12 | 14,57 | 443 150 | 14,39 |
| De 15,14 \$ à 18,06 \$ | 3 302 000 | 5,77 | 15,78 | 258 150 | 15,14 |
| Total | 5 541 625 | 4,86 | 14,51 \$ | 1 483 450 | 12,57 \$ |

Le cours du marché moyen pondéré des options sur actions exercées en 2017 s'établit à 17,14 \$ (15,04 \$ en 2016).

Pour l'exercice clos le 31 mars 2017, les coûts de la rémunération liés aux options sur actions de CAE, s'établissant à 3,7 millions \$ (3,7 millions \$ en 2016), ont été constatés, et un montant correspondant a été porté au crédit du surplus d'apport en utilisant la méthode de la juste valeur pour la comptabilisation des attributions effectuées depuis l'exercice 2012.

Les hypothèses qui ont servi aux calculs dont il est question dans la présente note et qui portent sur les options sont les suivantes :

| | 2017 | 2016 |
|--|----------|----------|
| Hypothèses moyennes pondérées utilisées pour le modèle d'évaluation des options de Black-Scholes : | | |
| Cours moyen pondéré de l'action | 16,43 \$ | 14,86 \$ |
| Prix d'exercice | 16,19 \$ | 15,13 \$ |
| Rendement prévu de l'action | 1,83 % | 1,89 % |
| Volatilité prévue | 19,65 % | 20,12 % |
| Taux d'intérêt sans risque | 0,75 % | 0,85 % |
| Durée prévue des options | 4 ans | 4 ans |
| Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées | 2,20 \$ | 1,91 \$ |

La volatilité prévue est estimée en tenant compte de la volatilité du cours moyen historique de l'action par rapport à la durée prévue des options.

Régime d'actionariat

La Société a institué un régime d'actionariat (RA) afin de permettre à ses salariés et à ceux de ses filiales participantes d'acheter des actions ordinaires de CAE par voie de retenues salariales régulières ou de cotisations forfaitaires, auxquelles s'ajoutent des cotisations patronales. La Société et ses filiales participantes versent des cotisations égales à celles des salariés pour la première tranche de 500 \$ que ceux-ci y versent, puis 1 \$ pour chaque tranche supplémentaire de 2 \$ versée par les salariés, jusqu'à concurrence de 3 % de leur salaire de base.

Régimes de droits différés à la valeur d'actions

Durant l'exercice 2017, CAE a adopté un régime de droits différés à la valeur des actions pour la direction (RDDVAD). Le but de ce régime est d'attirer et de retenir les talents qui œuvrent au sein de la haute direction de la Société et de promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des dirigeants et des actionnaires de CAE. Dans le cadre de ce plan, les dirigeants canadiens et américains peuvent choisir de reporter une partie ou la totalité de la prime d'intéressement à court terme au RDDVAD sur une base annuelle. Ce montant de rémunération d'intéressement à court terme est converti en droits différés à la valeur des actions pour la direction (DDVAD) en fonction du prix moyen pondéré en volume des actions ordinaires de CAE à la Bourse de Toronto dans les 5 derniers jours de bourse précédant la date à laquelle cette prime d'intéressement devient payable au dirigeant. Un DDVAD a la même valeur qu'une action ordinaire. Ces droits donnent également droit à des dividendes sous forme de droits supplémentaires dont le montant équivaut aux dividendes versés sur les actions ordinaires de CAE. Les DDVAD expirent lorsque le porteur quitte son poste. Le porteur a alors le droit de toucher un montant forfaitaire de trésorerie correspondant au nombre de DDVAD crédités à leur compte à cette date multiplié par le cours moyen pondéré des actions ordinaires à la Bourse de Toronto en fonction du volume dans les 5 derniers jours de bourse précédant la date de règlement.

La Société a aussi maintenu un régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA) à l'intention de ses dirigeants, régime sous lequel les droits ne sont plus attribués et aux termes duquel ceux-ci pouvaient choisir de recevoir une rémunération d'intéressement en trésorerie sous forme de droits différés à la valeur d'actions (DDVA). Un DDVA a la même valeur qu'une action ordinaire. Ces droits étaient émis à un prix fondé sur le cours vendeur de clôture moyen d'une action faisant partie d'un lot régulier d'actions ordinaires de CAE à la Bourse de Toronto dans les 10 derniers jours de négociation précédant la date de leur émission. Ces droits donnent également droit à des dividendes sous forme de droits supplémentaires dont le montant équivaut aux dividendes versés sur les actions ordinaires de CAE. Les DDVA expirent lorsque le porteur quitte son poste. Le porteur a alors le droit de toucher un paiement en trésorerie correspondant à la juste valeur marchande, déterminés à un prix fondé sur le cours vendeur de clôture moyen d'une action faisant partie d'un lot régulier d'actions ordinaires de CAE à la Bourse de Toronto dans les 10 derniers jours de négociation précédant la date de règlement, du nombre équivalent d'actions ordinaires, déduction faite de certaines retenues.

La Société offre également un RDDVA à l'intention de ses administrateurs qui ne sont pas des salariés. Un administrateur qui n'est pas salarié de la Société et qui détient moins que les avoirs minimaux d'actions ordinaires requis de la Société reçoit le montant qui lui est dû à titre d'acompte et de jetons de présence sous forme de droits différés à la valeur d'actions. Pour détenir les avoirs minimums d'actions ordinaires requis, un administrateur qui n'est pas salarié doit détenir au moins un nombre d'actions ordinaires ou de droits différés à la valeur d'actions dont la juste valeur équivaut à trois fois l'acompte annuel à verser à un administrateur pour son rôle au conseil d'administration. Il peut alors choisir de prendre part au régime relativement à la moitié ou à la totalité du montant qu'il doit recevoir à titre d'acompte et à une partie ou à la totalité des jetons de présence auxquels il a droit. Les modalités de ce régime sont les mêmes que celles du RDDVA destiné aux dirigeants, sauf que les droits sont émis à un prix fondé sur le cours vendeur de clôture d'une action faisant partie d'un lot régulier d'actions ordinaires de CAE à la Bourse de Toronto le dernier jour de négociation précédant la date de leur émission.

La Société inscrit le coût des RDDVA à titre de charge de rémunération et comptabilise le passif non courant connexe au poste Profits différés et autres passifs non courants.

Le tableau suivant présente les DDVA en cours :

| | 2017 | 2016 |
|---|-----------|----------|
| DDVA en cours à l'ouverture de l'exercice | 701 205 | 633 693 |
| Droits attribués | 86 599 | 104 514 |
| Droits rachetés | (107 524) | (49 726) |
| Dividendes versés sous forme de droits | 11 418 | 12 724 |
| DDVA en cours à la clôture de l'exercice | 691 698 | 701 205 |
| DDVA acquis à la clôture de l'exercice | 691 698 | 701 205 |

Régimes d'intéressement à long terme assortis d'un calendrier

La Société a institué deux régimes d'intéressement à long terme assortis d'un calendrier. Ces régimes destinés aux dirigeants et membres de la haute direction visent à promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des dirigeants et de ceux des actionnaires. Un droit attribué en vertu de ces régimes a la même valeur qu'une action ordinaire à une date donnée. Un de ces régimes n'est plus ouvert.

Régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDDVA-LT)

Les DDVA-LT donnent droit à des équivalents de dividende qui sont payables sous forme de droits supplémentaires, selon un montant égal aux dividendes versés sur les actions ordinaires de CAE. Les participants admissibles ont le droit de recevoir un paiement en trésorerie équivalant à la juste valeur marchande du nombre de DDVA-LT acquis détenus au moment de la cessation d'emploi. Au départ à la retraite, les droits non acquis continuent d'être acquis jusqu'au 30 novembre de l'année suivant la date du départ à la retraite. Dans le cas des participants visés par l'article 409 A de l'*Internal Revenue Code* des États-Unis, les droits non acquis sont acquis au moment du départ à la retraite. À l'exercice 2015, ce régime a été remplacé par le RDNRC-LT.

En vertu de ce régime, les droits attribués sont acquis de façon égale sur cinq ans et tous les droits non acquis sont immédiatement acquis à la suite d'un changement de contrôle.

Régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte assortis d'un calendrier pour intéressement à long terme (RDNRC-LT)

La Société offre le RDNRC-LT, aux termes duquel des droits sont actuellement attribués. Les participants admissibles ont le droit de recevoir un paiement en trésorerie équivalant à la juste valeur marchande du nombre de DNRC-LT acquis détenus au moment de la fin de la période d'acquisition des droits. Pour les participants qui perdent leur emploi, autres que ceux qui quittent volontairement leur emploi ou qui sont congédiés pour un motif valable, une tranche des DNRC-LT sera acquise à raison de un tiers pour chaque année complète d'emploi au cours de la période de la date d'attribution à la date de cessation d'emploi. Pour les participants qui quittent volontairement ou qui sont congédiés pour un motif valable, tous les droits non acquis sont éteints. Le processus d'acquisition des attributions se poursuit après la date du départ à la retraite, conformément à la date d'acquisition. Dans le cas de certains participants aux États-Unis, les droits non acquis sont acquis au moment du départ à la retraite.

Les DNRC-LT attribués aux termes du régime sont acquis trois ans après leur attribution; par suite d'un changement de contrôle, tous les droits non acquis sont immédiatement acquis.

Le tableau suivant présente les droits pour intéressement à long terme assortis d'un calendrier en cours aux termes de tous les régimes :

| | RDDVA-LT | | RDNRC-LT | |
|---|-----------|-----------|----------|----------|
| | 2017 | 2016 | 2017 | 2016 |
| Droits en cours à l'ouverture de l'exercice | 1 342 075 | 1 677 005 | 385 880 | 182 450 |
| Droits attribués | - | - | 211 030 | 227 520 |
| Droits annulés | (13 246) | (19 459) | (42 090) | (21 884) |
| Droits rachetés | (156 072) | (343 074) | (3 610) | (2 206) |
| Dividendes versés sous forme de droits | 20 966 | 27 603 | - | - |
| Droits en cours à la clôture de l'exercice | 1 193 723 | 1 342 075 | 551 210 | 385 880 |
| Droits acquis à la clôture de l'exercice | 1 177 529 | 1 294 208 | 400 183 | 241 172 |

Régimes d'intéressement à long terme fondés sur la performance

La Société offre deux régimes d'intéressement à long terme fondés sur la performance, dont l'un n'est plus attribué, afin d'améliorer la capacité de la Société à attirer et à garder à son service des salariés de talent et à promouvoir une meilleure harmonisation des intérêts des participants admissibles au régime et de ceux des actionnaires.

Régime de droits à la valeur d'actions de négociation restreinte pour intéressement à long terme (RDNR-LT)

Les DNR-LT qui sont attribués en vertu du régime deviennent acquis au troisième anniversaire de leur date d'attribution, comme suit :

- i) Les droits sont acquis à raison d'un sixième du nombre total de droits attribués multiplié par un facteur calculé d'après le rendement relatif annuel de la rentabilité totale pour l'actionnaire (TSR) du cours des actions de CAE par rapport à l'indice S&P A&D pour la période du 1^{er} avril au 31 mars précédant immédiatement chacun des trois premiers anniversaires de la date d'attribution, d'après la règle suivante :

| Rendement relatif TSR annuel | Facteur |
|--|---------------|
| 1 ^{er} quartile (0 à 25 ^e centile) | - |
| 2 ^e quartile (26 ^e à 50 ^e centile) | 50 % – 98 % |
| 3 ^e quartile (51 ^e à 75 ^e centile) | 100 % – 148 % |
| 4 ^e quartile (76 ^e à 100 ^e centile) | 150 % |

- ii) La dernière année, les droits sont acquis à raison de 50 % du nombre total de droits attribués multiplié par un facteur calculé d'après le rendement relatif TSR sur trois ans du cours des actions de CAE par rapport à l'indice S&P A&D pour la période du 1^{er} avril (précédant immédiatement la date d'attribution) au 31 mars (précédant immédiatement le troisième anniversaire de la date d'attribution), d'après la même règle que celle figurant dans le tableau précédent.

Les participants dont la cessation d'emploi n'est ni volontaire ni motivée sont admissibles aux droits acquis. À l'exercice 2015, ce régime a été remplacé par le RDVAP-LT.

Régime de droits à la valeur d'actions fondés sur la performance pour intéressement à long terme (RDVAP-LT)

Les participants admissibles au RDVAP-LT ont le droit de recevoir un paiement en trésorerie équivalent à la juste valeur marchande du nombre de DVAP-LT acquis détenus au moment de la fin de la période d'acquisition des droits, multipliée par un facteur allant de 0 % à 200 %, en fonction de l'atteinte de critères de performance définis aux termes du régime. Pour les participants qui perdent leur emploi, autres que ceux qui quittent volontairement leur emploi ou qui sont congédiés pour un motif valable, une tranche des DVAP-LT attribués pour les exercices 2015 et 2016 sera acquise à raison d'un tiers pour chaque année complète d'emploi au cours de la période de la date d'attribution à la date de cessation d'emploi, alors que les droits attribués à l'exercice 2017 seront acquis à raison d'un sixième après la première année, d'un tiers après la deuxième année et d'une demie après la troisième année. Pour les participants qui quittent volontairement ou qui sont congédiés pour un motif valable, tous les droits non acquis sont éteints. Le processus d'acquisition des droits liés aux options se poursuit après la date du départ à la retraite, conformément à leur date d'acquisition.

Les DVAP-LT attribués aux termes du régime sont acquis trois ans après leur attribution; par suite d'un changement de contrôle, tous les droits non acquis sont immédiatement acquis.

Le tableau suivant présente les droits pour intéressement à long terme fondés sur la performance en cours aux termes de tous les régimes :

| | 2017 | RDNR-LT 2016 | 2017 | RDVAP-LT 2016 |
|---|------------------|-----------------|------------------|------------------|
| Droits en cours à l'ouverture de l'exercice | 378 920 | 805 380 | 934 500 | 504 280 |
| Droits attribués | 82 731 | - | 490 270 | 495 400 |
| Droits annulés | (5 698) | (186 297) | (108 727) | (62 544) |
| Droits rachetés | (455 953) | (240 163) | (7 980) | (2 636) |
| Droits en cours à la clôture de l'exercice | - | 378 920 | 1 308 063 | 934 500 |
| Droits acquis à la clôture de l'exercice | - | 370 760 | 956 057 | 617 234 |

NOTE 25 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation du fonds de roulement hors trésorerie se présente comme suit :

| | 2017 | 2016 |
|---|------------------|-----------|
| Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie : | | |
| Créances clients | (35,9) \$ | (19,0) \$ |
| Contrats en cours : actifs | (3,7) | (29,0) |
| Stocks | (55,5) | (6,0) |
| Acomptes | 1,2 | 3,7 |
| Impôt sur le résultat à recouvrer | 4,4 | 15,2 |
| Dettes fournisseurs et charges à payer | 16,2 | (10,2) |
| Provisions | (2,1) | 18,4 |
| Impôt sur le résultat à payer | (1,0) | 1,9 |
| Produits différés | 79,2 | 3,4 |
| Contrats en cours : passifs | 26,3 | 18,5 |
| Variation du fonds de roulement hors trésorerie | 29,1 \$ | (3,1) \$ |

NOTE 26 – ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à un certain nombre de poursuites, de réclamations et d'éventualités. Bien qu'il soit possible que la Société ait à régler des montants à l'égard desquels aucune provision n'a été établie, elle n'a aucune raison de croire que l'issue de ces questions aura une incidence importante sur sa situation financière consolidée.

La Société est régulièrement assujettie à des vérifications de divers organismes gouvernementaux et organismes de réglementation. Par conséquent, il peut arriver que les autorités ne soient pas en accord avec les positions et conclusions adoptées par la Société dans ses déclarations déposées.

Au cours de l'exercice 2015, la Société a reçu un avis de cotisation de l'Agence du revenu du Canada contestant le traitement des sommes reçues dans le cadre du programme ISAD. Aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers de la Société, puisque la Société a l'intention de défendre avec vigueur sa position et croit qu'elle dispose de motifs solides pour ce faire. Bien que l'issue ne puisse être prédite avec certitude, la Société ne croit pas que le règlement de cet avis pourrait avoir des répercussions financières négatives importantes.

NOTE 27 – ENGAGEMENTS

Les montants minimaux futurs à payer au titre des contrats de location simple non résiliables s'établissent comme suit :

| | 2017 | 2016 |
|-------------------------------------|-----------------|-----------------|
| Un an ou moins | 55,3 \$ | 49,9 \$ |
| Plus de un an mais au plus cinq ans | 125,6 | 119,9 |
| Plus de cinq ans | 82,0 | 73,4 |
| | 262,9 \$ | 243,2 \$ |

Les charges de location comptabilisées pour l'exercice 2017 se sont établies à 72,5 millions \$ (77,2 millions \$ en 2016).

Engagements d'achat contractuels

Les engagements d'achat contractuels s'établissent comme suit :

| | 2017 | 2016 |
|-------------------------------------|-----------------|-----------------|
| Un an ou moins | 118,4 \$ | 106,7 \$ |
| Plus de un an mais au plus cinq ans | 119,0 | 127,3 |
| Plus de cinq ans | 1,7 | 2,0 |
| | 239,1 \$ | 236,0 \$ |

Engagements envers les coentreprises

Le total des engagements que la Société a pris envers ses coentreprises s'établissait à néant au 31 mars 2017 (néant en 2016).

NOTE 28 – GESTION DU RISQUE LIÉ AU CAPITAL

La gestion du capital de la Société vise les trois objectifs suivants :

- i) Optimiser le coût du capital de la Société;
- ii) Conserver la santé financière et la notation de la Société;
- iii) Offrir aux actionnaires de la Société un taux de rendement du capital investi acceptable.

La Société gère la structure de son capital et apporte des ajustements correspondants en fonction des fluctuations de la conjoncture économique et des caractéristiques du risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut modifier le montant des dividendes versés aux actionnaires, émettre de nouvelles actions ou de nouveaux titres de créance, utiliser des liquidités pour réduire la dette ou racheter des actions.

Dans cette optique, la Société assure le suivi de son capital à l'aide du ratio de la dette nette sur les capitaux propres. Ce ratio correspond à la dette nette divisée par la somme de la dette nette et du total des capitaux propres. La dette nette représente le total de la dette, y compris la partie courante (telle qu'elle figure à l'état consolidé de la situation financière, incluant la dette sans recours) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Le total des capitaux propres comprend le capital-actions, le surplus d'apport, le cumul des autres éléments du résultat global, les résultats non distribués et les participations ne donnant pas le contrôle.

L'endettement par rapport aux capitaux propres dans la structure du capital fait l'objet d'une surveillance, et les ratios s'établissent comme suit :

| | 2017 | 2016 |
|---|-------------------|------------|
| Total de la dette (note 12) | 1 255,4 \$ | 1 272,9 \$ |
| Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie | 504,7 | 485,6 |
| Dette nette | 750,7 \$ | 787,3 \$ |
| Capitaux propres | 2 081,0 | 1 940,3 |
| Total de la dette nette et des capitaux propres | 2 831,7 \$ | 2 727,6 \$ |
| Ratio de la dette nette sur les capitaux propres | 27:73 | 29:71 |

La Société a conclu des conventions d'emprunt qui exigent le maintien d'un certain montant de capital. Au 31 mars 2017, la Société respecte ses clauses restrictives de nature financière.

NOTE 29 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur des créances clients, des contrats en cours ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- iii) La juste valeur du placement disponible à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- iv) La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à courir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- v) La juste valeur des provisions, de la dette à long terme et des passifs non courants, y compris les obligations au titre des contrats de location-financement et des redevances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à courir jusqu'à l'échéance sont similaires.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissaient comme suit au 31 mars 2017 :

| | JVBRN ¹⁾ | Disponibles à la vente | Prêts et créances | Valeur comptable | | Juste valeur |
|---|---------------------|---------------------------|----------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| | | | | DDRC ²⁾ | Total | |
| Actifs financiers | | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 504,7 \$ | - \$ | - \$ | - \$ | 504,7 \$ | 504,7 \$ |
| Créances clients | - | - | 526,4 ³⁾ | - | 526,4 | 526,4 |
| Contrats en cours : actifs | - | - | 337,5 | - | 337,5 | 337,5 |
| Actifs financiers dérivés | 12,2 | - | - | 27,2 | 39,4 | 39,4 |
| Autres actifs | 26,0 ⁴⁾ | 1,4 ⁵⁾ | 167,6 ⁶⁾ | - | 195,0 | 210,7 |
| | 542,9 \$ | 1,4 \$ | 1 031,5 \$ | 27,2 \$ | 1 603,0 \$ | 1 618,7 \$ |

| | JVBRN ¹⁾ | Autres passifs financiers | Valeur comptable | | Juste valeur |
|--|---------------------|---------------------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| | | | DDRC ²⁾ | Total | |
| Passifs financiers | | | | | |
| Dettes fournisseurs et charges à payer | - \$ | 615,0 \$ ⁷⁾ | - \$ | 615,0 \$ | 615,0 \$ |
| Provisions | 0,1 | 39,3 | - | 39,4 | 39,4 |
| Total de la dette à long terme | - | 1 258,2 ⁸⁾ | - | 1 258,2 | 1 340,3 |
| Autres passifs non courants | - | 146,5 ⁹⁾ | - | 146,5 | 170,4 |
| Passifs financiers dérivés | 9,8 | - | 10,4 | 20,2 | 20,2 |
| | 9,9 \$ | 2 059,0 \$ | 10,4 \$ | 2 079,3 \$ | 2 185,3 \$ |

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissaient comme suit au 31 mars 2016 :

| | JVBRN ¹⁾ | Disponibles à la vente | Prêts et créances | Valeur comptable | | Juste valeur |
|---|---------------------|---------------------------|----------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| | | | | DDRC ²⁾ | Total | |
| Actifs financiers | | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 485,6 \$ | - \$ | - \$ | - \$ | 485,6 \$ | 485,6 \$ |
| Créances clients | - | - | 481,3 ³⁾ | - | 481,3 | 481,3 |
| Contrats en cours : actifs | - | - | 339,1 | - | 339,1 | 339,1 |
| Actifs financiers dérivés | 9,0 | - | - | 35,0 | 44,0 | 44,0 |
| Autres actifs | 27,0 ⁴⁾ | 1,6 ⁵⁾ | 163,7 ⁶⁾ | - | 192,3 | 213,7 |
| | 521,6 \$ | 1,6 \$ | 984,1 \$ | 35,0 \$ | 1 542,3 \$ | 1 563,7 \$ |

| | JVBRN ¹⁾ | Autres passifs financiers | Valeur comptable | | Juste valeur |
|--|---------------------|---------------------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| | | | DDRC ²⁾ | Total | |
| Passifs financiers | | | | | |
| Dettes fournisseurs et charges à payer | - \$ | 603,1 \$ ⁷⁾ | - \$ | 603,1 \$ | 603,1 \$ |
| Provisions | 0,6 | 32,8 | - | 33,4 | 33,4 |
| Total de la dette à long terme | - | 1 276,4 ⁸⁾ | - | 1 276,4 | 1 363,5 |
| Autres passifs non courants | - | 144,2 ⁹⁾ | - | 144,2 | 146,9 |
| Passifs financiers dérivés | 13,1 | - | 22,2 | 35,3 | 35,3 |
| | 13,7 \$ | 2 056,5 \$ | 22,2 \$ | 2 092,4 \$ | 2 182,2 \$ |

¹⁾ JVBRN : juste valeur par le biais du résultat net.

²⁾ DDRC : dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.

³⁾ Comprend les créances clients, les créances non facturées et d'autres montants à recevoir.

⁴⁾ Représente les liquidités soumises à restrictions.

⁵⁾ Représente le placement de portefeuille de la Société.

⁶⁾ Comprend les créances non courantes et les acomptes.

⁷⁾ Comprend les dettes fournisseurs et charges à payer, les intérêts à payer, certains passifs liés à la paie et les obligations courantes relatives aux redevances.

⁸⁾ Abstraction faite des coûts de transaction.

⁹⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

La Société n'a pas choisi de désigner volontairement ses instruments financiers comme étant détenus à la juste valeur par le biais du résultat net. En outre, aucune modification n'a été apportée au classement des instruments financiers depuis leur mise en place.

Hiérarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix sur des marchés inactifs) ou indirectement (comme cotés pour des actifs ou des passifs semblables);

Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Le tableau qui suit présente les instruments financiers constatés à la juste valeur, par catégorie :

| | 2017 | | | 2016 | | |
|--|-----------------|---------------|-----------------|-----------------|---------------|-----------------|
| | Niveau 2 | Niveau 3 | Total | Niveau 2 | Niveau 3 | Total |
| Actifs financiers | | | | | | |
| Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net | | | | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 504,7 \$ | - \$ | 504,7 \$ | 485,6 \$ | - \$ | 485,6 \$ |
| Liquidités soumises à restrictions | 26,0 | - | 26,0 | 27,0 | - | 27,0 |
| Contrats de change à terme | 7,4 | - | 7,4 | 6,3 | - | 6,3 |
| Dérivés sur devises incorporés | 1,8 | - | 1,8 | 2,7 | - | 2,7 |
| Swaps sur actions | 3,0 | - | 3,0 | - | - | - |
| Détenus en vue de la vente | - | 1,4 | 1,4 | - | 1,6 | 1,6 |
| Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture | | | | | | |
| Contrats de change à terme | 10,8 | - | 10,8 | 16,9 | - | 16,9 |
| Swaps de devises | 16,4 | - | 16,4 | 18,1 | - | 18,1 |
| | 570,1 \$ | 1,4 \$ | 571,5 \$ | 556,6 \$ | 1,6 \$ | 558,2 \$ |
| Passifs financiers | | | | | | |
| Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net | | | | | | |
| Passifs éventuels découlant des regroupements d'entreprises | - \$ | 0,1 \$ | 0,1 \$ | - \$ | 0,6 \$ | 0,6 \$ |
| Contrats de change à terme | 9,8 | - | 9,8 | 12,6 | - | 12,6 |
| Swaps sur actions | - | - | - | 0,5 | - | 0,5 |
| Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture | | | | | | |
| Contrats de change à terme | 10,0 | - | 10,0 | 20,9 | - | 20,9 |
| Swaps de taux d'intérêt | 0,4 | - | 0,4 | 1,3 | - | 1,3 |
| | 20,2 \$ | 0,1 \$ | 20,3 \$ | 35,3 \$ | 0,6 \$ | 35,9 \$ |

Les variations des instruments financiers de niveau 3 sont comme suit :

| | 2017 | 2016 |
|--|--------|--------|
| Solde à l'ouverture de l'exercice | 1,0 \$ | 0,1 \$ |
| Total des pertes réalisées et latentes | | |
| Comptabilisées en résultat net | - | (0,1) |
| Comptabilisées dans les autres éléments du résultat global | (0,2) | - |
| Émis et réglés | 0,5 | 1,0 |
| Solde à la clôture de l'exercice | 1,3 \$ | 1,0 \$ |

Le tableau suivant présente la juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti, par catégorie :

| | 2017 | | | 2016 | | |
|---|-------------------|-----------------|-------------------|-------------------|-----------------|-------------------|
| | Niveau 2 | Niveau 3 | Total | Niveau 2 | Niveau 3 | Total |
| Actifs financiers | | | | | | |
| Créances clients | - \$ | 526,4 \$ | 526,4 \$ | - \$ | 481,3 \$ | 481,3 \$ |
| Contrats en cours : actifs | - | 337,5 | 337,5 | - | 339,1 | 339,1 |
| Autres actifs | | | | | | |
| Investissements dans des contrats de location-financement | 109,8 | - | 109,8 | 108,7 | - | 108,7 |
| Autres | 40,6 | 32,9 | 73,5 | 51,4 | 25,0 | 76,4 |
| | 150,4 \$ | 896,8 \$ | 1 047,2 \$ | 160,1 \$ | 845,4 \$ | 1 005,5 \$ |
| Passifs financiers | | | | | | |
| Dettes fournisseurs et charges à payer | - \$ | 615,0 \$ | 615,0 \$ | - \$ | 603,1 \$ | 603,1 \$ |
| Provisions | - | 39,3 | 39,3 | - | 32,8 | 32,8 |
| Total de la dette à long terme | 1 340,3 | - | 1 340,3 | 1 363,5 | - | 1 363,5 |
| Autres passifs non courants | - | 170,4 | 170,4 | - | 146,9 | 146,9 |
| | 1 340,3 \$ | 824,7 \$ | 2 165,0 \$ | 1 363,5 \$ | 782,8 \$ | 2 146,3 \$ |

NOTE 30 – GESTION DES RISQUES FINANCIERS

En raison de la nature de ses activités et des instruments financiers qu'elle détient, la Société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, notamment au risque de change et au risque de taux d'intérêt. La Société gère son exposition aux risques de crédit, de liquidité et de marché selon les paramètres de gestion des risques consignés dans les politiques d'entreprise. Ces paramètres de gestion des risques n'ont pas changé depuis la période précédente, sauf indication contraire.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque que la Société subisse une perte financière si un créancier manque à ses obligations découlant des ententes qu'il a conclues avec la Société. La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses créances clients et à certains autres actifs dans le cours normal des activités. Elle est également exposée au risque de crédit dans le cadre de ses activités courantes de trésorerie en raison de sa trésorerie et équivalents de trésorerie et de ses actifs financiers dérivés. Le risque de crédit découlant des activités normales de la Société est géré en ce qui concerne le crédit accordé aux clients.

Les clients de la Société sont essentiellement des entreprises bien établies dont certaines ont des notations publiquement affichées, ou des organismes gouvernementaux, ce qui facilite l'évaluation et la surveillance du risque de crédit. En outre, la Société reçoit habituellement d'importants acomptes non remboursables au titre des contrats de construction. La Société surveille de près son risque lié aux principales compagnies aériennes afin de le réduire autant que possible. Les créances clients de la Société ne sont pas détenues auprès de clients en particulier, mais auprès d'un vaste éventail de sociétés et d'organismes gouvernementaux. De plus, la Société réduit davantage le risque de crédit en vendant contre trésorerie certaines créances clients à des institutions financières tierces, avec un droit de recours limité (programme portant sur des actifs financiers courants). La Société ne détient aucun bien en garantie. Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est réduit du fait qu'ils sont essentiellement détenus auprès d'un groupe diversifié composé d'importantes institutions financières nord-américaines et européennes.

La Société est aussi exposée au risque de crédit en cas d'inexécution des engagements pris par les contreparties à ses instruments financiers dérivés, et elle prend plusieurs mesures pour réduire ce risque. Premièrement, la Société conclut des contrats avec des contreparties très solvables. Elle a signé des accords de compensation globale de l'International Swaps & Derivatives Association, Inc. (ISDA) avec la majorité des contreparties avec qui elle réalise des transactions sur instruments financiers dérivés. Ces accords rendent possible la compensation lorsque l'une des parties au contrat manque à ses obligations, pour chacune des transactions visées par l'accord et en vigueur à la date du manquement. De plus, la Société ou ses contreparties (ou les deux, au besoin) peuvent demander des garanties pour les instruments financiers dérivés présentant un risque de crédit lorsque le solde net des profits et des pertes sur chaque transaction excède le seuil défini dans la convention-cadre de l'ISDA. Enfin, la Société surveille régulièrement la solvabilité des contreparties dans le but de réduire au minimum l'exposition au risque de crédit.

La valeur comptable présentée aux notes 4 et 29 représente l'exposition maximale au risque de crédit découlant de chaque actif financier aux dates pertinentes.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la Société ne puisse honorer ses engagements de trésorerie lorsqu'ils deviennent exigibles.

La Société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi régulier des rentrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, la Société formule une prévision de sa position de trésorerie consolidée afin de s'assurer de l'utilisation efficace de ses ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, de la croissance, des dépenses d'investissement en immobilisations et des dates d'échéance des dettes, incluant les obligations non comptabilisées. La Société réduit le risque de liquidité en conservant suffisamment de ressources financières liquides pour financer ses activités et honorer ses engagements et ses obligations. Pour gérer son risque de liquidité, la Société a accès à une facilité de crédit renouvelable non garantie de 550,0 millions \$ US, avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. De plus, la Société a conclu des ententes visant la vente de certaines créances clients d'une valeur pouvant atteindre 150,0 millions \$ US (programme portant sur des actifs financiers courants). Au 31 mars 2017, des créances clients déterminées de l'équivalent en dollars canadiens de 141,6 millions \$ (105,9 millions \$ en 2016) avaient été vendues à une institution financière dans le cadre de ces ententes. Le produit est présenté déduction faite de frais de 1,2 million \$ (1,2 million \$ en 2016). La Société est régulièrement à l'affût de nouvelles possibilités de financement en vue de maximiser la structure de son capital et de conserver une certaine flexibilité sur le plan financier.

Les tableaux suivants présentent une analyse des échéances des passifs de la Société d'après les flux de trésorerie contractuels prévus en fonction des dates d'échéance contractuelles. Les flux de trésorerie liés à des dérivés, présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés, sont inclus étant donné que la Société gère ses contrats dérivés en fonction des montants bruts. Les montants correspondent aux flux de trésorerie contractuels non actualisés. Tous les montants contractuels libellés en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens en fonction du cours du change au comptant à la fin de la période, sauf indication contraire :

| Au 31 mars 2017 | Valeur comptable | Flux de trésorerie contractuels | De 0 à 12 mois | De 13 à 24 mois | De 25 à 36 mois | De 37 à 48 mois | De 49 à 60 mois | Par la suite |
|---|---------------------|---------------------------------------|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| Passifs financiers non dérivés | | | | | | | | |
| Dettes fournisseurs et charges à payer ¹⁾ | 615,0 \$ | 615,0 \$ | 615,0 \$ | - | - | - | - | - |
| Total des provisions | 39,4 | 39,8 | 23,6 | 4,2 | 1,0 | 1,0 | 0,9 | 9,1 |
| Total de la dette à long terme ²⁾ | 1 258,2 | 1 664,1 | 95,2 | 77,2 | 256,1 | 83,6 | 213,3 | 938,7 |
| Autres passifs non courants ³⁾ | 146,5 | 410,3 | - | 20,4 | 19,0 | 19,0 | 28,2 | 323,7 |
| | 2 059,1 \$ | 2 729,2 \$ | 733,8 \$ | 101,8 \$ | 276,1 \$ | 103,6 \$ | 242,4 \$ | 1 271,5 \$ |
| Instruments financiers dérivés | | | | | | | | |
| Contrats de change à terme ⁴⁾ | 1,6 \$ | | | | | | | |
| Sorties de fonds | | 1 380,4 \$ | 1 140,5 \$ | 167,1 \$ | 63,9 \$ | 8,2 \$ | 0,7 \$ | - |
| Rentrées de fonds | | (1 375,8) | (1 139,3) | (165,7) | (62,2) | (8,1) | (0,5) | - |
| Swap de dérivés sur le total de la dette à long terme ⁵⁾ | (16,0) | | | | | | | |
| Sorties de fonds | | 75,2 | 13,4 | 9,7 | 8,7 | 8,7 | 8,7 | 26,0 |
| Rentrées de fonds | | (94,2) | (17,5) | (12,3) | (10,8) | (10,8) | (10,8) | (32,0) |
| Dérivés sur devises incorporés ⁶⁾ | (1,8) | (1,8) | (1,5) | (0,3) | - | - | - | - |
| Swap sur actions | (3,0) | (3,0) | (3,0) | - | - | - | - | - |
| | (19,2) \$ | (19,2) \$ | (7,4) \$ | (1,5) \$ | (0,4) \$ | (2,0) \$ | (1,9) \$ | (6,0) \$ |
| | 2 039,9 \$ | 2 710,0 \$ | 726,4 \$ | 100,3 \$ | 275,7 \$ | 101,6 \$ | 240,5 \$ | 1 265,5 \$ |

¹⁾ Comprend les dettes fournisseurs et charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

²⁾ Les flux de trésorerie contractuels comprennent les versements d'intérêts et de capital liés aux obligations d'emprunt, mais font abstraction des coûts de transaction.

³⁾ Comprend les obligations non courantes au titre des redevances et les autres passifs non courants.

⁴⁾ Les rentrées et les sorties de fonds sont converties en dollars canadiens d'après le taux de change à terme contractuel et comprennent les contrats de change à terme qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés.

⁵⁾ Comprend le swap de taux d'intérêt et les swaps croisés qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés.

⁶⁾ Comprend les dérivés sur devises incorporés qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés.

| 31 mars 2016 | Valeur comptable | Flux de trésorerie contractuels | De 0 à 12 mois | De 13 à 24 mois | De 25 à 36 mois | De 37 à 48 mois | De 49 à 60 mois | Par la suite |
|---|------------------|---------------------------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|--------------|
| Passifs financiers non dérivés | | | | | | | | |
| Dettes fournisseurs et charges à payer ¹⁾ | 603,1 \$ | 603,1 \$ | 603,1 \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ |
| Total des provisions | 33,4 | 35,0 | 23,3 | 2,8 | 0,5 | 0,4 | 0,4 | 7,6 |
| Total de la dette à long terme ²⁾ | 1 276,4 | 1 731,5 | 165,9 | 88,8 | 71,4 | 248,7 | 77,3 | 1 079,4 |
| Autres passifs non courants ³⁾ | 144,2 | 410,1 | - | 20,7 | 20,2 | 19,0 | 19,0 | 331,2 |
| | 2 057,1 \$ | 2 779,7 \$ | 792,3 \$ | 112,3 \$ | 92,1 \$ | 268,1 \$ | 96,7 \$ | 1 418,2 \$ |
| Instruments financiers dérivés | | | | | | | | |
| Contrats de change à terme ⁴⁾ | 10,3 \$ | | | | | | | |
| Sorties de fonds | | 1 235,8 \$ | 994,4 \$ | 180,7 \$ | 45,3 \$ | 11,2 \$ | 3,6 \$ | 0,6 \$ |
| Rentrées de fonds | | (1 246,9) | (998,3) | (184,8) | (47,3) | (12,3) | (3,6) | (0,6) |
| Swap de dérivés sur le total de la dette à long terme ⁵⁾ | (16,8) | | | | | | | |
| Sorties de fonds | | 90,5 | 14,8 | 13,8 | 9,8 | 8,7 | 8,7 | 34,7 |
| Rentrées de fonds | | (93,4) | (15,2) | (14,5) | (10,2) | (8,9) | (8,9) | (35,7) |
| Dérivés sur devises incorporés ⁶⁾ | (2,7) | (2,7) | (1,1) | (1,3) | (0,3) | - | - | - |
| Swap sur actions | 0,5 | 0,5 | 0,5 | - | - | - | - | - |
| | (8,7) \$ | (16,2) \$ | (4,9) \$ | (6,1) \$ | (2,7) \$ | (1,3) \$ | (0,2) \$ | (1,0) \$ |
| | 2 048,4 \$ | 2 763,5 \$ | 787,4 \$ | 106,2 \$ | 89,4 \$ | 266,8 \$ | 96,5 \$ | 1 417,2 \$ |

¹⁾ Comprend les dettes fournisseurs et charges à payer, les intérêts à payer et certains passifs liés à la paie.

²⁾ Les flux de trésorerie contractuels comprennent les versements d'intérêts et de capital liés aux obligations d'emprunt, mais font abstraction des coûts de transaction.

³⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

⁴⁾ Les rentrées et les sorties de fonds sont converties en dollars canadiens d'après le taux de change à terme contractuel et comprennent les contrats de change à terme qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés.

⁵⁾ Comprend le swap de taux d'intérêt et les swaps croisés qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés.

⁶⁾ Comprend les dérivés sur devises incorporés qui sont présentés à titre d'actifs ou de passifs dérivés.

Risque de marché

Le risque de marché représente l'exposition de la Société à une baisse ou à une augmentation de valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des prix du marché, que cette variation soit causée par des facteurs propres aux instruments financiers ou à son émetteur ou encore par des facteurs touchant tous les instruments financiers de cette catégorie qui sont négociés sur le marché. La Société est principalement exposée au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

La Société utilise des instruments dérivés pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change, des taux d'intérêt et des paiements fondés sur des actions afin d'en réduire au minimum les conséquences sur ses résultats et sa situation financière. La Société a pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation.

Risque de change

Le risque de change représente l'exposition de la Société à une baisse ou à une augmentation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux de change. La Société est principalement exposée au risque de change en raison d'engagements de vente, d'acquisitions prévues et de dettes libellées en monnaies étrangères ainsi que de notre investissement net dans des établissements à l'étranger qui utilisent une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien, principalement le dollar US, l'euro (€) et la livre sterling (£). En outre, ces établissements sont exposés au risque de change principalement du fait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et des comptes du fonds de roulement qui ne sont pas libellés dans leur monnaie fonctionnelle.

La Société gère le risque de change en s'assurant que les établissements à l'étranger concluent les principaux contrats d'approvisionnement, des contrats de vente et des activités de financement dans leur monnaie fonctionnelle.

La Société a recours à des contrats de change à terme et à des swaps de devises pour gérer son exposition aux transactions en monnaies étrangères. Parmi ces transactions, on retrouve les transactions prévues et les engagements fermes libellés en monnaies étrangères.

Les contrats de change à terme consolidés en cours s'établissent comme suit :

| Monnaies (vente / achat) | 2017 | | 2016 | |
|----------------------------------|-------------------------------|------------|-------------------------------|------------|
| | Valeur nominale ¹⁾ | Taux moyen | Valeur nominale ¹⁾ | Taux moyen |
| \$ US / \$ CA | | | | |
| Moins de 1 an | 567,7 \$ | 0,74 | 541,8 \$ | 0,78 |
| De 1 à 3 ans | 158,5 | 0,77 | 128,6 | 0,81 |
| De 3 à 5 ans | 8,6 | 0,77 | 14,8 | 0,84 |
| \$ CA / € | | | | |
| Moins de 1 an | 33,3 | 1,45 | 13,1 | 1,42 |
| De 1 à 3 ans | 15,2 | 1,45 | - | - |
| € / \$ CA | | | | |
| Moins de 1 an | 79,7 | 0,69 | 104,7 | 0,69 |
| De 1 à 3 ans | 4,9 | 0,67 | 23,9 | 0,70 |
| € / \$ US | | | | |
| Moins de 1 an | 4,7 | 0,90 | 1,8 | 0,86 |
| De 1 à 3 ans | 0,9 | 0,88 | 2,7 | 0,85 |
| £ / \$ CA | | | | |
| Moins de 1 an | 116,3 | 0,58 | 37,7 | 0,51 |
| De 1 à 3 ans | 9,9 | 0,55 | 8,4 | 0,50 |
| De 3 à 5 ans | 0,1 | 0,51 | 1,7 | 0,51 |
| \$ CA / £ | | | | |
| Moins de 1 an | 25,7 | 1,73 | 2,1 | 1,84 |
| De 1 à 3 ans | 3,1 | 1,74 | 0,1 | 1,89 |
| \$ CA / \$ US | | | | |
| Moins de 1 an | 130,0 | 1,32 | 135,8 | 1,29 |
| De 1 à 3 ans | 8,7 | 1,33 | 15,6 | 1,31 |
| £ / \$ US | | | | |
| Moins de 1 an | 76,8 | 0,76 | 52,4 | 0,67 |
| De 1 à 3 ans | 11,1 | 0,69 | 27,0 | 0,67 |
| \$ US / € | | | | |
| Moins de 1 an | 17,2 | 1,10 | 12,2 | 1,11 |
| De 1 à 3 ans | - | - | 0,9 | 1,13 |
| Couronne suédoise / \$ US | | | | |
| Moins de 1 an | 13,8 | 8,81 | 15,5 | 8,48 |
| Autres monnaies | | | | |
| Moins de 1 an | 75,4 | - | 76,1 | - |
| De 1 à 3 ans | 18,7 | - | 8,5 | - |
| De 3 à 5 ans | - | - | 16,5 | - |
| Total | 1 380,3 \$ | | 1 241,9 \$ | |

¹⁾ Les taux de change à la clôture des exercices respectifs ont été utilisés pour convertir les montants libellés en monnaies étrangères.

La Société a conclu des swaps de devises en vue de convertir en livres sterling (£) une partie de la dette garantie de premier rang libellée en dollars US de juin 2007 afin de financer son centre de formation pour l'aviation civile au Royaume-Uni. La Société a désigné comme couvertures de flux de trésorerie un (un en 2016) swap de devises (du dollar US à la livre sterling). Le swap de devises a une valeur nominale en cours de 5,7 millions \$ US (2,8 millions £) [10,2 millions \$ US (5,1 millions £) en 2016] et est amorti selon le calendrier de remboursement de la dette jusqu'en juin 2018.

Au cours de l'exercice 2013, la Société a conclu des swaps croisés capitalisés à l'échéance dans le cadre de son placement privé multitranches de décembre 2012, fixant de fait les intérêts en dollars américains à leur équivalent en dollars canadiens. La Société a désigné deux swaps croisés capitalisés à l'échéance \$ US/\$ CA comme des couvertures de flux de trésorerie dont la valeur nominale en cours s'établit respectivement à 127,0 millions \$ US (130,5 millions \$) [127,0 millions \$ US (130,5 millions \$) en 2016] et à 98,0 millions \$ US (100,7 millions \$) [98,0 millions \$ US (100,7 millions \$) en 2016], ce qui correspond aux deux tranches du placement privé jusqu'en décembre 2024 et décembre 2027, respectivement.

Les programmes de couverture de change de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance, conformément à l'objectif de fixation des taux de change des éléments couverts.

Analyse de sensibilité au risque de change

Le tableau suivant présente l'exposition de la Société au risque de change des instruments financiers et l'incidence avant impôt sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global d'une appréciation raisonnablement probable de 5 % des monnaies pertinentes par rapport au dollar canadien aux 31 mars. Cette analyse suppose que toutes les autres variables sont demeurées inchangées.

| | \$ US | | € | | £ | |
|------|--------------|------------------------------------|--------------|------------------------------------|--------------|------------------------------------|
| | Résultat net | Autres éléments du résultat global | Résultat net | Autres éléments du résultat global | Résultat net | Autres éléments du résultat global |
| 2017 | (3,3) \$ | (10,6) \$ | 0,2 \$ | (0,8) \$ | (0,5) \$ | (1,7) \$ |
| 2016 | (0,7) \$ | (11,1) \$ | - \$ | (1,1) \$ | - \$ | (0,9) \$ |

Un affaiblissement raisonnablement probable de 5 % des monnaies pertinentes par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet contraire sur le résultat avant impôt et sur les autres éléments du résultat global.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente l'exposition de la Société à une augmentation ou à une baisse de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. La Société est exposée au risque de variation du taux d'intérêt de sa dette à long terme à taux variable et au risque de juste valeur sur sa dette à long terme à taux fixe. La Société gère essentiellement le risque de taux d'intérêt en fixant le taux de la dette à taux variable liée à certains projets en particulier afin de réduire la variation des flux de trésorerie. La Société a une dette à taux variable sous forme de sa facilité de crédit renouvelable non garantie et d'autres dettes à taux variable visant des actifs en particulier. La Société cherche à maintenir une combinaison appropriée de dettes à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés utilisés pour gérer l'exposition aux taux d'intérêt sont principalement des swaps de taux d'intérêt.

La Société avait, au 31 mars 2017, conclu deux swaps de taux d'intérêt (trois en 2016) avec une institution financière (deux en 2016), swaps dont les montants nominaux de référence totalisaient 10,7 millions \$ (20,4 millions \$ en 2016). Compte tenu de ces swaps, 90 % (90 % en 2016) de la dette à long terme portait intérêt à taux fixe au 31 mars 2017.

Les programmes de couverture de taux d'intérêt de la Société ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance afin d'assurer une gestion appariée des actifs et des passifs, conformément à l'objectif de réduction des risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt

À l'exercice 2017, une augmentation de 1 % des taux d'intérêt aurait donné lieu à une baisse de 1,3 million \$ (1,3 million \$ en 2016) du résultat net et à une baisse de 0,5 million \$ (0,5 million \$ en 2016) des autres éléments du résultat global de la Société, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs. Une diminution de 1 % des taux d'intérêt aurait eu une incidence inverse sur le résultat net et les autres éléments du résultat global.

Couverture des coûts liés aux paiements fondés sur des actions

La Société a conclu des swaps sur actions avec deux importantes institutions financières canadiennes (trois en 2016) afin de réduire l'effet, sur ses résultats, des fluctuations du cours de ses actions visées par les DDVA, les DDVA-LT et les DNRC-LT. Aux termes de ce swap, la Société bénéficie de l'avantage économique que lui procurent les dividendes et de la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés aux institutions financières pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net des swaps sur actions annule en partie les fluctuations du cours des actions de la Société, fluctuations qui influent sur le coût des DDVA, des DDVA-LT et des DNRC-LT, et il est redéfini tous les trimestres. Au 31 mars 2017, les contrats de swap sur actions visaient 1 850 000 actions ordinaires (1 950 000 en 2016) de la Société.

Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger

Au 31 mars 2017, la Société a désigné une partie des effets de premier rang qu'elle détient, dont la valeur totalisait 372,8 millions \$ US (417,8 millions \$ US en 2016), ainsi qu'une partie de ses obligations au titre des contrats de location-financement totalisant 9,9 millions \$ US (12,1 millions \$ US en 2016), comme couverture de ses investissements nets dans des entités aux États-Unis. Les profits et les pertes liés à la conversion de la tranche désignée des effets de premier rang sont constatés dans les autres éléments du résultat global afin de compenser tout profit ou perte de change lié à la conversion des états financiers de ces entités aux États-Unis.

Lettres de crédit et garanties

Au 31 mars 2017, la Société avait en cours des lettres de crédit et des cautions de bonne exécution de 238,2 millions \$ (212,3 millions \$ en 2016) qu'elle avait émises dans le cours normal des activités. Ces garanties sont émises en vertu de la facilité de crédit à terme renouvelable, ainsi qu'aux termes des garanties-cautions de bonne fin consenties par Exportation et développement Canada (EDC) et d'autres facilités de crédit de soutien que diverses institutions financières ont accordées à la Société.

Les garanties de restitution d'acompte se rapportent à des paiements d'étape que les clients de la Société ont versés en fonction de l'avancement des travaux et sont réduites ou éliminées à la livraison du produit. Les cautions de bonne exécution sont liées à la finition du produit visé ou à l'achèvement de la prestation des services rendus par la Société, selon les exigences du client. Le client dégage la Société de ses responsabilités en vertu de ces garanties à la signature d'une attestation d'achèvement des travaux. Les lettres de crédit relatives à l'obligation au titre de contrats de location simple procurent une garantie de remboursement au propriétaire participant à une opération de vente et de cession-bail et elles varient selon le calendrier des paiements du contrat de location.

| | 2017 | 2016 |
|--|-----------------|----------|
| Garanties de restitution d'acompte | 64,3 \$ | 67,8 \$ |
| Cautions de bonne exécution | 47,7 | 17,5 |
| Obligation au titre de contrats de location simple | 35,3 | 33,0 |
| Obligations financières | 88,1 | 89,4 |
| Autres | 2,8 | 4,6 |
| | 238,2 \$ | 212,3 \$ |

Opérations de cession-bail

À l'égard de certaines opérations de cession-bail, la Société a convenu de garantir la valeur résiduelle du matériel sous-jacent si celui-ci est retourné au locateur et que le produit net de sa vente éventuelle ne suffit pas à couvrir le montant garanti. Le montant maximal de ces garanties représente 11,6 millions \$ (14,4 millions \$ en 2016), dont une tranche de 7,4 millions \$ vient à échéance à l'exercice 2020 et une tranche de 4,2 millions \$, à l'exercice 2023. De ce total, un montant de 10,0 millions \$ (10,2 millions \$ en 2016) était inscrit à titre de profit différé au 31 mars 2017.

Indemnisations

Lorsque la Société vend des entreprises, elle conserve dans certains cas des obligations relatives à des risques connus et indemnise l'acheteur des réclamations futures sur certaines obligations inconnues existant avant la date de la vente, ou découlant de faits s'étant produits avant cette date, y compris les obligations au titre des impôts, les questions d'ordre juridique, les risques environnementaux, la responsabilité à l'égard des produits et autres. La durée des indemnisations est variable. Elle peut être de un an à deux ans pour certains types d'indemnisations, mais dans le cas d'indemnités fiscales, elle est, en général, de la durée prévue dans la loi de prescription du territoire dans lequel la vente a eu lieu. En matière de responsabilité environnementale, elle est généralement indéfinie. Le montant maximal que la Société pourrait être tenue de verser en vertu de ces indemnisations est soit limité par contrat à un montant défini, soit illimité. La Société estime que le montant maximal qu'elle pourrait être tenue de verser en vertu de ces indemnisations, abstraction faite des charges qu'elle doit déjà payer, ne peut être déterminé pour l'instant, puisque tout montant futur dépend de la nature et de l'ampleur des réclamations ainsi que des défenses disponibles, qui ne peuvent être estimées. Toutefois, les coûts engagés dans le passé pour le règlement des réclamations liées à ces indemnisations ont été négligeables pour la situation financière, le résultat net et les flux de trésorerie consolidés de la Société.

NOTE 31 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels en fonction principalement des marchés de ses clients. La Société gère ses activités au moyen de trois secteurs. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions.

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (ci-après dénommé résultat opérationnel sectoriel). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

| | Solutions de formation pour l'aviation civile | | Défense et sécurité | | Santé | | Total | |
|---|--|------------|---------------------|----------|--------------|----------|----------------|------------|
| | 2017 | 2016 | 2017 | 2016 | 2017 | 2016 | 2016 | |
| Produits des activités ordinaires externes | 1 556,9 | \$ 1 429,1 | \$ 1 036,9 | \$ 970,1 | 110,7 | \$ 113,4 | 2 704,5 | \$ 2 512,6 |
| Dotation aux amortissements | | | | | | | | |
| Immobilisations corporelles | 102,6 | 103,5 | 17,6 | 15,1 | 2,6 | 2,9 | 122,8 | 121,5 |
| Immobilisations incorporelles et autres actifs | 37,6 | 30,3 | 40,2 | 54,7 | 11,3 | 11,3 | 89,1 | 96,3 |
| Perte de valeur d'actifs non financiers – montant net (note 20) | - | 1,7 | - | - | - | - | - | 1,7 |
| Baisses de valeur (reprise des baisses de valeur) des stocks – montant net | 2,5 | (0,5) | 1,4 | 0,3 | 0,1 | 0,1 | 4,0 | (0,1) |
| Baisses de valeur (reprise des baisses de valeur) des créances clients – montant net (note 4) | 3,6 | 2,1 | - | (0,8) | 0,4 | 0,1 | 4,0 | 1,4 |
| Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence | 39,6 | 38,5 | 12,1 | 4,9 | - | - | 51,7 | 43,4 |
| Résultat opérationnel sectoriel | 273,2 | 237,4 | 120,4 | 119,8 | 6,6 | 7,2 | 400,2 | 364,4 |

Les dépenses d'investissement en immobilisations qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

| | 2017 | 2016 |
|--|--------------|-------|
| Solutions de formation pour l'aviation civile | 145,3 | 126,6 |
| Défense et sécurité | 122,7 | 40,5 |
| Santé | 6,0 | 4,6 |
| Total des dépenses d'investissement en immobilisations | 274,0 | 171,7 |

Résultat opérationnel

Le tableau suivant présente le rapprochement du résultat opérationnel sectoriel total et du résultat opérationnel :

| | 2017 | 2016 |
|--|---------------|--------|
| Résultat opérationnel sectoriel total | 400,2 | 364,4 |
| Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition (note 22) | (35,5) | (28,9) |
| Résultat opérationnel | 364,7 | 335,5 |

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après les actifs et les passifs qu'il utilise. Les actifs utilisés comprennent les créances clients, les contrats en cours, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Les passifs utilisés comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les provisions, les contrats en cours, les profits différés et autres passifs non courants ainsi que les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement de l'actif et du passif utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

| | 2017 | 2016 |
|---|-------------------|-------------------|
| Actif utilisé | | |
| Solutions de formation pour l'aviation civile | 2 821,1 \$ | 2 627,9 \$ |
| Défense et sécurité | 1 363,6 | 1 234,1 |
| Santé | 264,0 | 253,6 |
| Actifs détenus en vue de la vente | - | 1,6 |
| Actif non inclus dans l'actif utilisé | 906,1 | 879,5 |
| Total de l'actif | 5 354,8 \$ | 4 996,7 \$ |
| Passif utilisé | | |
| Solutions de formation pour l'aviation civile | 835,8 \$ | 610,8 \$ |
| Défense et sécurité | 482,4 | 513,8 |
| Santé | 39,7 | 47,6 |
| Passifs détenus en vue de la vente | - | 0,1 |
| Passif non inclus dans le passif utilisé | 1 915,9 | 1 884,1 |
| Total du passif | 3 273,8 \$ | 3 056,4 \$ |

Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires tirés de clients externes de la Société pour ses produits et services se présentent comme suit :

| | 2017 | 2016 |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Produits des activités ordinaires | | |
| Produits de simulation | 1 208,7 \$ | 1 146,1 \$ |
| Formation et services | 1 495,8 | 1 366,5 |
| | 2 704,5 \$ | 2 512,6 \$ |

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

| | 2017 | 2016 |
|---|-------------------|-------------------|
| Produits des activités ordinaires tirés de clients externes | | |
| Canada | 269,9 \$ | 233,7 \$ |
| États-Unis | 981,3 | 887,3 |
| Royaume-Uni | 270,2 | 277,5 |
| Allemagne | 83,8 | 98,5 |
| Pays-Bas | 88,7 | 77,5 |
| Autres pays d'Europe | 320,4 | 336,4 |
| Émirats arabes unis | 70,5 | 66,5 |
| Chine | 158,5 | 161,1 |
| Autres pays d'Asie | 321,2 | 230,9 |
| Australie | 65,0 | 59,7 |
| Autres pays | 75,0 | 83,5 |
| | 2 704,5 \$ | 2 512,6 \$ |
| | | |
| | 2017 | 2016 |
| Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé | | |
| Canada | 1 051,1 \$ | 1 002,8 \$ |
| États-Unis | 988,1 | 880,7 |
| Brésil | 124,9 | 100,7 |
| Royaume-Uni | 218,0 | 245,8 |
| Luxembourg | 182,9 | 186,7 |
| Pays-Bas | 159,0 | 121,6 |
| Autres pays d'Europe | 274,0 | 265,3 |
| Pays d'Asie | 109,1 | 114,0 |
| Autres pays | 74,2 | 70,6 |
| | 3 181,3 \$ | 2 988,2 \$ |

NOTE 32 – RELATIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les tableaux suivants présentent les participations qui, collectivement, ont une incidence significative sur les résultats ou l'actif de la Société :

Participations dans des filiales consolidées dans les états financiers de la Société :

| Nom | Pays de constitution | Participation | |
|--|----------------------|---------------|--------------|
| | | en % 2017 | en % 2016 |
| CAE (UK) plc | Royaume-Uni | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE (US) Inc. | États-Unis | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Aircrew Training Services plc | Royaume-Uni | 76,5 % | 76,5 % |
| CAE Australia Pty Ltd. | Australie | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Aviation Services Pte Ltd | Singapour | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Aviation Training B.V. | Pays-Bas | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Aviation Training Chile Limitada | Chili | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Aviation Training Peru S.A. | Pérou | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Brunei Multi Purpose Training Centre Sdn Bhd | Brunei | 60,0 % | 60,0 % |
| CAE Center Amsterdam B.V. | Pays-Bas | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Center Brussels N.V. | Belgique | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Centre Copenhagen A/S | Danemark | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Centre Hong Kong Limited | Hong Kong | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Centre Oslo AS | Norvège | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Centre Stockholm AB | Suède | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE CFT B.V. | Pays-Bas | 100,0 % | - |
| CAE CFT Korea Ltd | Corée | 100,0 % | - |

Participations dans des filiales consolidées dans les états financiers de la Société (suite) :

| Nom | Pays de constitution | Participation en % 2017 | Participation en % 2016 |
|---|----------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| CAE Civil Aviation Training Solutions, Inc. | États-Unis | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Delaware Buyco Inc. | États-Unis | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Electronik GmbH | Allemagne | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Euroco S.à r.l. | Luxembourg | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Flight & Simulator Services Sdn. Bhd. | Malaisie | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Flight Training Center Mexico, S.A. de C.V. | Mexique | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Global Academy Évora, SA | Portugal | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Santé Canada Inc. | Canada | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Healthcare, Inc. | États-Unis | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Holdings Limited | Royaume-Uni | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE India Private Limited | Inde | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Integrated Enterprise Solutions Australia Pty Ltd. | Australie | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE International Holdings Limited | Canada | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Investments S.à r.l. | Luxembourg | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Luxembourg Acquisition S.à r.l. | Luxembourg | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Luxembourg Financing S.à r.l. | Luxembourg | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Management Luxembourg S.à r.l. | Luxembourg | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Maritime Middle East LLC | Émirats arabes unis | 49,0 % | 49,0 % |
| CAE Middle East L.L.C. | Émirats arabes unis | 49,0 % | 49,0 % |
| CAE Military Aviation Training Inc. | Canada | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE New Zealand Pty Ltd | Nouvelle-Zélande | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE North East Training Inc. | États-Unis | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Oxford Aviation Academy Phoenix Inc. | États-Unis | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Services Italia S.r.l. | Italie | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Servicios Globales de Instrucción de Vuelo (España), S.L. | Espagne | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Shanghai Company, Limited | Chine | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE SimuFlite Inc. | États-Unis | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Simulation Technologies Private Limited | Inde | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Simulator Services Inc. | Canada | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Singapore (S.E.A.) Pte Ltd. | Singapour | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE South America Flight Training do Brasil Ltda. | Brésil | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE STS Limited | Royaume-Uni | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Training & Services Brussels NV | Belgique | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Training & Services UK Ltd. | Royaume-Uni | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Training Norway AS | Norvège | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE USA Inc. | États-Unis | 100,0 % | 100,0 % |
| CAE Verwaltungsgesellschaft mbH | Allemagne | 100,0 % | 100,0 % |
| Flight Simulator-Capital L.P. | Canada | 100,0 % | 100,0 % |
| Oxford Aviation Academy (Oxford) Limited | Royaume-Uni | 100,0 % | 100,0 % |
| Parc Aviation Limited | Irlande | 100,0 % | 100,0 % |
| Parc Interim Limited | Irlande | 100,0 % | 100,0 % |
| Presagis Canada Inc. | Canada | 100,0 % | 100,0 % |
| Presagis Europe (S.A.) | France | 100,0 % | 100,0 % |
| Presagis USA Inc. | États-Unis | 100,0 % | 100,0 % |
| Servicios de Instrucción de Vuelo, S.L. | Espagne | 80,0 % | 80,0 % |
| SIM-Industries Brasil Administracao de Centros de Treinamento Ltda. | Brésil | 100,0 % | - |
| SIV Ops Training, S.L. | Espagne | 80,0 % | 80,0 % |

Participations dans des coentreprises mises en équivalence :

| Nom | Pays de constitution | Participation en % 2017 | Participation en % 2016 |
|---|----------------------|-------------------------|-------------------------|
| Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. Bhd. | Malaisie | 50,0 % | 50,0 % |
| Aviation Training Northeast Asia B.V. | Pays-Bas | 50,0 % | 50,0 % |
| CAE Flight and Simulator Services Korea, Ltd. | Corée | 50,0 % | 50,0 % |
| CAE Flight Training (India) Private Limited | Inde | 50,0 % | 50,0 % |
| CAE-LIDER Training do Brasil Ltda. | Brésil | 50,0 % | 50,0 % |
| CAE Melbourne Flight Training Pty Ltd. | Australie | 50,0 % | 50,0 % |
| China Southern West Australia Flying College Pty Ltd. | Australie | 47,1 % | 47,1 % |
| Embraer CAE Training Services, LLC | États-Unis | 49,0 % | 49,0 % |
| Emirates-CAE Flight Training LLC | Émirats arabes unis | 49,0 % | 49,0 % |
| Flight Training Alliance GmbH (coentreprise) | Allemagne | 50,0 % | 50,0 % |
| HATSOFF Helicopter Training Private Limited | Inde | 50,0 % | 50,0 % |
| Helicopter Training Media International GmbH | Allemagne | 50,0 % | 50,0 % |
| HFTS Helicopter Flight Training Services GmbH | Allemagne | 25,0 % | 25,0 % |
| JAL CAE Flight Training Co. Ltd. | Japon | 50,0 % | 50,0 % |
| National Flying Training Institute Private Limited | Inde | 51,0 % | 51,0 % |
| Rotorsim s.r.l. | Italie | 50,0 % | 50,0 % |
| Rotorsim USA LLC | États-Unis | 50,0 % | 50,0 % |
| Pegasus Ucus Egitim Merkezi A.S. | Turquie | 49,9 % | - |
| Zhuhai Free Trade Zone Xiang Yi Aviation Technology Company Limited | Chine | 49,0 % | 49,0 % |
| Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited | Chine | 49,0 % | 49,0 % |

Pour l'exercice 2017, la quote-part non comptabilisée des profits des coentreprises que la Société a cessé de constater lors de l'application de la méthode de la mise en équivalence s'est établie à 1,7 million \$ (pertes de 1,2 million \$ en 2016). La quote-part non comptabilisée cumulative des pertes de ces entités totalisait 8,9 millions \$ au 31 mars 2017 (10,6 millions \$ en 2016). La quote-part non comptabilisée cumulative de la perte globale des coentreprises totalisait 10,5 millions \$ (12,3 millions \$ en 2016).

NOTE 33 – TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises :

| | 2017 | 2016 |
|---|---------|---------|
| Créances clients (note 4) | 54,0 \$ | 42,6 \$ |
| Contrats en cours : actifs | 14,2 | 34,5 |
| Autres actifs | 27,4 | 21,9 |
| Dettes fournisseurs et charges à payer (note 9) | 15,3 | 20,1 |
| Contrats en cours : passifs | 25,9 | 4,3 |

Les autres actifs comprennent une créance sur un contrat de location-financement de 12,4 millions \$ (14,8 millions \$ en 2016) échéant en octobre 2022 et portant intérêt au taux annuel de 5,14 %, des prêts de 8,4 millions \$ (0,6 million \$ en 2016) échéant en août 2018 et en juin 2026 et portant respectivement intérêt aux taux annuels de 11 % et 5 % et à un taux fixe correspondant au taux de swap de l'euro à 10 ans plus une marge de 2,50 %, ainsi qu'une créance non courante sans intérêt de 6,6 millions \$ (6,5 millions \$ en 2016), sans modalité de remboursement. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées aux 31 mars 2017 et 2016.

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises :

| | 2017 | 2016 |
|-----------------------------------|---------|---------|
| Produits des activités ordinaires | 71,5 \$ | 95,3 \$ |
| Achats | 4,0 | 2,9 |
| Autres produits | 1,8 | 2,3 |

De plus, au cours de l'exercice 2017, des transactions s'élevant à 1,4 million \$ (2,2 millions \$ en 2016) ont été faites aux prix normaux du marché avec des entreprises dont des membres du conseil d'administration de la Société sont des dirigeants.

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé se compose des personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

| | 2017 | 2016 |
|---|----------------|---------|
| Salaires et autres avantages du personnel à court terme | 7,1 \$ | 4,8 \$ |
| Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à prestations définies ¹⁾ | 1,3 | 1,0 |
| Paiements fondés sur des actions | 16,8 | 8,6 |
| | 25,2 \$ | 14,4 \$ |

¹⁾ Comprennent les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel.

Conseil d'administration et direction

CONSEIL D'ADMINISTRATION

James F. Hankinson

Président du conseil d'administration
CAE inc.
Toronto (Ontario)

Margaret S. (Peg) Billson²

Administratrice de sociétés
Albuquerque (Nouveau Mexique)

L'honorable Michael M. Fortier, C.P.¹

Vice-président du conseil
RBC Marchés des Capitaux
Ville Mont-Royal (Québec)

Paul Gagné^{1, 2}

Président du conseil
Corporation Wajax
Sennerville (Québec)

Alan N. MacGibbon²

Vice-président du conseil
Osler, Hoskin & Harcourt LLP
Oakville (Ontario)

L'honorable John Manley, C.P., O.C.^{1, 3}

Président et chef de la direction
Conseil canadien des affaires
Ottawa (Ontario)

François Olivier

Président et chef de la direction
Transcontinental inc.
Montréal (Québec)

Marc Parent

Président et chef de la direction
CAE inc.
Montréal (Québec)

Gén. Peter J. Schoemaker, É.-U. (ret.)^{1, 3}

Consultant en matière de défense
Tampa (Floride)

Andrew J. Stevens^{1, 3}

Administrateur de sociétés
Cheltenham, Gloucestershire
(Royaume-Uni)

Katharine B. Stevenson^{2, 3}

Administratrice de sociétés
Toronto (Ontario)

DIRECTION

James F. Hankinson

Président du conseil
d'administration

Marc Parent

Président et chef de la direction

Nick Leontidis

Président de groupe
Solutions de formation pour
l'aviation civile

Gene Colabatistto

Président de groupe
Défense et sécurité

Sonya Branco

Vice-présidente, Finances et
chef de la direction financière

Mark Hounsell

Chef des affaires juridiques et
de la conformité, et secrétaire

Constantino Malatesta

Vice-président et contrôleur

Mario Pizzolongo

Trésorier

¹ Membre du comité des ressources humaines

² Membre du comité de vérification

³ Membre du comité de gouvernance d'entreprise

Renseignements aux actionnaires et aux investisseurs

ACTIONS DE CAE

Les actions de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto (TSX) et à la Bourse de New York (NYSE) sous le symbole « CAE ».

COMPTABILITÉ DES TRANSFERTS ET REGISTRE DES ACTIONNAIRES

Société de fiducie Computershare du Canada
100, avenue University, 8^e étage
Toronto (Ontario)
M5J 2Y1
Tél. : 514-982-7555 ou
1-800-564-6253
(sans frais au Canada et aux États-Unis)
www.computershare.com

PROGRAMME DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES

Les actionnaires inscrits domiciliés au Canada qui souhaitent recevoir leurs dividendes en actions ordinaires et non en espèces peuvent adhérer au Programme de réinvestissement des dividendes de CAE. Le formulaire d'adhésion au programme peut être obtenu auprès de la Société de fiducie Computershare du Canada ou : www.cae.com/dividende

DÉPÔT DIRECT DES DIVIDENDES

Les actionnaires inscrits domiciliés au Canada qui reçoivent leurs dividendes en espèces peuvent, au lieu du paiement par chèque, en demander le dépôt direct dans leur compte bancaire. Le formulaire de demande de dépôt direct des dividendes peut être obtenu auprès de la Société de fiducie Computershare du Canada. www.cae.com/dividende

ENVOIS MULTIPLES

Pour ne recevoir qu'un seul envoi des documents qui leur sont adressés, les actionnaires inscrits titulaires de plusieurs comptes communiqueront avec la Société de fiducie Computershare du Canada et les actionnaires non inscrits, avec leur courtier en placements.

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Les rapports trimestriels et annuels ainsi que les autres publications de CAE sont disponibles sur notre site Web à www.cae.com. On peut aussi obtenir ces publications auprès du service Relations avec les investisseurs :

Relations avec les investisseurs

CAE inc.
8585, ch. de la Côte-de-Liesse
Saint-Laurent (Québec) H4T 1G6
Tél. : 1-866-999-6223
investisseurs@cae.com

Version anglaise

If you would like an English version of this Financial Report, please address your request to investor.relations@cae.com.

ASSEMBLÉE ANNUELLE 2017

L'assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le jeudi 10 août 2017 à 11 h (HE) à CAE (Entrée 4 – Auditorium), situé au 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec). La séance sera retransmise en direct sur le site Web de CAE à www.cae.com.

VÉRIFICATEURS

PricewaterhouseCoopers, s.r.l
Comptables professionnels agréés
Montréal (Québec)

MARQUES DE COMMERCE

Les marques de commerce et/ou marques déposées de CAE inc. et/ou de ses sociétés affiliées comprennent, entre autres, CAE, CAE Medallion-6000, CAE Simfinity, CAE Fidelis Lucina, CAE VIMEDIX, CAE Vivo, CAE Dynamic Synthetic Environment (DSE), Série CAE 7000XR et Série CAE 3000. Les autres noms de marques et de produits cités dans ce document et les logos qui y sont reproduits sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Il est interdit de les utiliser, de les modifier, de les copier ou de les citer sans le consentement écrit de leur détenteur. Tous droits réservés.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Les documents suivants portant sur les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise de CAE sont disponibles sur le site Web de CAE (www.cae.com) ou sur demande auprès du secrétaire général :

- Mandats du conseil d'administration et des comités du conseil d'administration;
- Descriptions des fonctions du président du Conseil, des présidents de comité et du chef de la direction;
- Code d'éthique professionnelle de CAE et Code d'éthique des membres du Conseil;
- Directives sur la régie de la Société.

CAE n'est pas tenue de se conformer à la majorité des exigences d'inscription à la cote de la Bourse de New York (NYSE) en matière de gouvernance d'entreprise. Les différences les plus importantes entre les pratiques de CAE et les exigences applicables aux sociétés américaines cotées à la NYSE sont résumées sur le site Web de CAE; CAE est conforme aux exigences importantes de la NYSE à tous égards importants.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des verbes comme croire, compter que, s'attendre à, prévoir, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, devoir, stratégie, futur et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts. Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment des risques liés à l'industrie, comme la concurrence, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes de défense et de sécurité financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les règles des organismes de réglementation et le respect de ces règles; des risques propres à CAE, comme l'évolution des produits, les activités de recherche et de développement (R-D), les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, les partenariats stratégiques et les contrats à long terme, l'approvisionnement et le rapport de force des fabricants d'équipement d'origine (OEM), les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des produits et la gestion des programmes, la protection des droits de notre propriété intellectuelle, l'accès à la propriété intellectuelle de tiers, la perte de personnel clé, les relations de travail, la responsabilité environnementale et les actions en responsabilité consécutives à des dommages, l'intégration des entreprises acquises, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les systèmes de technologie de l'information, y compris les menaces à la cybersécurité, la durée du cycle de vente, le rendement continu du capital investi pour les actionnaires et notre dépendance envers la technologie et les tiers fournisseurs; de même que des risques liés au marché, comme les écarts de change, l'instabilité politique, la disponibilité du capital, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger, y compris le risque de corruption, et les lois fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions vous sont fournies à la rubrique Risques et incertitudes liés à notre activité du rapport de gestion. Nous avisons le lecteur que la liste susmentionnée n'est pas nécessairement exhaustive. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités. Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.



À titre de membre du programme eTree, CAE inc. s'engage à répondre à vos besoins en tant qu'actionnaire tout en respectant l'environnement. Pour chaque actionnaire qui décide de recevoir ses communications de façon électronique, CAE plantera un arbre par l'entremise d'Arbres Canada, le chef de file en matière de reforestation urbaine au Canada. À ce jour, CAE a contribué à planter 5 265 arbres.



Contient 30 % de fibres postconsommation et 70 % de fibres vierges certifiées FSC®
Certifié ÉcoLogo et FSC® Sources Mixtes
Fabriqué à partir d'énergie biogaz

cae.com

Votre partenaire de choix
en formation
partout dans le monde

